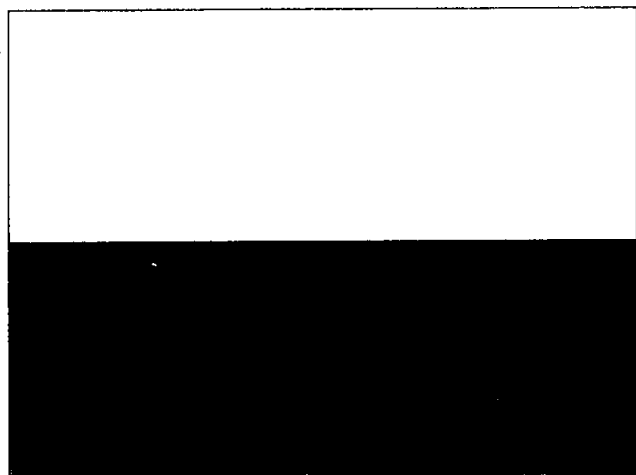


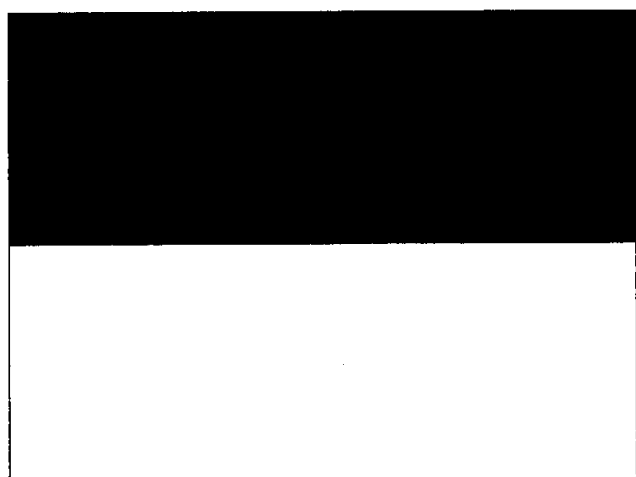
B14

VOYAGE D'ETUDES

POLOGNE

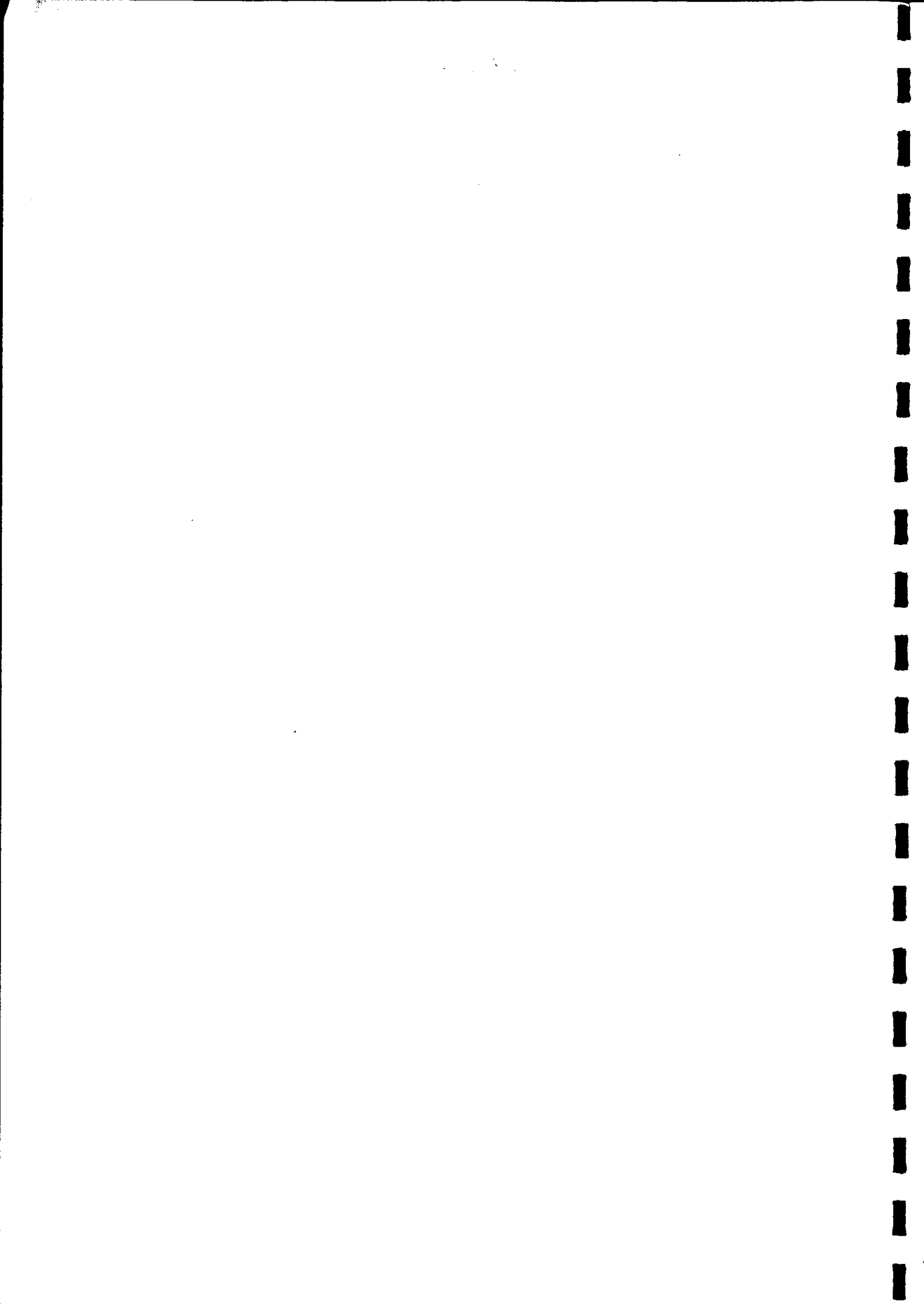


UKRAINE



DIVISION B

27 mai - 6 juin 1995



Note liminaire

Ce dossier a pour but de préparer intellectuellement les officiers de la division B à leur voyage d'études. Il est le fruit du travail d'une équipe de cinq officiers :

Lcl Beaussant
Lcl Duflot
Lcl Forcet
Cba Maurin
Lcl Urbagnak

Les sensibilités, opinions et approches des rédacteurs ont été respectées. Le style du document a peut-être perdu en homogénéité mais a gagné en spontanéité.

Plutôt que de produire un énorme document se voulant exhaustif, nous avons préféré vous brosser un tableau à la manière impressionniste. Nous espérons vous éclairer suffisamment pour provoquer votre intérêt et votre curiosité.

Le voyage permettra d'approfondir les connaissances mais aussi de rencontrer les populations et peut-être de donner une dimension humaine à une connaissance livresque.

Paris, le 2 mai 1995



SOMMAIRE

POLONIE

GEOGRAPHIE

HISTOIRE

ECONOMIE

SOCIETE

CULTURE

POLITIQUE

DEFENSE

UKRAINE

GEOGRAPHIE

HISTOIRE

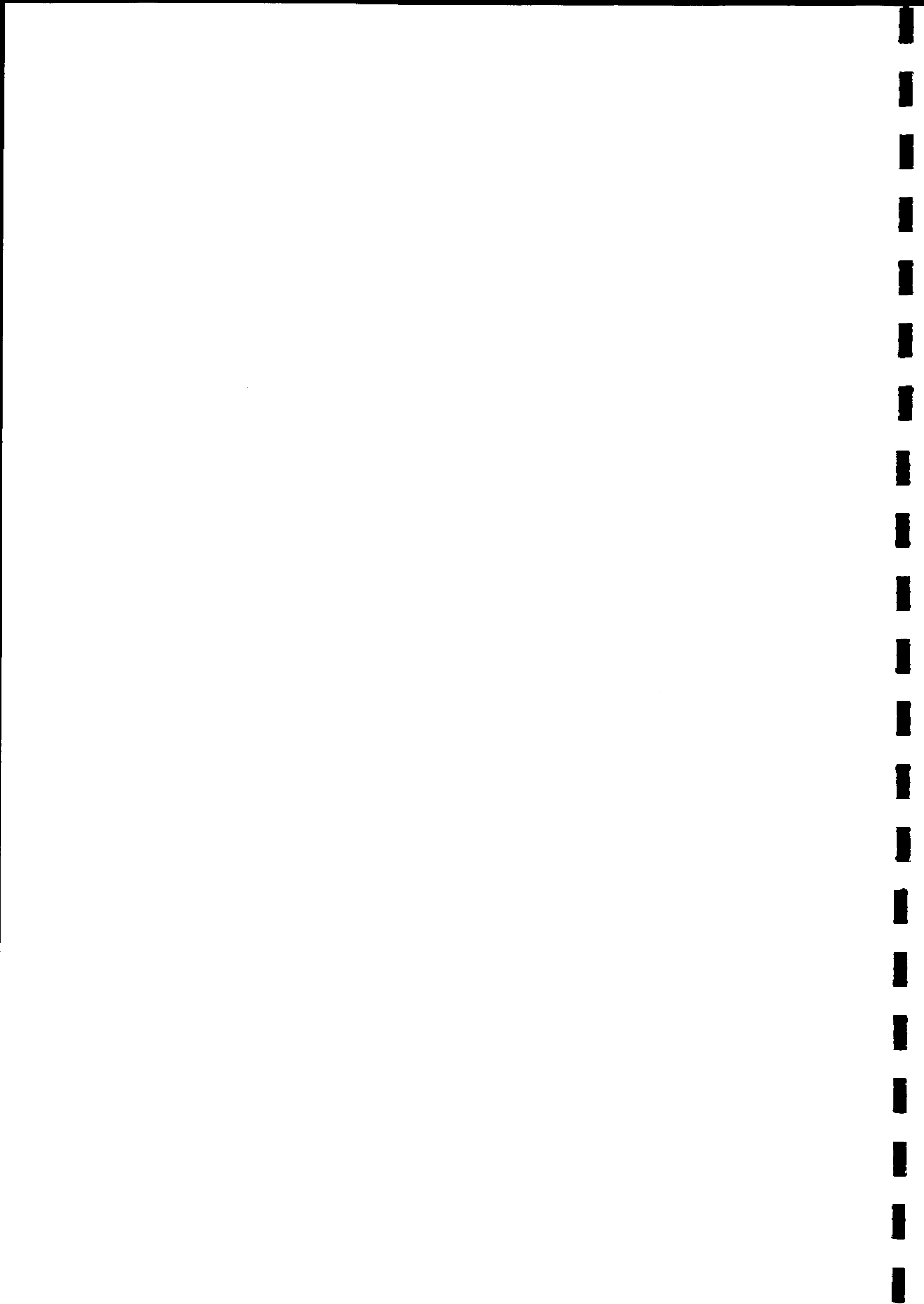
ECONOMIE

SOCIETE

CULTURE

POLITIQUE

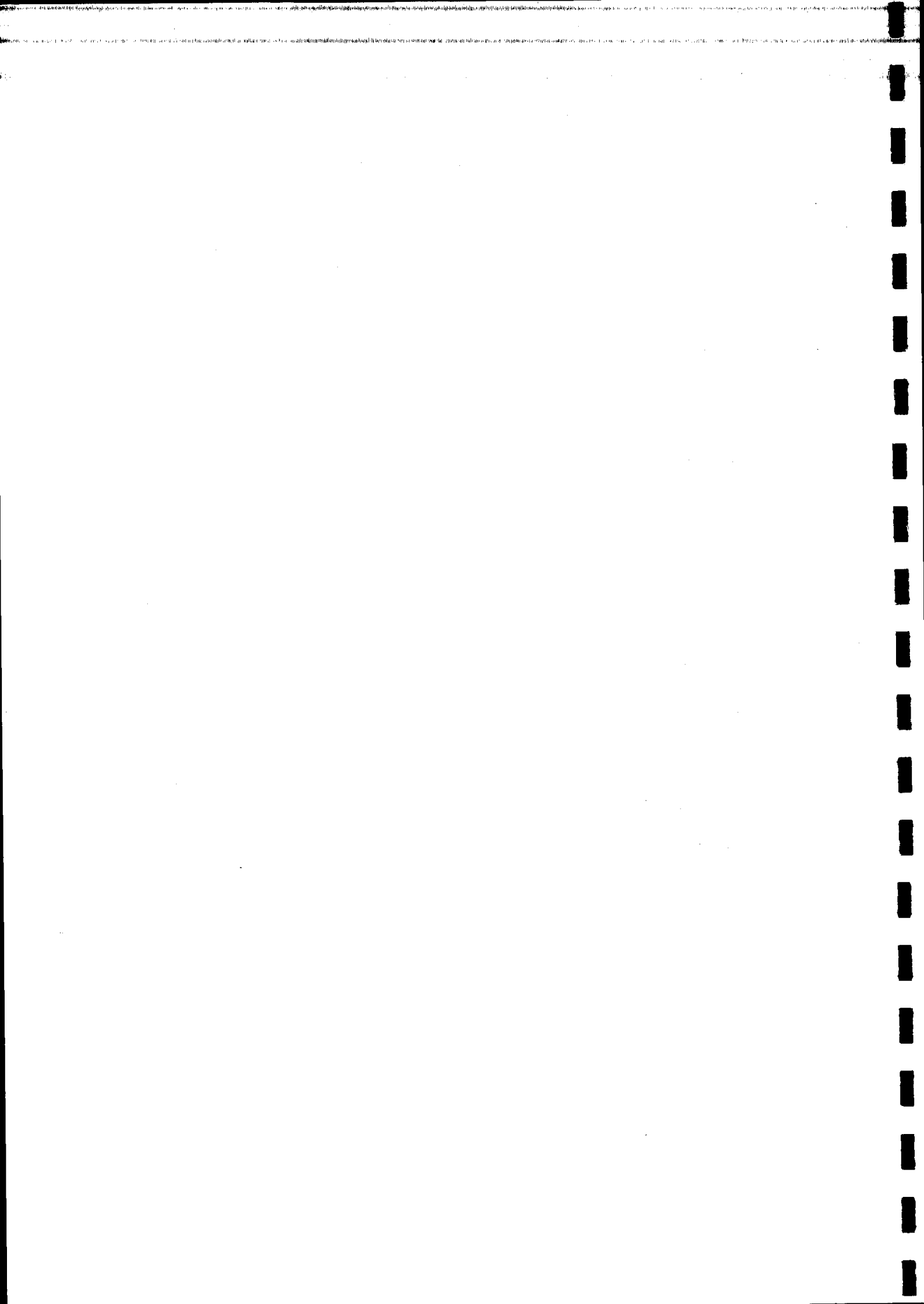
DEFENSE



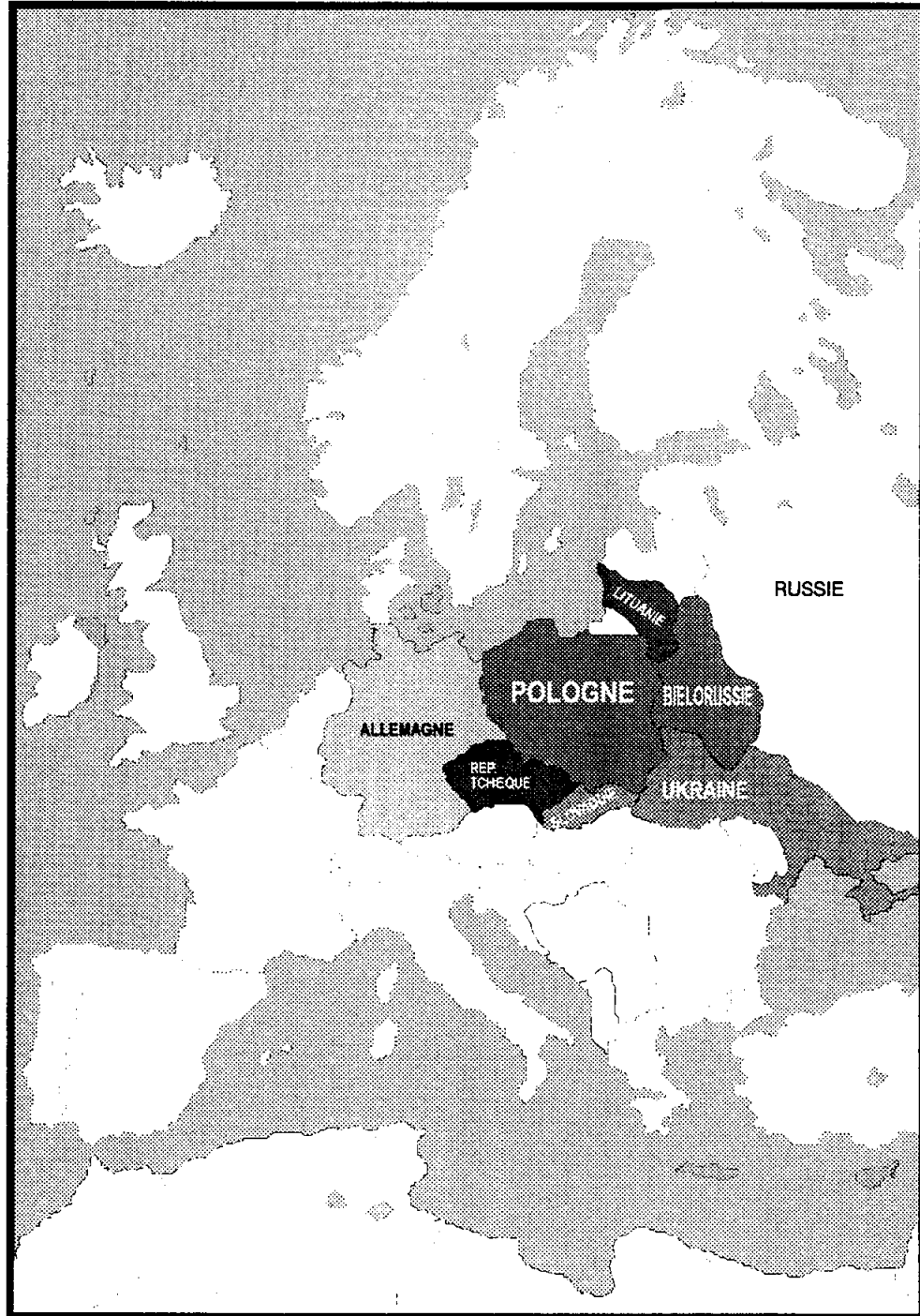
POLOGNE



GEOGRAPHIE

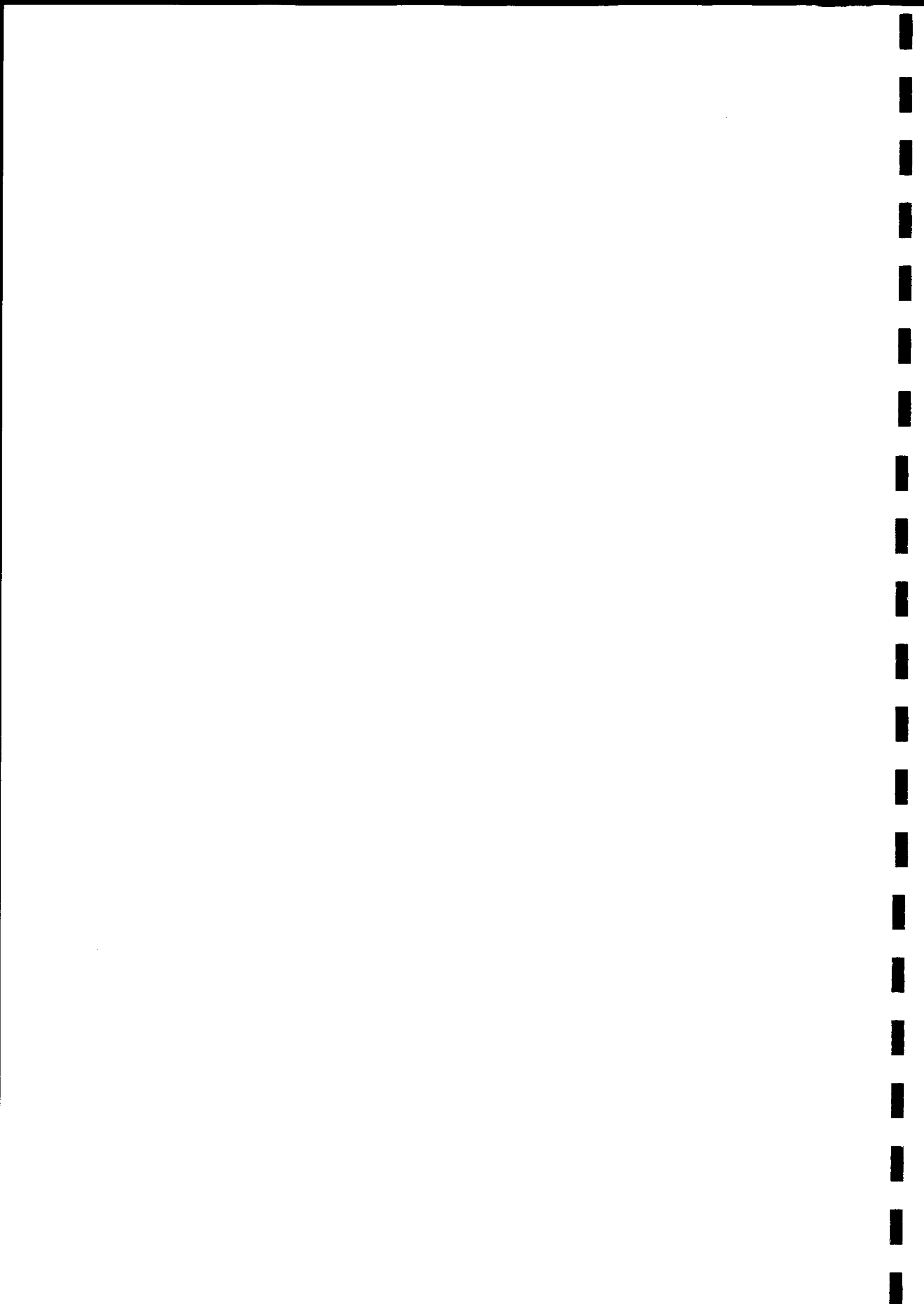


SITUATION DE LA POLOGNE



La Pologne est un pays d'Europe centrale, de 312.000 km² qui, en dépit d'une histoire mouvementée de ses frontières et de sa disparition en tant qu'Etat - nation à deux reprises, s'inscrit dans un domaine géographique sensiblement identique à celui qu'elle avait sous le premier ancêtre connu des princes polanes, à la fin du 1er millénaire

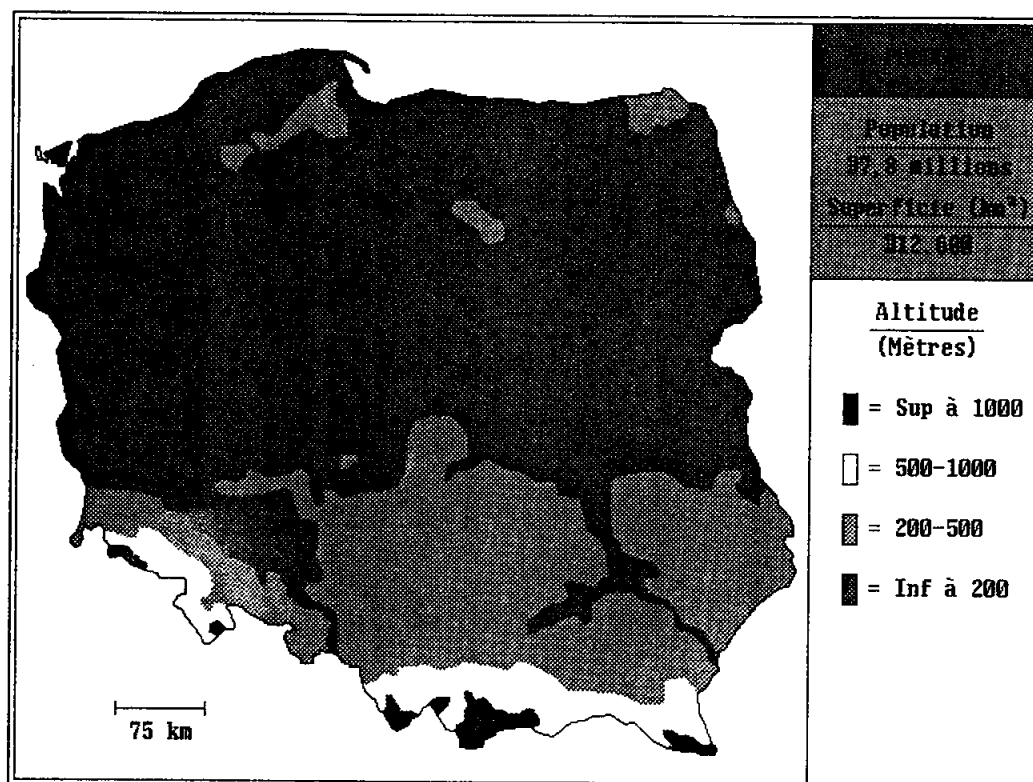
Baignée au nord par la mer Baltique, elle est frontalière de la Russie (enclave russe de Kaliningrad), la Lituanie (au nord-est.), la Biélorussie (à l'est), l'Ukraine (au sud-est), la Slovaquie (au sud), la Tchéquie (au sud-ouest), et l'Allemagne (à l'ouest sur la ligne Oder-Neiss reconnue par l'Allemagne au traité de Varsovie en 1990).



LES ASPECTS PHYSIQUES DE LA POLOGNE

MORPHOLOGIE

Pays de contact entre les montagnes de l'Europe centrale et la grande plaine de l'Europe du Nord, la Pologne présente une grande uniformité physique qui se marque dans le relief par la faiblesse de dénivellations topographiques; l'altitude moyenne est de 173 m, mais 91,3 % du territoire est à moins de 300m, 8,6 % de 300 à 1000, 0,1 % est à plus de 1000m.



Relief

Le relief polonais, uniforme par ses dénivellations topographiques, est relativement varié dans ses formes. Les zones de relief sont orientées E.-O; et se succèdent du S. au N. comme suit:

Une zone montagneuse méridionale présentant des dénivellations de plusieurs centaines de mètres; large de 100 km, ses crêtes élevées sont sur la frontière: 1100m dans les Studettes, 2500m dans les Carpates (pic Rysy).

Une zone de plateaux et de plaine au pied des massifs montagneux (plaine de Silésie, plateau de Haute-Silésie, bassin de Petite Pologne, plateau de Lublin; au nord de cette Petite Pologne se trouve le massif de la Ste. Croix qui culmine à 611 m.

Une zone de sillon central, drainée par des cours d'eau est-ouest (plaine de Mazowie et de Grande Pologne)

Une zone littorale, côte basse, longue de 694 km percée en son centre par le delta de boues et de vases de la Vistule

Hydrographie

Grande similitude du régime des cours d'eau dans toute la Pologne. Le drainage se fait entièrement vers la Baltique dont 89% par l'Odra (son bassin couvre 106.000 km²) et la Vistule (bassin de 168.000 km²).

Certaines rivières ont joué un rôle essentiel dans la définition des frontières; ainsi en est-il de l'Oder, la Neiss, et le Bug.

Les hautes eaux se situent au printemps, les basses eaux en août-septembre. Des crues irrégulières peuvent se produire en été.

CLIMATS

La Pologne est marquée par un climat semi-continentale caractérisé par des hivers froids et des étés chauds et orageux (62% des précipitations tombent dans le bassin de la Vistule du 1er avril au 30 septembre). Dans la grande plaine germano-polonaise, les masses d'air se déplacent sans obstacle dû au relief.

Moyennes des températures

en janvier	Lodz: -3,5°	Varsovie: -3,5°	Lublin: -4,2°
en juillet	18,3°	19,2°	18,6°

LA POPULATION POLONAISE

RESTAURATION DE L'UNITE NATIONALE

La reconstitution en 1919 d'un Etat disparu au XIXème siècle et dont les différentes parties avaient connu une évolution différente au sein d'Etats inégalement développés posait un problème d'unité nationale. Au recensement de 1921, les habitants se répartissent en effet comme suit:

14,3% d'ukrainiens 3,9% de biélorusses 3,9% d'allemands
0,3% de lituaniens.

Après les pertes de la 2ème guerre mondiale (6 Millions de morts), et le déplacement des frontières vers l'Ouest (5 Millions d'ukrainiens, de biélorusses et de lituaniens deviennent citoyens soviétiques), la Pologne perd 11 Millions d'habitants par rapport en 1938.

Sur les **territoires "recouvrés"**, il y avait

en 1939: 1,3 Millions de polonais sur 8,9 Millions d'habitants

La décision du Conseil de contrôle allié, en 1945, de transférer de ces territoires vers l'Allemagne 2,2 Millions d'allemands, remplacés par 4,5 M. de polonais, fait qu'il y avait

en 1945: 5,5 Millions de polonais sur 5,6 Millions d'habitants.

Les minorités nationales qui représentaient avant la guerre plus du tiers de la population de l'Etat polonais ne sont plus à l'heure actuelle que 1,5% de la population.

Le nombre de polonais ou de ressortissants d'origine polonaise à l'étranger est estimé à 10.000.000 de personnes (6,5 M aux Etats-Unis; 1,2 M en C.E.I.; 0,85 M au Brésil; 0,75 M en France...)

La population se répartit très inégalement sur le territoire national (de 40 hab./km² au N.O. de la Pologne, à 710 hab./km² dans la voïvodie urbaine de Lodz). En général, la densité de population croît du nord vers le sud, où elle atteint en Haute-Silésie les plus fortes densités.

DYNAMISME DEMOGRAPHIQUE

La natalité

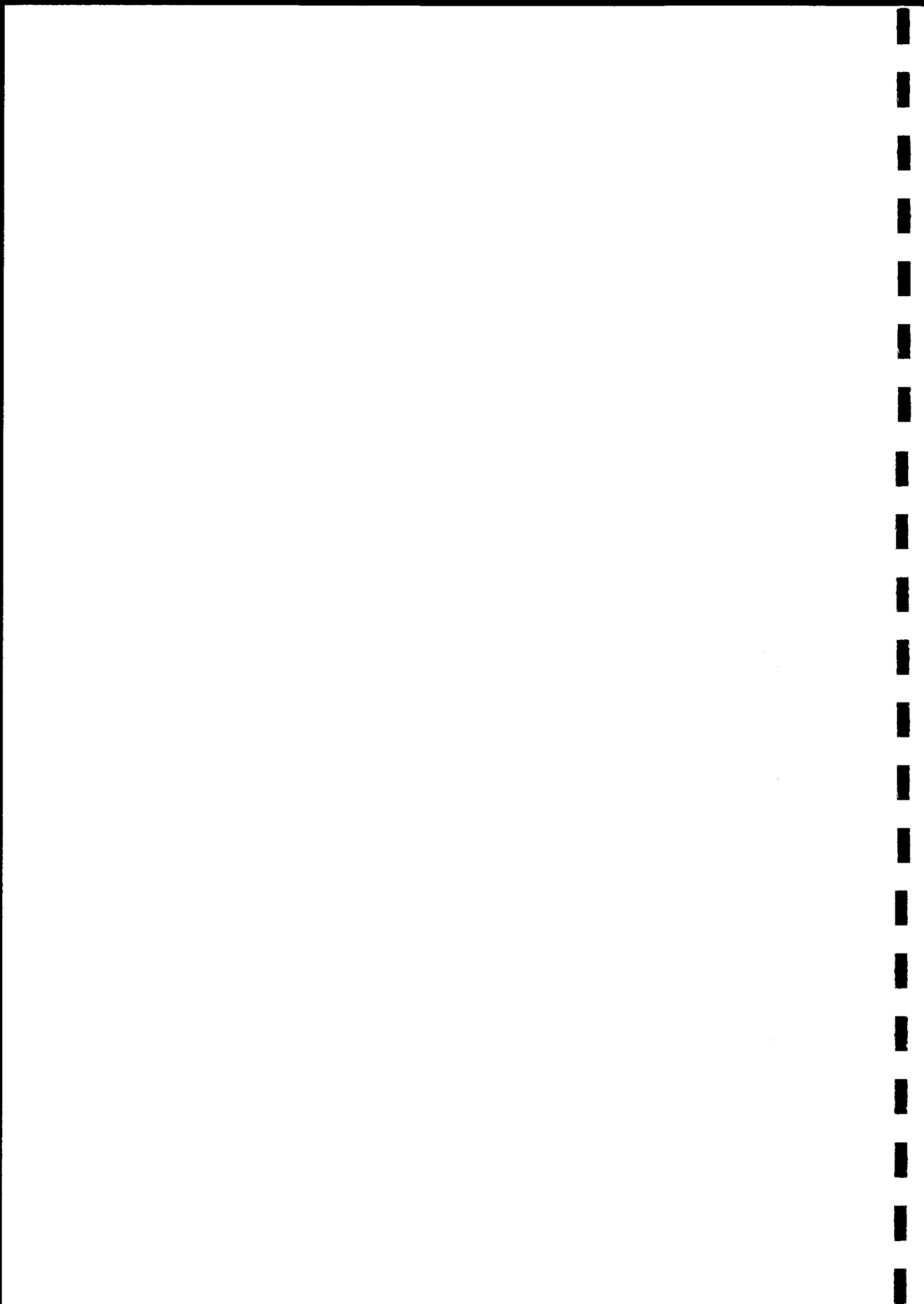
La Pologne d'avant guerre avait un dynamisme démographique et une structure socio-professionnelle de pays sous-développé. La forte natalité y est une natalité de misère. Bas niveau de vie et chômage poussent à l'émigration (200.000 / an dans les années 1930).

Depuis 1950, la natalité, 30,7 en 1950 (naissances retardées par la guerre), chute jusqu'en 1971 où une remontée temporaire est observée du fait de l'arrivée à l'âge de la fécondité de la génération née après la guerre. Depuis ce taux a tendance à rejoindre celui des pays de l'Europe de l'ouest (1/1.000 de plus que celui de la France).

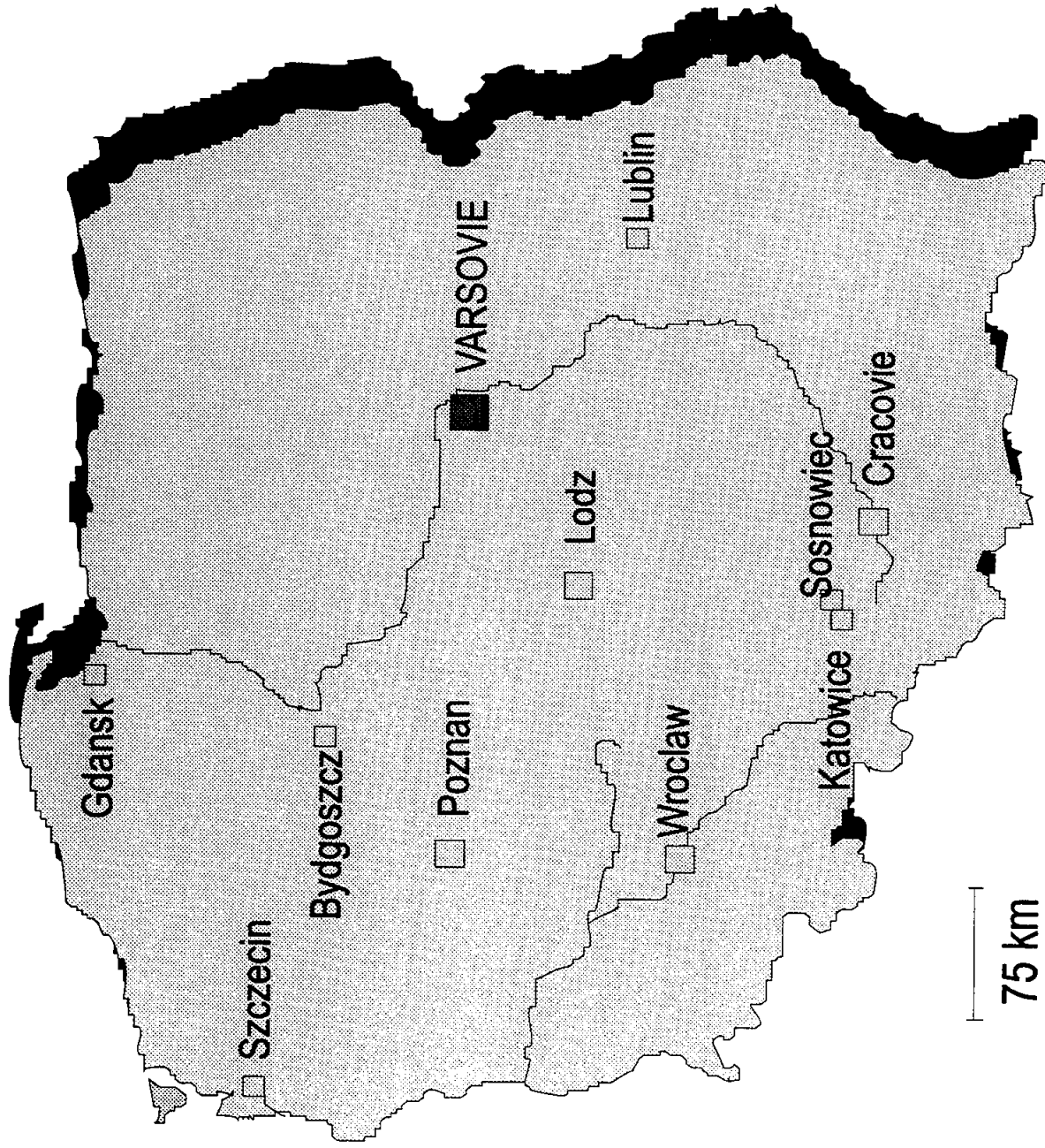
La mortalité

La baisse de mortalité est considérable jusqu'en 1960; elle s'explique par le développement de la sécurité sociale et par la baisse de la mortalité infantile (qui passe de 108‰ en 1950 à 19‰ actuellement). Toutefois, l'accroissement du nombre de personnes âgées a entraîné une remontée.

Il en est résulté un taux élevé d'accroissement naturel



LA POPULATION



POLOGNE

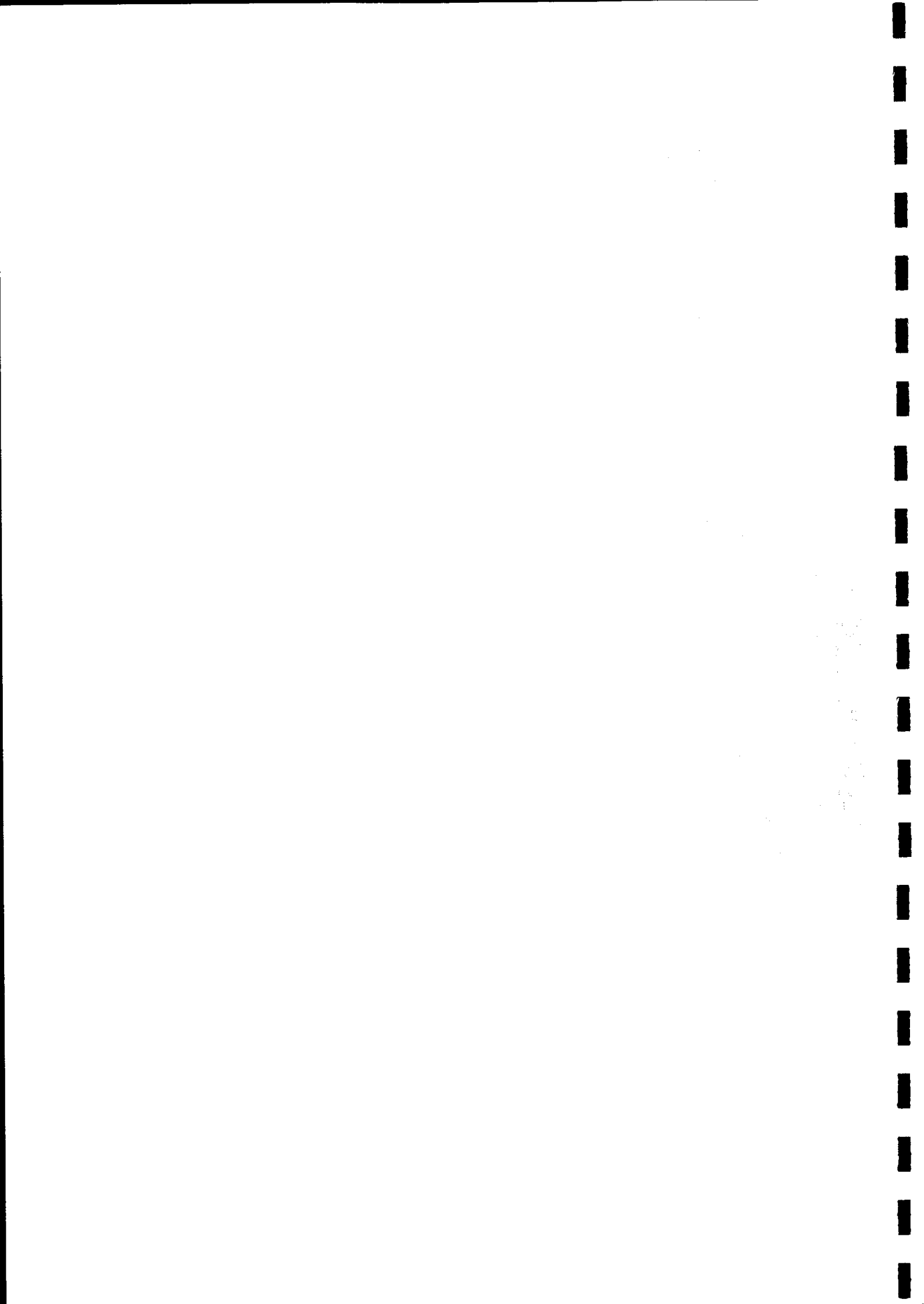
Population
37,8 millions

Superficie (km²)
312.680

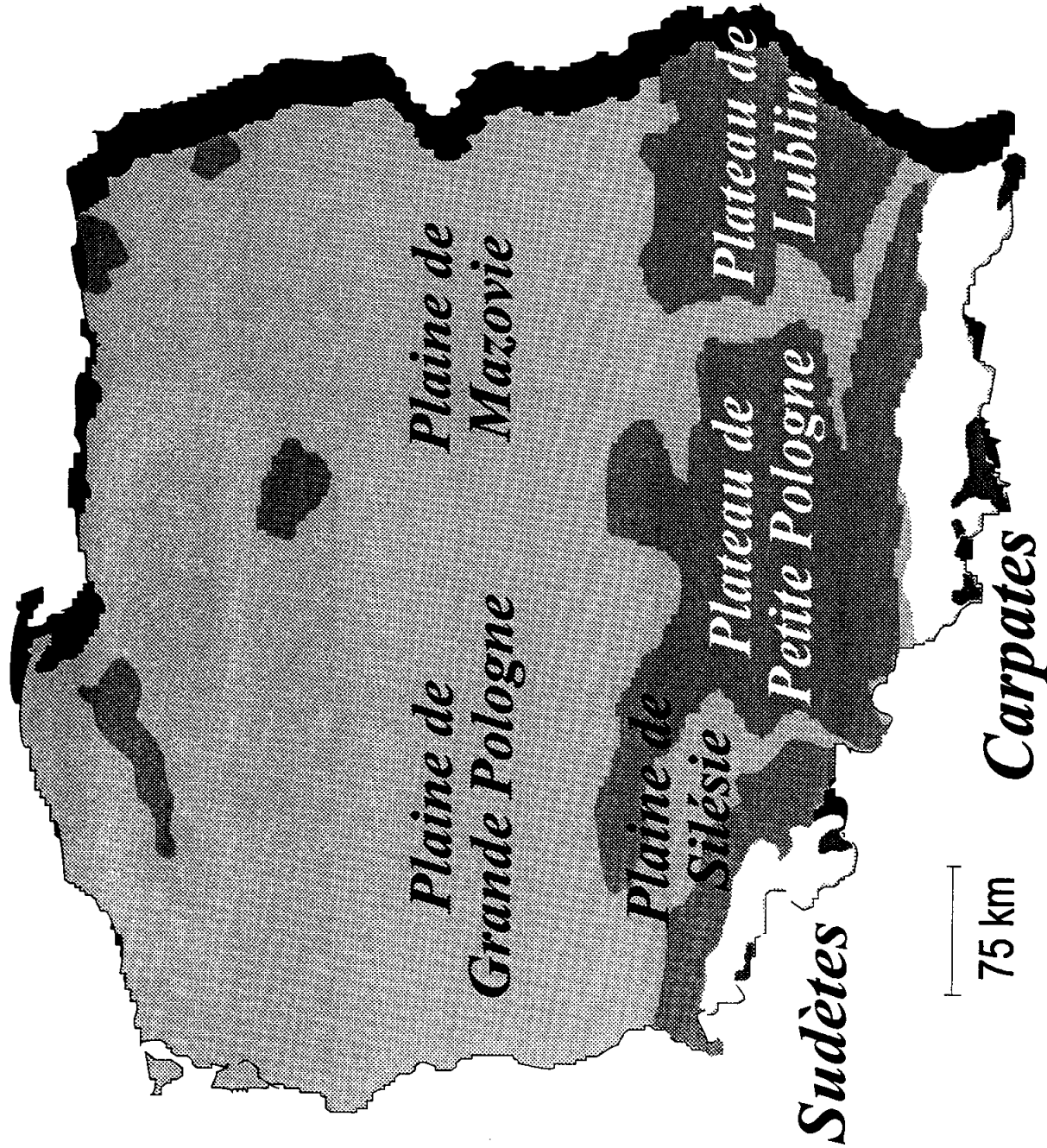
Population Urbaine

- + 1.000.000
- + 500.000
- + 100.000
- Inf. 100.000

■ Capitale



LE RELIEF







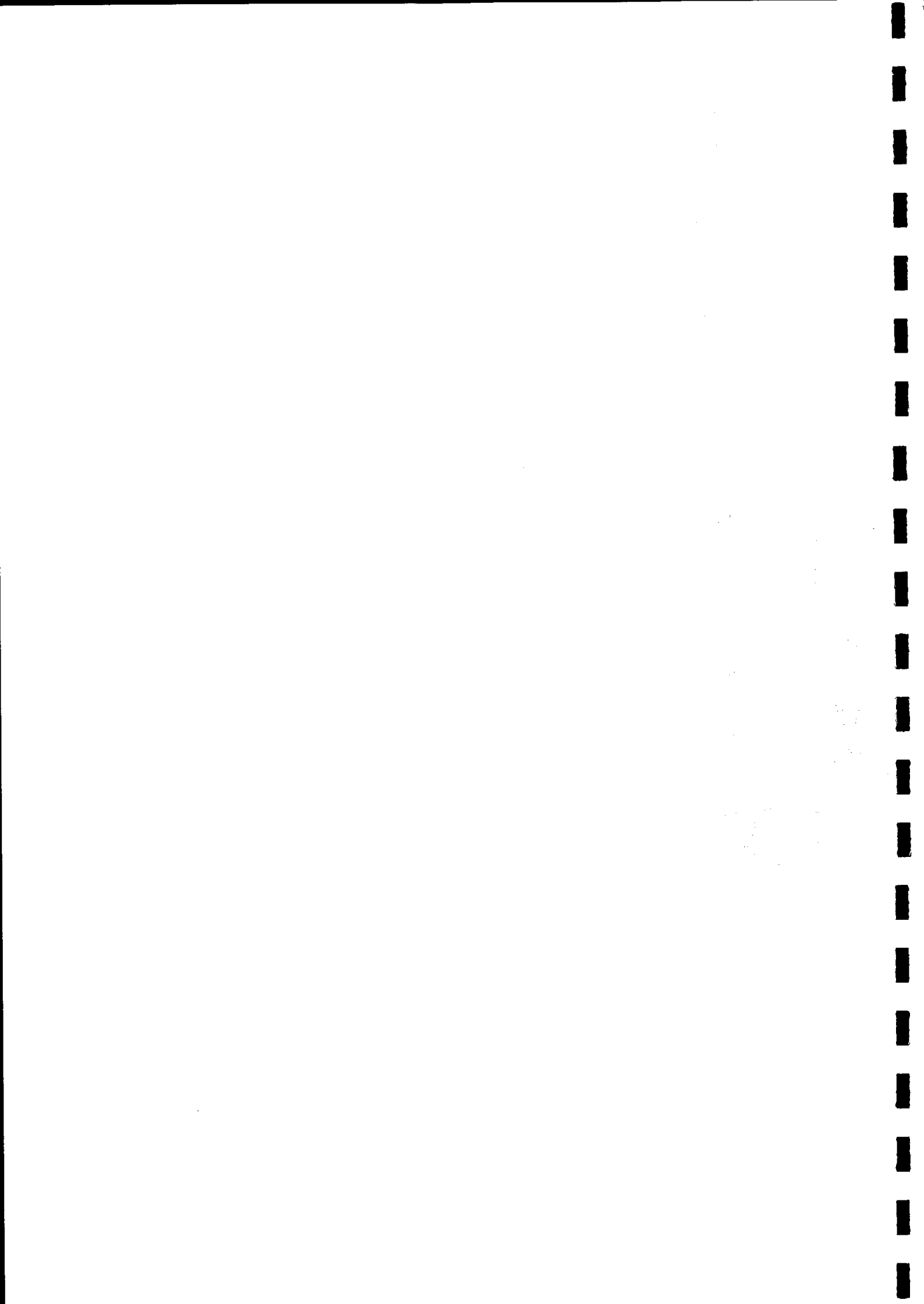
POLOGNE

Population
37,8 millions

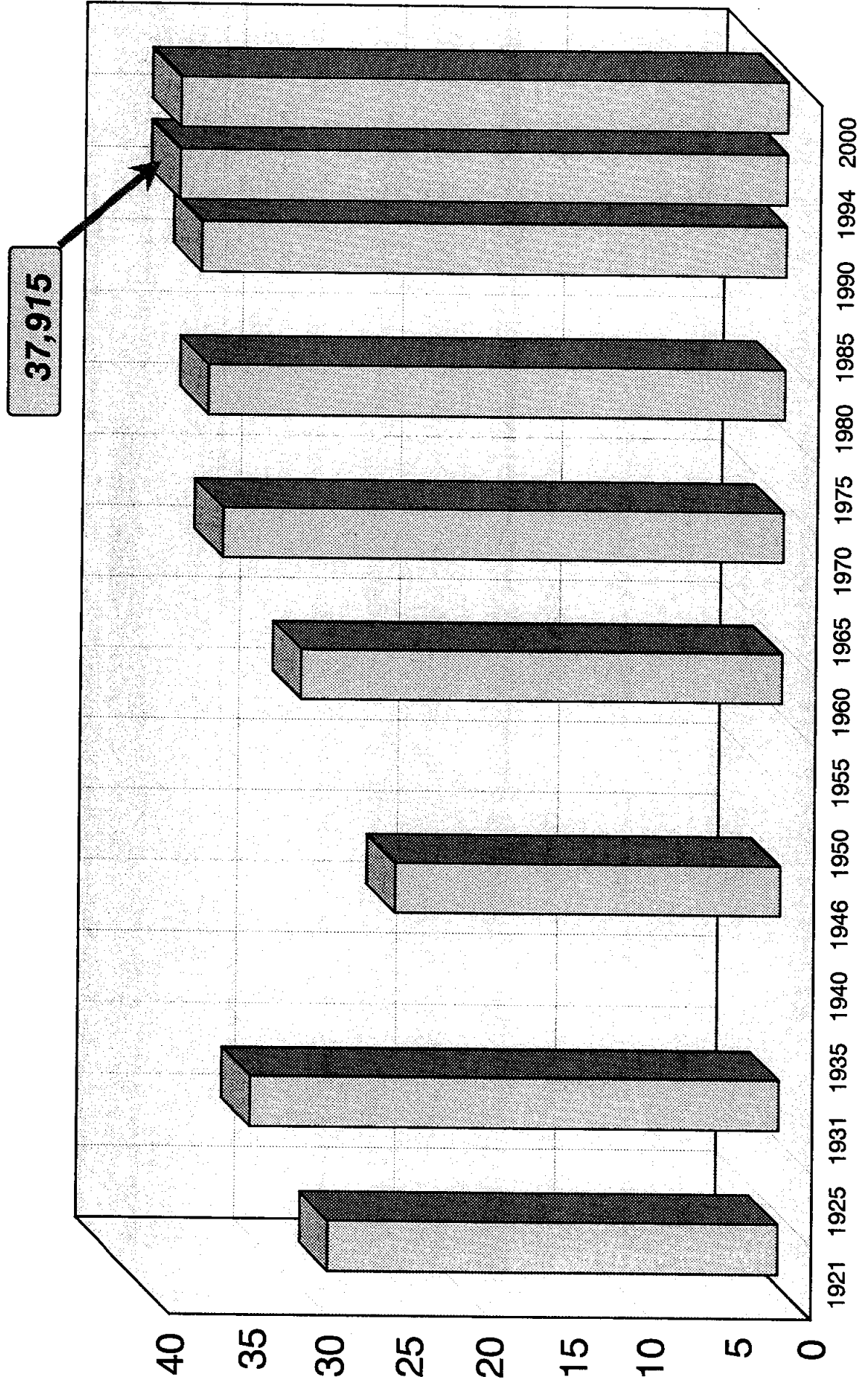
Superficie (km₂)
312.680

Altitude
(mètres)

-  = Sup à 1000
-  = 500 - 1000
-  = 200 - 500
-  = Inf à 200



POPULATION DE LA POLOGNE DE 1921 A 1994 (en millions d'habitants)

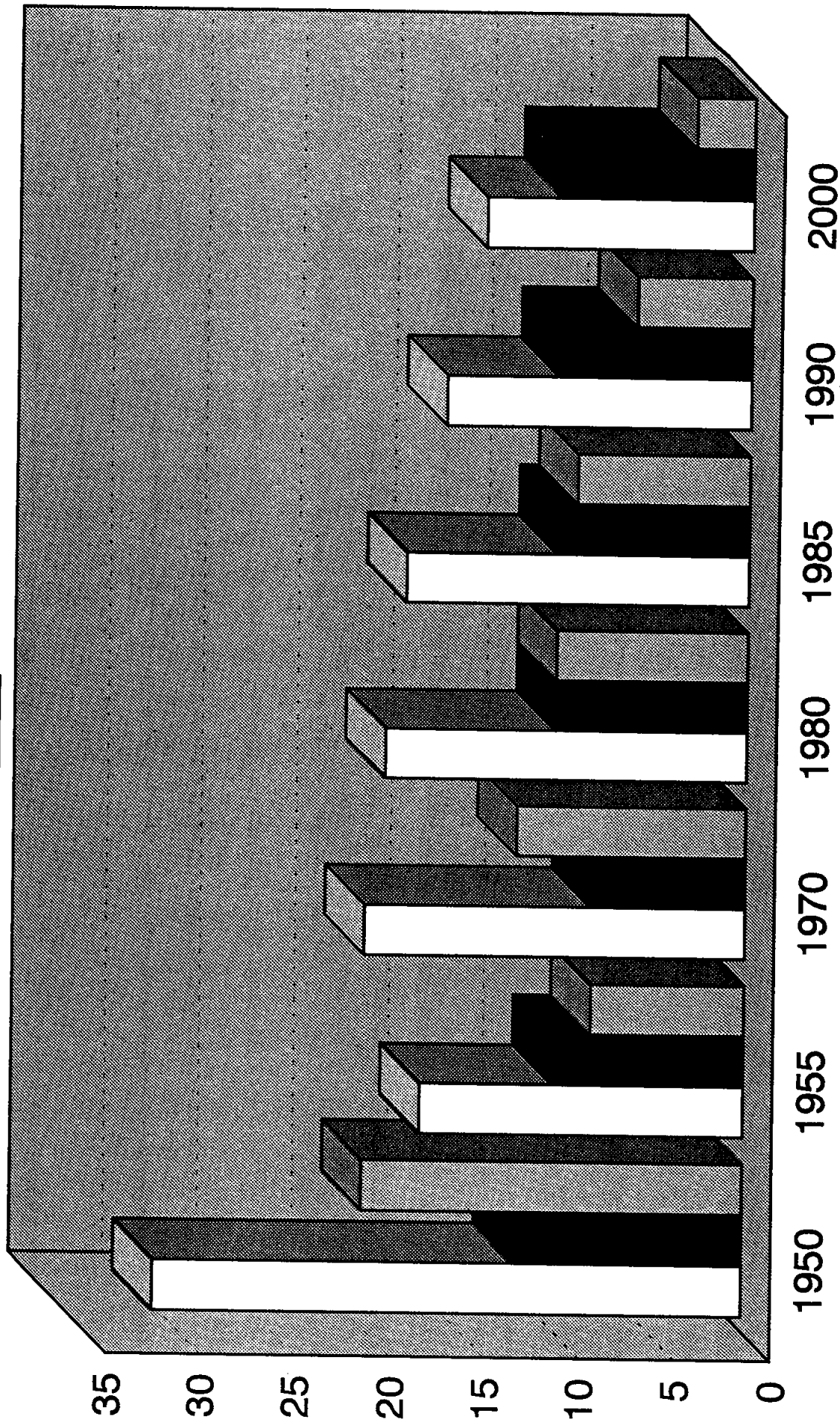


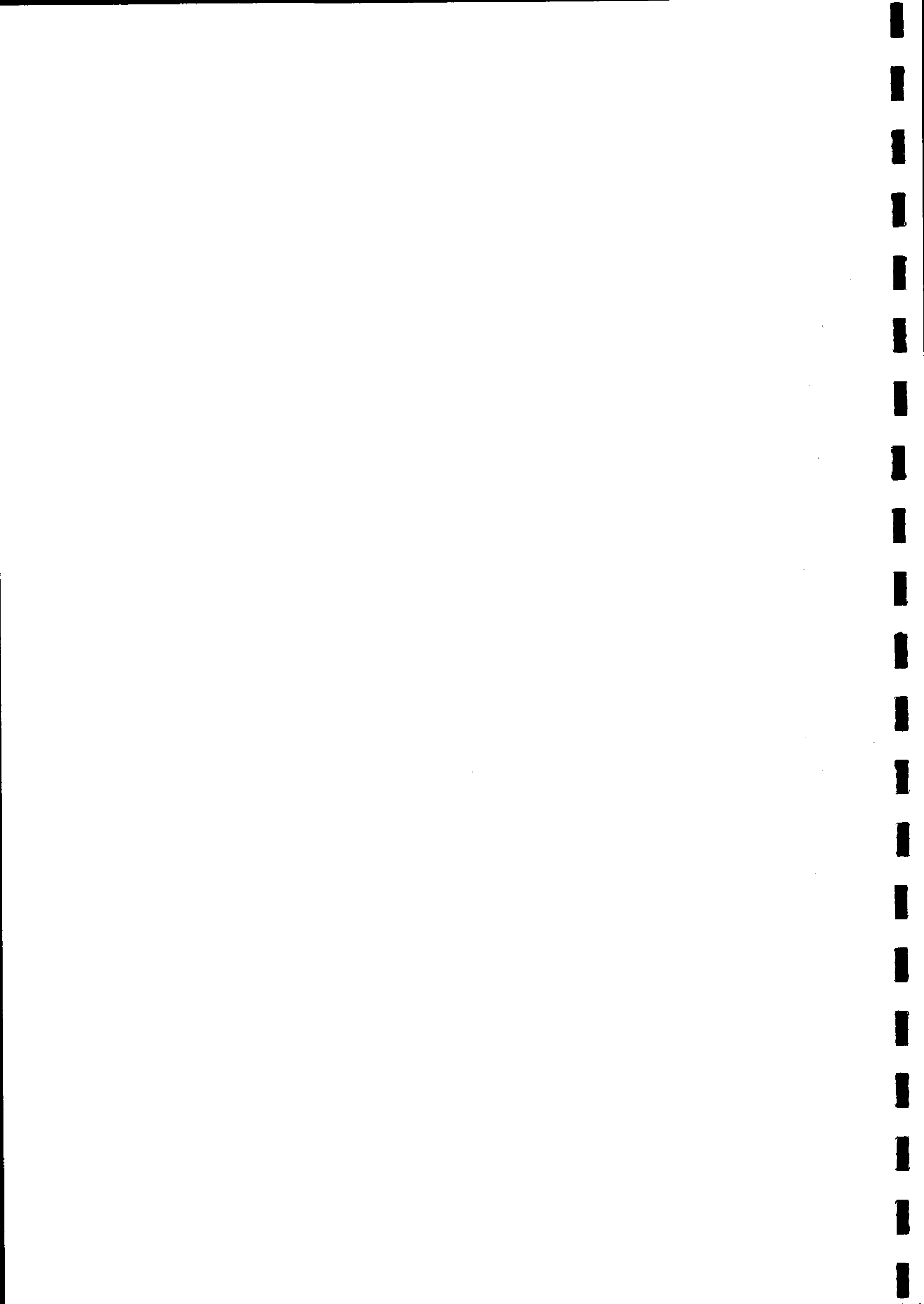
TAUX DE NATALITE ET DE MORTALITE

(pour 1.000 habitants)

□ Natalité ■ Mortalité

▨ Différentiel

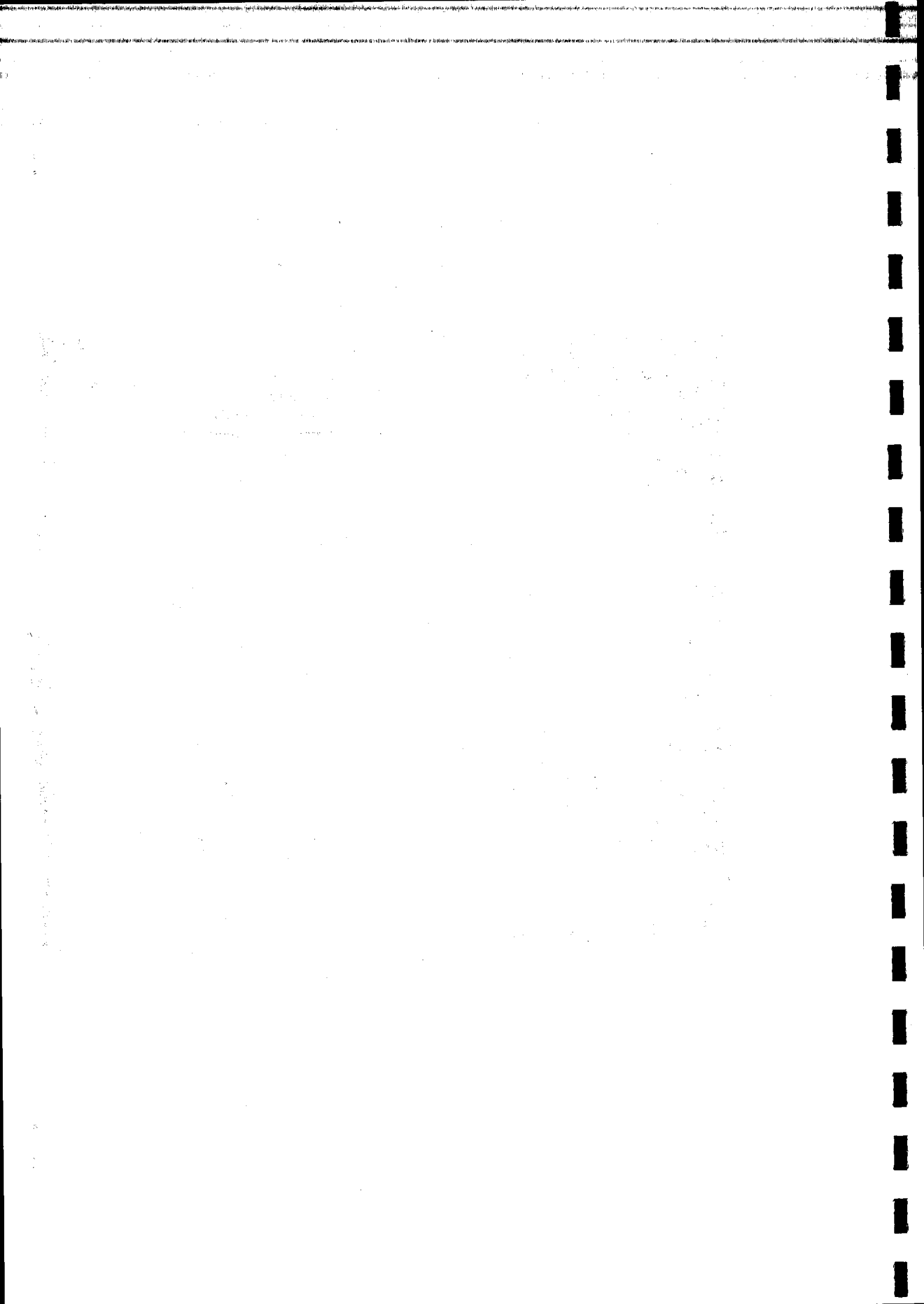




POLOGNE



HISTOIRE



BREF HISTORIQUE DE LA POLOGNE

Depuis 1945, le peuple polonais occupe à nouveau le territoire qui, à peu de chose près, était le sien aux alentours de l'an mille. Entre-temps, il a évolué au rythme des avancées ou reculs de ses voisins : germaniques d'un côté, russes de l'autre. La première poussée germanique incite les Polonais à se tourner vers l'est : unis aux Litvaniens, ils profitent du désarroi des Russes, soumis aux Mongols, pour s'étendre dans cette direction. Le vaste royaume de Pologne ainsi constitué connaît son apogée au XVI^e siècle, puis décline au point qu'à la fin du XVIII^e siècle il ne peut résister aux pressions russe et germanique conjuguées : partagés entre leurs voisins, les Polonais ne forment dès lors plus un Etat.

La Première Guerre mondiale se traduit par un recul quasi simultané de la Russie, en proie à la révolution, et des puissances germaniques (Allemagne, Autriche) défaites : une Pologne indépendante se reconstitue. Vingt ans plus tard, le Pacte germano-soviétique scelle une nouvelle poussée conjointe de l'Allemagne et de la Russie, qui débouche aussitôt sur un nouveau partage : pour la seconde fois de son histoire, la Pologne est supprimée.

En 1945, la symétrie se rompt : à la puissante avancée russe correspond une débâcle allemande. L'Union soviétique peut alors imposer ses vues : tous les Allemands sont rejetés à l'ouest de la ligne Oder-Neisse et les Polonais se décalent, eux aussi, vers l'ouest en réoccupant les territoires que les Allemands avaient colonisés, à leurs dépens, quelque huit siècles plus tôt.

1. LA GENESE DE L'ETAT POLONAIS : LA DYNASTIE DES PIAST

(cf : Carte N° 1)

On fait généralement remonter jusqu'au VI^e siècle la fondation de la ville de Gnesen (en Posnanie), qui est ainsi le berceau de la nation polonaise et qui fut longtemps par la suite le siège épiscopal du primat de Pologne.

Mais ces lointaines origines sont assez obscures et encombrées de légendes. Ce n'est que vers le X^e siècle que l'on commence à avoir des données un peu précises.

En effet trois tribus slaves occidentales sont à l'origine du peuple polonais : **les Polanes de "Grande Pologne"** (Posnanie), **les Vislanes de "Petite Pologne"** (région de Cracovie) et **les Slézanes de Silésie**. Le Polane ***Mieszko Ier (960-992)*** les réunit sous son autorité et fonde **la dynastie des Piast**. Il donne au premier Etat polonais une extension correspondant approximativement à celle de la République populaire. Face aux pressions politico-religieuses germaniques et aux menaces des Slaves de Bohême et de Kiev la conversion au christianisme en 966 du duc ***Mieszko***, l'appui de l'Eglise et de l'empereur Otton III, assurent le destin de la Pologne, constituée en l'an 1000 en province ecclésiastique (archevêché à Gniezno) dépendant directement de Rome. Par ces actions tout prétexte de colonisation est enlevé au Saint Empire.

Mais le partage du royaume en quatre duchés héréditaires à la mort de ***Boleslas III (1102-1138)*** entraîne le morcellement et l'affaiblissement de la Pologne que menacent les Allemands et les Mongols.

Au début du XIIème siècle,

à l'ouest la pression allemande s'intensifie :

- La Silésie, quoique toujours polonaise se germanise
- Sur les rives de la Baltique les Allemands s'implantent :
 - A Riga où , en 1201, un évêché est créé
 - Les chevaliers Porte-Glaive deviennent maître de la Livonie et de la Courlande
 - Au Kulmerland, à l'initiative d'un prince polonais, le duc Conrad de Mazovie, l'Ordre Teutonique s'implante en 1224 pour convertir les Prutènes.

A l'est les Goumans mettent à sac Kiev en 1203. Les Mongols dévastent la Pologne au cours de leur grand raid de 1239-1242. Mais si les Mongols, en Pologne même, n'ont fait que passer, ils assoient leur domination sur tous les Slaves de l'Est et deviennent ainsi, en Galicie et aux approches de la Vistule, des voisins toujours menaçant.

A la fin du XIIIème siècle,

la désagrégation du royaume de Pologne s'est muée en anarchie politique ; par étape la monarchie est devenue élective. L'Eglise catholique maintient seule l'unité nationale.

Au début du XIVème siècle

la Silésie est incorporée au Saint-Empire, l'Ordre Teutonique annexe Dantzig et la Poméranie et coupe la Pologne de la Baltique.

Après 400 ans de règne le dernier représentant de la dynastie des Piast fut le roi **Kasimir III le Grand** (1333-1370). Ce roi se signala par sa sagesse comme législateur, par sa sollicitude pour les humbles. C'est à lui notamment que l'on doit la création en 1361 de l'Université de Kracovie (dont le plus illustre des étudiants fut, à la fin du XV° siècle, le savant Kopernic). Sous son règne le royaume retrouve la prospérité. Il s'agrandit, en 1349, de la principauté ruthène de Halicz (ou Galicie).

2. LA DYNASTIE DES JAGELLONS : L'AGE D'OR (1386-1572)

(cf : Carte N° 2)

A Kasimir III le Grand, qui n'a pas de fils, succède en 1370 sur le trône de Pologne **Louis d'Anjou**, par ailleurs roi de Hongrie. Louis n'a pas de fils non plus, mais deux filles. Après sa mort (1382), l'aînée Marie, devient reine de Hongrie, et la cadette, **Hedwige**, reine de Pologne.

En 1386, Hedwige épouse Jagellon, Grand-Duc de Lithuanie, celui-ci se convertit au catholicisme et est élu roi de Pologne sous le nom de **Ladislas II Jagellon**. Il réunit ainsi sous son sceptre les deux pays. Très rapidement il reçoit l'hommage des princes de Moldavie (1387), de Valachie (1389) et de Bessarabie (1396). **Le nouvel ensemble ainsi constitué représente une puissance considérable**. Il abrite des peuples divers, convaincus que, face aux Tatars ou aux Allemands, "l'union fait la force" et assure la tranquillité.

Le nouvel état ainsi créé arrête les Teutoniques lors de *la bataille de Grunwald* (1410) qui leur ôte la Samogitie. Il met ainsi un terme à l'expansion en Europe orientale des Chevaliers Teutoniques. *La paix de TORUN*, un demi-siècle plus tard, leur enlève la Poméranie et Gdansk. L'ordre se reconnaît alors vassal de la Pologne pour ses autres possessions.

En 1466 la Pologne retrouve sa façade maritime sur la Baltique. Les Jagellons s'assurent les couronnes de Bohême (1471-1526) et de Hongrie (1490-1526).

Sigismond Ier a régné de 1506 à 1548. Son fils **Sigismond-Auguste** (1548-1572) n'a pas d'héritier : **c'est le dernier des Jagellons**. Dès son vivant, il faut renforcer l'ensemble polono-lituanien, dans un contexte international devenu dangereux. Une Diète de Lituanie est créée en 1566, à l'image des institutions polonaises. Trois ans plus tard, les deux Diètes se réunissent à Lublin pour arrêter le nouveau dispositif. Cela ne va pas sans difficulté : les magnats de Lituanie ayant rompu la négociation, la noblesse de Lituanie méridionale demande son rattachement à la Pologne et l'obtient aussitôt. En définitive, tout le monde signe néanmoins *l'Union de Lublin* (1569). Il s'agit d'une union perpétuelle dotée d'une seule couronne, d'une Diète commune et d'un souverain élu en commun. Chacun des deux Etats conserve ses lois, ses tribunaux, son trésor, son armée, ses dignitaires. . . mais les citoyens de chaque Etat ont des droits dans l'autre. **En 1596, Varsovie devient la capitale unique de l'ensemble, en remplacement de Cracovie et de Vilnius.**

Au **XVème et XVIème siècles, ce siècle d'or** s'accompagne d'un grand essor culturel, en relation avec l'Italie notamment (cf. : la construction du château du Wawel, les travaux de Nicolas Copernic). L'Etat polono-lituanien constitue un vaste espace de paix intérieure, civile et religieuse où cohabitent catholiques (et protestant au XVI^e), orthodoxes et juifs. Cependant sur le plan politique les difficultés commencent à surgir.

3. LE DECLIN : Age de fer

(cf. Carte N° 3)

À la mort de Sigismond-Auguste, le dernier des Jagellons, en 1572, il faut trouver un nouveau souverain. Le primat de Pologne devient " inter roi " et l'on cherche quelqu'un à l'étranger (cette pratique se maintiendra jusqu'au milieu du XVIII^e siècle). Diverses candidatures de membres de la famille de Habsbourg échouent. **En juin 1573, le Français Henri de Valois** est élu mais, après quelques mois à Cracovie, il "s'enfuit nuitamment"... On se retourne alors vers **Étienne Bâthory**, brillant voïvode de Transylvanie, qui, en 1575, l'emporte sur l'empereur Maximilien II. Lui succéderont **Sigismond III Vasa** (1587-1632), Suédois catholique dont la mère était une Jagellon, puis son fils **Ladislav IV** (1632-1648).

De 1635 à 1648, la Pologne en paix échappe à la guerre de Trente Ans. Mais les années suivantes vont être terribles.

Les événements de 1648-1676 portent à la Pologne des coups très durs et provoquent son déclin, désormais inexorable. La révolte des Cosaques Zaporogues inaugure la crise, mais c'est des Suédois que les Polonais vont avoir le plus à souffrir.

4. LA PREMIERE GUERRE DU NORD.

(cf : Carte N° 3)

La première Guerre du Nord, très compliquée dans son déroulement, met aux prises la Pologne, la Russie, la Suède, le Danemark et même l'empereur germanique et la Transylvanie. Les Russes, bientôt aidés des Cosaques, attaquent la Pologne en 1653 et prennent Kiev, Smolensk, Vilnius. . .

Trois ans plus tard, les hostilités cessent (*paix de Nimieza, 1656*) car entre-temps les Suédois - ennemis communs des Polonais et des Russes - ont envahi la Pologne à partir de la Livonie. Le motif réside dans une querelle de succession entre Vasa de Suède et Vasa de Pologne, le roi de Pologne **Jean-Casimir** (1648-1668) étant lui-même un Vasa.

De 1655 à 1658, les Suédois occupent et ravagent tout le pays, sauf Danzig et Lvov : Varsovie, prise en 1655, est reprise en 1656, prise et reprise en 1657, prise et reprise à nouveau en 1658. . . Le *traité d'Oliva (1660)* confirme l'abandon de la Livonie à la Suède et clôt la guerre du Nord, mais **ces trois années resteront gravées dans la mémoire des Polonais sous le nom de « Déluge »**

Pour la Pologne, le bilan de plus de vingt cinq ans de conflits est **extrêmement lourd. Les pertes territoriales** demeurent certes limitées : le duché de Prusse (sur laquelle la suzeraineté était à vrai dire nominale), Smolensk, Kiev et la rive gauche du Dniepr, la Podolie (qui sera reprise dès 1699). Mais le pays, envahi de tous côtés, en sort ruiné et en grande partie détruit, comme l'Allemagne du Nord à la fin de la guerre de Trente Ans. **En outre, la Pologne - qui était restée si longtemps un « espace de paix » - va devenir au siècle suivant au pire un champ de bataille, au mieux un lieu de passage pour les armées des pays voisins.**

La Pologne doit tout de même à **Jean Sobieski** un dernier rêve glorieux (1674-1696). Les Turcs ayant mis le siège devant Vienne en 1683, c'est lui qui prend la tête d'une armée de secours et les défait au Krienberg. Il s'ensuit une longue guerre entre la Sainte Ligue constituée à cet effet (Autriche, Venise, Pologne...) et les Turcs. Les Polonais interviennent en Hongrie, en Valachie, en Podolie et, en échange de la cession définitive de Kiev, font entrer la Russie dans le conflit aux côtés de la Ligue. Pour prix de ses efforts, la Pologne récupère la Podolie au *traité de Karlowitz (1699)*.

5. LA SECONDE GUERRE DU NORD.

La paix n'est cependant pas au rendez-vous. A Jean Sobieski succède l'électeur de Saxe Frédéric Auguste, **Auguste II le Fort** (1697-1733) pour les Polonais. C'est la première fois que ceux ci choisissent un prince allemand (l'autre candidat était le Français Conti), qui plus est un souverain régnant disposant déjà de troupes bien entraînées.

Or le tsar Pierre le Grand, qui veut un accès à la Baltique, trouve là l'occasion de nouer contre la Suède une coalition avec Auguste II (qui aimerait récupérer la Livonie) et le Danemark. La seconde Guerre du Nord commence. Attaqué en 1700, le nouveau roi de Suède Charles XII, âgé de dix-huit ans, prend Copenhague (le Danemark n'insiste pas), refoule les Russes à Narva et dégage Riga assiégée par les Polono-Saxons. L'année suivante, les Suédois envahissent à nouveau la Pologne et vont y rester jusqu'en 1709.

En 1704, Charles XII fait élire par la Diète un roi de Pologne de son choix, *Stanislas Leszczyński*, puis pourchasse Auguste II jusqu'en Saxe et le contraint à abdiquer du trône de Pologne en 1706. Il se tourne alors contre la Russie en 1707, l'écrase.

La seconde Guerre du Nord n'a qu'un vainqueur: Pierre le Grand. En 1709, il est à Varsovie et y rétablit Auguste II. Ses troupes occupent le pays, ce qui lui permet d'arbitrer entre factions polonaises. Par ailleurs, seule la Russie obtient des gains territoriaux, La frontière russo-polonaise forme désormais un arc de cercle de Riga à Kiev.

La suite de l'histoire polonaise n'est guère plus brillante. À la mort d'Auguste II (1733), deux candidats s'affrontent: Stanislas Leszczyński, soutenu par la France (Louis XV a épousé sa fille en 1725), et le fils d'Auguste II, soutenu par l'Autriche et la Russie. Sous la pression de l'armée russe, le second candidat (qui devient *Auguste III*) est élu par une diète croupion. Stanislas, encerclé à Danzig, s'enfuit. . . et la guerre de Succession de Pologne continue entre la France et l'Autriche jusqu'au *traité de Vienne* (1738). Stanislas renonce à la Pologne et devient duc de Lorraine à titre viager.

Les Russes, une fois de plus, ont tiré les marrons du feu. Leurs troupes, dès lors, utilisent le territoire polonais comme bon leur semble

6. LA DECADENCE ET LES PARTAGES

(cf : Carte N° 4)

La Suède en déclin, la France retenue par la guerre de Sept Ans, puis par la Révolution, ne peuvent empêcher la Russie, la Prusse et l'Autriche de se livrer à **trois partages successifs de la Pologne.**

1° partage : (1772 *traité de Saint-Pétersbourg*)

Alors que *Stanislas Auguste Poniatowski* est roi de Pologne, Catherine II de Russie obtient la Russie Blanche à l'est de la Dvina et du Dniepr (régions septentrionales et orientales de l'actuelle Biélorussie) ; Frédéric II, la Prusse polonaise (la Pologne est à nouveau privée de son corridor reconquis sur l'Ordre Teutonique en 1466) ; Marie-Thérèse d'Autriche, la Galicie. A l'intérieur de la Pologne qui subsiste, l'influence russe est prépondérante.

Profitant d'un sursaut national le roi entreprend des réformes (mise en place du premier ministère de l'Education Nationale en Europe, vote le 3 mai 1791 d'une constitution Libérale) une partie de l'aristocratie (les magnats) s'y oppose et fait appel à la Russie. Ainsi débute le :

2° partage : (22 juillet 1793 *traité de Crodno*)

Les Autrichiens en guerre contre la France aux Pays-Bas n'y participe pas. La Prusse prend la "Grande Pologne", la Russie la Biélorussie centrale.

Face à ce nouvel affront, le *général Kosciuszko*, héros de l'indépendance des Etats-Unis prend en mars 1794 la tête d'une insurrection qui, pendant plusieurs mois, résiste aux Russes et aux Prussiens. En vain

3° partage (24 octobre 1795).

Les Autrichiens à nouveau présent, la Russie et la Prusse se partagent les restes de la Pologne. **Il n'y a plus de Pologne.**

7. LE COMBAT POUR L'IDENTITE (1795-1918)

(cf : Carte N° 4bis)

Après l'abdication du roi Stanislas Auguste Poniatowski, beaucoup de patriotes polonais s'engagent dans les armées françaises qui deviennent bientôt celle de l'Empire, formant la fameuse légion polonaise de Dabrowski. Après la victoire de Friedland et le traité de Tilsit, Napoléon constitue le **Grand Duché de Varsovie** (1807-1814). Mais cette parenthèse est de courte durée et la **Pologne disparaît à nouveau** de la carte au terme du *traité de Vienne* (1815) qui repartit son territoire entre la Russie, la Prusse, l'Autriche.

A partir de 1815, les Polonais vivent une histoire très différente selon qu'ils relèvent de l'empire d'Autriche, de l'empire de Russie ou du royaume de Prusse. Ces deux derniers sont les plus féroces et tentent d'effacer toute trace d'identité nationale (fermeture des universités de Varsovie, Vilnius, déportations en Sibérie, usage de la langue russe obligatoire, germanisation par l'école et l'armée, implantation de colons allemands)

Grâce à la lutte menée par l'Eglise pour maintenir la langue et les traditions, l'unité peut-être préservée et les politiques d'assimilation tenues en échec. Plusieurs insurrections matées dans le sang ne découragent pas les Polonais dont les souffrances alimentent la pitié et la sensibilité romantique de l'Europe.

L'action des Polonais à l'étranger, surtout en France, contribue à fortifier la soif d'indépendance de leurs frères occupés. Elle réussit aussi à convaincre les hommes politiques de la nécessité de redonner à ce pays sa place : **Chopin**, de père français, mais aussi **Adam Mickiewicz** et **Juliusz Slowacki**, les grandes figures du romantisme polonais, sont à la tête de ce combat pour l'indépendance.

8. LA POLOGNE RECONSTITUEE :

(cf : Carte N° 5)

La guerre de 1914-1918 est l'occasion tant attendue pour renaître.

Quand la guerre éclate en 1914, la mobilisation s'opère sans difficulté : on trouve des Polonais dans les armées allemande, austro-hongroise et russe. Dès 1915, cependant, les Empires centraux occupent le " royaume de Pologne ", qui dépendait de l'Empire russe leur souci devient alors d'entraîner tous les Polonais dans la lutte contre les Russes (à l'instar de **Pilsudski** qui, en 1914, à la tête de ses " légions ", s'était engagé aux côtés des Autrichiens). Mais les Polonais se montrent réticents : la campagne de recrutement de 1917 n'a aucun succès et Pilsudski lui-même, de moins en moins coopératif, est emprisonné à Magdebourg.

Simultanément la cause polonaise touche à nouveau l'Occident. À cet égard, **Ignacy Paderewski** joue aux États-Unis un rôle décisif. Le huitième des " quatorze points " du président Wilson (8 janvier 1918) porte sur " **une Pologne indépendante avec libre accès à la mer**". En 1917, un Comité national polonais se réunit à Paris. **Une armée polonaise participe aux combats en France à partir de mai 1918.**

L'écroulement des empires centraux permet de redonner vie à la Pologne reconnue par *les traités de 1919*. A l'ouest le *traité de Versailles* donne satisfaction aux Polonais, en restaurant à peu près le tracé immédiatement antérieur au partage de 1772. La Pologne recouvre la Posnanie, un corridor qui coupe en deux l'Allemagne lui donne accès à la Baltique par Dantzig (Gdansk) qui est déclarée ville libre sous la protection de la Société des Nations.

Le 14 novembre 1918, le conseil de régence institué en 1917 remet les pouvoirs à Pilsudski, libéré de prison quelques jours auparavant, qui devient aussitôt commandant en chef de l'armée polonaise.

Le 16 janvier 1919, un cabinet d'union nationale se constitue sous la présidence de *Paderewski*, avec la participation des Polonais qui avaient mené la lutte en Occident. Une première Constitution est adoptée le 20 février 1919.

La priorité donnée à la remise sur pied de l'armée polonaise n'allait cependant pas sans raison. Le gouvernement bolchevique, en effet, est bien décidé à récupérer les territoires perdus par la Russie, au fur et à mesure du retrait des troupes allemandes imposé par l'armistice du 11 novembre 1918. Aussi, dès le 11 février 1919, l'armée polonaise se trouve-t-elle face à Brest-Litovsk, avec l'Armée rouge...qu'elle repousse. Pinsk et Grodno sont bientôt prises. Le 20 avril, Pilsudski entre dans Vilnius. En août les Polonais sont au-delà de Minsk. Dans le même temps, ils se sont assurés, aux dépens des Ukrainiens, tout le contrôle de la Galicie orientale.

Pendant que les Polonais s'organisent et contre-attaquent, les Alliés redessinent la carte de l'Europe.

En particulier, la frontière orientale de la Pologne : les Alliés, à commencer par les Anglais, ne veulent pas la garantir au-delà d'une certaine limite. On confia donc à lord Curzon, secrétaire d'État au Foreign Office, le soin d'établir un tracé délimitant les territoires " indiscutablement polonais". Ses travaux, menés à bien en décembre 1919 avec la plus grande compétence, auront néanmoins un curieux destin : dans l'immédiat, ils ne servent à rien, mais seront repris, bien après sa mort, en 1939 et en 1945, par les Soviétiques que la "ligne Curzon" satisfait pleinement. À l'est de cette ligne se trouvent en effet les territoires peuplés en majorité de Biélorusses et d'Ukrainiens, dont la Galicie orientale que l'Autriche, au *traité de Saint-Germain en Laye*, a remise aux "puissances alliées et associées"... et non à la Pologne.

Les Polonais, bien sûr, voient les choses autrement : ils ont pour objectif de se rapprocher autant que possible de leurs frontières de 1772, et c'est précisément pourquoi ils font la guerre aux Russes. Après une période de calme, ils lancent une offensive en avril 1920 avec le concours de l'Ukrainien Petlioura: Kiev est prise le 6 mai. L'Armée rouge réagit aussitôt, conduite par Toukhatchevski en Biélorussie et par Iegorov (et les cavaliers de Boudienny) en direction de la Galicie. Les Polonais reculent sur tout le front. Le 2 juillet, Toukhatchevski émet son célèbre ordre du jour: "La route de l'incendie mondial passe sur le cadavre de la Pologne" . .

Or, c'est à ce moment que deux questions de frontières doivent trouver leur règlement.

Le plébiscite dans les districts de Marienwerder et d'Adenstein a lieu le 17 juillet 1920 : une considérable majorité se prononce pour le rattachement à l'Allemagne, au moment même où l'Armée rouge est aux frontières de la Prusse orientale.

L'autre question est celle de Teschen. Les Alliés, à qui l'on a demandé d'arbitrer, rendent leur décision le 28 juillet : la moitié est du territoire va à la Pologne, la moitié ouest (y compris une forte minorité polonaise) à la Tchécoslovaquie qui consent, par ailleurs, des aménagements de frontière dans la région de Zakopane. Cela ne détend pas les relations entre les deux pays: le 9 août, tandis que l'Armée rouge s'approche de Torun, la Tchécoslovaquie s'oppose à tout transit d'armes en direction de la Pologne !

Les Polonais lancent leur contre-offensive le 12 août, avec le soutien de la France. C'est un succès immédiat (" le miracle de la Vistule ") : l'Armée rouge bat en retraite. Le 12 octobre, les préliminaires de paix sont signés avec le gouvernement soviétique, qui débouchent sur le *traité de Riga* le 18 mars 1921.

La nouvelle frontière polono-russe se situe très à l'est de la ligne Curzon : elle est un peu plus avantageuse, pour les Polonais, que celle fixée par le partage de 1793.

Cette frontière sera reconnue en 1923 par les alliés.

9. ENTRE HITLER ET STALINE : NOUVEAU PARTAGE DE LA POLOGNE

(cf : Carte N°6)

Ayant signé, le 23 août 1939, avec l'URSS un pacte de non-agression assorti d'un protocole secret de partage de la Pologne, **l'Allemagne nazie attaque cette dernière le 1er septembre**, sans déclaration de guerre. Conformément aux dispositions secrètes du *Pacte germano-soviétique*, l'URSS prend possession de tous les territoires situés à l'est du Bug (en gros à l'est de la ligne Curzon définie en 1919)

Réduite à un Gouvernement Général confié à l'allemand Hans Franck, la Pologne est durement frappée par les nazis : destruction systématique de sa capitale, asservissement de la population et élimination de ses élites dans les camps de la mort. La quasi totalité de la population polonaise d'origine juive, un peu plus de trois millions de personnes, d'abord affamée dans les ghettos, est ensuite méthodiquement exterminée. Deux millions et demi de polonais doivent travailler en Allemagne, et plusieurs centaines de milliers meurent dans les camps. **Dans le but de priver la future Pologne de ses cadres et de faciliter l'accession d'un parti communiste, les Soviétiques, au début de la guerre, liquident à Katyn des milliers d'officiers polonais faits prisonniers.** Au total six millions de citoyens polonais périrent dans ce conflit, dont seulement 500 000 au cours des opérations militaires.

Cependant, à l'intérieur, petit à petit, la **résistance** s'organise, dirigée par le gouvernement en exil à Londres (*général Wladyslaw Sikorski* jusqu'en 1943, puis *Stanislaw Mikolajczyk*). Quantitativement la plus importante d'Europe, elle déclenche l'insurrection de Varsovie d'août 1944 que Staline laisse délibérément mater par la Wehrmacht afin de pouvoir mieux asseoir le " Gouvernement légal de Pologne " qu'il avait suscité à Lublin.

A l'extérieur des **armées polonaises** se reconstituent peu à peu ; la première passe de France en Angleterre en 1940.

L'année suivante, en vertu d'un accord entre Moscou et Sikorski, une deuxième armée se forme en URSS sous la direction de *Wladyslaw Anders*. Composée de prisonniers de guerre et de déportés des " territoires annexés ", elle parvient non sans peine, en 1942, à gagner l'Occident via l'Iran. Elle s'illustrera ensuite en Italie (Monte Cassino) et en France.

À l'instigation des Soviétiques, une troisième armée polonaise, dite " division Kosciuszko " ("Armia Ludowa") est mise sur pied en 1943. Elle entre en Pologne peu de temps avant que les Soviétiques installent à Lublin (le 22 juillet 1944) un "Comité de libération nationale".

Celui-ci, présidé par le communiste *Boleslaw Bierut*, est conçu par Moscou comme la préfiguration d'un gouvernement polonais à venir, mais il faut composer avec le gouvernement en exil, soutenu par les Anglais et les Américains. Après de difficiles négociations, les Alliés parviennent à un accord en juin 1945. Stanislas Mikolajczyk, chef du parti paysan et successeur (jusqu'en novembre 1944) de Sikorski, accepte, malgré l'opposition de ses collègues, de participer à un " gouvernement provisoire d'unité nationale " aux côtés de Boleslaw Bierut. Comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est au même moment, les postes clés de l'Intérieur et de la Défense vont à des communistes. **Les élections générales, prévues par la " Déclaration sur l'Europe libérée ", n'auront lieu qu'en janvier 1947 : truquées, elles donneront aux communistes (" parti ouvrier polonais ") et à leurs alliés une écrasante majorité.**

10. LA POLOGNE DEPUIS 1947 :

(cf : Carte N°7)

Aussitôt après les élections de 1947, Mikolajczyk, craignant pour sa vie, quitte la Pologne. *Władysław Gomułka* est alors à la tête du parti communiste (qui, à partir de 1948, portera le nom de " Parti ouvrier unifié polonais ", POUP). Ses réserves quant à la

collectivisation de l'agriculture et sa conception d'une "voie polonaise vers le socialisme" lui valent toutefois d'être accusé par Staline de "titisme". Aussi doit-il, en 1948, céder le pouvoir à Boleslaw Bierut (authentique membre du KGB) qui n'a rien à refuser à Moscou. Gomulka sera emprisonné de la fin de 1951 à la fin de 1954.

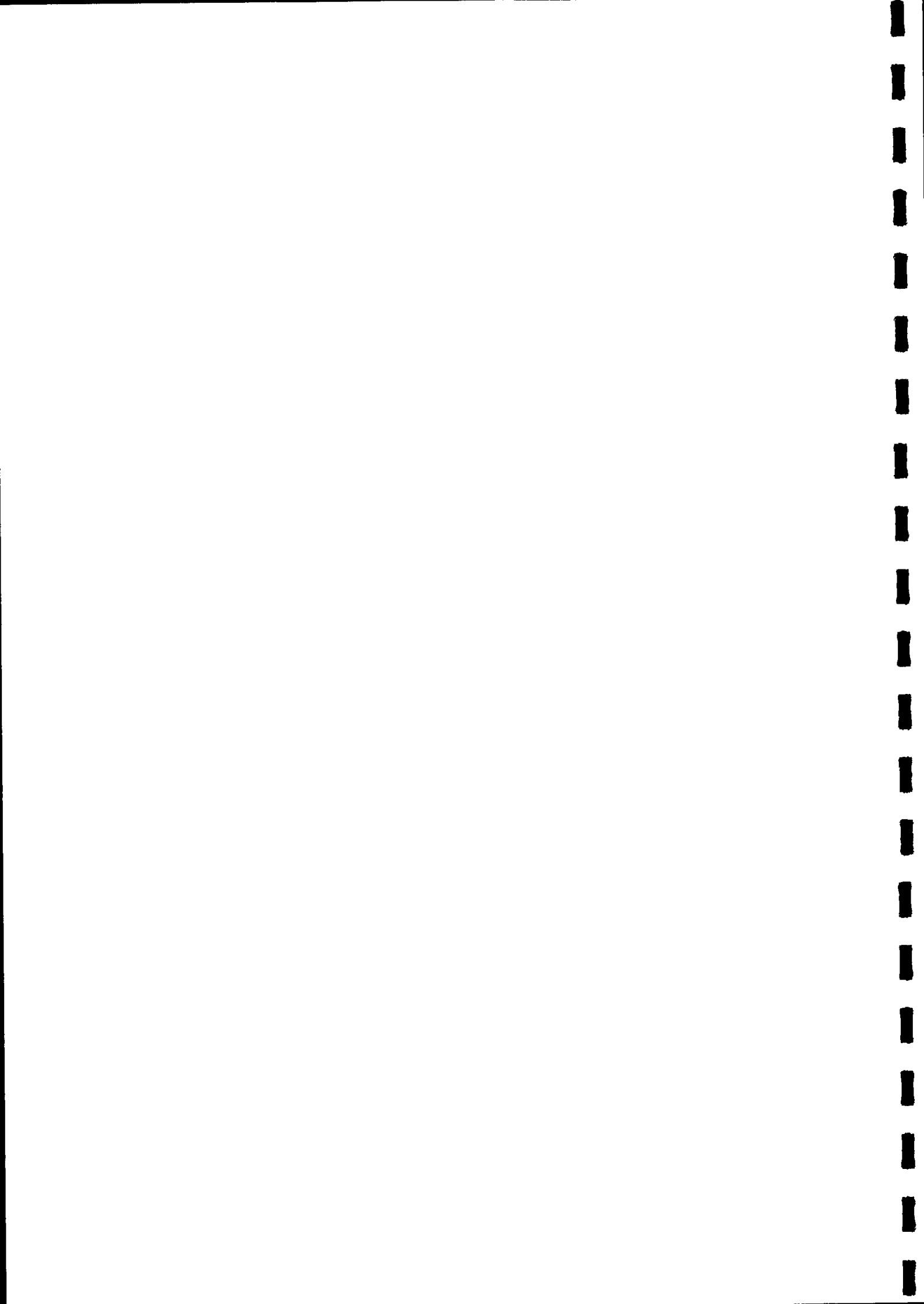
La détérioration des conditions de vie suscite, en juin 1956, des émeutes à Poznani. Avec l'accord de Khrouchtchev, Gomulka est rappelé au pouvoir en octobre. Mais ses réformes demeurent sans effet : la situation économique ne cesse de se dégrader et le régime reprend, peu à peu, un tour très autoritaire. De graves émeutes éclatent à nouveau, à la fin de 1970, dans plusieurs villes. Gomulka s'efface au profit d'**Edward Gierek**, qui va rester dix ans en place. Trois faits saillants marquent cette décennie. La politique d'investissements massifs lancée par Gierek (et financée par l'Occident) se solde, après quelques années de relative euphorie, par un échec total et un endettement catastrophique. En 1976, des grèves à Radom et ailleurs débouchent sur la création du Comité de défense des travailleurs (KOR en polonais), première organisation ouvrière à défier le régime communiste et préfiguration, à maints égards, de Solidarité. En octobre 1978, **Karol Wojtyla**, cardinal-archevêque de Cracovie, est élu pape et prend le nom de **Jean-Paul II**. L'Église catholique polonaise, déjà très puissante, s'en trouve encore renforcée.

Une soudaine hausse des prix alimentaires provoque, au début de l'été de 1980, des grèves dans tout le pays. **Lech Walesa**, qui dirige la lutte au sein des chantiers navals de Gdansk, prend la tête du mouvement. Gierek choisit la négociation mais il doit démissionner en septembre. Fondée quelques jours plus tard, la confédération Solidarité est officiellement reconnue en octobre. Le régime communiste traverse alors une crise, que le général **Wojciech Jaruzelski**, chef du POUP depuis octobre, résout le 13 décembre 1981 en proclamant l'état de guerre. La décision vise à la fois à restaurer l'autorité du gouvernement et à prévenir une intervention militaire soviétique, alors tout à fait plausible. La plupart des dirigeants de Solidarité sont emprisonnés et la confédération interdite en octobre 1982.

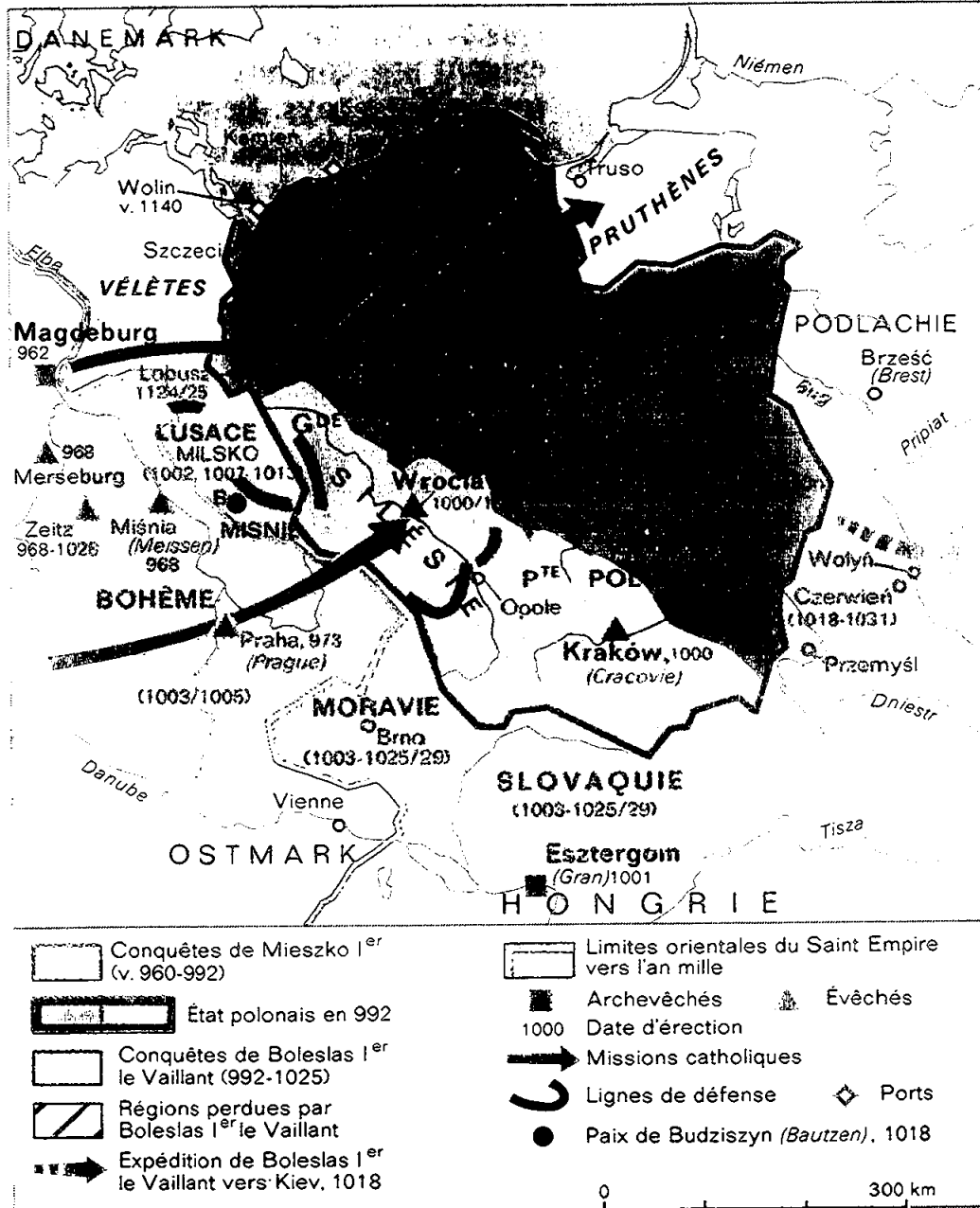
11. L'AIGLE RECOURONNE :

En dépit de mesures d'apaisement (levée de l'état d'urgence en 1983, amnisties en 1984 puis en 1986), la société polonaise demeure bloquée. Aussi, en 1988, les autorités se décident-elles au dialogue: les premières " tables rondes " avec des représentants de la société civile ont lieu au début de 1989. Lors des élections de juin, la même année, Solidarité triomphe en remportant les 35 % des sièges de la Diète qui n'étaient pas réservés au POUP et 99 sièges sur 100 au Sénat. L'issue s'impose sous la forme d'un partage du pouvoir : Jaruzelski ayant été élu président de la République en juillet, **Tadeusz Mazowiecki**, l'un des conseillers de Lech Walesa, devient Premier ministre en août.

Deux événements majeurs marquent la fin de l'année 1990. Le 14 novembre, l'Allemagne et la Pologne signent à *Varsovie un traité* qui garantit l'intangibilité de la frontière fixée sur la ligne Oder-Neisse. Le 9 décembre, Lech Walesa est élu - au suffrage universel - président de la République.

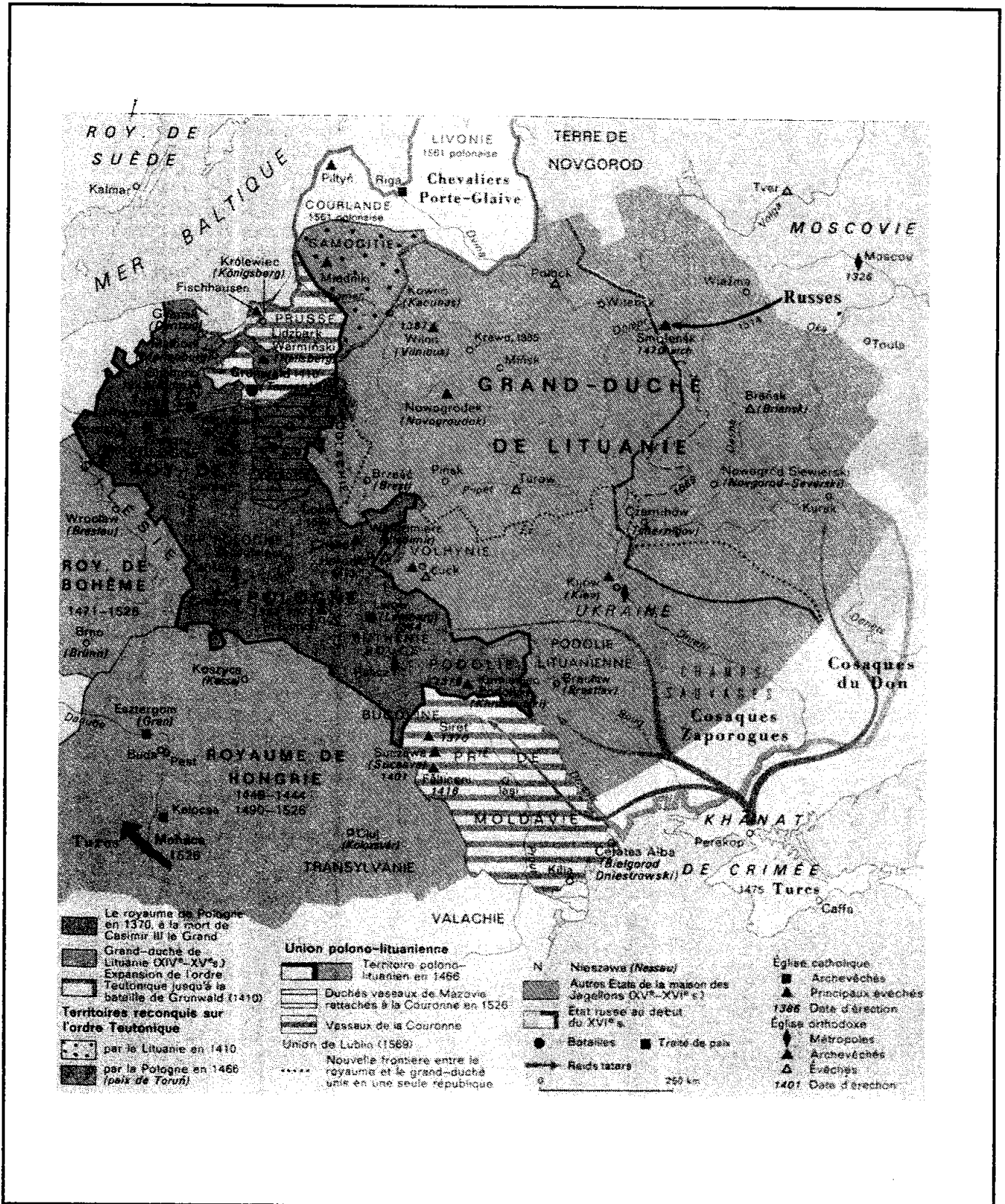


CARTE N°1

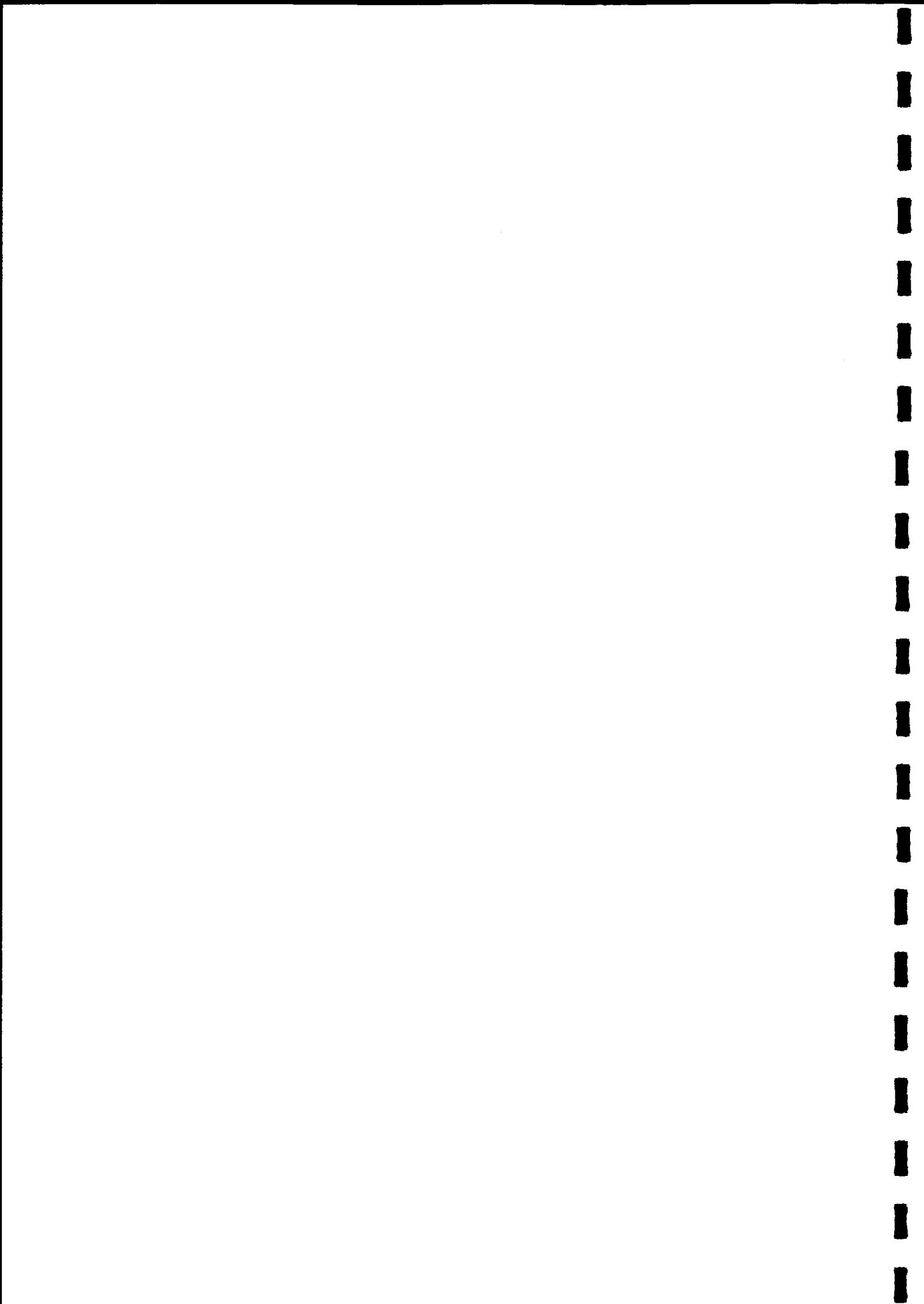


La Pologne des Piast au X^e et au début du XI^e s.

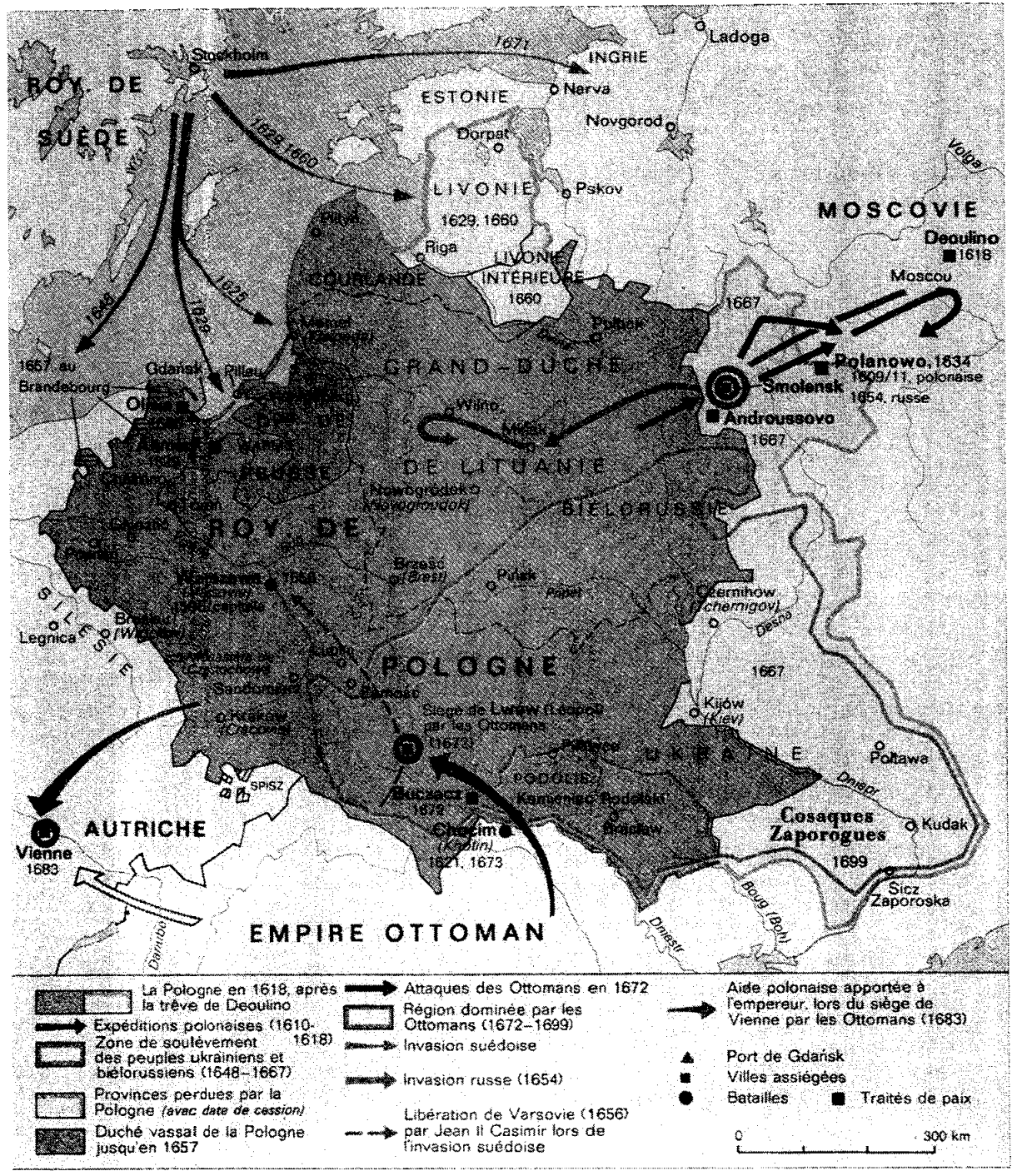
CARTE N° 2



Les Etats de la maison des Jagellons (XIV^e - XVI^e siècle)

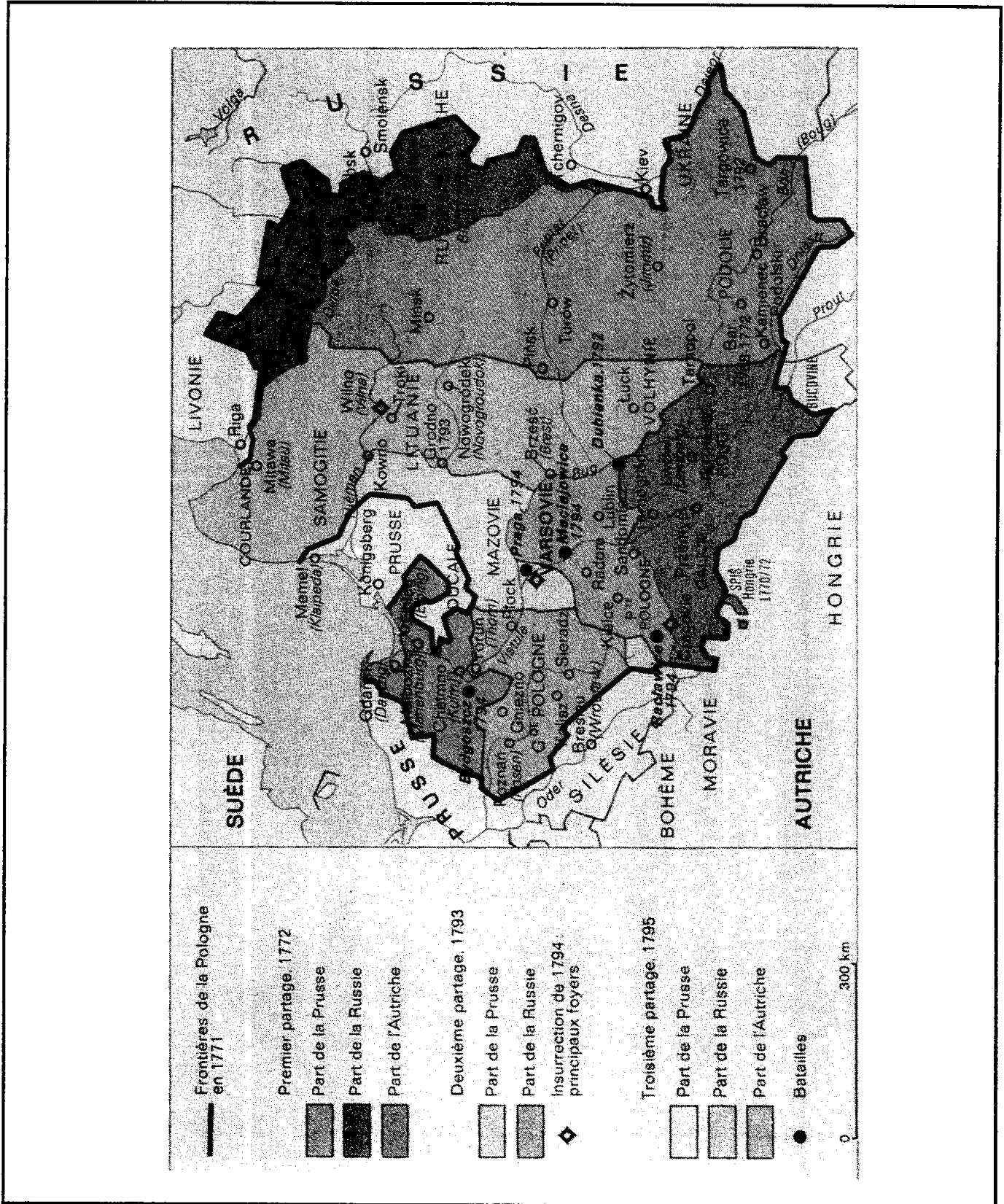


CARTE N° 3

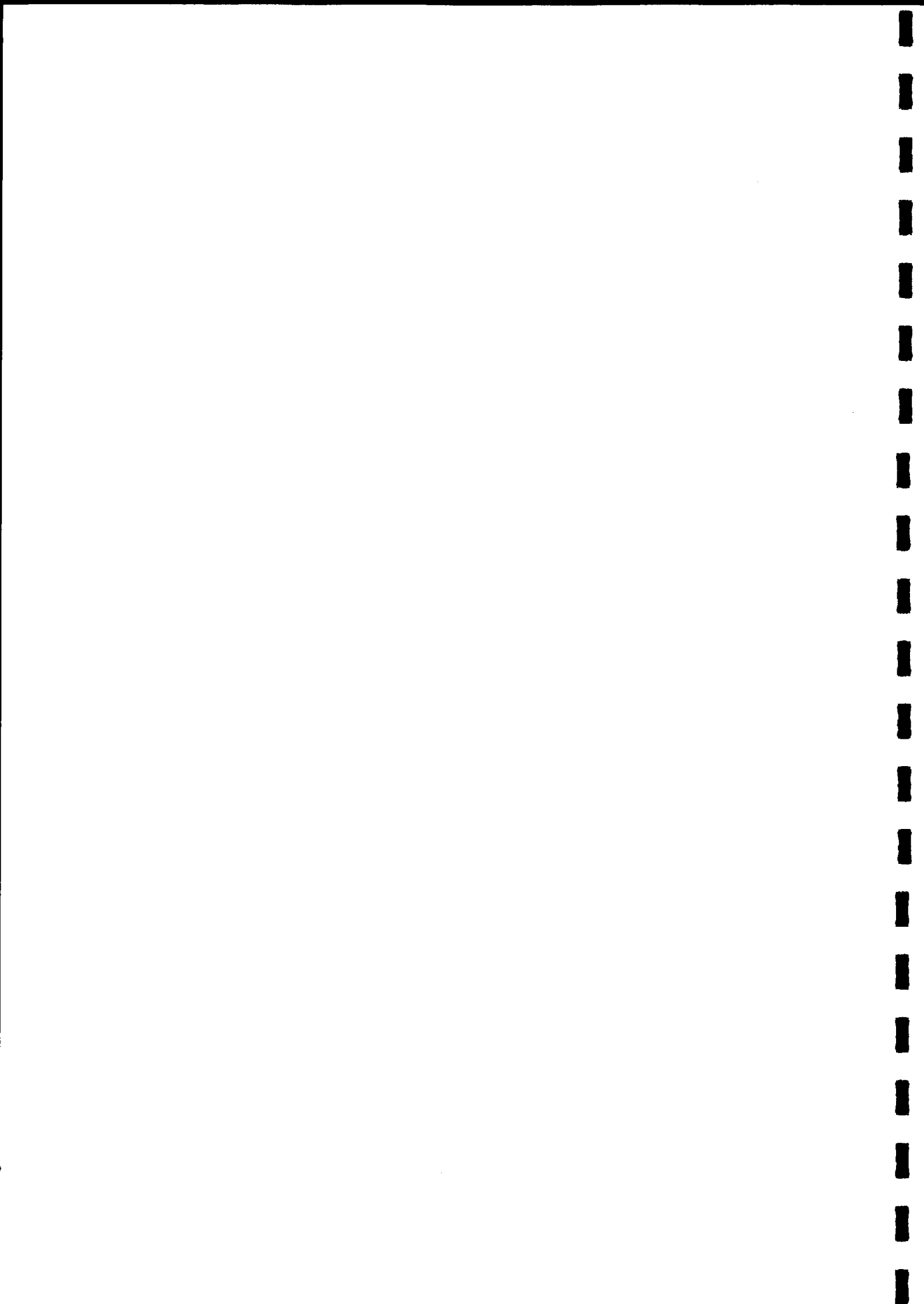


La Pologne au XVIIème siècle

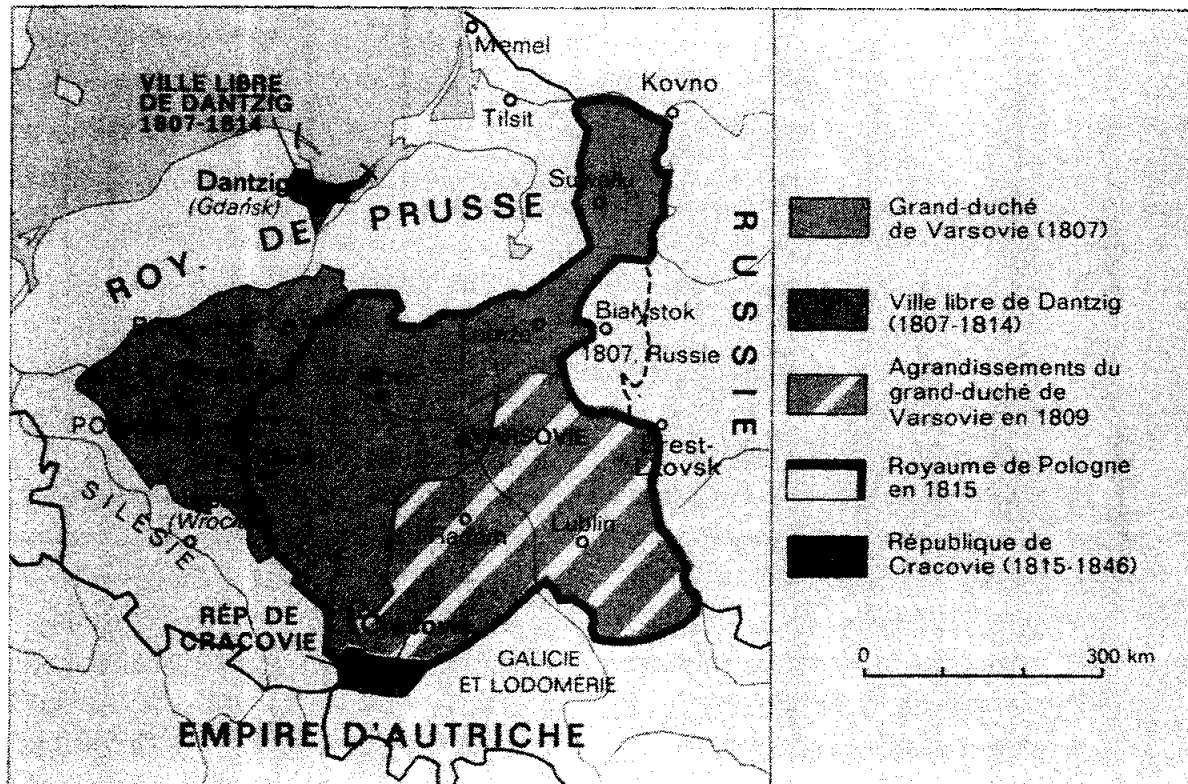
CARTE N° 4



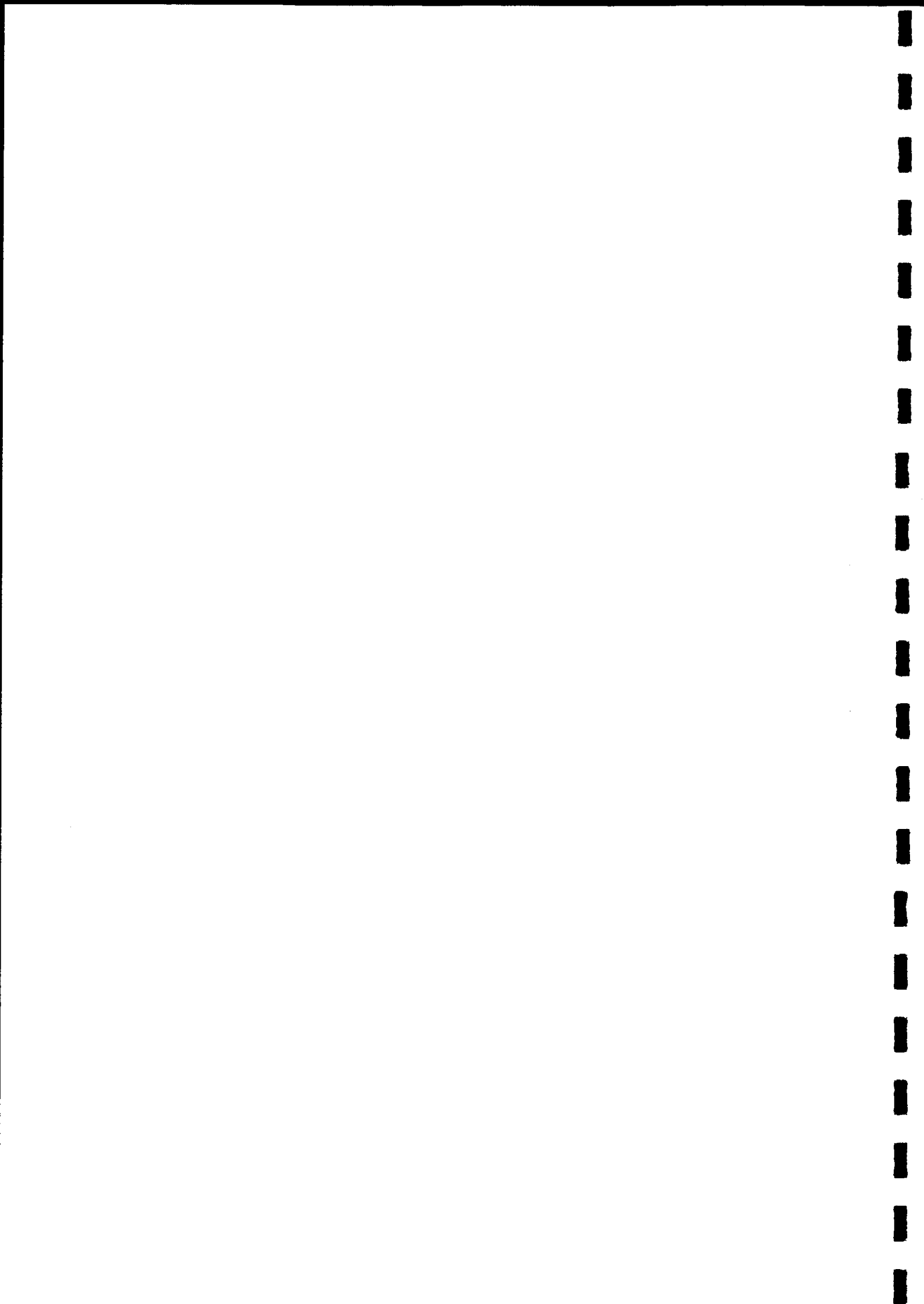
Les partages de la Pologne au XVIIIème siècle



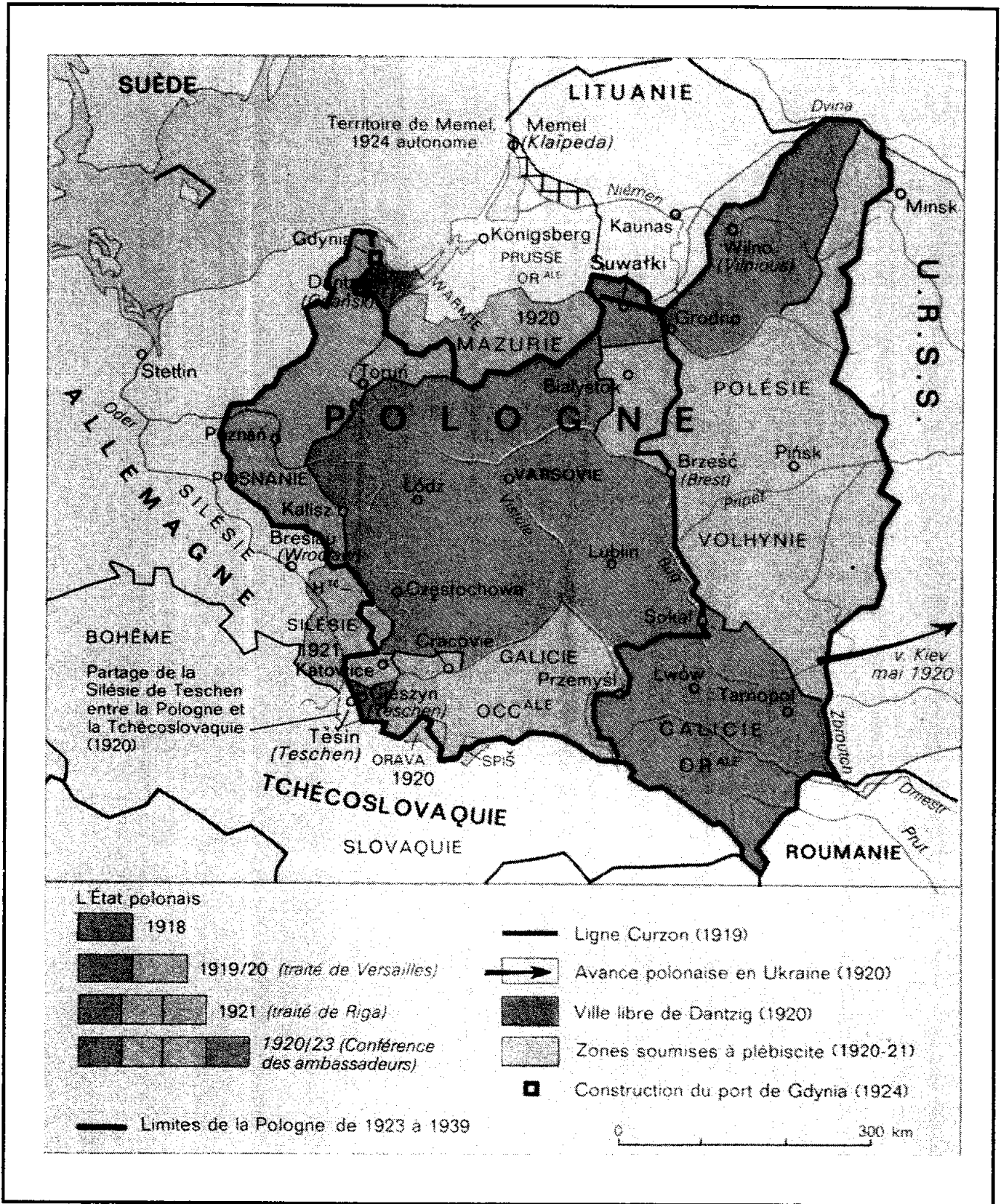
CARTE N° 4 bis



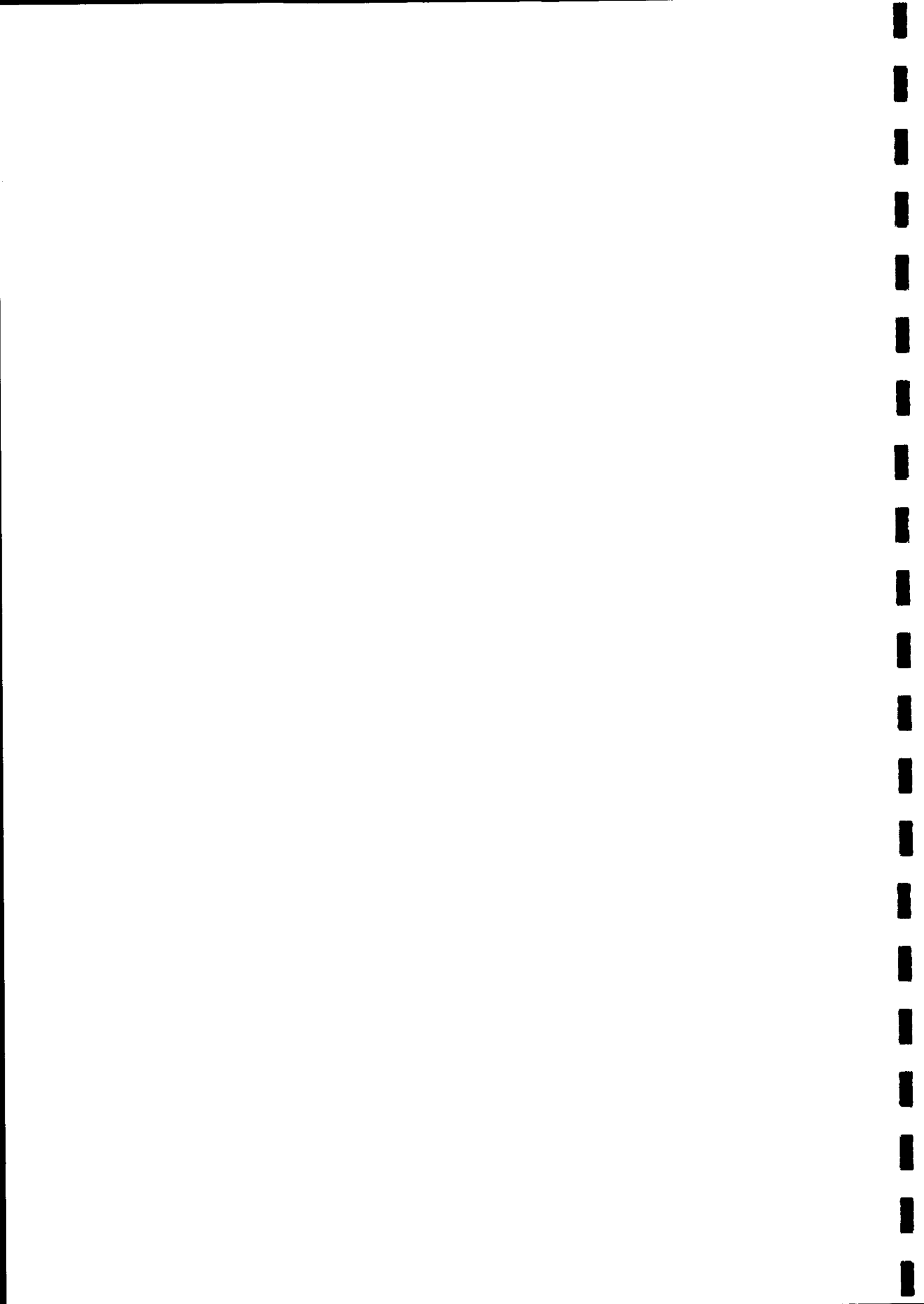
La Pologne de 1807 à 1815



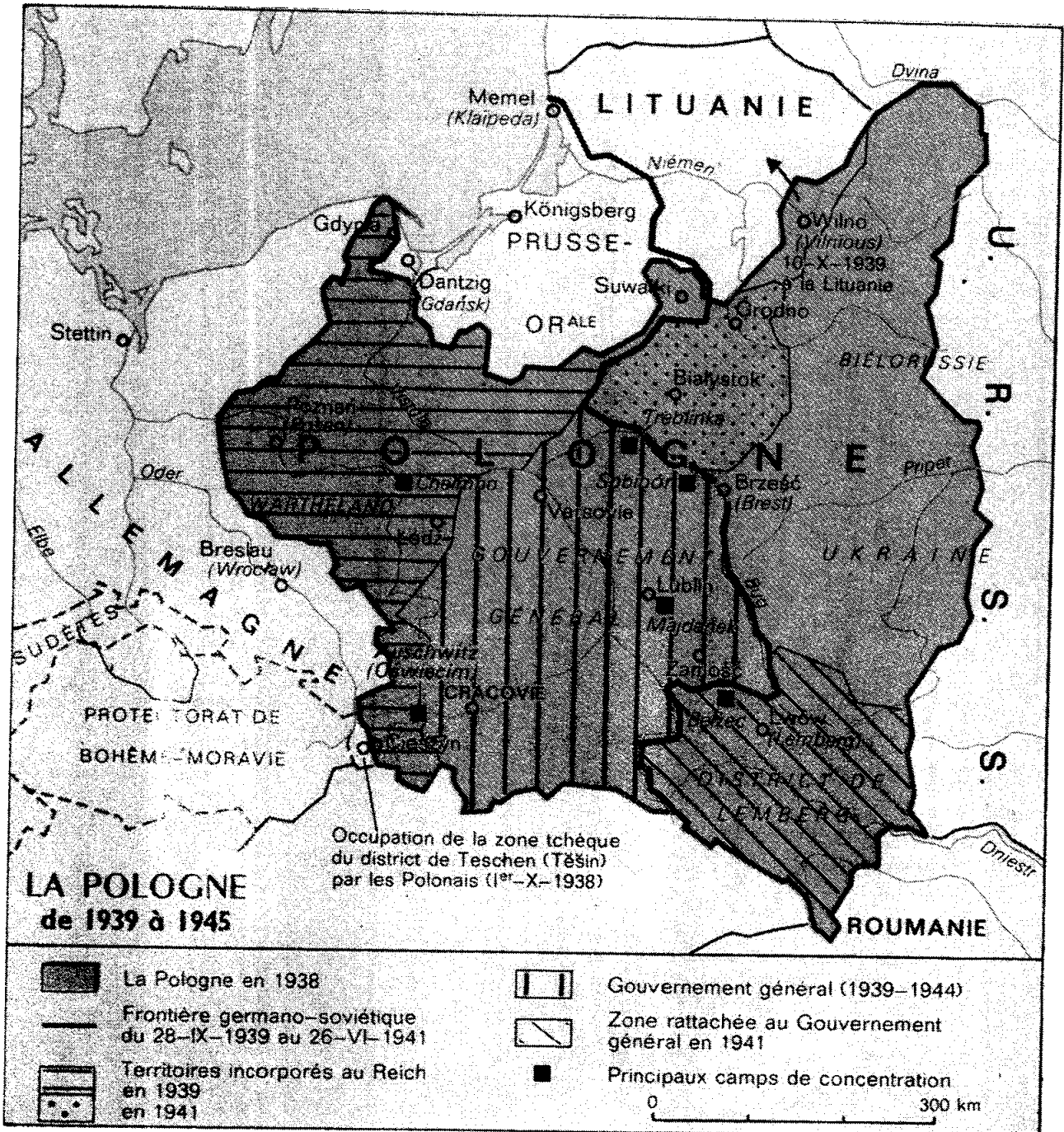
CARTE N° 5



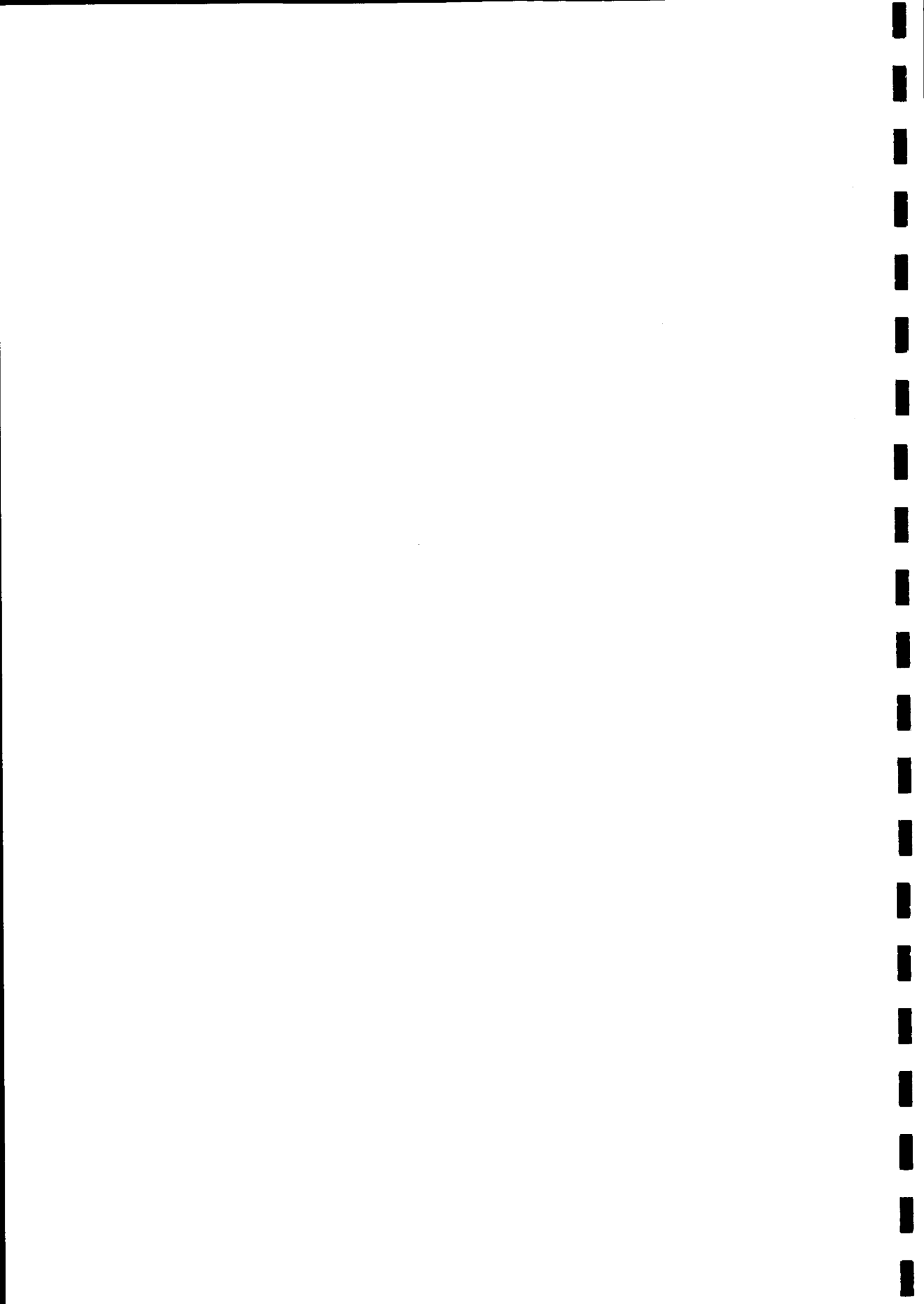
La Pologne après la Première Guerre Mondiale



CARTE N° 6



La Pologne de 1939 à 1945



CARTE N° 7

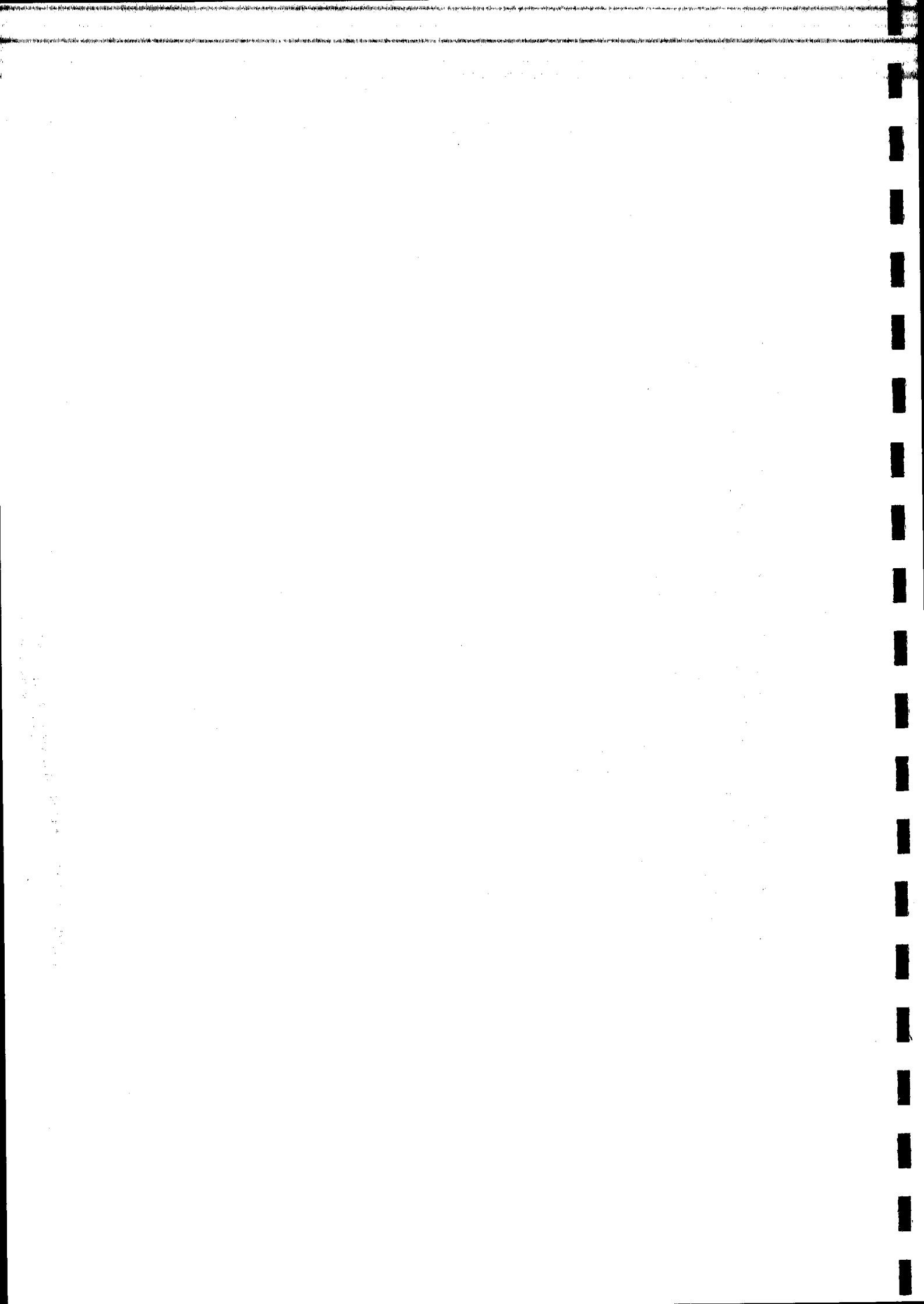




POLOGNE



ECONOMIE



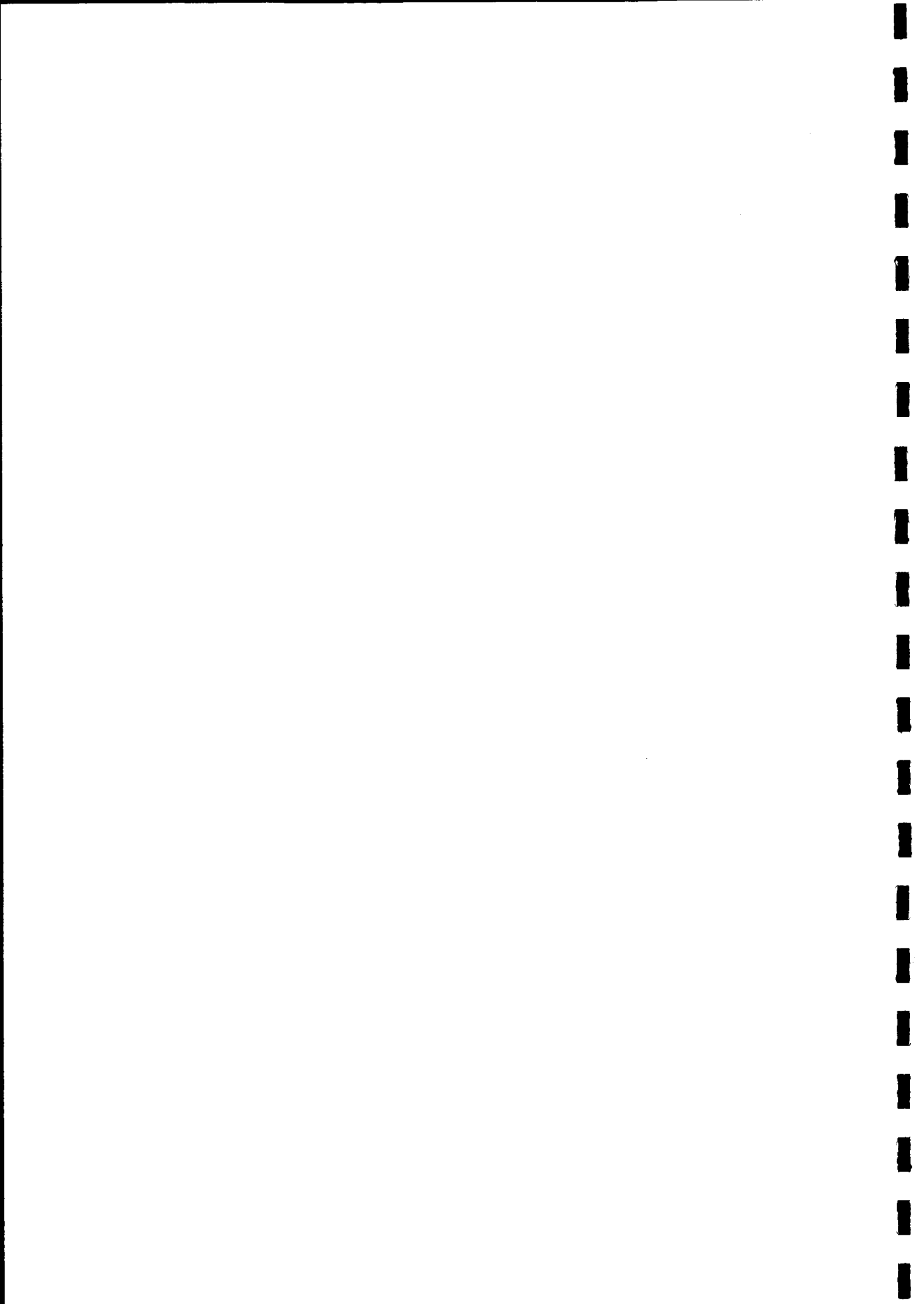
Réorientation des échanges extérieurs

Diversification et croissance industrielle

Mutations nécessaires

Annexe





ECONOMIE DE LA POLOGNE

La Pologne fait partie des 6 pays d'Europe centrale et orientale qui ont entamé les discussions préliminaires pour entrer dans l'union européenne: Il s'agit des pays dits "groupe de Visegrad" (à savoir, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie), qui ont déjà entre eux un accord de libre échange, auxquels il faut ajouter la Roumanie et la Bulgarie. Si le principe de leur adhésion est acquis depuis le sommet de Copenhague de juin 1993, on en est au tout début de la phase préparatoire

Même si beaucoup reste à faire, le PNB par habitant de la Pologne est inférieure à la moitié de celui de la Grèce, qui est le plus pauvre des 15. Certains de ces pays, dont la Pologne, ont déjà réalisé d'immenses progrès dans l'intégration au marché de l'Europe des 15.

Plutôt que de présenter un panorama traditionnel de l'économie polonaise, ses principales caractéristiques, forces et faiblesses au regard de sa marche vers l'union européenne, seront mises en évidence.

REORIENTATION DES ECHANGES EXTERIEURS

Depuis l'effondrement des échanges au sein du COMECON, d'ailleurs dissous en 1991, la Pologne a redéployé son commerce extérieur, principalement vers la CEE. Entre 1988 et 1992, la valeur de ses exportations vers l'Europe des 12 a plus que doublé, alors qu'elle augmentait seulement de 40% vers les pays de l'A.E.L.E. (Autriche, Islande, Lichtenstein, Norvège, Suède, Suisse, Finlande). Quand à ses exportations vers les pays non européens de l'OCDE, elles n'ont que faiblement progressé.

La Pologne est donc commercialement de plus en plus dépendante du marché communautaire. (63% pour ses exportations, et 72% pour ses importations)

L'intensité de ses échanges avec l'Union européenne est ainsi, dès aujourd'hui, analogue à celle des pays d'Europe occidentale (les 12 eux-mêmes font entre eux, en moyenne, 60% de leurs échanges).

Dans le domaine industriel, la libéralisation des échanges est déjà largement engagée et ses progrès sont acquis pour les prochaines années. En 1990, la communauté avait accordé à la Pologne le bénéfice du système de préférence généralisée, comportant d'importantes réductions de tarifs douaniers. Le libre-échange est prévu à l'horizon de 10 ans pour les produits industriels, avec un démantèlement des barrières douanières plus rapide du côté de l'Union européenne que de celui de la Pologne.

Dès 1995, les droits de douane seront totalement éliminés sur les produits chimiques et certains produits mécaniques, en 1996 sur l'acier et en 1998 sur le textile.

DIVERSIFICATION ET CROISSANCE INDUSTRIELLE

La Pologne comme beaucoup des pays d'Europe centrale avait hérité de l'ère communiste une certaine spécialisation dans les industries traditionnelles comme le textile, et les industries lourdes -comme la sidérurgie. Cela ne coïncide pas nécessairement avec ses atouts nationaux, à tel point que les pays d'Europe centrale se retrouvent fréquemment en concurrence à l'exportation, lorsqu'ils ne le sont pas avec des pays en voie de développement.

Cependant d'ores et déjà, une diversification s'amorce, et la Pologne se positionne de plus en plus dans des secteurs plus porteurs comme les industries mécaniques, électriques et le matériel de transport. Elle a pu bénéficier des investissements des firmes occidentales qui ont récompensé ainsi l'avancée de ses réformes et sa stabilisation macro-économique avec une longueur d'avance sur les autres pays.

Par ailleurs la Pologne est devenu un pays de forte croissance industrielle: 15 % en 1994, alors que la plupart des autres pays de l'Europe de l'Est sont en stagnation ou en récession.

MUTATIONS NECESSAIRES

L'entrée de la Pologne dans l'Union soulèverait actuellement des problèmes budgétaires majeurs. L'agriculture pèse encore lourd en Pologne; sa part dans le PIB est d'environ 20% (contre moins de 3 % dans la communauté). Son importance dans le domaine de l'emploi est encore plus grande, de l'ordre de 28 %.

Selon des calculs d'experts, étendre aux agriculteurs d'Europe centrale et orientale le système de prix garantis conduirait à augmenter les dépenses de la PAC de 25 à 30 %. La Pologne doit donc augmenter singulièrement la productivité de son agriculture.

Le deuxième obstacle, budgétaire, concerne les fonds communautaires d'aide aux régions sous développées. Le niveau de développement de la Pologne est très nettement inférieur à celui des pays les moins riches de l'Union européenne. La Pologne deviendrait, comme les autres pays d'Europe centrale candidats, le principal bénéficiaire des fonds structurels de la CEE, qui sont destinés à favoriser le développement des régions les plus pauvres et qui, pour l'essentiel, vont aux zones où le revenu par tête est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire. Le surcroît de dépenses qui en résulterait serait encore plus élevé que dans le cas de la PAC.

Si le secteur privé compte 56 % des actifs (un record pour l'Europe de l'Est), et fournit la moitié du PIB, la Pologne a conscience de devoir aller plus loin rapidement, bien que son programme de privatisation soit jugé encore trop timoré par les économistes libéraux.

Son taux d'inflation, bien qu'en décélération est encore trop élevé:

1991: 76%

1993: 35%

1994: 27%

Son taux de chômage est encore élevé (16%) et une part importante de la population a de ce fait le sentiment de ne pas bénéficier de la reprise.

CONCLUSION

Même si un long chemin reste à parcourir pour se rapprocher de l'Union européenne, il faut rappeler que la Pologne est le pays qui a fait le plus d'efforts dans ce sens, et qui malgré les difficultés, paraît le mieux armé des pays de l'Europe de l'Est pour affronter le XXIème siècle.

ANNEXE 1

ECONOMIE DE LA POLOGNE

Figurent ci-après quelques données comparatives: France (pays supposé bien connu), Espagne (pays d'importance comparable à celle de la Pologne) et Pologne:

Pologne	38,5 M. Hab	312.000 Km ²
Espagne	39 M. Hab	500.000 Km ²
France	57,7 M. Hab	551.000 Km ²

LES SECTEURS ECONOMIQUES

LE SECTEUR PRIMAIRE

L'ENERGIE

Electricité (production)

Pologne	Totale: 135 Millards kwh;	dt nucléaire: /
Espagne	Totale: 160 Millards kwh;	dt nucléaire: 55 hydro: 20
France	Totale: 465 Millards kwh;	dt nucléaire: 340 hydro: 70

Il n'y a pas de centrale nucléaire en Pologne, ce qui se comprend aisément, lorsque l'on considère le potentiel du pays en matière de production de houille noire.

LES MATIERES PREMIERES

Uranium

Pologne:	/
Espagne:	230 T
France:	2.500T

Pétrole

Pologne:	0,2 MT
Espagne:	1,1 MT
France:	2,9 MT
(capacité de raffinage:	Pologne: 17 MT
	Espagne: 63 MT
	France: 85 MT)

Houille	Pologne:	140 MT
	Espagne:	18 MT
	France:	9 MT

Lignite	Pologne:	67 MT
	Espagne:	15 MT
	France:	2 MT

-5% des importations communautaires de charbon viennent de Pologne, qui est le 7ème producteur mondial de houille, et le 6ème de lignite

Gaz nat.	Pologne:	4 Mds m ³
	Espagne:	1 Mds
	France:	3 Mds

Minerais

Fer	Pologne: /	
Cuivre	Pologne:	330.000 T
	Espagne:	10.000T
	France: /	
Plomb	Pologne:	47.000 T
	Espagne:	49.000 T
	France: /	
Zinc	Pologne:	144.000 T
	Espagne:	206.000 T
Argent	Pologne:	798 T
	Espagne:	207 T

LE SECTEUR SECONDAIRE

L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

Des métaux

Fonte	Pologne:	6,5 MT
	Espagne:	5,5 MT
	France:	13,5 MT
Acier	Pologne:	10 MT
	Espagne:	12,5 MT
	France:	18 MT
Aluminium	Pologne:	44.000 T
	Espagne:	360.000 T
	France:	640.000 T
Cuivre	Pologne:	390.000T (7 ème producteur mondial)
Plomb	Pologne:	55.000 T
	Espagne:	66.000 T
	France:	285.000 T
Zinc	Pologne:	134.000 T
	Espagne:	364.000 T
	France:	305.000 T

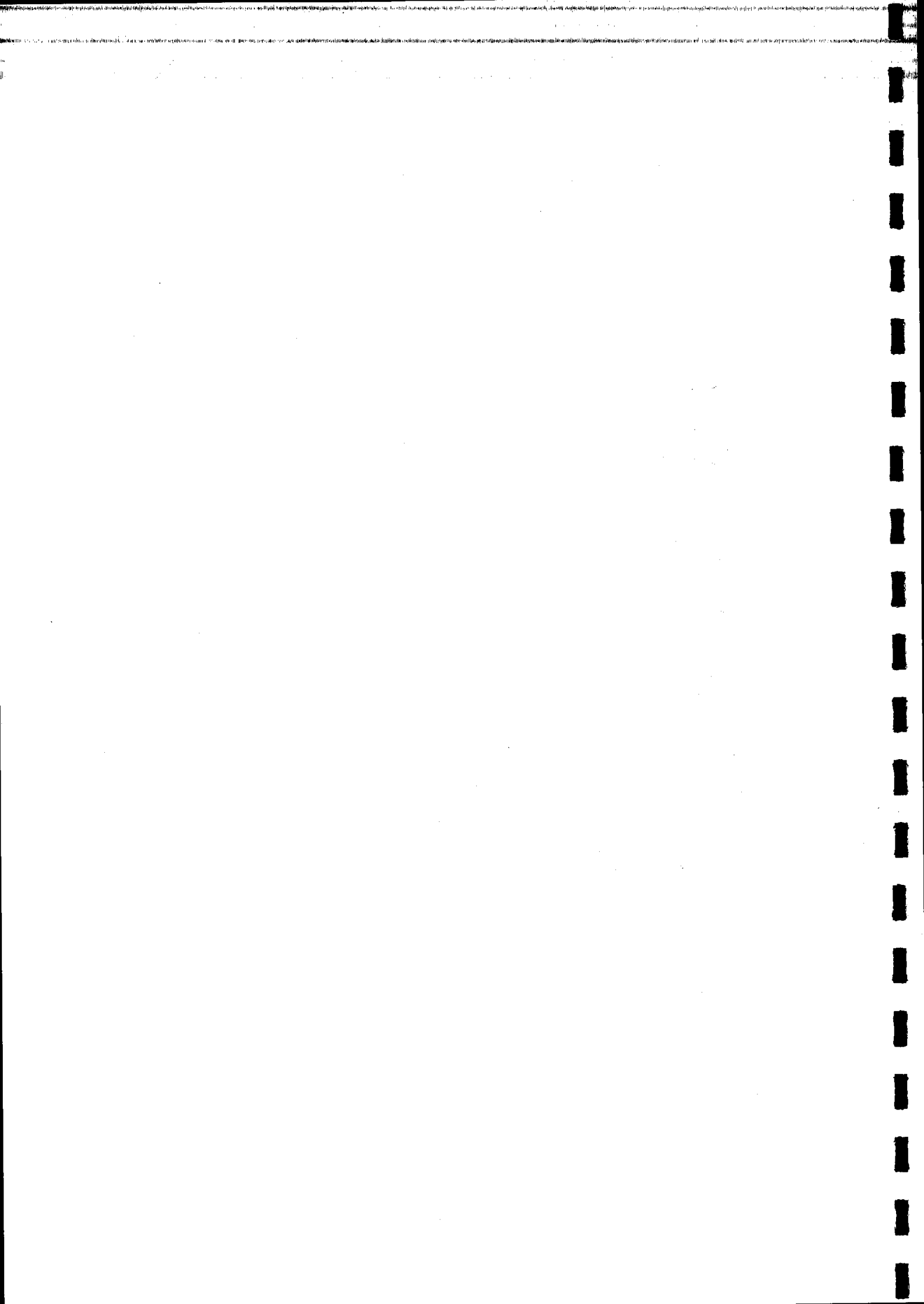
Des textiles

Coton	Pologne:	100.000 T
	Espagne:	93.000 T
	France:	90.000 T
Laine	Pologne:	37.000 T
	Espagne:	75.000 T
	France:	60.000 T

POLOGNE



SOCIETE



LA SOCIETE POLONAISE

Religion

Education

Syndicats

Sécurité intérieure

Population

Santé

Situation sociale

Médias



LA SOCIETE POLONAISE

I- Les religions

Christianisé depuis le Xème siècle, ce pays, comme l'Irlande, a toujours associé catholicisme et nationalisme. L'Eglise catholique compte plus de 33 millions de fidèles (93% de la population), 85 évêques, 26 000 prêtres et 30 000 religieuses. Faut-il rappeler que le pape Jean-Paul II est polonais ?

Il est remarquable de constater que les prêtres n'étaient que 16 000 en 1937. A cette époque, le pays comptait près de 4 millions d'orthodoxes dont il ne reste que 400 000 (1,5% de la population) à la suite des déplacements de frontières de l'après-guerre. Les juifs étaient alors 3 500 000, il n'en reste qu'un millier, conséquence des massacres hitlériens et de l'émigration des survivants en Israël.

Il existe une petite minorité de 50 000 protestants, surtout des luthériens de Haute-Silésie, ainsi que 20 000 adventistes et quelques pentecôtistes. A noter également une minorité de 19 000 uniates (catholique de rite byzantin unis à Rome) (0,5% de la population); à rapprocher des 5 millions d'uniates en Ukraine.

Il est difficile de faire la part, dans le catholicisme polonais, de ce qui relève du nationalisme et de ce qui est purement religieux. En comparaison avec d'autres pays, la pratique religieuse est relativement indépendante des classes sociales ; en revanche, elle est variable selon les régions. La puissance du catholicisme polonais lui a permis de lutter victorieusement contre le régime marxiste-léniniste. L'Eglise dispose de 47 séminaires, 10 lycées et collèges, une université, trois hebdomadaires et, fait unique, il existe depuis longtemps des aumôniers dans les armées. L'aumônier en chef a rang de colonel.

L'importance et le rôle du catholicisme polonais au cours de tout le millénaire écoulé se manifestent à travers les nombreux édifices religieux historiques mais aussi les monastères et lieux de pèlerinages qui ont oeuvré pour la sauvegarde de la culture polonaise. Au catholicisme et au culte marial polonais se sont liés les rites et coutumes populaires.

L'Eglise paraît quelque peu désorientée par l'adhésion de la jeunesse Polonaise aux valeurs matérialistes de l'Occident (fascination pour la société de consommation sans aucunes références philosophique ou morale).

II- L'Education

Données 1992

Primaire

Ecoles	17.309
Professeurs	282.424
Etudiants	5.141.434
Etudiants par professeur	18

Secondaire

Ecoles	7.217
Professeurs	97.823
Etudiants	1.829.747
Etudiants par professeur	19

Supérieur	
Ecoles	92
Professeurs	63.323
Etudiants	362.013
Etudiants par professeur	6
PNB pour l'éducation	4,4 %
Taux d'alphabétisation	98 %

L'enseignement élémentaire comprend en Pologne les niveaux impliqués en France par l'enseignement primaire et par le premier cycle de l'enseignement secondaire (jusqu'à la classe de 3^o incluse).

L'Education est un domaine où la coopération franco-polonaise est importante et se manifeste par :

- Soutien à l'ancrage de la Pologne dans la démocratie grâce à des coopérations entre les ministères de l'intérieur, à la formation des cadres administratifs (création de l'ENA polonaise), la coopération juridique, la formation des cadres des collectivités locales, etc.

- Aide à la mise en oeuvre des réformes économiques pour faciliter le passage à l'économie de marché, via la réorganisation du secteur financier et bancaire (création de l'Ecole bancaire de Katowice et de la bourse de Varsovie), la formation des cadres de gestion.

Dans toutes ces opérations, la coopération de la France met surtout l'accent sur la formation des hommes et s'appuie sur la CEFFIC (Centre de formation et d'information des cadres), inauguré à Varsovie fin 1990, qui assure à la demande de l'Institut français de gestion et de la Fondation France-Pologne, stages et séminaires spécialisés. En 1993 environ 3000 stagiaires ont suivi les stages de formation.

- Un renforcement du réseau des établissements culturels français en Pologne : 2 instituts à Varsovie et à Cracovie (4000 élèves), un centre de civilisation française et d'études francophones, un important réseau d'Alliances françaises (14 soit 8500 élèves), enfin le Lycée français de Varsovie qui, après d'important investissements, accueille aujourd'hui près de 600 élèves, dont plus de la moitié sont polonais.

- Un développement important de l'action linguistique et éducative qui concerne : la mise à disposition des structures d'enseignement polonais, dont 5 lycées bilingues, de 40 enseignants français et la fourniture d'un matériel pédagogique important ; la formation de professeurs de français, la reconversion en 1991-1992 de près de 220 professeurs de russes.

III- Les Syndicats

L'organisation syndicale "SOLIDARITE" :

Structures :

Son leader est Marian KRZAKLEWSKI et compte 2,5 millions d'adhérents.

L'organisation est structurée en unions régionales autonomes dont la plus importante est celle de MAZOWSZE, forte de 210 000 adhérents. Celle-ci, essentiellement centrée sur Varsovie, regroupe un nombre important de fonctionnaires et d'intellectuels.

Le syndicat constitue une entité politique indépendante, elle-même constituée de 15 branches correspondant à des secteurs d'activités.

Doctrine :

A l'instar des autres organisations, "SOLIDARITE" accompagne son action syndicale d'un engagement politique et présente des candidats aux élections parlementaires.

Aux dernières élections l'organisation a obtenu 11 sièges de sénateurs mais n'a pas atteint le seuil de 5% nécessaire pour être représentée à la Diète. Le syndicat semble s'orienter vers une nouvelle stratégie tendant à susciter la création de partis politiques amis afin de ne pas mettre en avant l'organisation syndicale.

SOLIDARITE revendique son statut de grand mouvement anticommuniste ayant pour vocation la mise en place d'un système politique alternatif. Refusant le collectivisme, ce syndicat non-socialiste s'inspire du volet social de l'église et noue volontiers des relations internationales avec des organisations similaires s'inspirant le plus généralement de la morale sociale chrétienne (en France C.F.T.C. notamment).

Approche socio-économique :

L'organisation déplore les erreurs politiques commises en ralentissant ou en renonçant à entreprendre la transformation d'un système social hyper centralisé. Prônant l'accélération des privatisations, SOLIDARITE préconise l'instauration du revenu minimum, la valorisation de l'homme, du travail et de la propriété, ainsi que la mise en place de conventions collectives afin d'éviter le gel des salaires face à l'augmentation du coût de la vie.

Le syndicat voit, avec beaucoup d'inquiétude, réapparaître au plan local certaines personnalités dans le cadre d'un phénomène de "renomenklaturisation".

L'organisation syndicale OPZZ :

Structure :

Encore appelé "accord national des syndicats" cette organisation a pour président Mme EWA SPYCHALSKA.

Créé il y a 10 ans, ce syndicat confédéral regroupe 127 fédérations, compte actuellement 4,5 millions d'adhérents et se présente comme l'organisation la plus importante du paysage syndical polonais.

Doctrine :

Conforme à la tradition syndicale polonaise l'OPZZ a présenté des candidats aux élections parlementaires et obtenu 7 sièges de sénateurs et 61 sièges de députés à la Diète, inscrits au sein du groupe parlementaire de l'alliance de la Gauche. Les responsables se déclarent favorables à une certaine économie de marché régulée par l'intervention de l'état. L'OPZZ n'est membre d'aucune fédération mondiale mais elle entretient des relations avec certaines fédérations nationales en refusant toute subordination mais en recherchant des stratégies communes au sein du bureau international du travail (relations en France avec la C.G.T. et la C.F.D.T.).

Approche socio-économique :

Hostile à la négociation salariale au sein des branches d'activité, l'OPZZ s'oppose à la mise en place des conventions collectives. Elle dénonce le gaspillage des crédits consacrés à la création d'emplois nouveaux dans le secteur privé car cela se traduit par la multiplication d'activités précaires et un accroissement des dépôts de bilan.

Critique à l'égard des procédures d'indemnisation du chômage, ce syndicat préconise une meilleure adaptation de la formation professionnelle au marché de l'emploi.

Les responsables de l'organisation ne se prononcent guère sur les options économiques à mettre en oeuvre, mais regrettent vivement la distanciation à l'égard de la C.E.I., ils considèrent en effet, que les marchés porteurs se situent à l'Est.

On trouve un autre syndicat mais moins important en taille :

- **Solidarité Rurale** créé en 1981 sous le nom de Syndicat indépendant et autogéré des agriculteurs individuels-Solidarité. Son leader est Joseph SLISZ.

IV- La Sécurité intérieure, La Justice, La Police :

La criminalité est le problème majeur, amplifié par les médias. Le gouvernement ne peut qu'espérer augmenter le sentiment de sécurité sachant que le problème n'est pas soluble par les seules mesures policières.

V- La Population :

Données :

1992 : 38,4 millions dont 25,7% de moins de 15 ans et 14,1% de plus de 60 ans. 60% de la population est urbanisés.

Taux de fertilité : 2,1 enfants par femme

Composition:

Les Polonais représentent 90% de la population. Les deux principales minorités ethniques sont les Allemands et les Ukrainiens.

On estime à près d'un million le nombre de citoyens polonais d'origine allemande (dont seulement 300 000 seraient germanophones). Depuis 1989 du reste, un demi-million d'allemands ou assimilés sont retournés en Allemagne.

Les Allemands sont encore nombreux en Haute Silésie (voïvodies d'Opole et de Katowice). La législation postcommuniste reconnaît leurs droits culturels (écoles, médias), économiques et politiques (associations, partis qui ont sept députés à la Diète polonaise). Ces droits ont été confirmés en juin 1991 par le traité germano-polonais. Le gouvernement polonais refuse cependant de reconnaître une double nationalité germano-polonaise, ce qui impliquerait une tutelle de la RFA sur ces personnes.

Les Ukrainiens vivent dans les territoires méridionaux de l'ancienne Galicie, sur le piémont des Carpates (région de Przemysl et Krosno). Souvent de religion uniate, mais aussi orthodoxes, ils seraient près de 500 000. Le gouvernement polonais fut l'un des premiers, en 1990, à reconnaître l'indépendance de la République d'Ukraine.

On compte aussi des Lituaniens dans les région de Suwalki, des Tatars musulmans et des Biélorusses dans l'Est du pays (région de Bialystok).

Population de langue polonaise hors de Pologne :

Biélorussie :	430 000
Lituanie :	300 000 (soit 7% de la population totale)
Ukraine :	270 000
Tchécoslovaquie :	75 000

VI- La Santé :

Données statistiques de 1992

Espérance de vie (H)	69 années
Espérance de vie (F)	77 années
Taux brut de natalité	14 /1000
Taux brut de mortalité	9 /1000

Mortalité infantile	12/1000
Hôpitaux	714
Population/hôpital	52.941
Lits d'hôpitaux	217 470
Pop./lit d'hôpital	174
Médecins	77.496
Population/médecin	488
Dentistes	17.679
Population/dentiste	2.138
Pharmaciens	16.004
Population/pharmacien	2.362
Personnel infirmier	183.919
Pop./personnel infirm.	206
Dépenses médicales	10,8% du budget national
Accès aux soins santé locaux	100% (soins à moins d'1 heure de trajet)

Les soins sont financés par l'impôt (cf. système anglais) et non par l'assurance maladie comme en France.

Le malade est rattaché à l'hôpital de son secteur - sans libre arbitre - il existe un exercice de la médecine libérale - mais très cher : consultation à 100 F soit 10% du salaire mensuel moyen.

Actuellement une expérience originale en cours, d'inspiration US, de consortiums de santé concurrents pour la dispensation des soins primaires à la population.

La France a participé :

- à la création d'une école nationale de santé publique (analogue de l'ENSP de Rennes) pour la formation des gestionnaires (directeurs) d'hôpitaux.

- à la formation d'une quarantaine de pharmaciens inspecteurs pour la surveillance des pharmacies privées (la privatisation n'avait pas prévu l'obligation d'être pharmacien pour tenir une officine).

VII- La Situation Sociale :

Le désenchantement social est réel ; une des causes : l'absence de repères et un corps de lois bâties un peu précipitamment et souvent rudimentaires.

Le chômage est important mais les besoins de solidarité sont moins grands qu'en France (entraide et existence d'une "zone grise").

Très grande disparité des salaires : politique salariale pas encore bien définie.

Forte dégradation des conditions de travail (beaucoup d'accidents) ; les lois sociales qui existent ne sont pas appliquées et les syndicats se mobilisent peu sur ce problème.

Formation professionnelle en gestation, peu en rapport avec les besoins ; formation initiale obsolète.

Le dialogue social n'est pas encore organisé (par exemple absence au sein du ministère du travail, d'une cellule chargée d'organiser des rendez-vous sociaux...). D'une certaine façon le mécontentement social a pu s'exprimer au cours du scrutin de novembre 1993 et l'explosion sociale être évitée : la démocratie a bien fonctionné.

La France aide la Pologne (conseil) pour la mise en place de l'équivalent de notre ANPE et certaines actions de formation.

Un accord a été négocié sur l'organisation du travail saisonnier de Polonais en France.

VIII-Les Média :

Bref aperçu de la presse polonaise :

Il existe aujourd'hui en Pologne environ 2 000 titres. 10 semblent mériter une attention particulière.

Il faudrait y ajouter une importante presse féminine et la presse de parti même si elle est peu développée.

Gazeta Wyborcza (le Journal Electoral) : Issu des accords de la "Table ronde", il est aujourd'hui le quotidien national le plus lu en Pologne et son tirage est le plus élevé (530 000 exemplaires). Le journal est édité par une société à responsabilité limitée "Agora". Sur 850 personnes employées par le quotidien, 400 sont des journalistes. Récemment, le chef du service économique estimait que parmi les journalistes, 30% appartenaient au noyau fondateur et que l'équipe s'était depuis 1989 beaucoup renouvelée. Les salaires sont deux fois plus élevés que la moyenne nationale et varient entre 2 et 10 millions de zlotys. Le but du journal est de former une opinion publique dans l'esprit des valeurs de Solidarnosc avant la proclamation de l'état de guerre. Le journal n'hésite pas à prendre des positions politiques ou morales. Pendant l'élection présidentielle, il s'est engagé aux côtés de T. Mazowiecki. Un des points forts du journal ce sont les articles polémiques qui souvent brisent les tabous et osent parler de sujets brûlants comme les sans-abri, l'épuration, etc.... Il coûte 1 500 zlotys.

Gazeta Bankowa (le Journal de la Banque) : C'est le plus influent magazine économique polonais. L'hebdomadaire lancé en 1988, compte 16 pages et a un tirage qui tourne autour de 20 000 exemplaires. Il emploie une vingtaine de journalistes. La publication est exploitée en commun par Zarzadzanie i Bankowosc et Jean-Louis Servan-Schreiber.

Rzeczpospolita (la République) : Second quotidien national (environ 230 000 exemplaires), il se compare volontiers au Monde. Créé en 1982, en pleine loi martiale, il a été le premier quotidien du gouvernement (et non du parti communiste). En 1989, avec l'arrivée au pouvoir de T. Mazowiecki, l'équipe rédactionnelle change et Dariusz Fikus - qui a participé aux négociations de la "table ronde", coté opposition - est nommé rédacteur en chef. Rzeczpospolita appartient à une société mixte à responsabilité limitée, Presspublica. Elle emploie environ 150 personnes dont 80 journalistes. Ils ont tous un titre universitaire et la plupart une expérience professionnelle dans une autre publication. Les salaires sont plus ou moins équivalents à ceux de Gazeta. Le financement provient de la publicité (60%) et des ventes (40%). Les rubriques économiques et juridiques sont les points forts du journal. Toutes les nouvelles lois y sont publiées in extenso. Le journal s'adresse avant tout aux cadres moyens et supérieurs. Il coûte 3 000 zlotys.

Tygodnik Powszechny (L'hebdomadaire Universel) : Le premier numéro est paru au mois de mars 1945. Sept mois plus tard Jerzy Turowicz, intellectuel catholique de Cracovie, proche du futur pape Jean-Paul II, devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire catholique qui aura mené jusqu'au bout (c'est à dire jusqu'en 1989) un bras de fer avec le pouvoir communiste. En juin 1953, le journal est interdit pour avoir refusé de publier la nécrologie de Staline. La parution reprendra en décembre 1956 et se poursuivra jusqu'à la proclamation de la loi martiale, le 13 décembre 1982. Cinq mois plus tard, les abonnés recevront à nouveau leur hebdomadaire plus combatif que jamais. Le tirage atteint les 50 000 exemplaires mais il faut s'attendre à une baisse progressive. Jusqu'en 1989, Tygodnik Powszechny jouait le rôle de guide spirituel pour une grande partie de l'intelligensia polonaise, catholique ou pas. Son équipe rédactionnelle (une trentaine de personnes, salaire moyen : 6000 zlotys)

a toujours témoigné d'une grande résistance intellectuelle face aux autorités et à la censure. Aujourd'hui les articles de fond contre l'idéologie communiste ont cédé la place aux textes théologiques et aux réflexions religieuses. C'est un autre type de lectorat qui est visé. Cet hebdomadaire légendaire poursuit le dialogue entre l'Eglise polonaise et l'intelligensia.

Wprost (Tout droit) : Né le 5 décembre 1982 à Poznan, son format et son style le rendent attrayant mais il faudra attendre 1988, pour qu'il dépasse les frontières de son existence "provinciale" et commence à devenir un journal connu dans les autres villes et dans la capitale. Entre 1982 et 1991, l'équipe est entièrement changée. Le tirage est de 230 000 exemplaires et le journal est édité par une société privée Rokk Corporation SA. Wprost traite en 64 pages l'essentiel de l'information de la semaine, son point fort étant les interviews de personnalités étrangères. Il coûte 5 000 zlotys et affiche une tendance anticléricale assez nette.

Polityka (Politique) : Destiné au début (février 1957) aux intellectuels ou aux hauts fonctionnaires du Parti communiste, Polityka avait alors pour objectif d'appuyer la politique de Gomulka. Aujourd'hui, l'hebdomadaire appartient à une coopérative de journalistes et se vend à 3 500 zlotys. Lors de la campagne présidentielle, l'hebdomadaire n'a pas caché son soutien au candidat du parti social-démocrate, ex-parti communiste). Le journal est lu par une grande partie de l'intelligensia de gauche, au sens occidentale du terme. Son tirage tourne autour de 300 000 exemplaires.

Nowy Swiat (Nouveau Monde) : Créé fin 1991, ce quotidien indépendant fait signer la plupart de ses commentaires politiques par des hommes politiques de droites proches de l'Entente du centre de J. Kaczynski ou de l'ancien premier ministre Jan Olszewski. Nationaliste et cléricale, Nowy Swiat est dirigé par Piotr Wierzbicki (ancien journaliste de Tygodnik Solidarnosc). Il est financé par cinq entrepreneurs privés et 10% des parts appartiennent à la Fondation de presse de Solidarnosc.

Zycie Warszawy (La vie de Varsovie) : C'est le principal quotidien de la capitale polonaise connu pour offrir à ses lecteurs le plus grand choix d'annonces du pays. L'équipe rédactionnelle (d'une centaine de journalistes payés 1 200 000 zlotys par mois) a été partiellement renouvelée. Son tirage est de 160 000 exemplaires. Moins complet que Gazeta ou Rzeczpospolita, ses informations sont sans doute les plus fiables et les mieux vérifiées, notamment en politique intérieure.

Tygodnik Solidarnosc (L'hebdomadaire de Solidarité) : Le Tygodnik Solidarnosc est le premier acquis des grèves du mois d'août 1980 et le premier journal syndical indépendant. Son rédacteur en chef Tadeusz Mazowiecki en fera "l'organe" de Solidarnosc jusqu'au 13 décembre 1982, date à laquelle il sera interdit. Sa parution reprendra en juin 1989 avec le même rédacteur en chef et une équipe partiellement renouvelée. Tygodnik Solidarnosc est toujours l'hebdomadaire du syndicat Solidarité et tire à 100 000 exemplaires.

En guise de conclusion : Quelques remarques sur l'état d'esprit de la société polonaise :

La Pologne a l'avantage d'être un pays homogène, ce qui est exceptionnel en Europe de l'Est et en Europe Centrale. La seule minorité est une minorité allemande qui ne pose aucun problème.

Pendant des décennies, la Pologne a été au premier rang de la résistance aux régimes communistes. L'histoire de la Pologne de l'après guerre est marquée par des événements tels que révolte, grèves, etc. qui atteste que la société polonaise ne se résigne jamais à son sort.

Le régime de M. Geriek a été un régime apocalyptique de par la pratique de la corruption, du pillage, etc.. Il en résulte une dette lourde pour la société polonaise aujourd'hui. La fragilité du pays vient essentiellement des mentalités déformées par quarante années de communisme. La population n'accepte pas que les dirigeants de l'époque n'aient pas été traduit devant les tribunaux. En effet il n'y a pas eu comme cela a été le cas en Allemagne de l'Est de "purification" des consciences et de volonté d'éliminer les tenants de l'ancien régime.

La vie est dure en Pologne : les gens sont déçus, la liberté ne leur a pas apporté ce à quoi ils s'attendaient. (ce qui explique en partie le retour des communistes au pouvoir et vous sera exposé plus longuement lors de la présentation de la vie politique en Pologne.)

La Pologne n'a jamais connu de pouvoir central fort. L'Eglise a joué le rôle de l'autorité. Elle paraît quelque peu désorientée par l'adhésion de la jeunesse Polonaise aux valeurs Occidentales dans ce qu'elles ont de plus matérialiste (fascination pour la société de consommation sans véritables références d'ordre philosophique ou moral, "miroir aux alouettes").

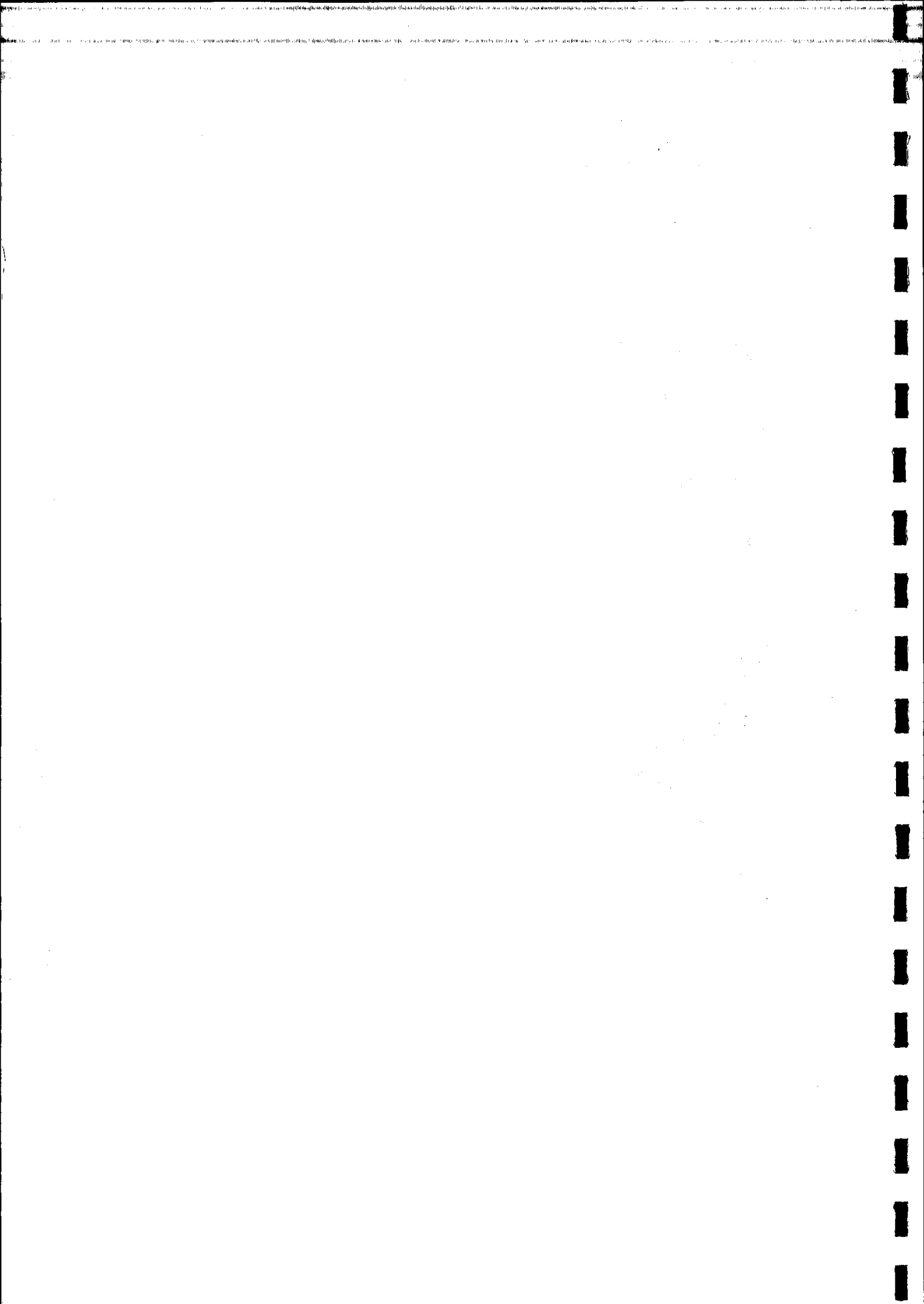
Dans la situation actuelle, c'est la jeunesse polonaise qui constitue une grande énigme. Il est étonnant qu'aucun mouvement de jeunes, authentique et significatif, ne se soit manifesté durant cette période de transformation du système. La génération des jeunes de vingt ans est apathique, tiède, et tourne le dos à la politique.

De l'étude de la société polonaise il ressort que, malgré les déformations des mentalités provoquées par 40 ans de communisme, celle-ci possède des qualités et des ressources qui doivent lui permettre de rejoindre, à plus ou moins long terme, les pays de l'Europe occidentale. J'en veux pour preuve la rapidité avec laquelle les Polonais apprennent les nouvelles règles du jeu économique et politique.

POLOGNE



CULTURE



Le moyen-âge

L'âge d'or

La république " Sarmate " de la noblesse

Sous le signe de la lutte pour l'indépendance

Intermède de l'entre deux guerres

Vers une indépendance culturelle





CULTURE

C'est au Sud de la Pologne qu'ont été retrouvés par les archéologues les premiers témoignages d'occupation humaine qui datent de la période paléolithique. A l'époque romaine, le commerce de l'ambre constitue la principale activité de la région, ce que confirme la découverte de nombreuses pièces de monnaie. Mais c'est seulement à partir de l'avènement de Mieszko, premier prince de l'Etat fondé en 966, que se trouvent réunies les conditions d'épanouissement de la création artistique.

LE MOYEN AGE

Dès l'an mille, le roi Boleslas, successeur de Mieszko, met en place un archevêché à Gniezno dont dépendent les évêchés à Cracovie, Wrocław et Kolobrzeg, tandis qu'à Poznan existe déjà une cathédrale. Les sanctuaires en pierre, détruits lors de l'invasion tchèque du XI^e siècle et mis au jour par les fouilles archéologiques, présentent des points communs avec l'architecture ottonienne d'Europe occidentale. Néanmoins les palais princiers, avec leur chapelle en rotonde caractéristique, présentent une structure tout à fait originale, comme le palais d'Ostrow Lednicki en Grande Pologne qui date du X^e siècle.

Les ordres religieux

L'art roman, qui rayonne de la fin du XI^e siècle jusqu'au milieu du XIII^e siècle répand grâce à l'ordre des Bénédictins et de Prémontrés, puis à partir du XII^e s. grâce à l'ordre des Cisterciens de Morimond en Bourgogne. L'originalité de cette phase de l'art polonais réside plutôt dans la grande variété des oeuvres sculptées, alors que le Moyen Age est très attaché aux formes strictes. Les dix-huit scènes de la vie de saint Adalbert que l'on peut voir sur le portail de bronze de la cathédrale de Gniezno offrent une représentation tout à fait originale.

La civilisation urbaine

En dépit des vicissitudes, on constate à partir du XII^e s. une amélioration de la situation économique qui se stabilise au cours des siècles suivants. Cette période de détente favorise la reconstruction des villes détruites, notamment Cracovie. D'Allemagne et d'Italie arrivent en grand nombre des artisans qui s'organisent en corporations, permettant ainsi aux métiers d'art de s'épanouir. C'est à Cracovie, la capitale, que ce phénomène est le plus remarquable. En 1285, lors du synode de Leczyca, on décide d'enseigner la langue polonaise dans les écoles paroissiales. L'Université de Cracovie, fondée par Casimir le Grand en 1364, est à l'origine du développement considérable des arts et des sciences à cette époque. C'est d'ailleurs cette période qui voit la construction de nombreux châteaux, cinquante-trois au total, et la fortification de dizaines de villes où sont également mis en chantier des monuments importants: hôtels de ville en briques ou grandes églises gothiques.

Le style gothique

A la fin du XIII^e s., ce sont précisément ces ordres mendiants et les austères Cisterciens de Silésie qui introduisent en Pologne les formes et l'ornementation de l'art gothique. C'est pourquoi les cathédrales de Wroclaw et de Cracovie sont reconstruites non à l'image des somptueux édifices du Nord de la France, mais dans un style beaucoup plus dépouillé. Cependant le XIV^e s. donne naissance en Petite Pologne à une école gothique originale dont l'église de Cracovie est l'illustration la plus parfaite. L'architecture en brique du centre de la Pologne et de la Poméranie, quant à elle, reprend les caractéristiques de la région de la Baltique. Ce sont les tombes royales de Saint-Denis en France qui ont inspiré les auteurs des sculptures en pierre des tombeaux à baldaquin que l'on peut admirer dans quelques églises de Silésie et surtout dans la cathédrale de Cracovie.

Le Bas Moyen Age

Destinée à affaiblir l'ordre Teutonique, l'union de la Pologne avec la Lituanie, jusqu'ici païenne, et l'avènement en 1386 de la dynastie des Jagellons enrichit le patrimoine culturel du pays. Le caractère oriental de l'art va s'affirmer et la cession de la Prusse à la Pologne par l'ordre Teutonique entraîner le développement et la diffusion de la culture des marchands de la Hanse.

A cette époque, les ouvrages religieux et les poésies lyriques constituent l'essentiel de la production littéraire, même si l'on note au XV^e s. la création d'un important traité d'orthographe.

A partir du retour d'Italie de Grzegorz de Sanok, en 1439, Cracovie voit s'épanouir l'humanisme. C'est dans la capitale qu'on assiste à la naissance d'une véritable société littéraire et que s'installe l'humaniste italien Filippo Buonaccorsi. C'est là encore que s'établit la première imprimerie du pays en 1478 et que Jan Dlugosz écrit son excellente *Chronique de la Pologne*, conçue sous forme d'ouvrage critique.

L'AGE D'OR

Le XVI^e s. est la période la plus prospère de l'histoire de la Pologne. La vie intellectuelle et artistique du pays s'y développe grâce à la coexistence harmonieuse des catholiques avec les orthodoxes, les protestants, les juifs et les musulmans. La Pologne ne connaissant pas les bûchers, le pays semble être une oasis de paix dans un monde plein de turbulences. La fierté nationale est en même temps renforcée par la conviction que la noblesse du pays est issue des anciens Sarmates, voire des Romains.

L'épanouissement de la culture

La noblesse et la bourgeoisie, c'est-à-dire le tiers de la population, dominant alors la scène culturelle. Les membres de cette partie de la société dont un sur deux sait écrire, sont en mesure de favoriser la création artistique car ils ont accès au savoir. Nombreux sont même ceux qui ont étudié à l'université de Cracovie, de Wilno, de Königsberg ou de Zamosc, voire à l'étranger. Bien que la capitale demeure le foyer de la vie intellectuelle, on commence à trouver des imprimeries dans d'autres villes du pays. Les écrivains se font une place de plus en plus grande, notamment Kochanowski. Influencée par la culture latine, la littérature évoque une existence idyllique dans une villa rustique.

Renaissance

Dès le début du siècle, des artisans venus de Toscane entreprennent la reconstruction du château royal de Wawel. Sa cour régulière à colonnes et arcades devient un modèle pour plusieurs grands personnages, tels les Leszczyński de Baranów. Les artistes italiens et locaux construisent plus d'une centaine de chapelles funéraires et sculptent de nombreuses tombes et gisants.

Durant cette même période on note également l'essor des constructions urbaines. Certaines villes se développent à partir de plans qui matérialisent les visions utopiques de la Renaissance italienne, en particulier Zamosc, la plus ancienne et la plus grande d'entre elles, qui est construite d'après le projet du vénitien Bernardo Morando (1579). La Halle aux draps de Cracovie, les hôtels de ville de Tarnów et de Chelmno, ainsi que de nombreux hôtels particuliers sont décorés d'attiques à deux étages qu'on ne trouve qu'en Pologne. Néanmoins le maniérisme de l'architecture et de la sculpture qu'on remarque à Gdansk et dans d'autres villes prussiennes a pour origine les étroits contacts de ces centres urbains avec les Pays-Bas.

LA REPUBLIQUE "SARMATE" DE LA NOBLESSE

Durant les deux siècles qui suivent et jusqu'au partage de la Pologne en 1795, la noblesse domine sur les plans économiques, politiques et culturels. Les villes, y compris Varsovie, la nouvelle capitale, connaissent successivement un déclin dû en partie aux conflits désastreux qui ravagent le pays pendant cinquante ans. Les guerres turques apportent la mode des objets orientaux mais confirment également chez la noblesse l'idée que la Pologne est le rempart de la chrétienté et que les malheurs du pays sont dûs aux dissidences religieuses. Cette situation favorise l'accroissement de l'intolérance et de la xénophobie mais l'union signée en 1596, en vertu de laquelle une partie des orthodoxes reconnaît la souveraineté du pape tout en gardant leur liturgie, est une manifestation positive de la contre-réforme. L'Eglise uniate ainsi mise en place jouera, jusqu'à aujourd'hui, un rôle essentiel sur les territoires orientaux de l'ancienne république de Pologne.

Le siècle des Lumières

Le XVIII^es. voit s'accumuler des changements qui débutent par la réforme de l'enseignement entreprise par les Piaristes et poursuivie par la Commission de l'Education nationale. Les nouvelles idées philosophiques venues d'Angleterre et de France se diffusent rapidement: tout ce qui arrive de France devient à la mode. Le désir de changements politiques trouve son expression dans la magnifique littérature engagée du siècle des Lumières. Le roi Stanislas lui-même écrit à Nancy, loin de son pays " *Voix libre garante des libertés* ". On voit également apparaître un courant sentimental qui prêche des idéaux proches de ceux de Rousseau. En 1765, s'établit à Varsovie un théâtre dont le répertoire propage des attitudes patriotiques et réformatrices.

Baroque et classicisme

Le style baroque est introduit dans l'architecture polonaise par les Jésuites vers la fin du XVI^e s. Dès 1600, ils font ériger à Cracovie une imposante église Saints-Pierre-et-Paul, suivant un style venu d'Italie.

Les nécessités de contre-réforme font apparaître de somptueuses églises sur des territoires où différentes confessions se mêlent. C'est également là qu'on érige des tours comme symbole du catholicisme ainsi qu'en témoignent les magnifiques églises et immenses monastères de la Silésie protestante. C'est là qu'on érige des églises uniates dans un style occidental, tandis que les églises catholiques restent décorées avec un faste tout byzantin.

En ce qui concerne les constructions civiles, on voit apparaître à cette époque des châteaux aux plans réguliers et aux façades monumentales. Au XVIII^e s. les influences françaises se manifestent, par exemple, dans le palais de Branicki de Bialystok, surnommé le "Versailles de Podlasie".

Le classicisme et le style rococo introduits par la noblesse n'apparaissent en Pologne que vers le milieu du XVIII^e s, en particulier à Varsovie, grâce au mécénat du dernier roi de Pologne. Tandis que bon nombre de grands personnages font aménager des parcs à l'anglaise, on voit se développer la construction de fabriques "ruines sentimentales" ou parfois "gothiques". La peinture continue à être dominée par des étrangers, parmi lesquels on trouve le paysagiste vénitien Bernardo Belotto et le Français Jean-Pierre Norblin. Pourtant le roi se soucie également de la formation d'une école de peinture locale ce qui permettra à cet art de se développer tout particulièrement au XIX^e s.

SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

L'absence d'autonomie politique stimule l'intérêt pour l'histoire nationale dans le culte de laquelle l'aristocratie se réfugie. Musées historiques, sociétés savantes et bibliothèques se multiplient dans tout le pays, favorisant ainsi la naissance d'un sentiment national.

Après l'insurrection de 1831, brutalement réprimée, la plupart de ces institutions sont interdites et de nombreux intellectuels sont contraints de quitter le pays. Parmi ces émigrés, dont quelques-uns s'exilent en France, Adam Mickiewicz est le plus célèbre. Il est l'auteur de drames pleins de mystères et de fantastique. Cette période troublée est pourtant une des plus fécondes pour la littérature du pays où de nombreux écrivains voient le jour.

Cependant toute cette prose et cette poésie dont le contenu évoque des souvenirs nationaux sont difficilement intelligibles hors des frontières du pays. Il n'en va pas de même pour la musique, langage universel, qui connaît alors un rayonnement exceptionnel et qui est dominée par la figure emblématique de Frédéric Chopin. De nos jours, dès le printemps, les flâneurs du dimanche lui rendent à Varsovie un culte assidu, en venant écouter au parc Lazienki, dans un amphithéâtre de verdure, le concert donné sous la statue tourmentée du sculpteur Szymanowski.

Il faut encore citer Stanislaw Moniuszko, créateur de l'opéra national, dont les chants et les mélodies sont encore populaires aujourd'hui. L'immobilisme politique fige l'esthétique romantique dans la littérature et dans l'art polonais jusqu'à la fin du XIX^e s. On parle alors de néoromantisme pour caractériser, par exemple, les romans historiques de Henryk Sienkiewicz (*Quo Vadis, Les chevaliers Teutoniques*) qui obtient le prix Nobel en 1905.

La peinture polonaise du XIX^e s. montre l'époque sombre pour le pays, alors partagé entre Russie, Prusse et Autriche. Par exemple, ce tableau célèbre de Jacek Malczewski intitulé *Veillée de Noël en Sibérie* qui représente les déportés politiques polonais, bannis par le pouvoir tsariste, ou des tableaux de Jan Matejko illustrant les heures dramatiques de l'histoire nationale: *La Bataille de Grunwald, Rejtan à la Diète de Varsovie...*

Positivism, réalisme, historicisme

Pourtant dès le milieu du XIX^e s, l'attitude romantique commence à s'empêcher de positivisme et de messages de résistance et de lutte contre l'oppression. La situation très déprimée dans laquelle se trouve le pays fait que peu de romans ont acquis une renommée à l'étranger, à l'instar des Paysans de Wladyslaw Reymont qui obtiendra d'ailleurs le prix Nobel.

La peinture aborde elle aussi des sujets quotidiens exposés de façon réaliste. Grâce au développement d'institutions artistiques, Varsovie et Cracovie deviennent de véritables foyers culturels, vivifiés par l'apport de l'étranger, où les élèves font de fréquentes études, notamment à l'Académie des beaux-arts de Munich.

L'architecture

Au début du XIX^e s., notamment pour l'architecture civile privée, c'est le style néogothique qui domine, représenté en Silésie par le château de Kamieniec Zabkowicki, ouvrage que l'on doit à Karl Schinkel.

Dans l'architecture des bâtiments publics c'est le style néoclassique, jugé plus noble, qui est privilégié. A titre d'exemple on peut citer les oeuvres varsoviennes de l'Italien Antonio Corazzi, comme le Grand Théâtre. A partir des années 1860, tous les grands styles historiques seront pillés, donnant ainsi naissance au néo-baroque, au néo-renaissance et finalement à l'éclectisme.

Parallèlement se développe une véritable histoire de l'art polonais qui cherche à déterminer les caractères d'un style national et à inventorier ses manifestations. Si la plupart des villes de Pologne ne sont pas aussi peuplées que les grandes métropoles d'Europe de l'Ouest, en 1900, Varsovie atteint presque 800 000 habitants et Lodz 500 000. Les architectes doivent faire face à ces besoins nouveaux mais l'absence de formation dans le pays même conduit souvent les commanditaires à faire appel à des étrangers pour construire leurs immeubles. C'est la raison pour laquelle l'architecture de cette époque porte la marque des influences berlinoises, viennoises ou munichoises.

La fin du siècle

La vie intellectuelle s'épanouit surtout dans le Sud du pays, favorisée par la large autonomie politique accordée par l'Autriche. Pour une trentaine d'années Cracovie devient la capitale culturelle du pays. C'est la grande époque du théâtre de la ville qui monte des pièces de l'avant-garde occidentale, comme celles de Maeterlinck. Dans le domaine musical, Mieczyslaw Karlowicz et Karol Szymanowski, poursuivent la tradition néo-romantique qu'ils enrichissent de thèmes folkloriques.

Cependant c'est le monde des arts plastiques qui connaît alors la plus grande effervescence, le néoromantisme se mêlant avec les acquis de l'impressionnisme et de l'école de Pont-Aven à laquelle appartient le peintre Wladyslaw Sliwinski. Stanislaw Wyspianski, Wladyslaw Podkowinski et Juliusz Mehoffer renouvellent la peinture polonaise en l'ouvrant sur l'Art Nouveau de Vienne, Berlin et Paris. Natures mortes, paysages, scènes de vie campagnarde et développement des villes inspirent les artistes. Une esthétique nationale tente de s'élaborer, notamment en architecture, qui puise ses racines dans l'art polonais.

L'INTERMEDE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Presque deux décennies d'indépendance entre les deux guerres libèrent l'artiste de la nécessité de lutter pour la cause nationale. Cette autonomie permet en outre au pays de se rapprocher du reste de l'Europe. Dans le domaine littéraire, Bruno Schulz ou Witold Gombrowicz illustrent cette avant-garde attachée à la résolution des problèmes formels.

Dès avant la guerre, le groupe des peintres et sculpteurs " formistes " de Cracovie est le premier à s'inspirer directement des grands mouvements occidentaux tels

le cubisme, le futurisme ou l'expressionnisme. Privilégiant la forme sur le contenu, leurs théories sont reprises par les artistes attirés par l'abstraction et le constructivisme.

Cependant ce sont les coloristes de l'Académie des beaux-arts, les plus nombreux, qu'on retrouve également à Paris, qui réalisent la " construction de la forme avec la couleur ".

Les courants stylistiques mondiaux trouvent aussi un vif écho dans l'architecture, en particulier à Varsovie. Mais le courant le plus spécifique et le plus novateur naît dans les années trente, le " constructivisme académique " qui s'oppose ainsi au style international par ses compositions, axiales et symétriques.

VERS UNE INDEPENDANCE CULTURELLE

Après la guerre, on tente d'installer une culture d'inspiration socialiste vantant les vertus du nouveau régime. Tous les domaines de la vie sont alors soumis à une censure et le réalisme socialiste devient le style officiel. En marge, et souvent à contre-courant de cette culture officielle figée, ont grandi et prospéré pendant des décennies des phénomènes culturels étonnants.

Le théâtre, propice à une complicité entre créateur et public connaît alors une période faste, où les plus grands textes sont joués régulièrement dans des mises en scène d'avant-garde.

Lors du " dégel ", vers le milieu des années cinquante, on allège la censure de telle sorte que la Pologne apparaît comme une oasis de libéralisme dans cette partie de l'Europe. Cependant, comme au XIX^e s., les mouvements les plus importants de la littérature polonaise naissent à l'étranger. Déjà Gustaw Herling-Grudziński, devançant en cela Soljenitsyne, décrit les camps soviétiques dans " *Un Monde à part* " et au même moment Czesław Miłosz, qui obtiendra plus tard le prix Nobel, procède à l'analyse du pouvoir totalitaire dans " *La Pensée Captive* ". C'est à l'étranger que Slawomir Mrozek crée ses pièces proches du théâtre de l'absurde. Mais l'interdiction de représenter le drame romantique " *Les Aïeux* " d'Adam Mickiewicz déclenche des émeutes estudiantines en 1968, tandis que les films d'Andrzej Wajda " *L'Homme de marbre* et *L'Homme de fer* " accompagnent la naissance de Solidarité en 1980.

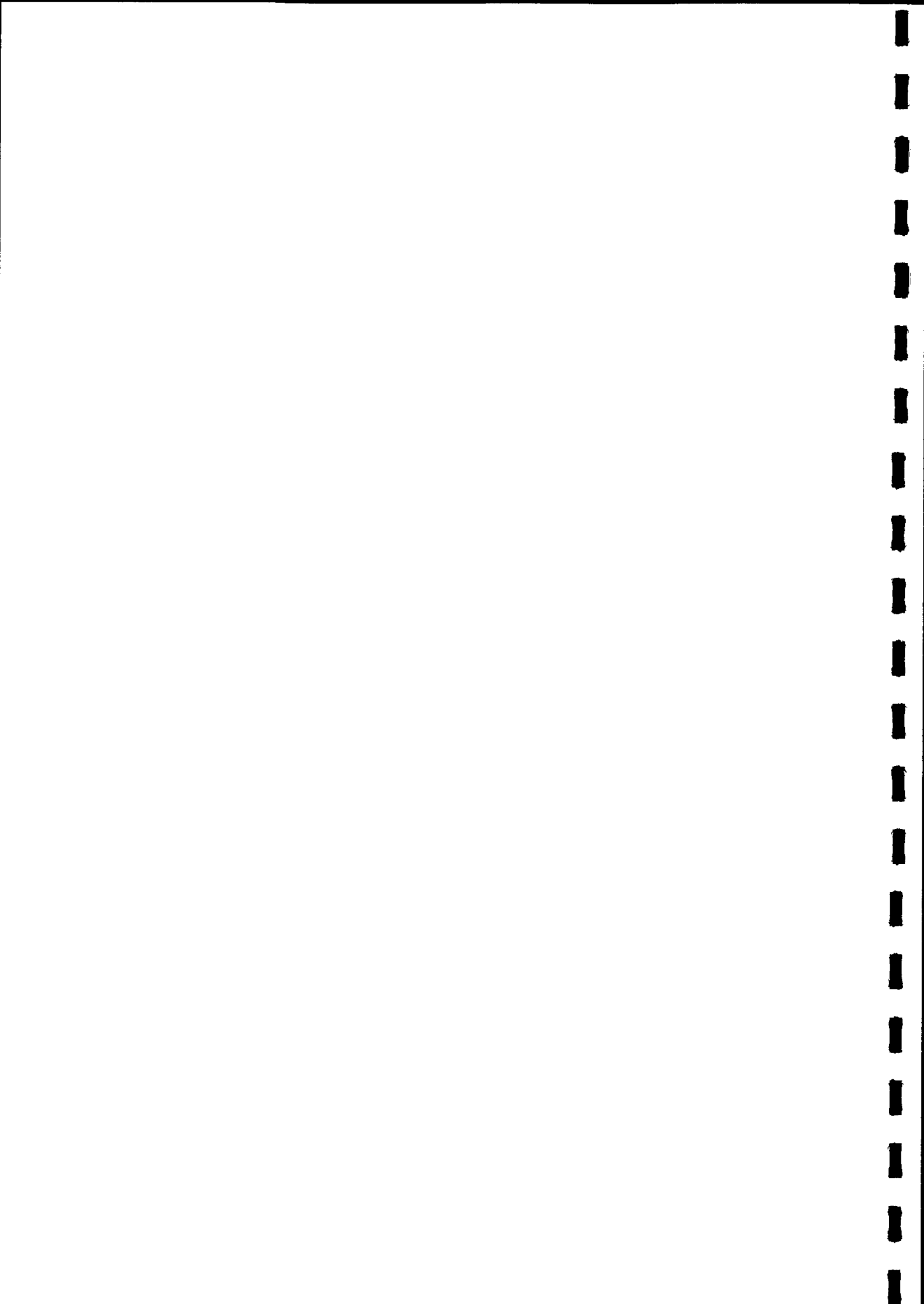
La loi martiale, imposée en 1981, a des conséquences inattendues dans le domaine de culture. Le mécénat d'Etat, prédominant jusqu'alors, est boycotté par les artistes qui trouvent aide et protection au sein de l'Eglise catholique.

Dans le domaine cinématographique, Andrzej Wajda voit aujourd'hui son oeuvre prolongée par une pléiade de cinéastes et d'acteurs dont il a parfois aidé les débuts Agnieszka Holland, Krystyna Janda, Wojciech Pszoniak... Au centre des oeuvres de Krzysztof Kieslowski " *Le Décalog*, *La double vie de Véronique* ", de Krzysztof Zanussi ou de Janusz Kijowski, une recherche morale sur la place de l'homme dans une société névrosée, traversée par des mouvements sociaux en lames de fond. Ce cinéma intellectuel, privé des subventions de l'Etat et auquel les spectateurs, à la recherche d'évasion et d'émotions fortes, préfèrent le cinéma américain, doit aujourd'hui affronter une situation nouvelle, marquée par la liberté d'expression mais aussi la pluralité des sources de loisirs.

La musique, quant à elle, est plus facile à apprécier pour un étranger. Ainsi l'oeuvre des compositeurs d'avant-garde Witold Lutoslawski et Krzysztof Penderecki possède un caractère universel. Mais la Pologne est également le centre le plus actif en Europe centrale pour le jazz et la musique rock. Stimulé par le jazz jamboree, qui se tient annuellement dans la capitale, le jazz devient la musique de référence. Enfin

Jarocin, petite bourgade rurale dans l'ouest, se transforme chaque année en un mini Woodstock

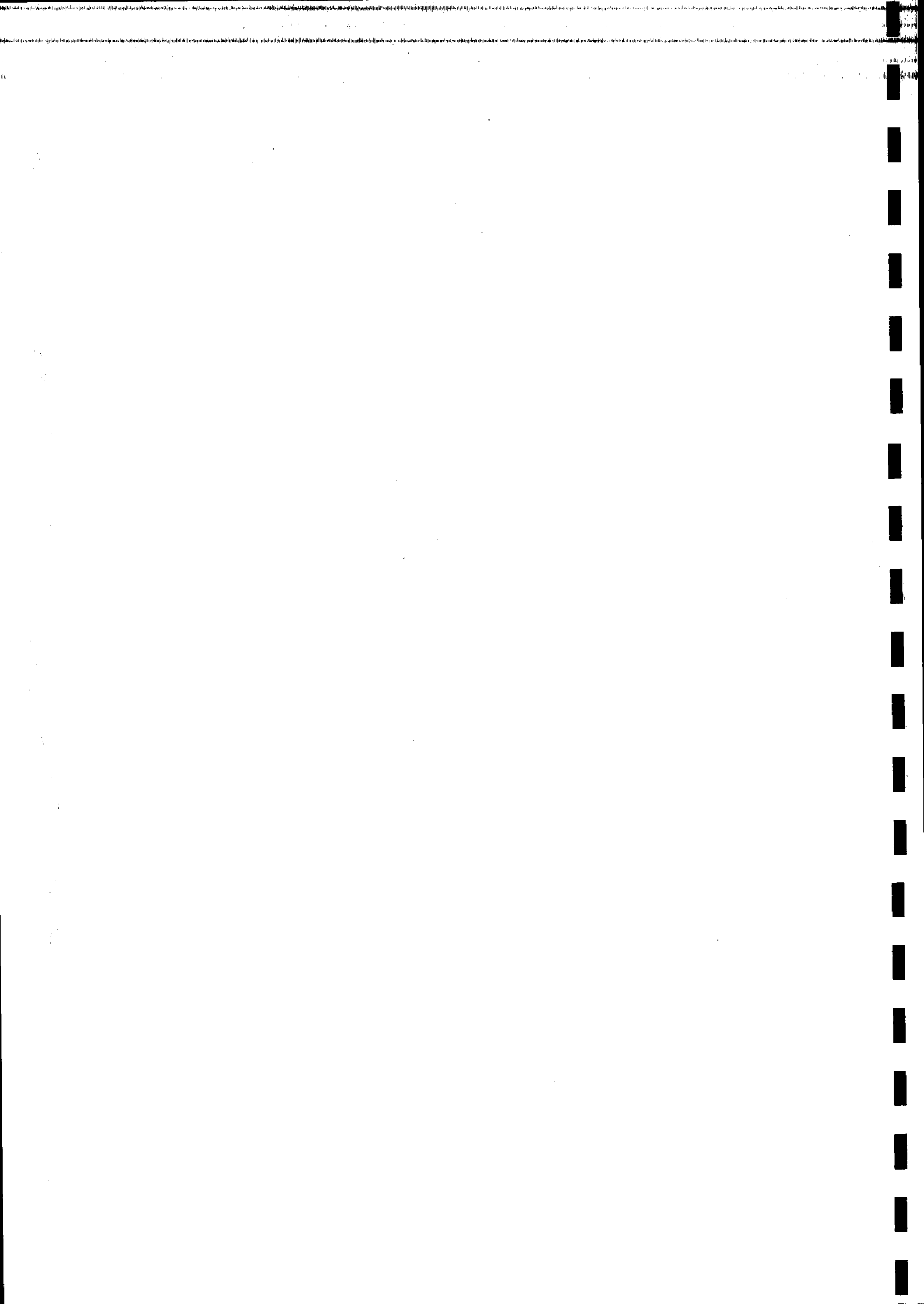
En effet, après le retour à l'indépendance en 1989, la censure dans le domaine de la culture disparaît, favorisant par la même occasion l'unité du pays. Cependant, de nouvelles difficultés apparaissent, en particulier en raison de l'insuffisance du mécénat d'Etat.



POLOGNE



POLITIQUE



POLITIQUE INTERIEURE DE LA POLOGNE

1°) CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL

2°) LES INSTITUTIONS POLONAISES

2.1 La Constitution

2.2 Le Président de la république

2.3 Le Congrès

POLITIQUE ETRANGERE DE LA POLOGNE

1°) L'INTEGRATION EUROPEENNE DE LA POLOGNE :

2°) LES RELATIONS POLONO-ALLEMANDES

3°) LES RELATIONS AVEC LES ETATS DE LA CEI

4°) LA COOPERATION REGIONALE

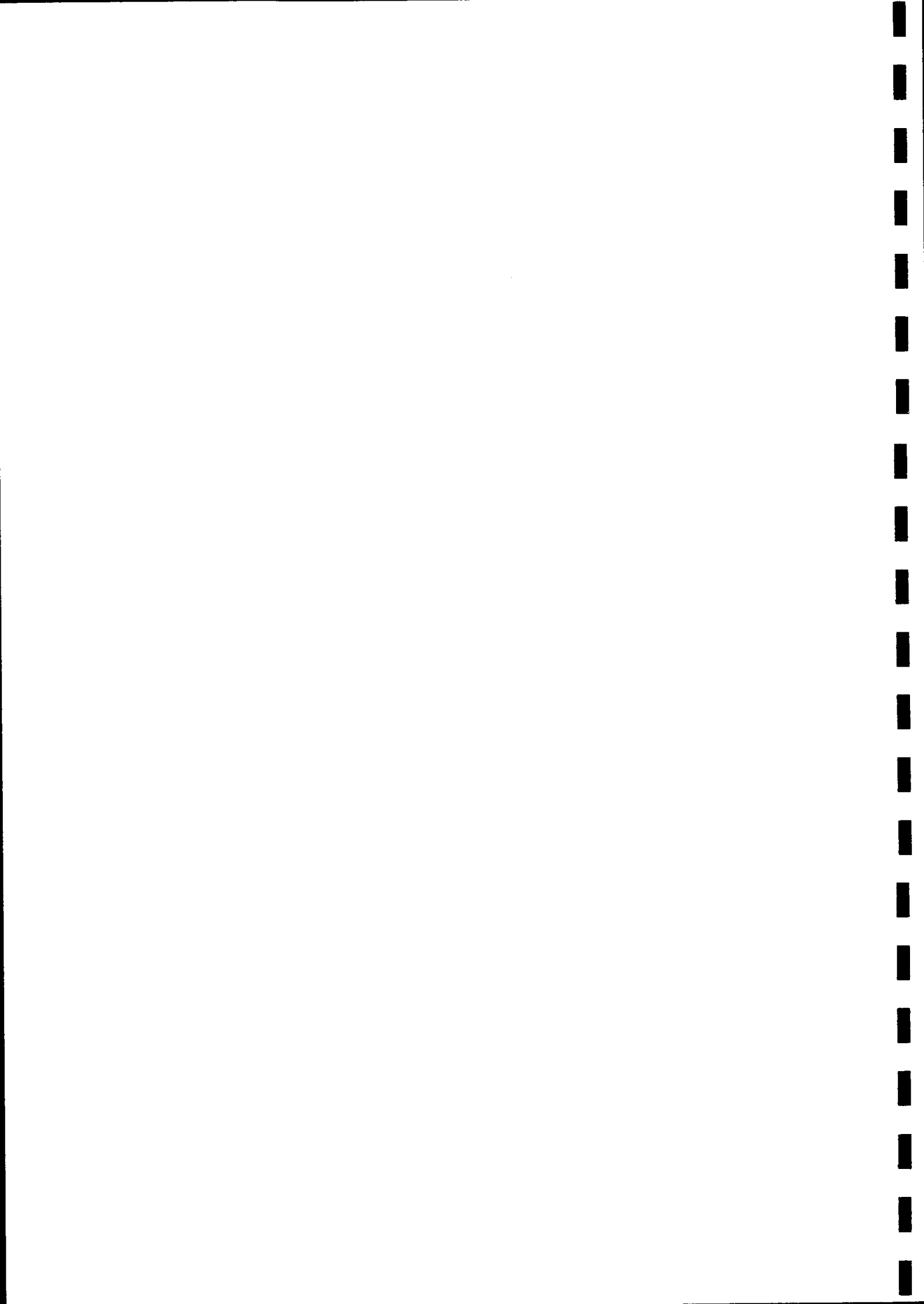
5°) RELATIONS TRILATERALES (FRANCO-GERMANO-POLONAISES)

6°) RELATIONS BILATERALES

61- Relations politiques

62- Relations économiques

63- Relations culturelles, scientifiques et techniques



POLITIQUE INTERIEURE DE LA POLOGNE

La Pologne qui faisait figure de pionnier en Europe centrale en matière de processus de démocratisation, découvre chaque jour plus clairement que la stabilisation politique est une oeuvre de longue haleine. La succession de six gouvernements depuis 1989 (gouvernements Mazowiecki, Bielecki, Olszewski, Suchocka, Pawlak et Oleksy) indique bien que la rupture avec les anciennes structures ne suffit pas à elle seule à assurer la stabilité et le fonctionnement d'un système politique.

1°) CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL

L'année 1995 est d'abord une année électorale en Pologne. Candidat à sa réélection, le Président Walesa la présentera comme le choix du bien contre le mal, de l'ouverture sur l'occident contre le retour au passé. Il apparaît que tout en étant malmenée par le chef de l'Etat, la coalition SLD (néo-communistes)-PSL (parti paysan) domine la vie politique depuis les élections législatives de septembre 1993.

La conclusion le 7 février dernier d'un accord entre le parti paysan (PSL) et le parti ex-communiste (SLD) a ouvert la voie à la constitution d'un nouveau gouvernement dirigé par M. Joseph Oleksy, après la démission de M. Waldemar Pawlak en janvier dernier.

Le nouveau gouvernement, que M. Oleksy a présenté le 1er mars dernier à la Diète, comporte 10 membres du SLD, 8 du PSL et 3 indépendants : 12 de ses 21 membres ont été reconduits dans les fonctions qu'ils occupaient dans le gouvernement Pawlak. Le choix des "ministères présidentiels" a résulté d'un compromis entre le Président Walesa et le nouveau Premier ministre. Le choix de l'ambassadeur de Pologne à Vienne, M. Bartoszewski, pour diriger les affaires étrangères résulte notamment d'un compromis réciproque, eu égard à sa qualité de grande figure de l'opposition anticommuniste, mais aussi du fait qu'il ne figurait pas parmi les propositions initiales du Président. La coalition a en revanche consenti une concession majeure au Président en acceptant finalement la nomination au poste de ministre de la Défense de M. Okonski qu'elle avait jusqu'alors refusée.

Le discours de politique générale prononcé par M. Oleksy a été caractérisé par son insistance sur le caractère irréversible des changements démocratiques et économiques intervenus en Pologne depuis 1989, résumé par le slogan "La République de Pologne ne sera pas une république populaire de Pologne bis".

En matière socio-économique, les principaux objectifs énoncés sont la poursuite de la croissance et des réformes, la défense de la souveraineté économique et l'adaptation de l'économie polonaise (y compris l'agriculture) aux normes européennes.

Sur le plan de la politique étrangère, le nouveau Premier ministre a souligné sa volonté de poursuivre la mise en oeuvre de "l'orientation européenne atlantique de la Pologne", tout en maintenant des liens avec la Russie.

2°) LES INSTITUTIONS POLONAISES

2.1 La Constitution

La République polonaise succède à la République populaire de Pologne le 28 décembre 1989. La nouvelle constitution est votée le 30 décembre 1989 ; avec elle, d'Etat socialiste, la Pologne devient un Etat démocratique de droit. En effet la loi fondamentale introduit la liberté de formation des partis politiques ; elle assure la liberté économique et la protection de la propriété privée.

La majorité actuelle souhaite obtenir rapidement un vote sur la constitution concentrant le pouvoir sur une seule chambre. Le Président Walesa souhaiterait une constitution sur un modèle semi-présidentiel comme en France.

2.2 Le Président de la république

Il n'y a pas de domaine réservé constitutionnellement au chef de l'Etat. Mais, de facto, l'influence du Président est grande et respectée, y compris par l'opposition. Il règne en fait un régime de "coutumes" constitutionnelles, un peu comme en France.

2.3 Le Congrès

La représentation parlementaire est assurée par deux chambres : la Diète (députés) et le Sénat.

2.3.1 LA DIETE

Les députés sont élus à la proportionnelle avec un seuil fixé à 5% des voix.

Les sessions se déroulent régulièrement tout au long de l'année à raison d'une toutes les deux semaines.

La Diète, le Sénat, le Président et le Gouvernement ont l'initiative de déposer des projets de lois. Les lois sont promulguées après débats à la Diète puis au Sénat, et approbation par le Président.

La Diète peut s'auto dissoudre, et peut être dissoute par le Président. Ce dernier peut assister aux séances, et présenter des communications à sa convenance.

La Diète est élue pour 4 ans au suffrage universel, à raison de 1 représentant pour 60.000 habitants.

Le vote des députés est personnel et la présence aux votes obligatoire.

La composition actuelle de la Diète est la suivante :

# Union des Partis de gauche (SLD)	192
# Paysans (PSL)	132
# UP (gauche)	41
# UD (union démocratique)	74
# KPN (confédération pour la Pologne indépendante)	22
# BBWR (bloc de coopération avec le gouvernement)	16
# MN (minorité allemande)	5

Le budget de fonctionnement de la Diète est d'environ 300 MF.

2.3.2 LE SENAT

Supprimé en 1948, il a été rétabli le 7 avril 1989. Il comprend 100 membres (2 par voïvodie et 3 pour ceux de Varsovie et Katowice) élus au scrutin libre.

POLITIQUE ETRANGERE DE LA POLOGNE

Depuis 1989, la politique étrangère de la Pologne poursuit quatre objectifs majeurs :

- **L'ancrage occidental**
- **La normalisation et le développement des relations avec l'Allemagne**
- **Le maintien de relations avec les nouveaux Etats issus de l'URSS**
- **La recherche d'une coopération régionale**

1- L'intégration européenne de la Pologne

Le 16 décembre 1991, la Pologne a signé en même temps que la Hongrie et que la Tchécoslovaquie un accord d'association avec la Communauté européenne. Les autorités polonaises se sont félicitées du message politique adressé par l'Union européenne au sommet d'Essen en décembre 1994, confirmant son souhait de considérer la Pologne et les autres pays associés comme définitif même sur la base du Traité de Maastricht et de la définition d'une "stratégie de pré-adhésion". Les autorités polonaises participent de manière très active aux rencontres ministérielles prévues dans le cadre du "dialogue structuré".

La Pologne, après la Hongrie, a déposé officiellement sa candidature à l'Union européenne le 7 avril 1994. Les autorités polonaises ont également rendu public le processus d'adhésion envisagé par Varsovie, qui la place en négociation entre 1997 et 1999 et dont les principales étapes pourraient être les suivantes :

- négociation de l'adhésion entre 1997 et 1999.
- après 1999 début de la procédure de ratification de la Pologne.

Dans le domaine stratégique, la Pologne a une conception d'ensemble de l'architecture européenne de sécurité reposant sur les trois piliers de : l'OTAN, l'UEO et la CSCE. L'OTAN occupe une place privilégiée dans ce système et les autorités polonaises sont très attachées à la perspective de son élargissement. La Pologne a été le deuxième pays à signer le document cadre du partenariat pour la paix et le premier à faire adopter son programme individuel de partenariat le 19 mai dernier. La Pologne a également accueilli en septembre 1994 le premier exercice du PPP regroupant à hauteur de 1000 hommes des unités américaine, anglaise, italienne, allemande, tchèque, bulgare et slovaque.

Pour ce qui est de l'UEO, la Pologne s'attache à utiliser toutes les possibilités de coopération offertes par le statut d'associé qui lui a octroyé le 9 mai 1994. Ainsi, sur la

question du Rwanda, la Pologne a été le seul pays d'Europe centrale à manifester un intérêt réel pour une intervention dans le cadre de L'UEO.

2- Les relations polono-allemandes

Elles ont connu un essor spectaculaire depuis la signature le 17 juin 1991 d'un traité bilatéral et de bon voisinage, dont témoignent les déplacements à Bonn des Premiers ministres polonais, Mme Suckocka en décembre 1992 et mars 1993, M. Pawlak en avril 1994. L'accord sur le retour en Pologne des demandeurs d'asile signé le 7 mai 1993 a apporté une solution avantageuse pour la Pologne (l'Allemagne s'est engagé à verser une aide sous forme de dons de 120 millions de DM) à un problème qui pesait sur les relations bilatérales ; même si une partie de la classe politique en Pologne y voit un "abandon de souveraineté". Pour le domaine économique, l'Allemagne est le troisième investisseur (288 M \$) après les Etats-Unis (1,1 Mds \$) et l'Italie (353 M \$) et au deuxième rang quant au nombre de sociétés mixtes formées (30 % environ du total étranger). Sur le plan des échanges commerciaux les échanges en 1994 avec la RFA ont laissé la Pologne au 2ème rang de ses partenaires orientaux après la Russie.

3- Les relations avec les Etats de la CEI

La Pologne, premier pays à reconnaître les Républiques de la CEI le 27 décembre 1991, a largement réussi la normalisation de ses relations avec ses voisins orientaux. La Pologne a obtenu la garantie et la sécurité de ses frontières par des accords bilatéraux confirmant les tracés existants (Russie, Ukraine, Biélorussie). Elle possède d'importantes minorités en Lituanie (300.000 personnes), en Biélorussie (200.000 personnes), en Ukraine (400.000) et en Russie (250.000) : aussi s'est-elle efforcée de prévenir les tensions éventuelles avec les républiques voisines en s'inspirant des dispositions concernant les droits de la minorité allemande prévues dans le traité d'Amitié conclu avec l'Allemagne.

Parmi les Etats de la CEI, celui qui suscite le plus d'intérêt est bien entendu la Russie. La nécessité et l'importance d'une "politique à l'Est" (et d'abord d'une "politique russe") a été clairement, et à plusieurs reprises, affirmé par le ministère polonais des Affaires étrangères. Cette politique qui vise essentiellement à renforcer le dialogue politique avec Moscou sur la base du traité bilatéral signé en mai 1992, à consolider et à renouer des relations économiques distendues depuis la disparition du CAEM a été mise en oeuvre durant l'année 1994 sous la direction de M. Olechowski.

Les visites du Premier ministre russe, M. Tchernomyrdine (16-17 février 1995) et M. Davidov (Ministre des relations économiques avec l'étranger) ont à la fois relancé le dialogue politique et réchauffé le climat des relations entre les deux pays. En effet, outre qu'elle a été l'occasion de régler le problème des dettes réciproques de la Pologne et de la Russie, ces visites ont permis de faire avancer politiquement plusieurs importantes affaires de coopération économique et notamment la construction du tronçon polonais du gazoduc "Presqu'île de Yamal-Europe de l'Ouest".

Les relations avec l'Ukraine sont bonnes comme l'ont confirmé les visites du Ministre des Affaires étrangères ukrainien à Varsovie en mars 1994 et celle du Ministre polonais des Affaires étrangères en Ukraine en novembre dernier. Cependant, leur développement semble grevé par les faiblesses de l'économie ukrainienne.

Les autorités polonaises se prononcent également pour l'indépendance des Etats Baltes et pour leur intégration progressive dans les institutions ouest-européennes.

Le cas de la Lituanie est spécifique : le traité d'amitié bilatéral signé en avril 1994 est le dernier conclu par la Pologne et ses voisins. Les négociations se sont prolongées en raison notamment de la position longtemps défendue par Vilnius qui consistait à demander l'inscription dans le traité de la condamnation de "l'occupation polonaise" entre les deux guerres mondiales. Depuis la signature du traité, les relations s'améliorent progressivement.

4- La coopération régionale

La Pologne attache une grande importance aux rencontres régionales de coopération considérées comme complémentaires de ses efforts d'intégration dans les institutions européennes.

Les autorités polonaises ont pris l'initiative de réunir à Poznan le 24 novembre 1994 les quatre Premiers ministres des Etats du Groupe de Visegrad.

L'entrée en vigueur du Traité de libre échange (CEFTA) prévue pour 1998 devrait donner une impulsion nouvelle aux relations commerciales entre les Etats de Visegrad.

Le 14 février 1993, les Ministres des Affaires étrangères d'Ukraine, de Pologne, de Slovaquie et de Hongrie ont signé à Debrecen (Hongrie) l'accord portant création de l'Eurorégion des Carpathes comprenant pour la Pologne les Voïévoches de Kronso et de Ppremysl.

Les champs de coopération concernent les réseaux de communication, de l'environnement et l'organisation du commerce régional. Le siège de l'Eurorégion est installé

en Pologne à Sanok. La Pologne assure depuis le 1er juin 1994 la Présidence du Conseil des Etats riverains de la Baltique : ce dernier se réunit régulièrement au niveau des ministres techniques pour préparer des projets de coopération dans les domaines de l'environnement, des transports et des échanges scientifiques et techniques.

Au niveau des ministres des Affaires étrangères, il constitue un forum d'autant plus précieux qu'il offre à la Pologne des possibilités d'échanges de vues sur des thèmes régionaux aussi bien avec la Russie qu'avec l'Allemagne.

5- Relations trilatérales (franco-germano-polonaises)

Les Polonais accordent une importance particulière à des relations équilibrées au sein du "Triangle de Weimar". Elles doivent permettre de sceller à terme la réconciliation germano-polonaise et faciliter l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. La prochaine rencontre des Ministres des Affaires étrangères du "Triangle" doit avoir lieu cette année en France. Cette coopération ouvre également les domaines de la Défense (exercice trilatéral en France en octobre 1994) et les affaires culturelles (avec la perspective d'implantation d'un institut culturel tripartite à Varsovie).

6- Relations bilatérales

61- Relations politiques

Alors que les relations s'étaient quelque peu essouffées durant les années 91 et 92, les visites du Ministre des Affaires étrangères à Varsovie (30 juin 1993), l'occasion de la rencontre ministérielle trilatérale (France, Allemagne, Pologne) de Varsovie (11 novembre 1993), ainsi que la visite du Premier ministre à Varsovie et Cracovie (1er et 2 juillet dernier) ont permis de relancer le dialogue politique avec les autorités polonaises.

Le Traité d'amitié et de solidarité signé par les Chefs d'Etat des deux pays en avril 1991 définit le cadre d'une coopération dans différents domaines : politique, économique, financier, culturel et éducatif.

62- Relations économiques

621- Echanges commerciaux

La France était en 1994 le quatrième partenaire économique de la Pologne, (après l'Allemagne, l'Italie, le Royaume Uni), le 6ème client et 5ème fournisseur de

ce pays. En 1994, les échanges commerciaux ont connu une nouvelle dynamique avec environ 5 milliards d'exportations et 4,5 milliards d'importations.

Les exportations françaises vers la Pologne consistent essentiellement en produits parachimiques et chimiques, en textiles et françaises, elles sont constituées essentiellement par des produits chimiques intermédiaires, des produits agro-alimentaires et des voitures.

Cependant ces résultats satisfaisants ne doivent pas masquer les difficultés rencontrées par nos exportateurs pour accroître leurs ventes - difficultés qui proviennent principalement de la fragilité financière des sociétés polonaises et de leur quasi-impossibilité d'obtenir des crédits ou des contre-garanties.

622- Investissements

La France occupe depuis 1994 le quatrième rang des investisseurs en Pologne derrière les Etats-Unis, L'Italie et L'Allemagne avec un montant d'investissements d'environ 500 MF (7,8 % des investissements étrangers). Elle occupe également le troisième rang en nombre de sociétés mixtes (400).

Le groupe Thomson est l'un des premiers investisseurs étrangers en Pologne : il contrôle 3 sociétés et emploie plus de 5.000 personnes. Dans l'agro-alimentaire, les investissements de Danone pour la fabrication de produits lactés et celui de Marbot pour les pâtes alimentaires dépassent les 5 milliards de dollars. La présence française est également très visible dans les services financiers, les banques et les assurances avec la Société générale, le Crédit lyonnais, le Crédit foncier, les AGF et l'UAP. De nombreux projets sont actuellement à l'étude. Ce sont plus particulièrement : - TOTAL pour le rachat d'une raffinerie et d'un réseau de distribution - RHONE POULENC pour le rachat des mines de sel et de calcaire - GEC ALSTHOM et COMPAGNIE GENERALE DES EAUX.

Ces différents projets d'investissements ne doivent cependant pas dissimuler les difficultés rencontrées par les entreprises françaises en Pologne liées, d'une part, à la lenteur d'examen des dossiers, et d'autre part, aux préférences marquées par les autorités polonaises pour les entreprises américaines ou allemandes.

63- Relations culturelles, scientifiques et techniques

La coopération culturelle, scientifique et technique demeure un volet prépondérant de nos relations avec la Pologne. L'ampleur et la diversité de cette coopération placent la Pologne en tête de la liste de nos partenaires en Europe centrale et orientale.

A) Principal bénéficiaire de notre coopération à l'Est, la Pologne a reçu de 1990 à 1994 1.600.000 FF. L'effort budgétaire français dans le cadre du "plan de relance" a été complété par les apports extérieurs des divers acteurs de notre coopération (fondation France-Pologne, collectivités locales) et surtout par la quote-part française (20 % du programme PHARE-Pologne). L'enveloppe de crédits pour la coopération scientifique et technique en 1994 s'élevait à 79 MF.

Les domaines d'intervention principaux sont :

- L'aide à la gestion publique (administration centrale et locale, Finances publiques, police et Justice).
- La formation des cadres économiques et financiers de l'économie polonaise (coopération bancaire et financière, ouverture d'une bourse de valeur à Varsovie, création d'un établissement de formation de cadres) et la mise sur pied de cursus post-universitaire de formation à la gestion (14 "mastères" francophones).
- La participation aux restructurations des principales branches économiques (expertises apportées à l'agriculture, à la protection de l'environnement, à l'industrie et à la santé publique).
- La coopération universitaire et scientifique qui s'est traduite par l'attribution de plus de 4000 mensualités de bourses d'études à de jeunes chercheurs et de 230 séjours de recherches pour des scientifiques de haut niveau.

Dans toutes ces opérations, notre coopération met surtout l'accent sur la formation des hommes grâce notamment au rôle essentiel et de plus en plus important du CEFFIC (Centre de formation et d'information des cadres) inauguré à Varsovie fin 1990 et qui assure à la demande de l'Institut français de gestion et de la Fondation France-Pologne des stages et des séminaires spécialisés. En 1994, 2.500 stagiaires ont suivi les stages de formation.

B) Cette coopération technique n'exclut pas une coopération culturelle intense, très demandée par nos interlocuteurs et qui a vu durant les deux dernières années :

- a) un renforcement du réseau des établissements culturels français en Pologne : deux instituts à Varsovie, un à Cracovie, un centre de civilisation française et d'études

francophones, un important réseau d'alliances (14), enfin le lycée français de Varsovie qui, après d'importants investissements, accueille aujourd'hui près de 600 élèves dont plus de la moitié sont polonais.

b) un développement important de l'action linguistique et éducative qui concerne :

- la mise à disposition des structures d'enseignement polonais, dont 5 lycées bilingues de 40 enseignants français et la fourniture d'un matériel pédagogique important ;

- la formation de professeurs de français notamment au sein de 16 collèges de formation créés il y a deux ans avec l'aide de la Direction générale (750 élèves-professeurs) et la reconversion en 1991 - 1992 de près de 220 professeurs de russe.

c) des efforts notables pour conforter la présence audiovisuelle de la France via RFI, TV5, la Sept et CFI mais là encore, comme pour le livre, encore insuffisants pour contrebalancer l'influence quantitative anglo-américaine.

d) Coopération en matière de défense

La signature d'un arrangement administratif en matière de défense le 15 juin 1992 a donné une nouvelle impulsion aux relations franco-polonaises.

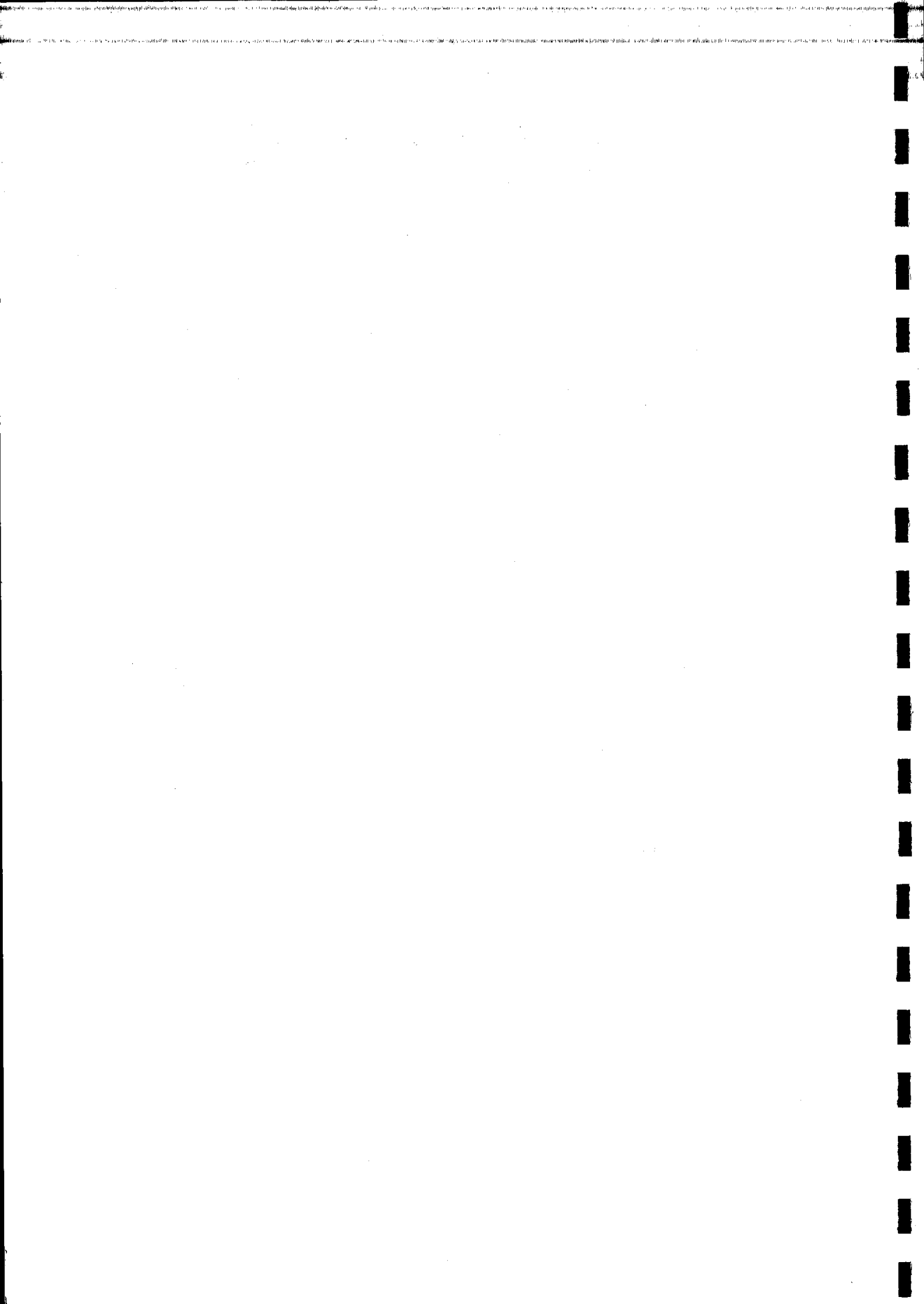
La coopération militaire franco-polonaise s'est développée activement depuis 1990, la Pologne était notre premier partenaire en Europe centrale avec 25 % de notre budget de coopération. La venue à Varsovie le 18 juillet 1994 du Ministre français de la Défense, M. Létard, a fait suite aux visites ministérielles de 1990 et 1992, tandis que des contacts réguliers au niveau des chefs d'Etat-Major se concrétisaient avec les déplacements du chef d'Etat-Major des Armées, l'Amiral Lanxade, en novembre 1992 et mars 1994. Ces échanges ont pris une dimension opérationnelle pour les trois armées, avec la participation d'un aviso français à un exercice naval en avril 1994 et d'un échange d'unités de montagne puis d'avions de chasse en septembre dernier.

Un exercice du niveau de la compagnie associant la brigade franco-allemande et une unité polonaise a été organisée au Larzac en octobre dernier.

POLOGNE



DEFENSE



LA POLITIQUE DE LA POLOGNE aspect militaire

L'armée polonaise est l'un des acteurs principaux de la politique de défense dont le premier objectif demeure d'être en mesure de défendre, seule si nécessaire, la souveraineté et l'indépendance du pays.

Le problème de sécurité extérieure occupe une place centrale dans le retour de la Pologne à une entière souveraineté internationale. La disparition du Pacte de Varsovie a confronté le pays à la question de savoir comment remplir le " vide sécuritaire" qui s'est instauré en Europe centrale. En dépit des opinions exprimées en Occident, " *la Pologne ne peut devenir ni une zone grise, ni une zone tampon, ni une zone neutre. Toute région qui se trouverait dans une telle situation deviendrait un enjeu de rivalités entre des Etats plus puissants*" a déclaré Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des Affaires étrangères le 9 janvier 1991 devant la Diète.

La Pologne a théoriquement la possibilité de choisir parmi six options de sécurité: l'OTAN, l'UEO, l'OSCE, les arrangements régionaux, les arrangements sous-régionaux, les accords bilatéraux.

Du point de vue de l'efficacité, seules les deux premières options peuvent être considérées comme réalistes et conformes aux intérêts de la Pologne. Ces options ne doivent pas être considérées comme concurrentes, mais complémentaires. Leur réalisation respective doit être parallèle.

Une telle approche est justifiée par la situation géopolitique et géostratégique de la Pologne car les risques militaires suivants existent :

- rejet, par un état (ou plusieurs), des obligations en matière de désarmement, ce qui pourrait conduire à une course aux armements et au réveil des antagonismes traditionnels (la Russie a déclaré plusieurs fois que la réduction de ses forces dans le cadre du traité FCE est inadaptée à la menace du sud; la Biélorussie a déjà annoncé son impossibilité de réduire ses forces, faute d'argent) ;
- prolifération des armes de destruction massive (NBC) ;
- création d'une nouvelle structure militaire par des Etats issus de l'ex-URSS et application de la doctrine russe contenant la notion imprécise d'un "étranger proche" ;
- insuffisance du contrôle exercé par le pouvoir civil sur les forces armées ;
- rapports de forces militaires défavorables entre la Pologne et ses voisins :

Le tableau suivant précise la limitation des forces d'après le traité FCE:

Pays/Type	Hommes	Chars	Blindés	Artillerie	Avions	Hélicoptères
Pologne	234 000	1 730	2 150	1 610	460	130
Allemagne	345 000	4 166	3 446	2 705	900	306
Ukraine	450 000	4 080	5 050	4 040	1 090	330
Biélorussie	100 000	1 800	2 600	1 615	260	80
Russie	1 450 000	6 400	11 480	6 415	3 450	890
Rép.Tchèque	93 333	957	1 367	767	230	50
Slovaquie	46 667	478	683	383	115	25

Source: *The Military Balance 1994-1995* ; page 252.

- tensions internes dans un pays voisin, d'ordre politique, économique et social, exacerbées par le nationalisme et débouchant sur un conflit armé avec la Pologne;
- conflit armé extérieur avec participation de l'un des voisins de la Pologne.

Certains risques cités, qui pourraient devenir une menace, dépassent les possibilités défensives de la Pologne. Pour faire face à une crise locale, la Pologne possède ses propres forces armées, mais pour maîtriser une crise majeure, la Pologne doit adhérer à une alliance. Le choix de la Pologne consiste à développer une collaboration de plus en plus étroite avec l'UEO et l'OTAN et à y adhérer à terme. Depuis le début la Pologne participe activement à plusieurs activités développées dans le cadre du COCONA et du "Partenariat pour la paix". Pour 1995 plus de 250 actions de l'armée polonaise sont liées au Partenariat. Pour rendre son apport à la sécurité commune significatif, l'armée polonaise poursuit les réformes lancées depuis plusieurs années.

Les tâches principales à réaliser sont les suivantes :

1. La création d'une nouvelle structure du ministère de la défense avec un ministre civil à sa tête.

2. Le déplacement d'une partie des forces armées de l'ouest vers l'est du pays.

3. La création d'une nouvelle région militaire à l'est du pays avec son commandement à Cracovie.

4. La restructuration des armées :

a/ l'armée de terre:

- le remplacement de l'armée par le corps d'armée et du régiment par la brigade,
- la création de deux brigades d'infanterie de montagne, d'une division aéromobile et d'une brigade de défense du territoire dans chaque région militaire.

b/ l'armée de l'air:

- la fusion des commandements de l'armée de l'air et de la défense aérienne en un seul organisme.

5. La réduction des effectifs et de l'armement conformément au traité FCE-1.

6. Le renouvellement de l'armement en s'appuyant sur la collaboration avec l'industrie occidentale: française, américaine, suédoise et autres.

7. La réorganisation de la formation militaire de tous les niveaux:

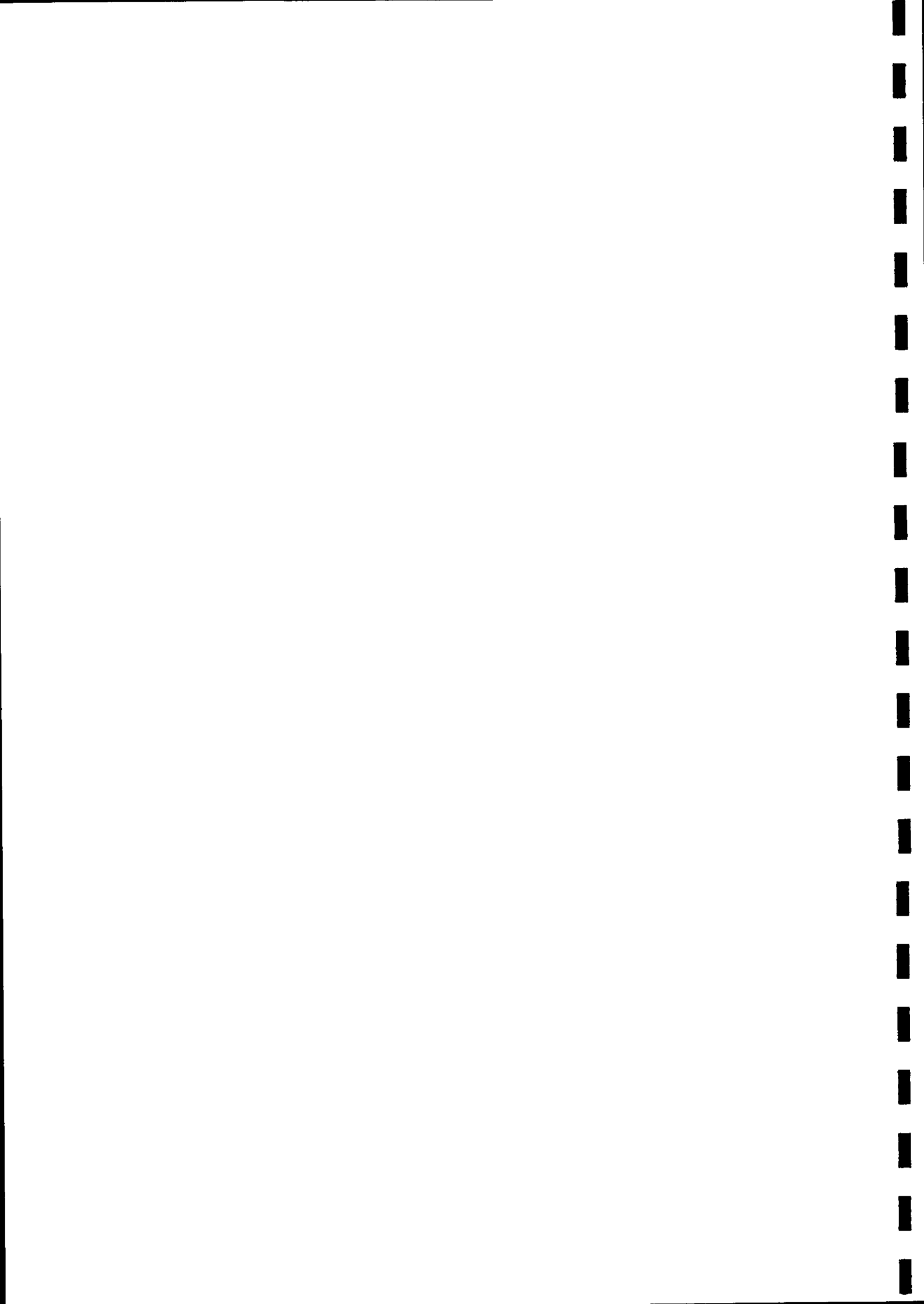
- on a diminué le nombre des centres de formations de 32 à 20;
- les officiers polonais font leur stages en France, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en Allemagne;
- les unités polonaises participent aux exercices avec les armées occidentales dans le cadre du "Partenariat pour la paix" et dans le cadre des accords bilatéraux.

8. On a abaissé la durée du service militaire obligatoire de 24 à 18 mois et prochainement elle passera à 12 mois.

La modernisation se fait lentement à cause de fortes restrictions budgétaires, mais la loi de finance votée il y a quelques mois, garantissant un budget de défense stable pour les années à venir avec un taux minimal de 3 % du PIB, devrait permettre à l'armée polonaise d'achever ses réformes et de devenir interopérable avec les armées occidentales.

ANNEXES:

1. Organisation de la défense.
2. Déploiement des forces terrestres.
3. Régions militaires.
4. Organisation du Commandement de l'Armée de Terre.
5. Organisation d'une brigade mécanisée.
6. Organisation de l'Armée de l'Air et de la Défense aérienne.
7. Organisation du Commandement de la Marine.
8. Réduction des forces armées d'après le traité FCE-1.



PRESIDENT

**PREMIER
MINISTRE**

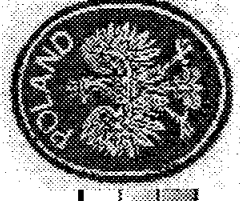
**MINISTRE DE
LA DEFENSE**

**ADJOINT
AFFAIRES.
PARLEMENT**

**ADJOINT
POLITIQUE
DE DEFENSE**

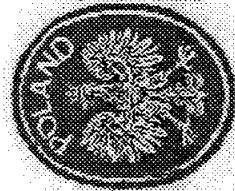
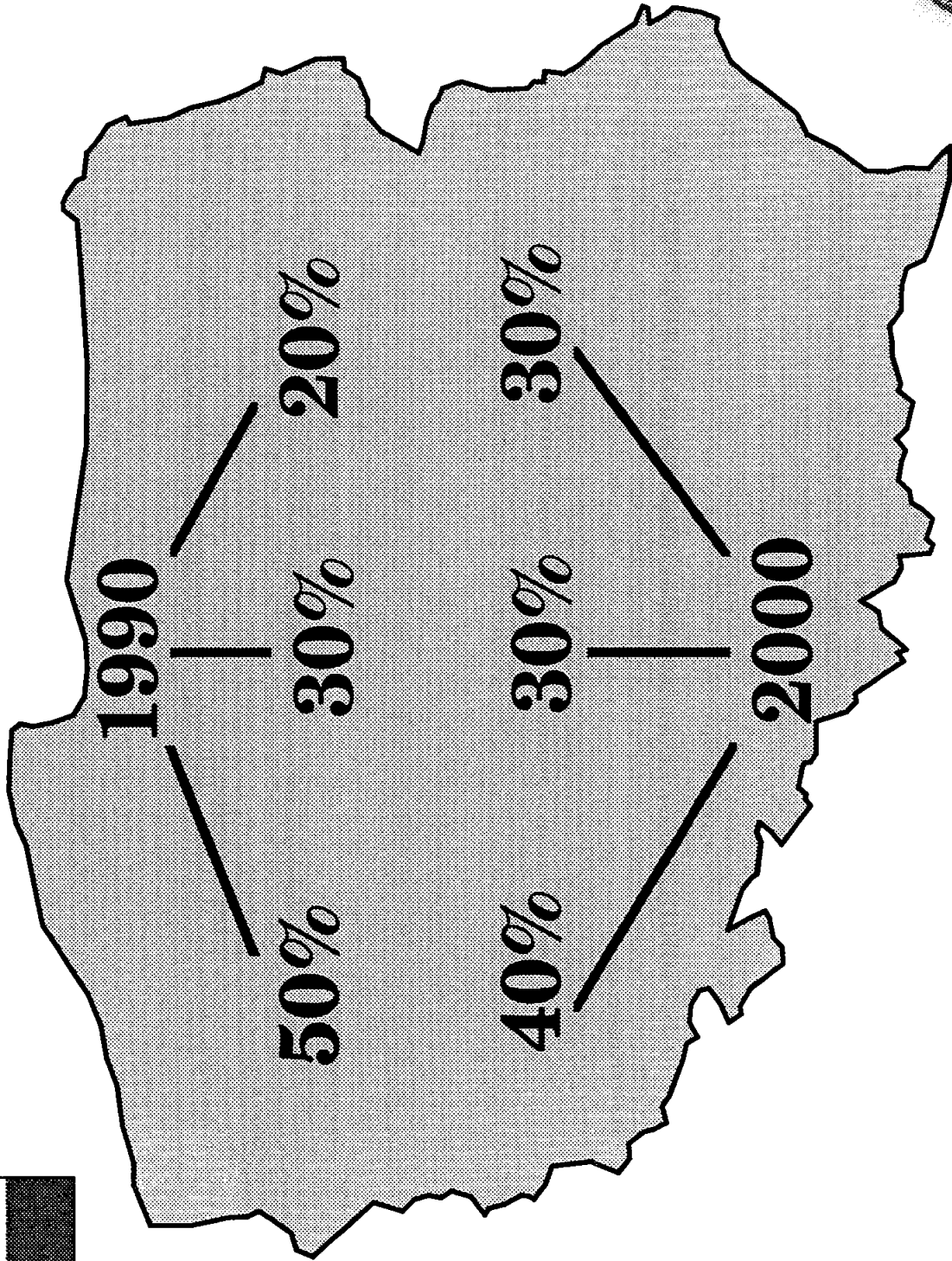
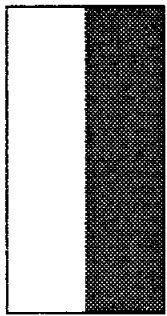
**ADJOINT
ARMEMENT**

**CHEF
D'ETAT-MAJOR
GENERAL**



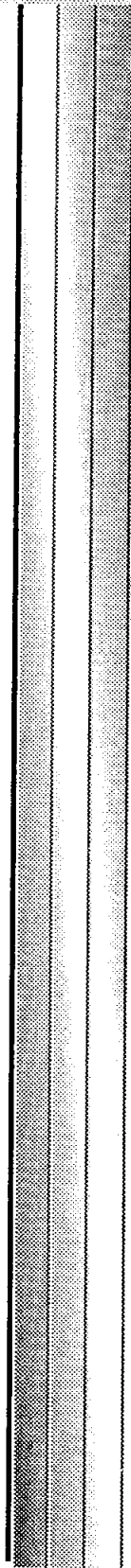
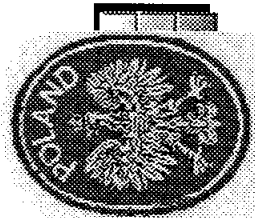
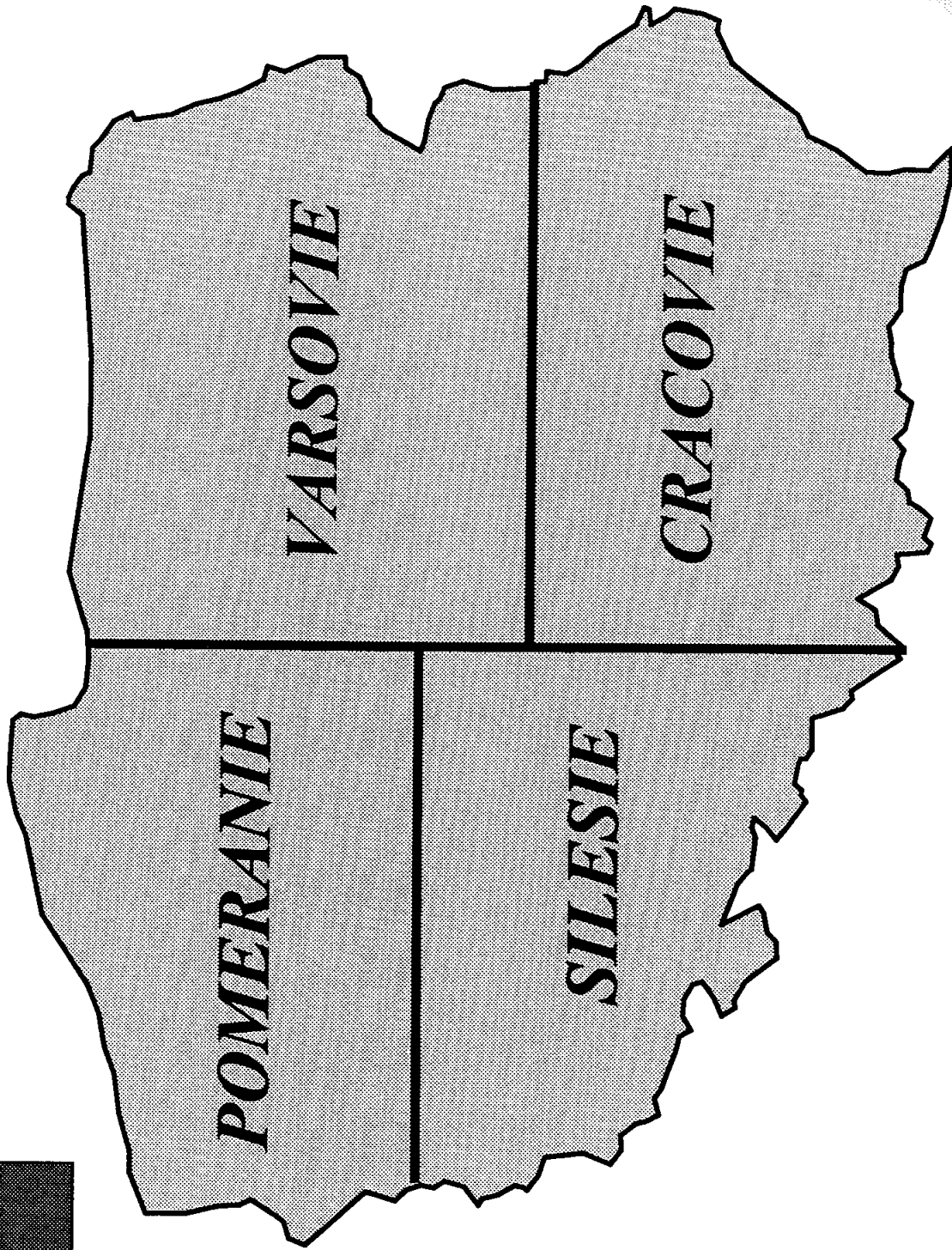
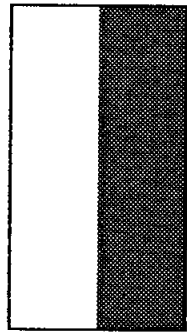


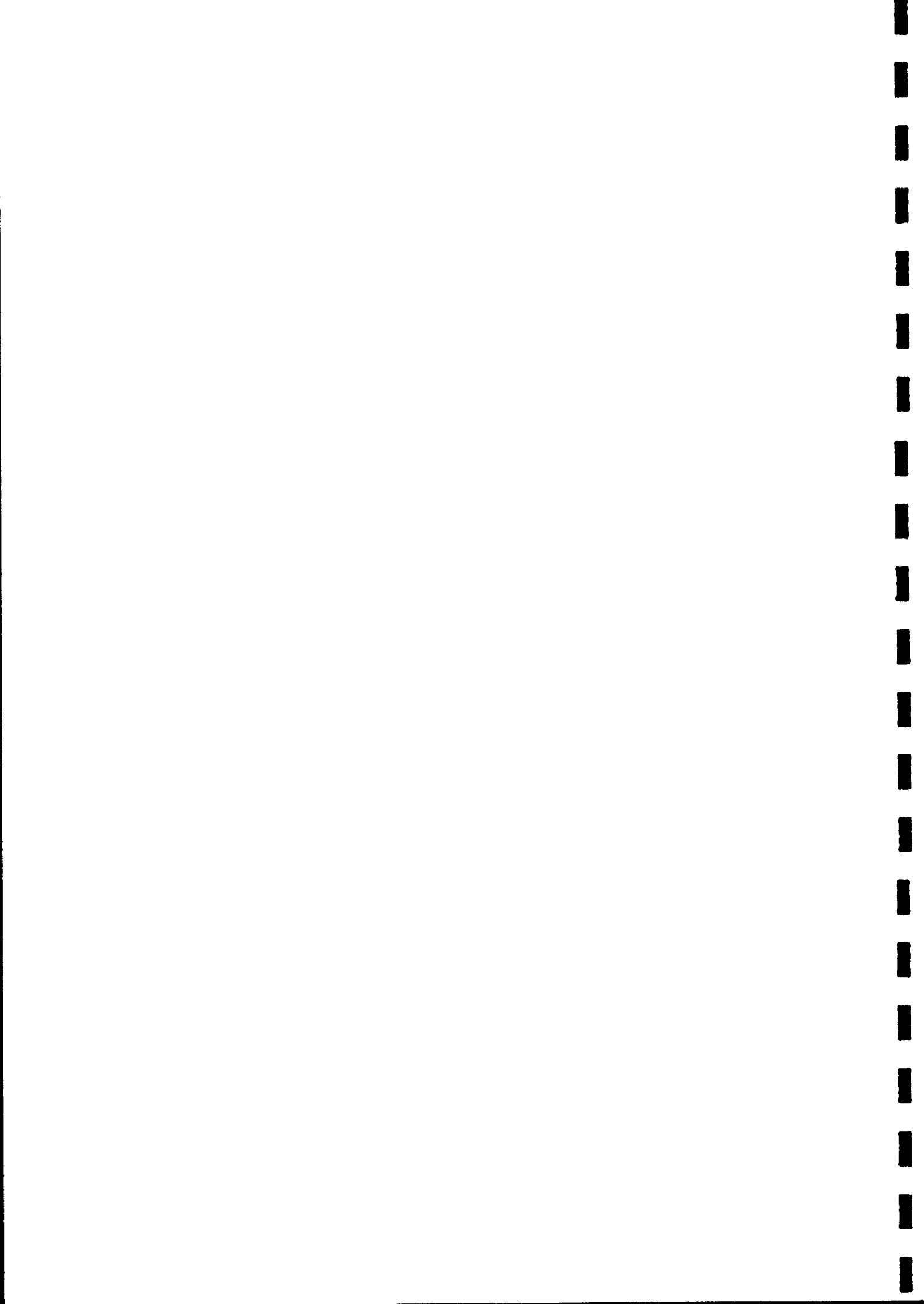
FORCES TERRESTRES





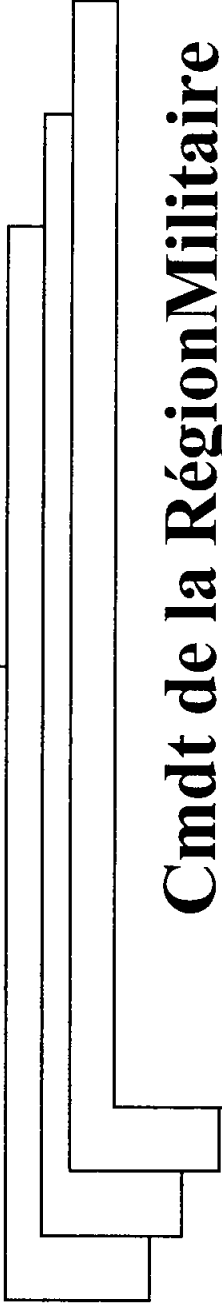
REGIONS MILITAIRES



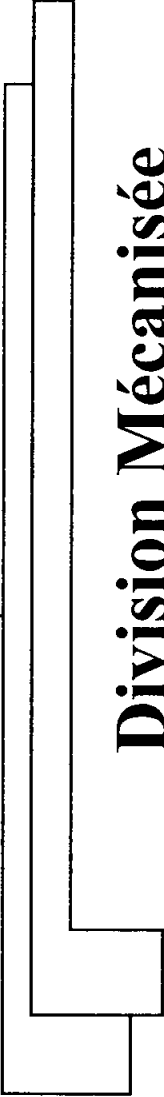


COMMANDEMENT DE L'ARMÉE DE TERRE

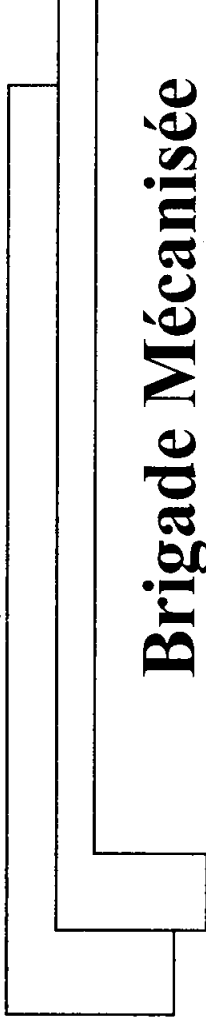
Chef d'Etat-Major Général



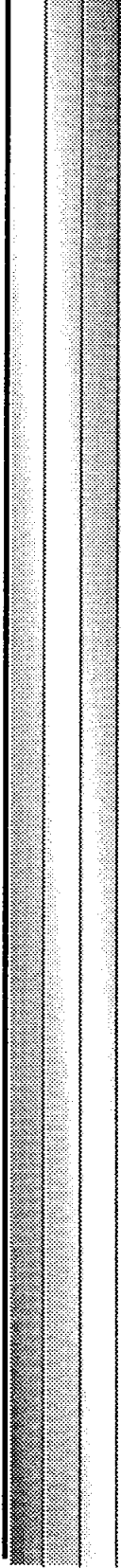
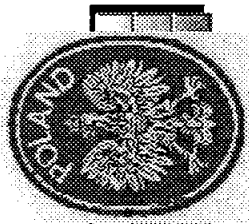
Cmdt de la Région Militaire

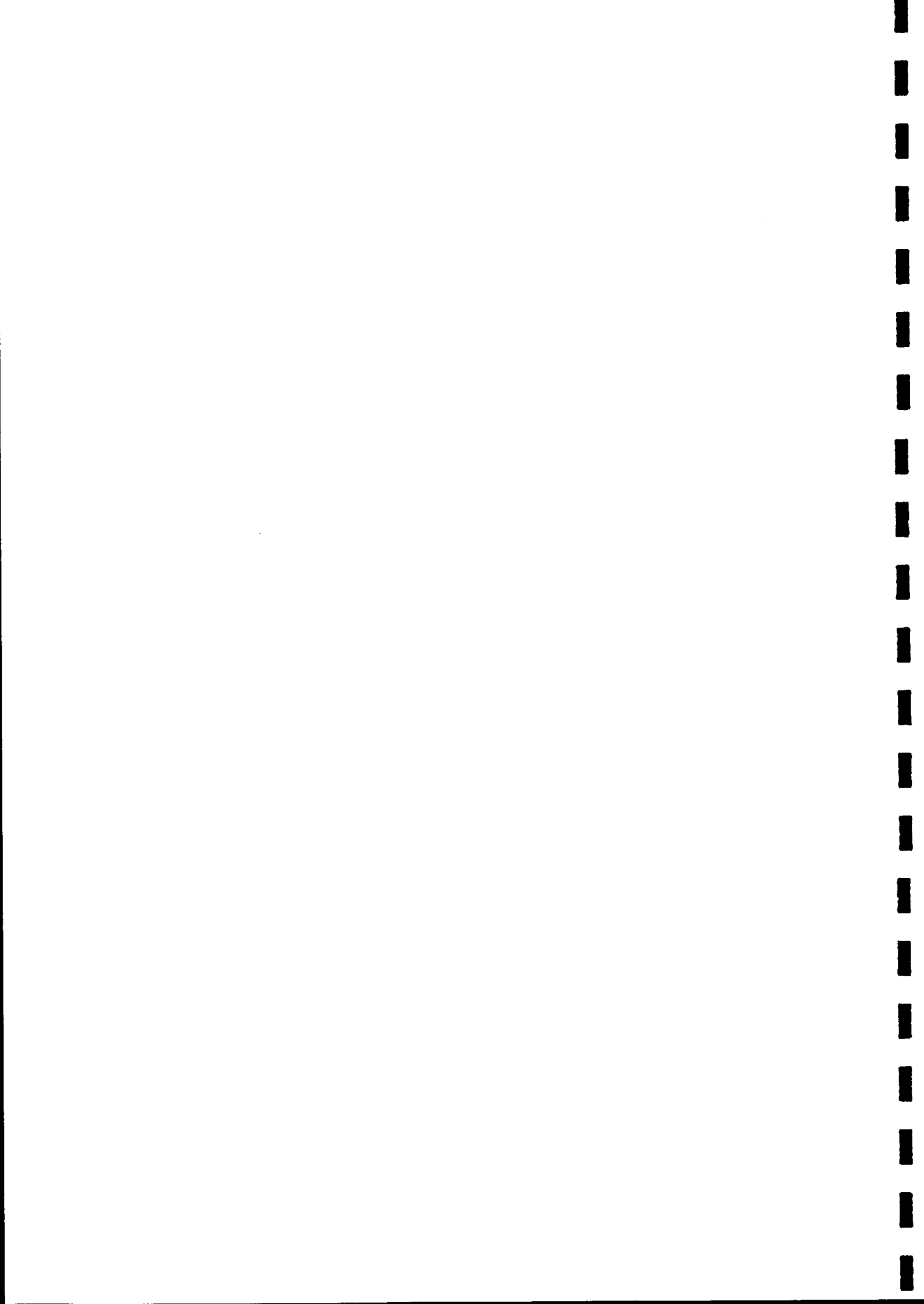


Division Mécanisée

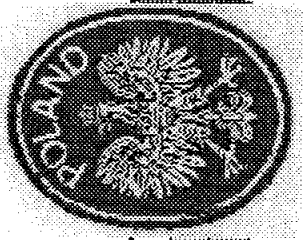
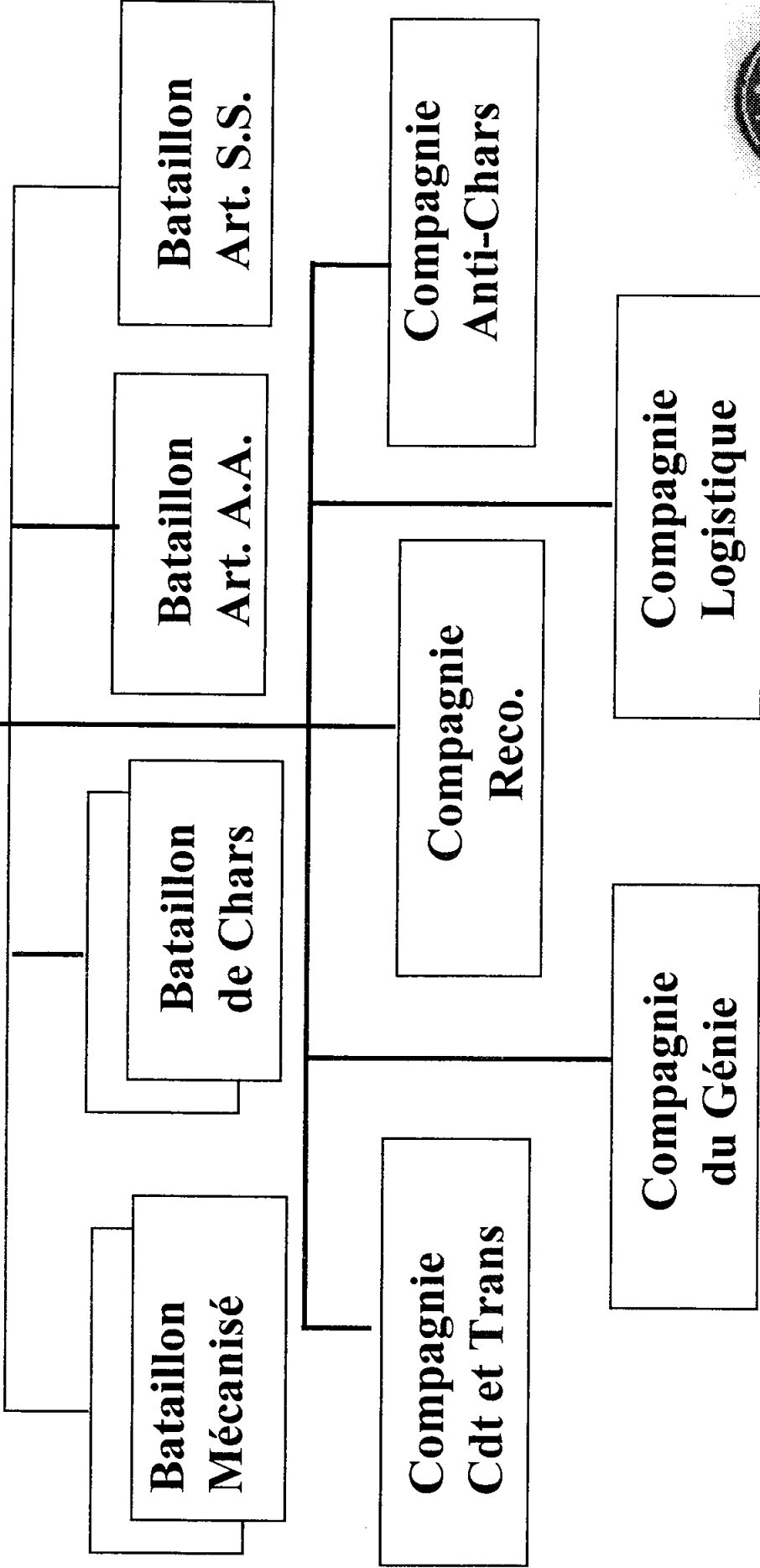


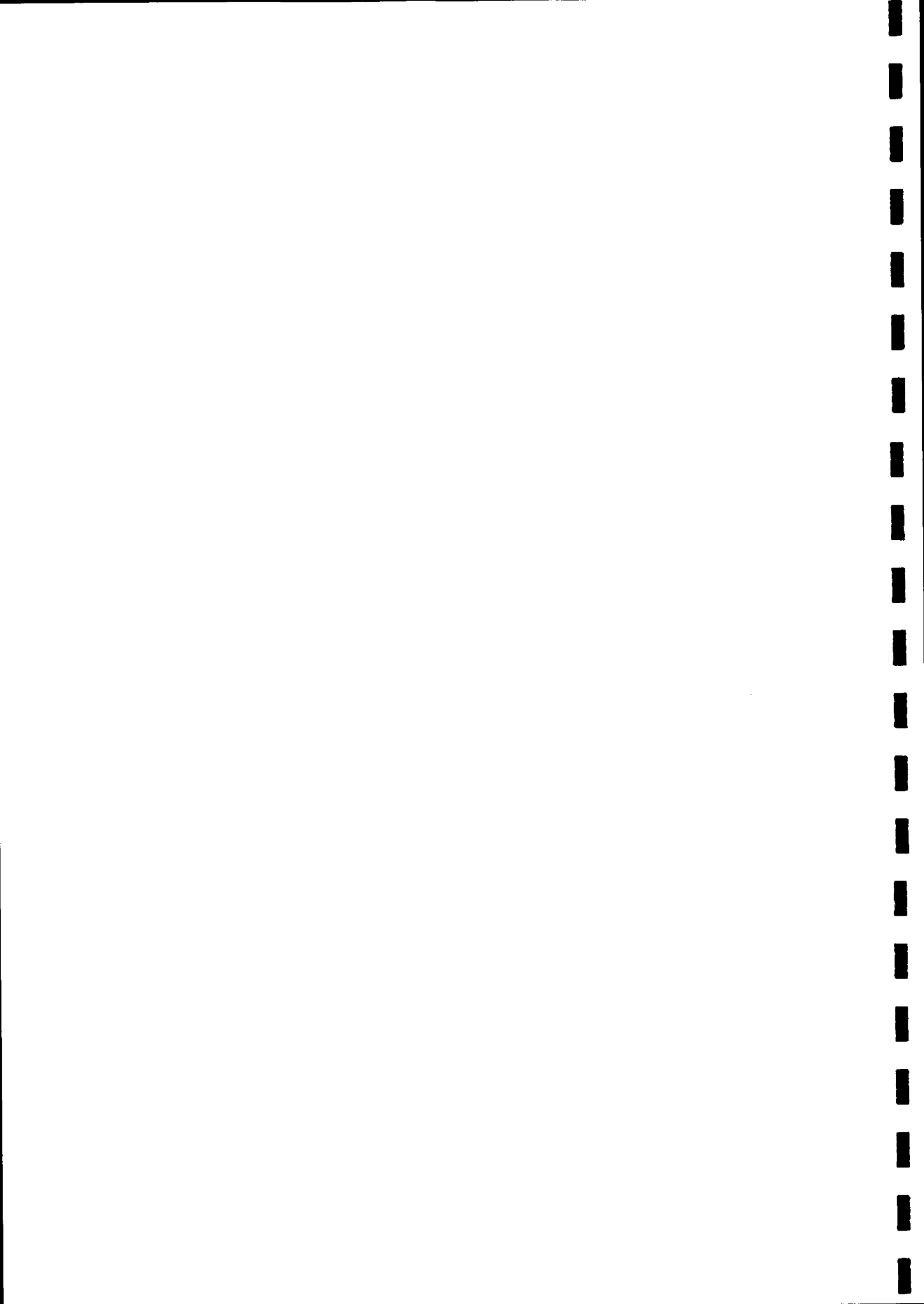
Brigade Mécanisée



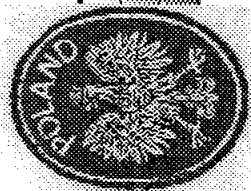
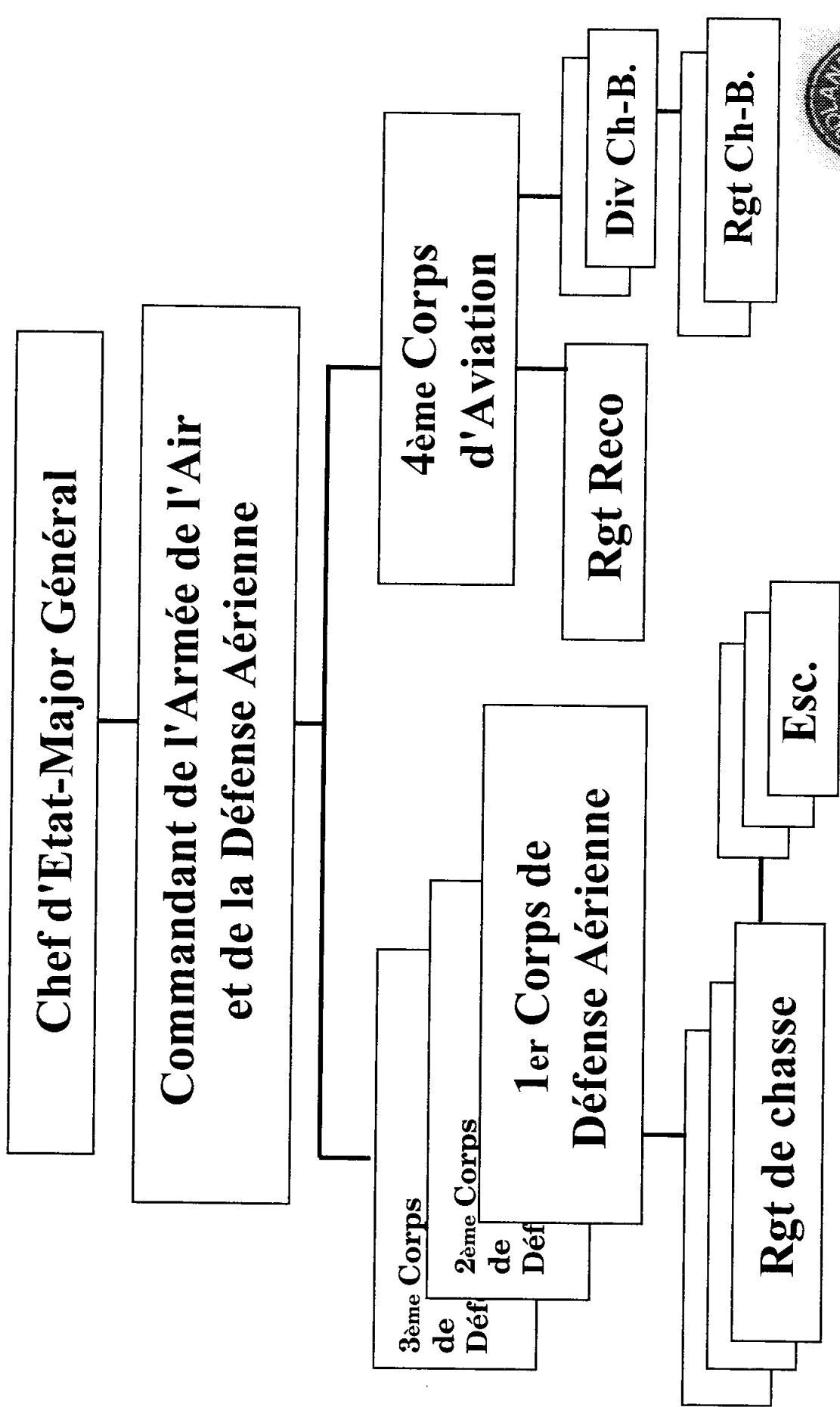


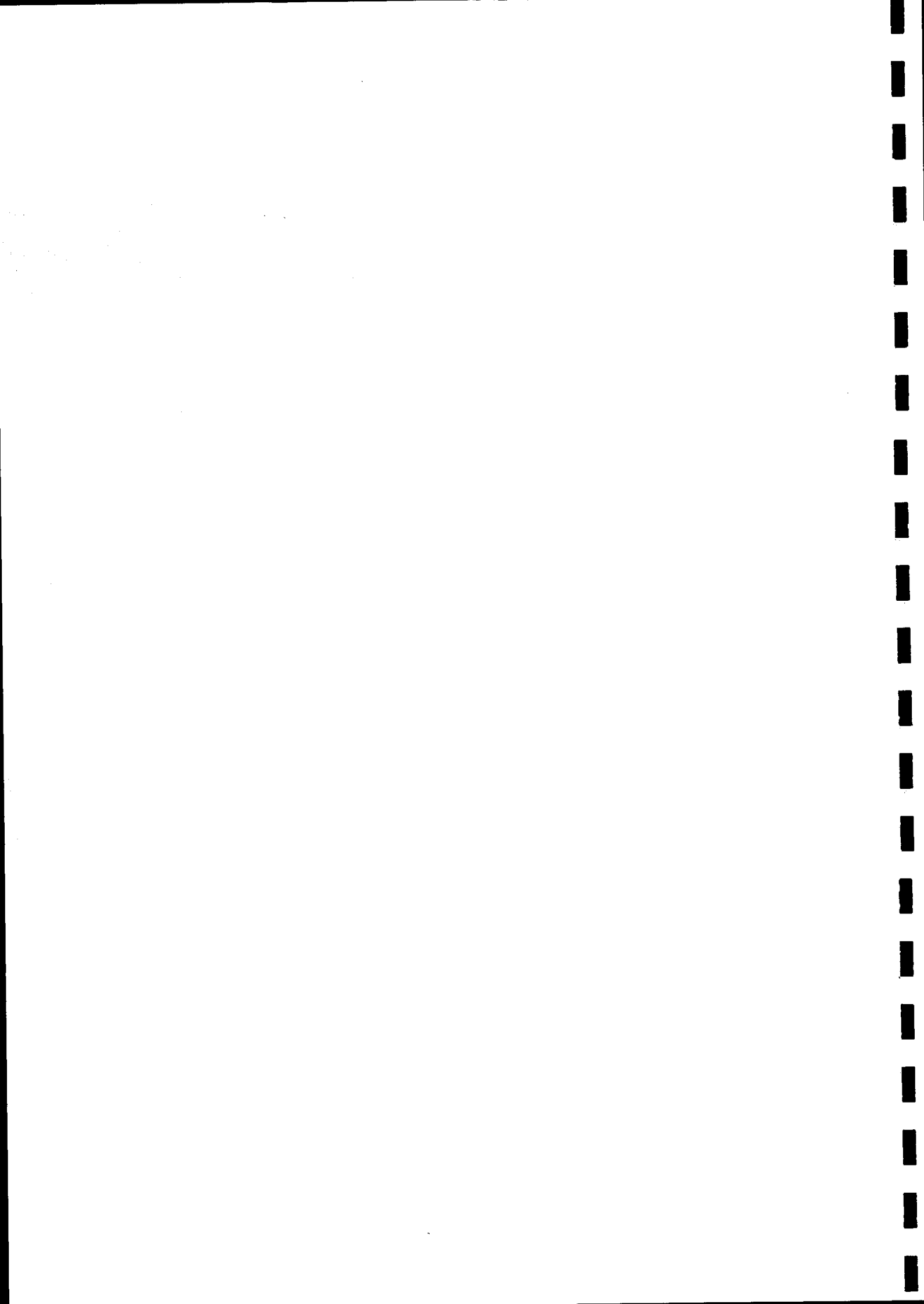
**Brigade
Mécanisée**



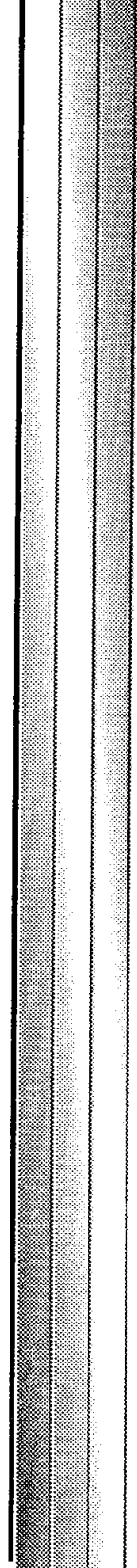
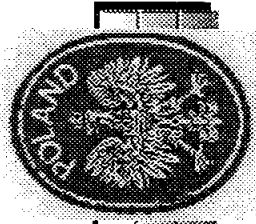
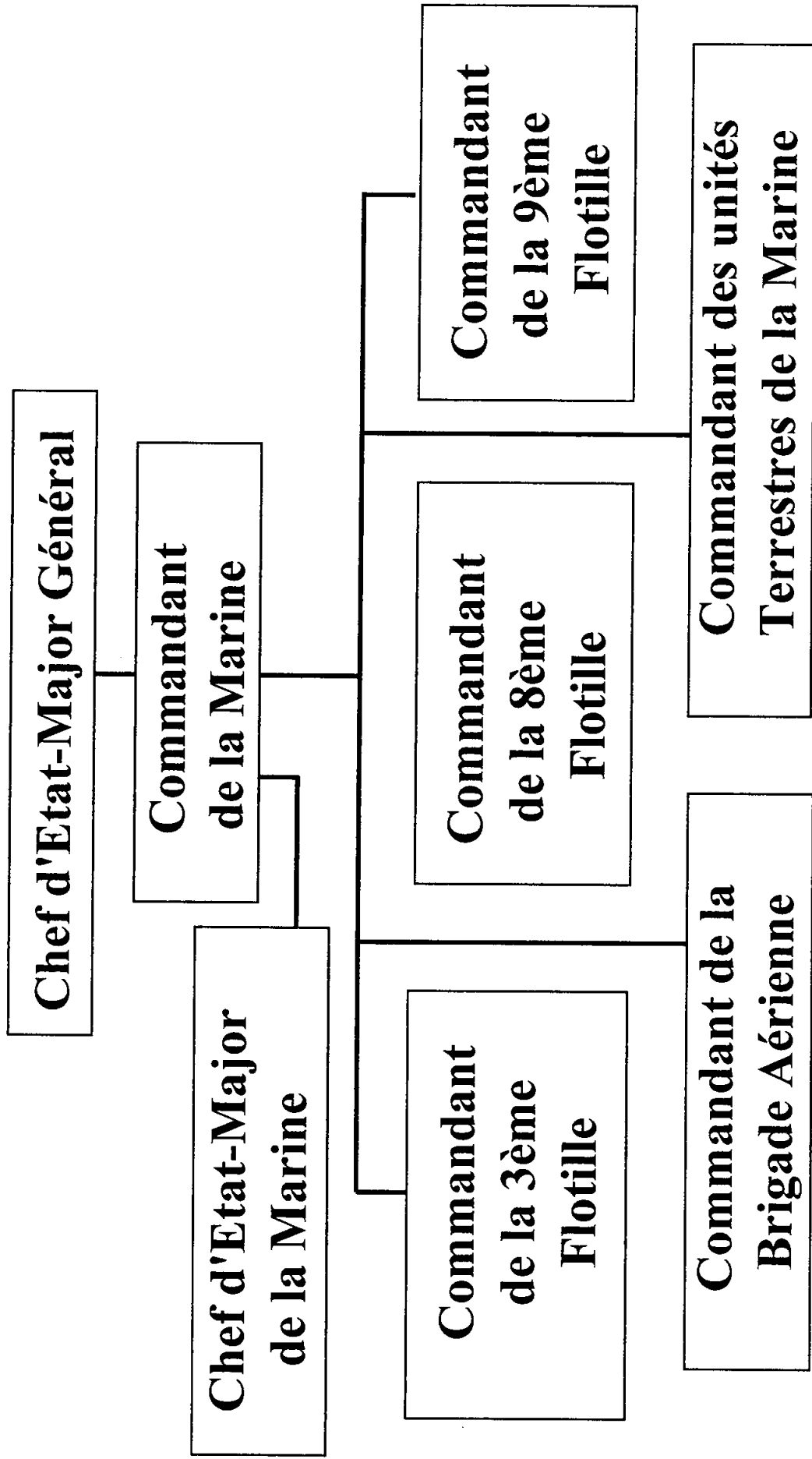


ARMEE DE L'AIR ET DEFENSE AERIENNE





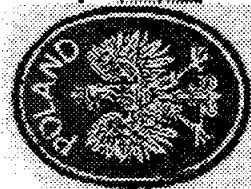
COMMANDEMENT DE LA MARINE

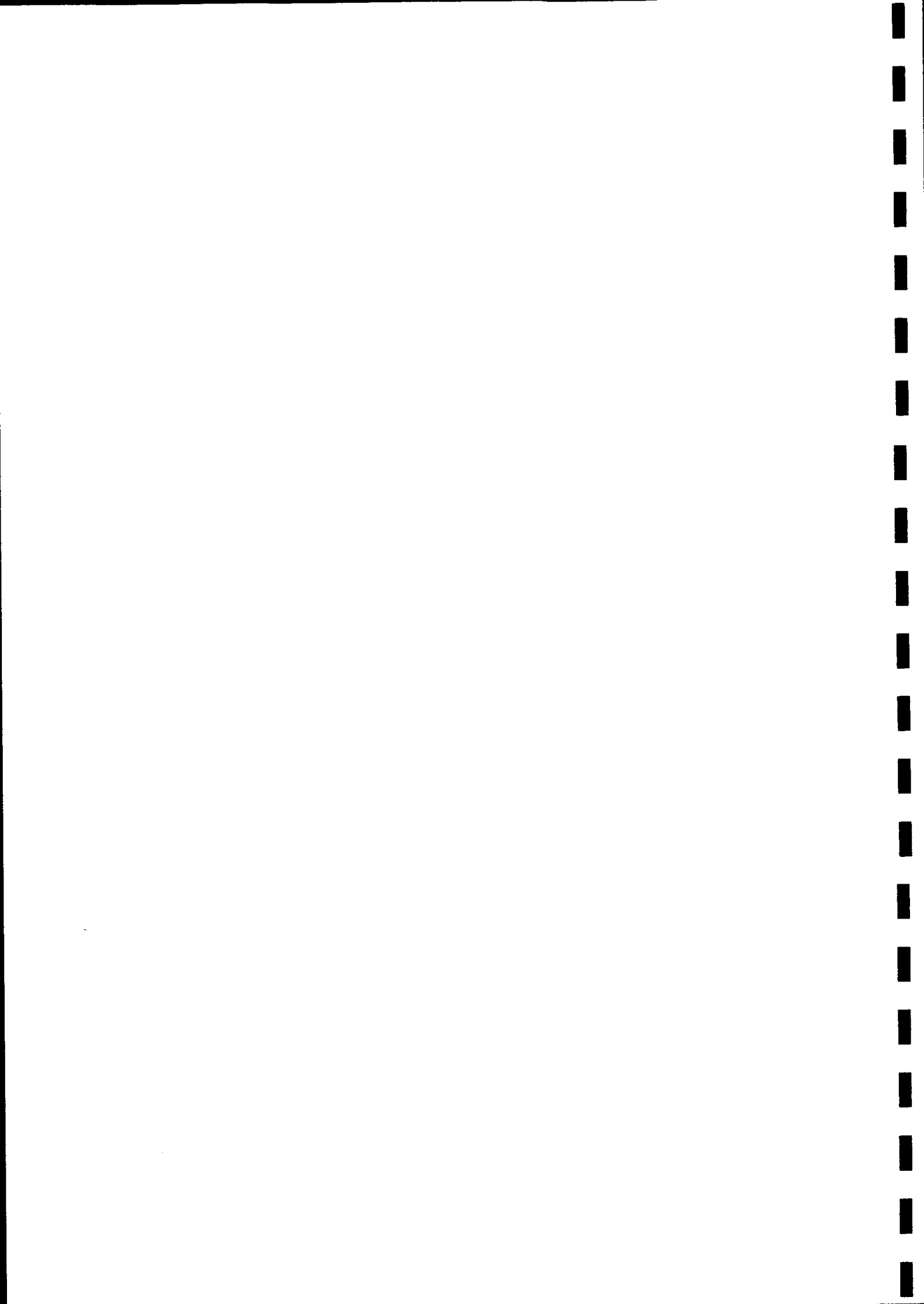




REDUCTION DES FORCES ARMEES D'APRES FCE - 1

DENOMINATION	HOMMES	CHARS	BLINDES	ARTIL- LERIE	AVIONS	HELICO PTERES
1992	350 000	2 850	2 396	2 315	507	30
FCE- 1	234 000	1 730	2 150	1 610	460	130
A REDUIRE fin 1995	116 000	1 120	246	705	47	-

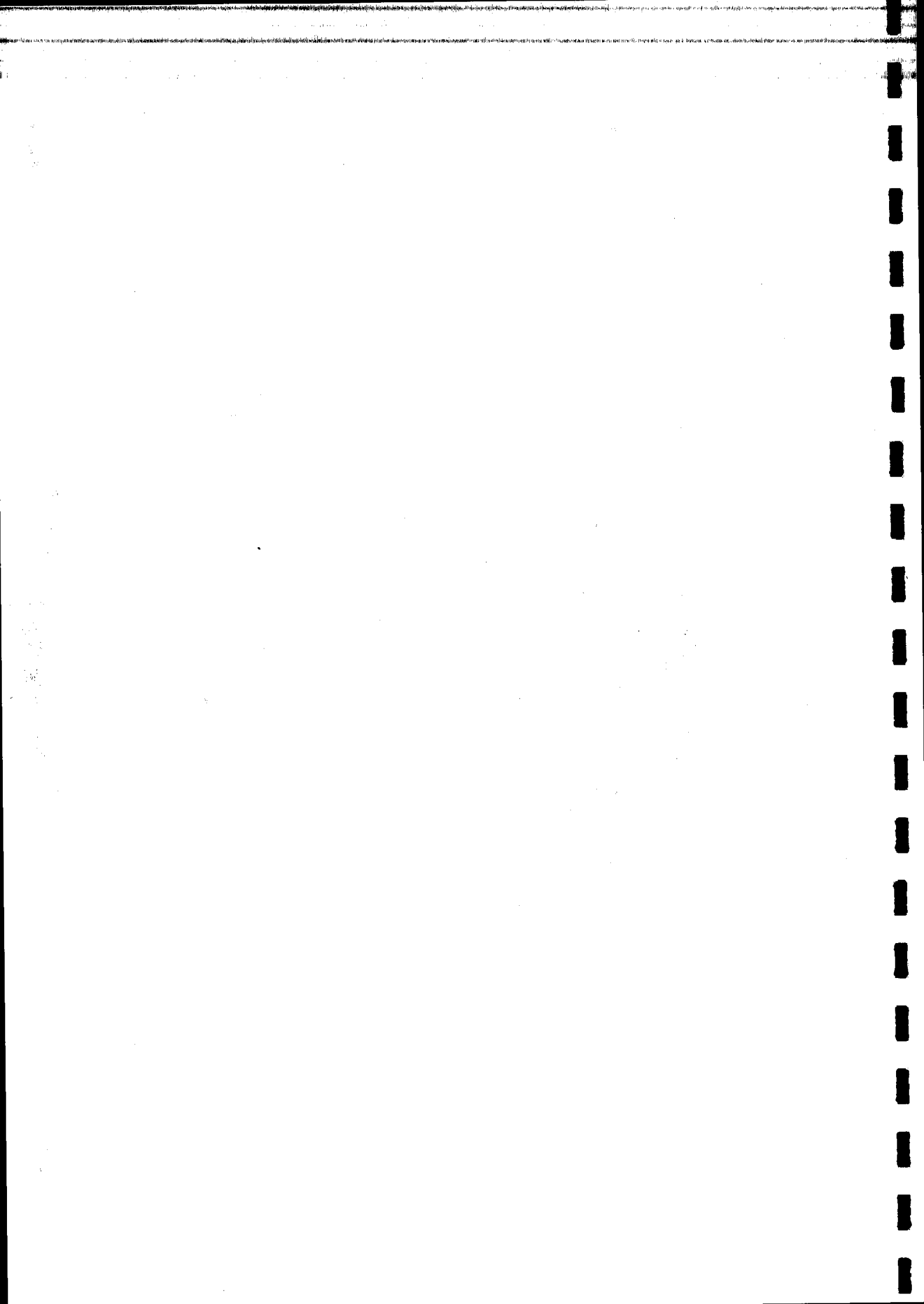




UKRAINE



GEOGRAPHIE



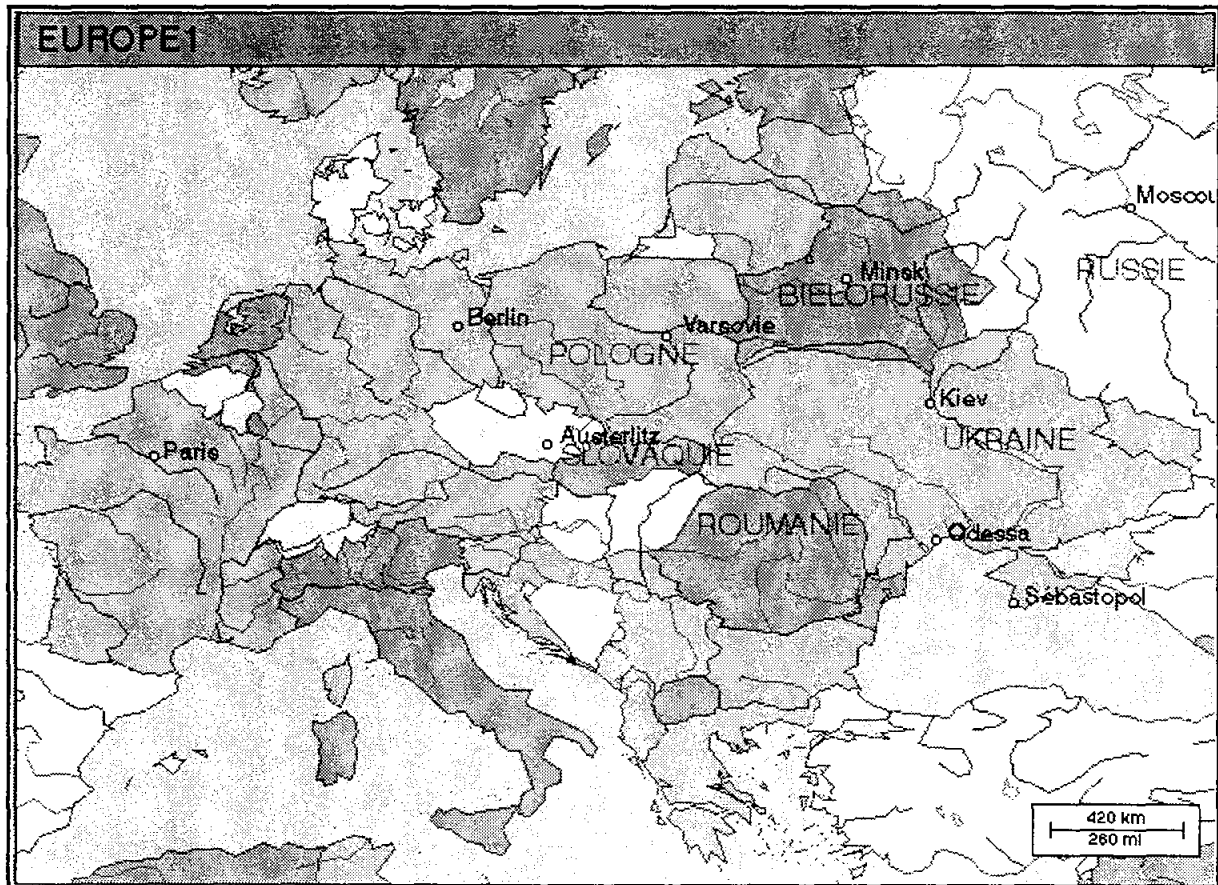
GEOGRAPHIE DE L'UKRAINE

1) GENERALITES

Une des 11 républiques de la CEI, située au sud-ouest de celle-ci, l'Ukraine s'étend à l'ouest de la République Fédérative de Russie. Ukraïna veut dire "marche" (c'est la même signification que l'on retrouve dans le mot yougoslave "Krajina" qui désigne les marches yougoslaves créées pour faire face à l'Empire Ottoman), c'est-à-dire qu'elle est aux marches de l'Empire russe, face à l'occident. Elle est bordée par la Biélorussie au nord-est, la Pologne à l'ouest, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Moldavie au sud-ouest, la Mer Noire et la Mer d'Azov au sud.

Situons maintenant l'Ukraine dans l'Europe. Kiev est à 2000 km de Paris, soit 3H d'avion, 700 km de Varsovie, 750 km de Moscou, et ...1000 km d'Austerlitz!

D'une superficie de 603700 km², elle compte environ 52 millions d'habitants.



2) GEOGRAPHIE PHYSIQUE

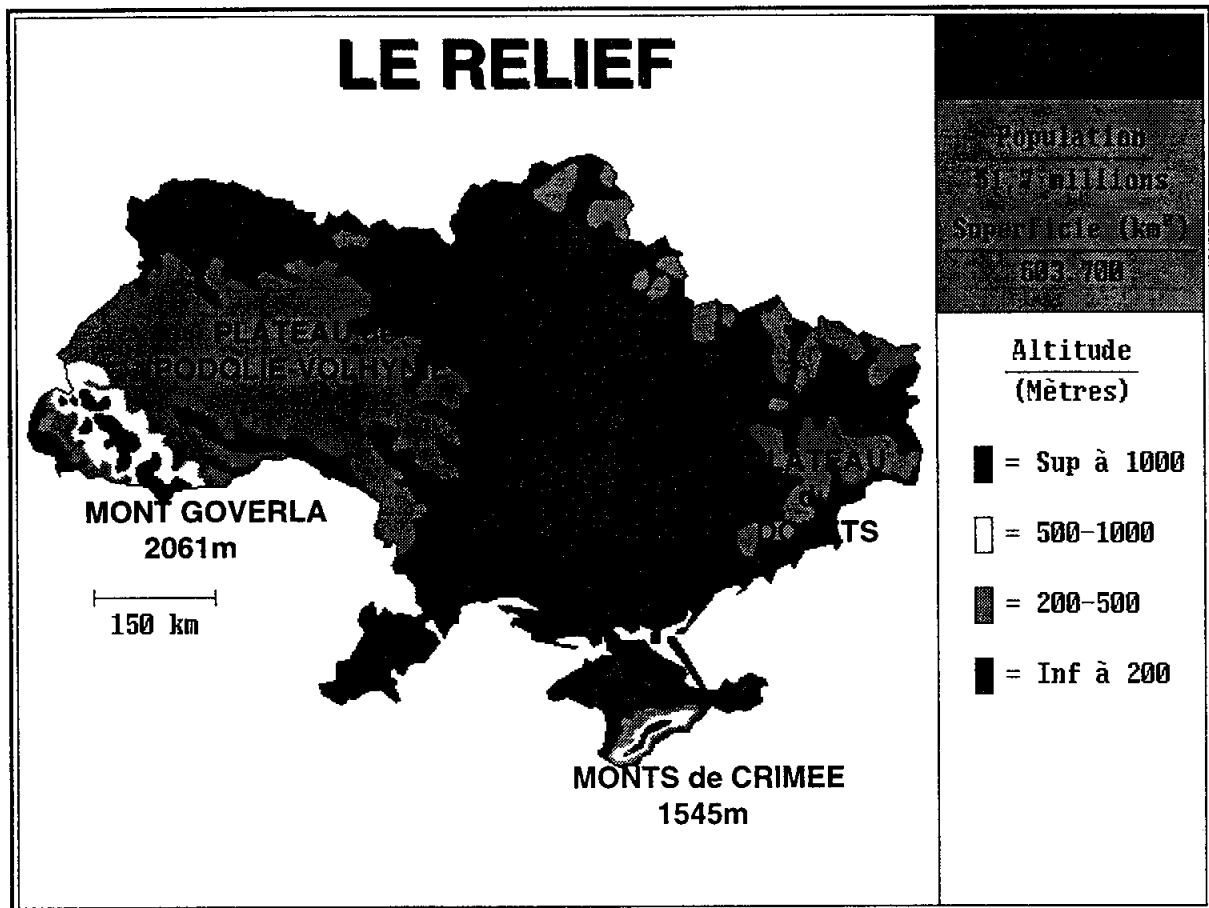
21) Le relief.

Exception faite d'une partie de l'extrémité occidentale, où les Carpates culminent au Mont Goverla (2061m), et des monts de Crimée qui longent la Crimée

méridionale, les 4 cinquièmes de l'Ukraine sont formés par une vaste plaine fertile appelée Tchernoziom, ce qui signifie "terre noire", coupée par les faibles hauteurs du plateau de Podolie-Volhynie, entre le Dniestr et le Dniepr, et du plateau de Donetz.

Les Monts de Crimée qui protègent le littoral sud abritent des stations balnéaires comme Yalta.

Les Carpates sont un massif montagneux d'origine alpine (fin du tertiaire)



22) Les fleuves.

Soulignons quelques uns de leurs points communs:

- Ils coulent tous vers le Sud, se jettent dans la Mer Noire ou, pour le Donetz, dans le Don, qui lui-même se jette dans la Mer d'Azov.
- Ils alimentent tous de nombreuses centrales électriques: Les 4/5° de la production électrique de l'Ukraine sont fournis par le Dniepr.
- Ils sont tous navigables et offrent d'excellentes voies de communication vers le Sud et la Mer Noire.
- Ils sont irrigués dans leur cours inférieur.
- Leurs bassins sont riches en minerais variés (Houille pour le Donbass, fer pour le Dniepr).

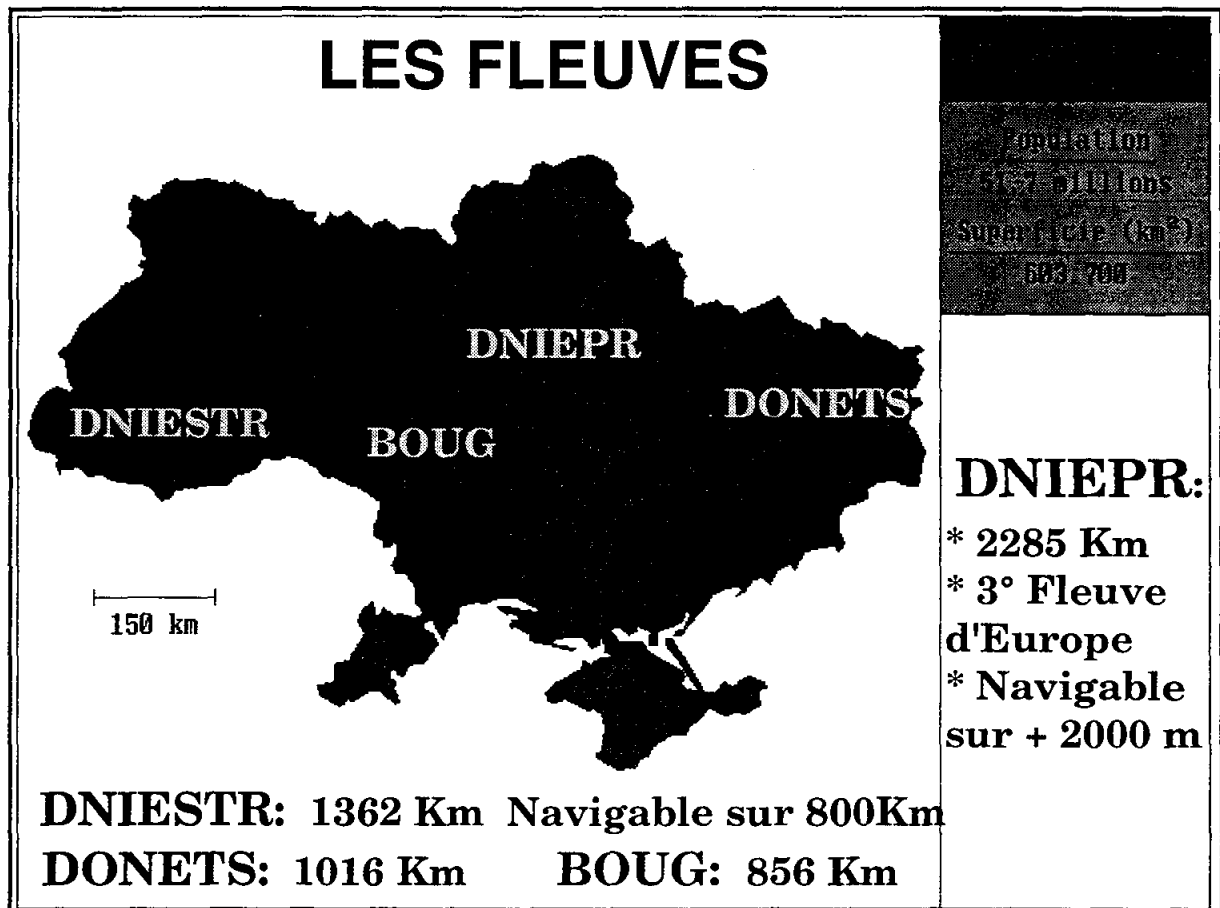
Le Dniepr est le 3° fleuve d'Europe par sa longueur (2285 km) après la Volga et le Danube. Issu du sud du plateau des Valdaï, il draine une partie de la

Fédération de Russie où il arrose Smolensk, la partie orientale de la Biélorussie (Moghilev) et reçoit la Bérésina, puis l'Ukraine où il reçoit le Pripet, la Soj et la Desna, arrose Kiev, Tcherkassy, Krementchoug, Dniepropetrovsk, Dnieprodjerzinsk, Zaporogié, Nikopol, Kherson avant de se jeter dans la Mer Noire à l'est d'Odessa par un estuaire barré en partie par un cordon littoral. Navigable sur plus de 200 km, il est également une puissante source d'énergie électrique. Son cours inférieur irrigue le bassin du Dniepr (503400 km²) qui possède de riches réserves de lignite et de nombreux gisements de fer près de Krementchoug.

Le Dniestr, long de 1362 km, a sa source dans les Carpates, près de la frontière polonaise, traverse l'Ukraine, encaissé entre les plateaux de Podolie et de Volhynie, arrose Khotine, pénètre en Moldavie avant de se jeter dans la Mer Noire par un vaste limant à l'ouest d'Odessa. Navigable sur 800 km, il alimente un chapelet de petites centrales électriques (Doubossary) et un système d'irrigation sur son cours inférieur.

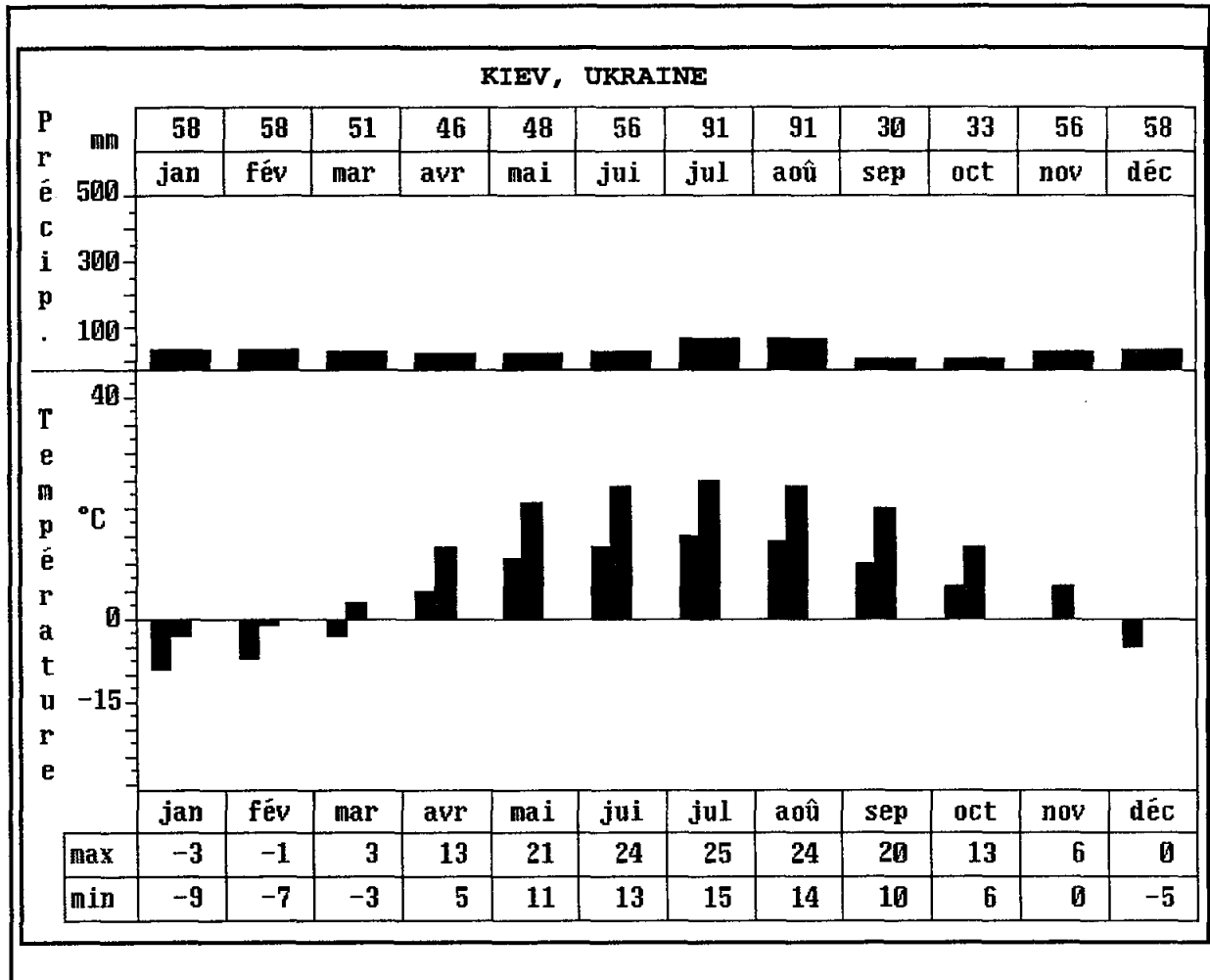
Le Donetz, long de 1016 km, prend sa source dans la région de Koursk et Belgorod (Russie), pénètre en Ukraine près de Kharkov et se jette dans le Don dans la région de Rostov. Il borde le Donbass dans son cours inférieur.

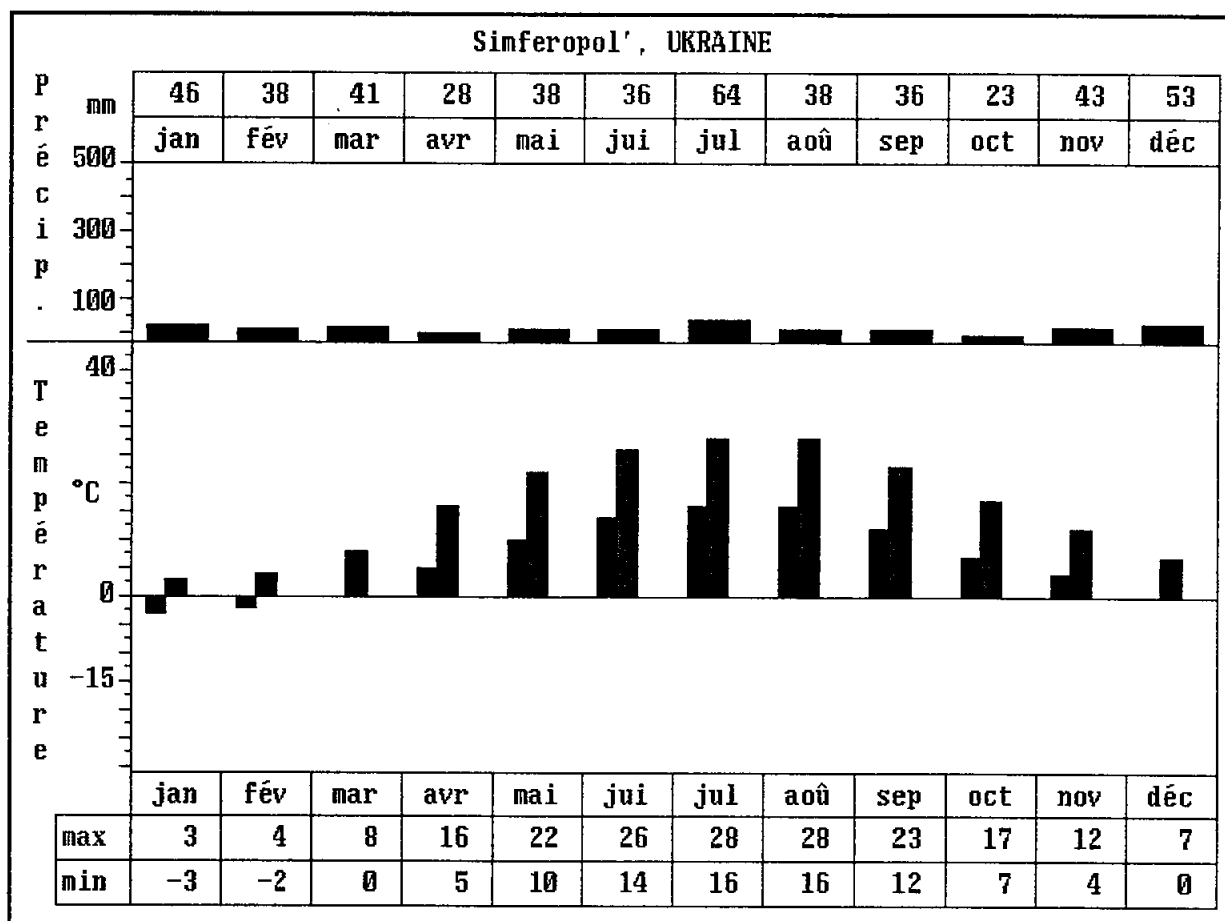
Le Boug (du sud), long de 856 km, prend sa source sur le plateau de Volhynie, arrose Khmelnitcki, Vinnitsa et Nikolaïev et se jette dans la Mer Noire.



23) Le climat.

Continental dans la majeure partie du pays, il devient plus chaud et plus aride vers le sud; et est de type méditerranéen dans la partie méridionale de la Crimée. Nous pouvons espérer avoir en mai-juin une température de 20 à 25° à KIEV, plus si nous allons dans le Sud.





3) GEOGRAPHIE HUMAINE

31) La population.

L'Ukraine compte 52 millions d'habitants. Sa population est répartie essentiellement en ville:

311) Les villes.

Il y a 5 villes de plus de 1 million d'habitants:

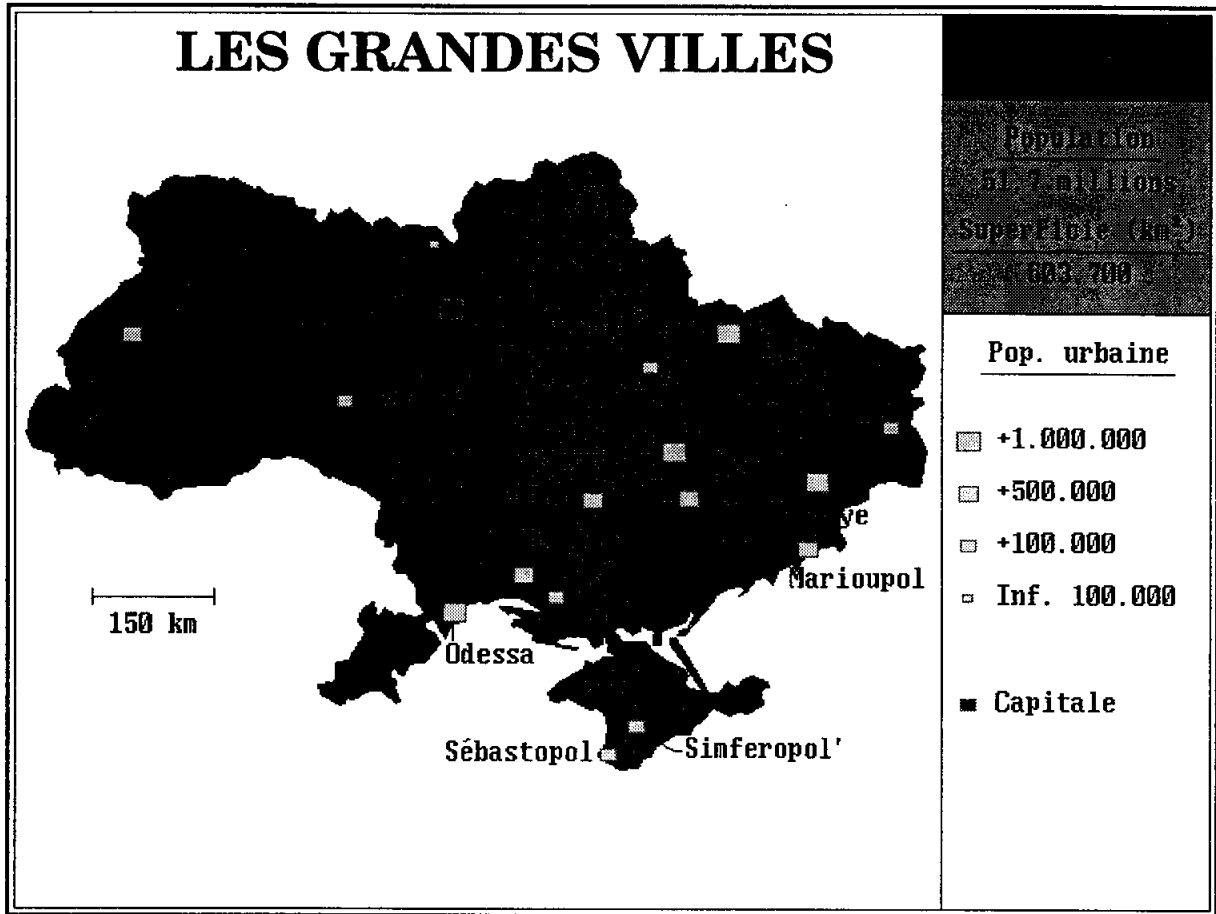
Kiev:	2.7 M hab.
Kharkov:	1.6 M hab.
Dniepropetrovsk:	1.2 M hab.
Donetsk:	1.1 M hab.
Odessa:	1.1 M hab.

Il y a 6 villes de plus de 500 000 habitants:

Zaporijia:	899500 hab.
Lvov:	810000 hab.
Krivii Rig:	737000 hab.
Marioupol:	524000 hab.
Mikolaïv:	518000 hab.

Il y a 40 villes de plus de 100 000 habitants.

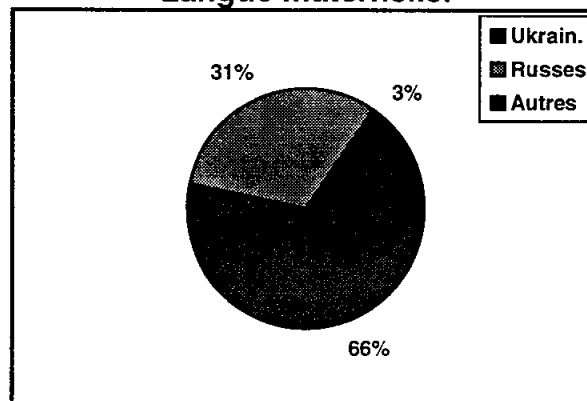
Il y a 55 villes de plus de 50 000 habitants.



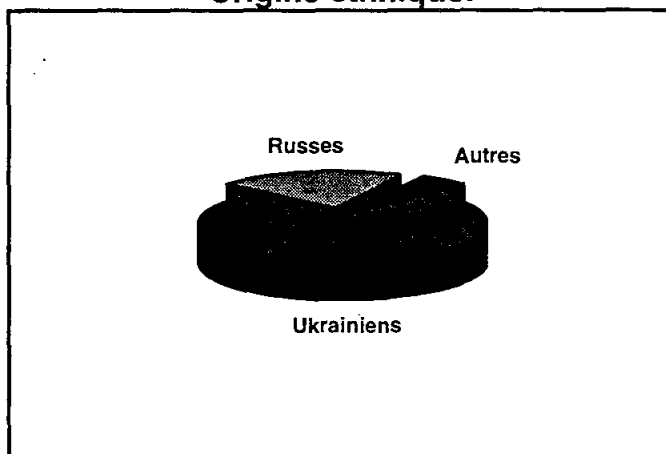
312) Les hommes.

Leur langue maternelle est pour les deux tiers l'ukrainien. Ils sont pour les 3 quarts des Ukrainiens de souche. Il y a 21% de Russes. Le reste est constitué de Juifs (1%), de Biélorusses (1%), de Moldaves (1%) et d'autres (2%)

Langue maternelle:

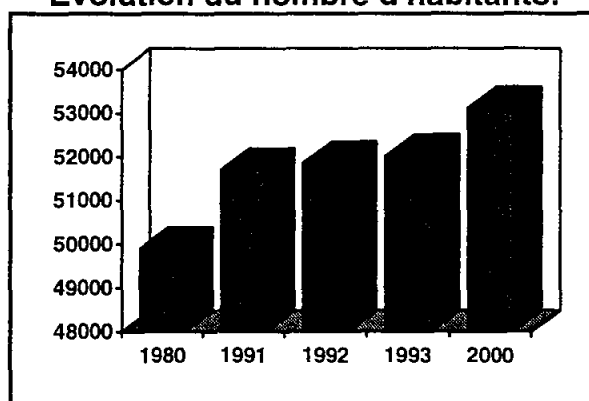


Origine ethnique:

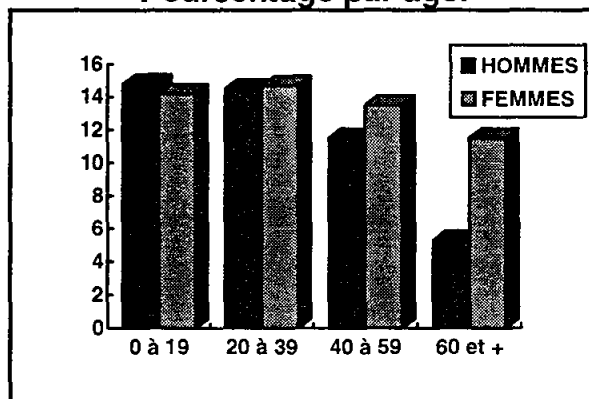


La pyramide des âges montre que le pays est jeune, que la natalité progresse légèrement, et que la longévité concerne surtout les femmes:

Evolution du nombre d'habitants:



Pourcentage par âge:



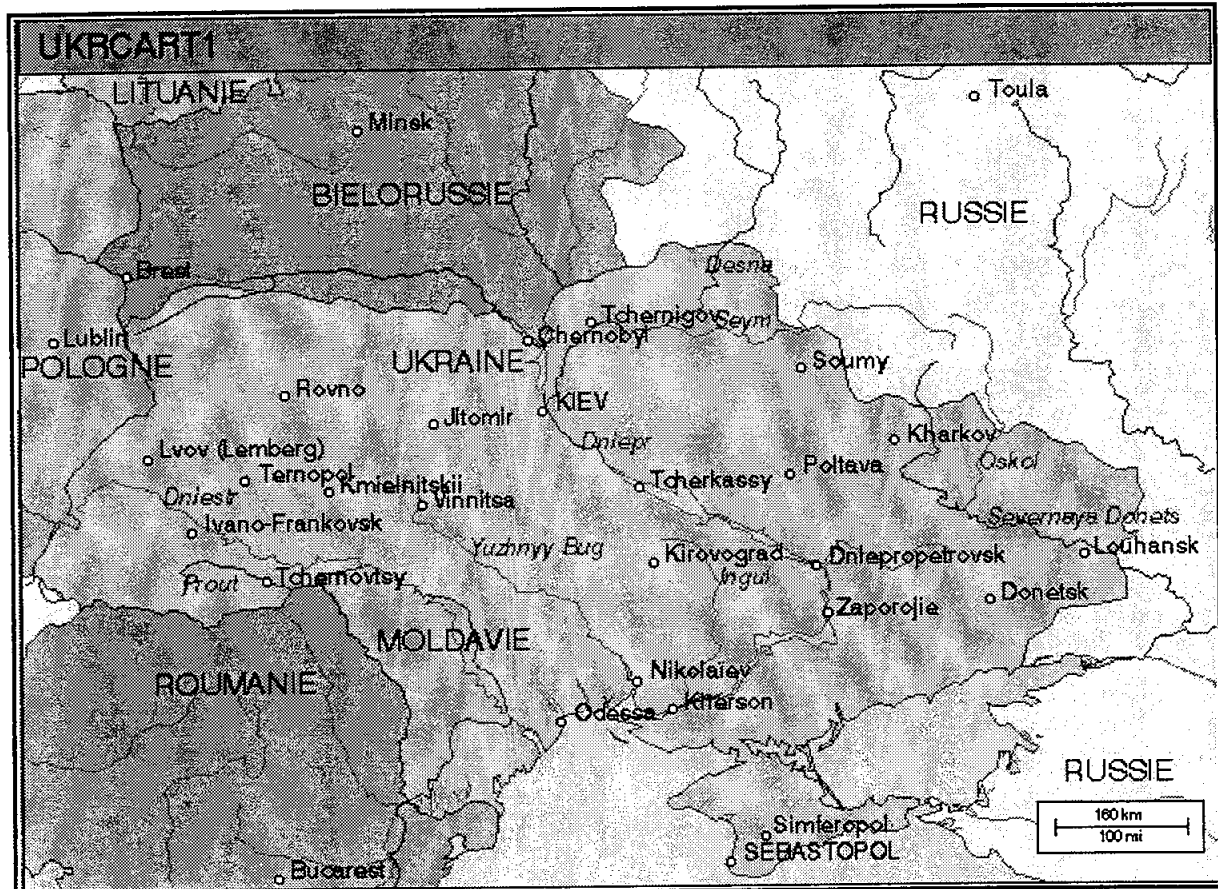
32) L'organisation administrative:

Administrativement, l'Ukraine est divisée en:

Une République autonome (Crimée) dont les pouvoirs pourraient être comparés chez nous à ceux de l'Assemblée régionale de Corse. Elle ne décide rien dans les domaines majeurs comme ceux de la Défense par exemple.

2 Villes (Kiev et Sébastopol) dont les pouvoirs pourraient être comparés chez nous à ceux d'une région.

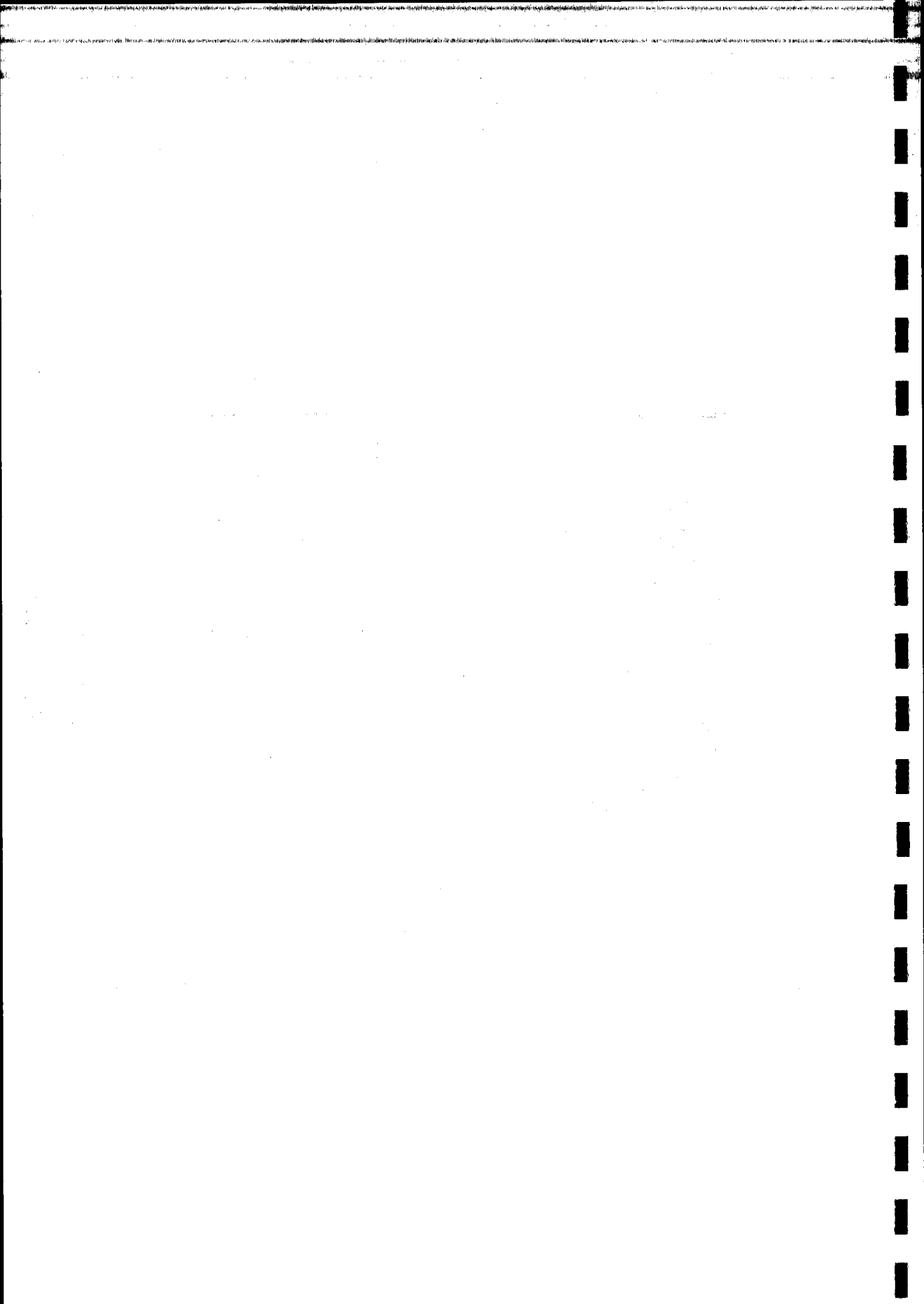
23 régions (Oblasti) comparables à nos départements:



UKRAINE



HISTOIRE



HISTOIRE DE L'UKRAINE

1°) INTRODUCTION

Exposer l'histoire de l'Ukraine est un exercice difficile car le territoire du peuple ukrainien a varié au cours des siècles et parfois différentes structures politico-étatiques ont coexisté. Pendant longtemps il n'y a pas eu d'Etat ukrainien ou de pouvoir politique ukrainien indépendant. L'Ukraine ou certaines de ses parties ont appartenu à la Pologne, à la Lituanie, à la Turquie, à la Russie ou à l'URSS.

La division de l'histoire de l'Ukraine en périodes repose sur le principe national. Ces périodes correspondent aux formes diverses de développement politico-social propres au peuple ukrainien.

Pour des raisons de concision cet exposé ne traitera que des périodes principales qui ont marqué l'histoire de l'Ukraine et qui ont façonné l'âme du peuple ukrainien.

2°) La période princière (IXème siècle-1340)

Jusqu'à la fin du premier millénaire les tribus vivant sur le territoire de l'Ukraine actuelle pratiquaient l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse. L'artisanat était très développé. Ces tribus avaient une langue commune et les mêmes croyances païennes. Le pouvoir était détenu par les notables des clans influents.

Le développement socio-économique que connurent les slaves orientaux au milieu du IXème siècle entraîna l'émergence d'une nouvelle unité politique, la **ROUS** ou état kiévien. Les princes eurent un rôle essentiel dans cet état, d'où le nom de la période.

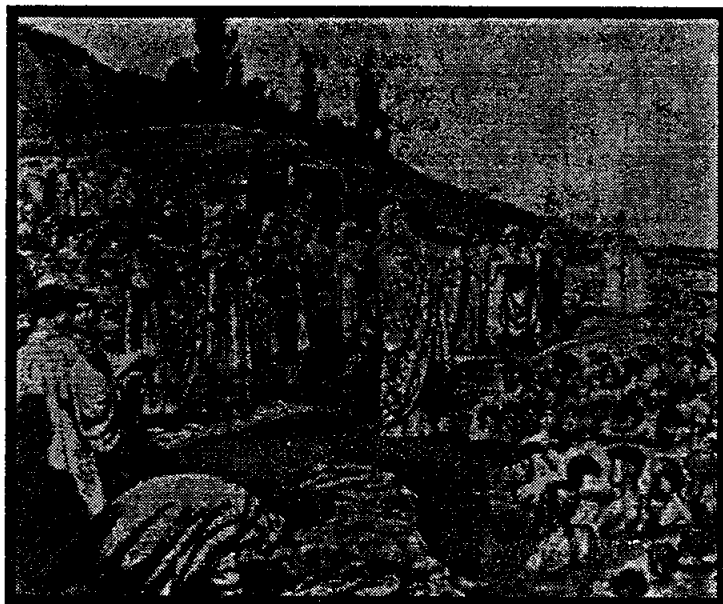
Le prince **Rurik** à la tête des Varègues (origine scandinave) libère Kiev de la domination Khazare.

Le prince **Oleg** (879-912) est le premier grand souverain de la Rous kiévienne. Il crée un puissant état autour de la grande voie fluviale "des Varègues aux Grecs". Il organise en 907 une expédition contre Byzance pour l'obliger à commercer avec la Rous.

La princesse Olga (945-964), veuve d'Oleg, après une visite à Constantinople, se convertit au christianisme.

Vint ensuite une période où les différents princes achèvent la réunion des tribus slaves orientales. Avec le temps, l'influence Varègue s'estompe et l'on voit la victoire de la tendance slave dans la lignée des princes comme en témoignent leurs noms: Sviatopolk, Yaropolk, Volodimir...

La réalisation la plus importante du futur **Saint Volodimir** est la christianisation de la Rous (987) qui permet le rapprochement avec l'Empire byzantin. Le baptême de la Rous a une importance considérable sur sa position internationale.



L'Etat kiévien entre dans le cercle des pays européens sur un pied d'égalité. Volodimir fait battre la monnaie sur laquelle figure le trident (trizoub) qui prend valeur d'emblème national.

Yaroslav le sage(1019-1054) agrandit Kiev, l'entoure d'un mur d'enceinte, édifie de nombreux palais et églises. Selon l'évêque Adam de Brême, Kiev est la rivale de Constantinople. Le métropolite Ilarion réside à la **cathédrale Sainte Sophie**.



Yaroslav établit des alliances dynastiques avec les familles régnantes de l'Europe entière. Sa fille Anne épouse le Roi de France Henri Premier et entre dans l'histoire de France sous le nom d'**Anne de Kiev**.

Au XIIème siècle, l'Etat kiévien se disloque en plusieurs principautés indépendantes, à la faveur de nouvelles tendances économiques.

Une invasion des Tatars dévaste les principautés et Kiev est détruite en 1240. Ils établissent le khanat de la Horde d'Or.

3°) La période lituano-polonaise (début XIVème siècle-1648)

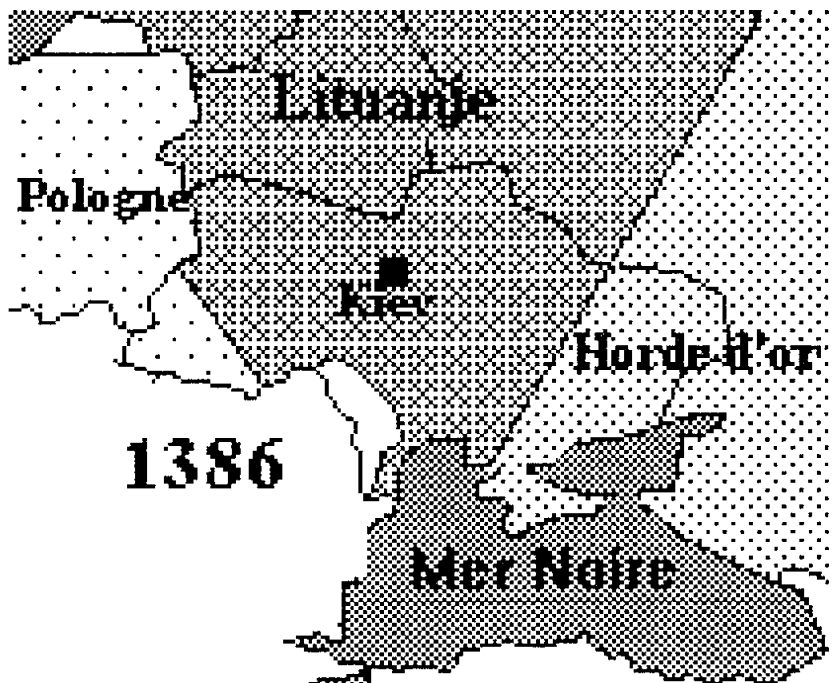
Les lituaniens entrent en scène et soustraient au joug mongol plusieurs principautés. Kiev tombe entre leurs mains en 1365 et ils atteignent la Mer Noire cinq ans plus tard.

Dans un même temps la Pologne annexe la principauté de Halicz (qui donnera le nom de Galicie).

Après l'union de la Pologne et de la Lituanie, scellée en 1386, l'actuelle Ukraine est donc partagée entre deux souverainetés:

-à l'ouest et au centre, celle des Polono-Lituanien

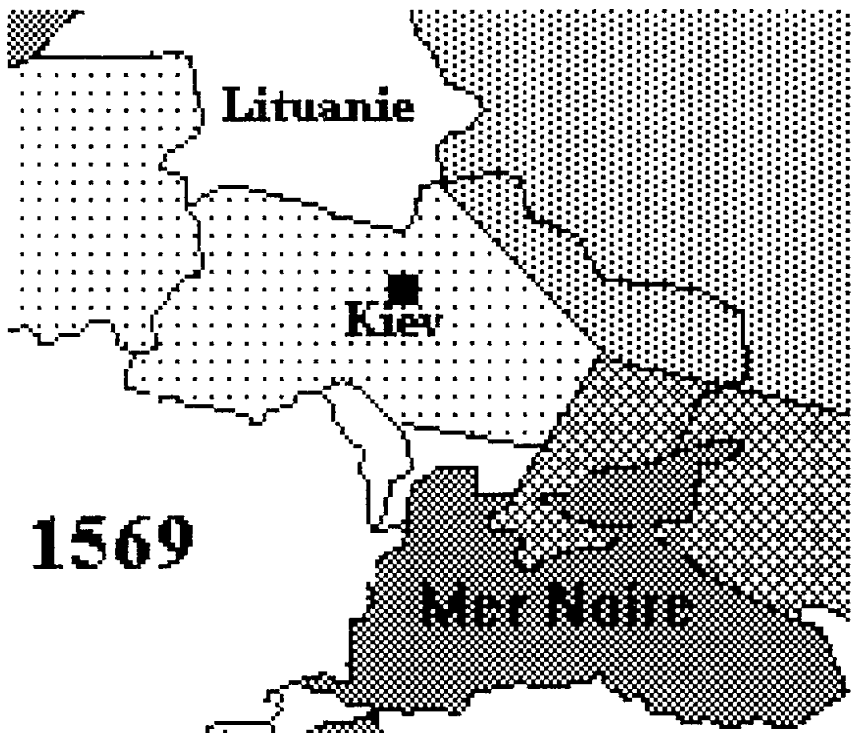
-à l'est et au sud celle des Tataro-Mongois



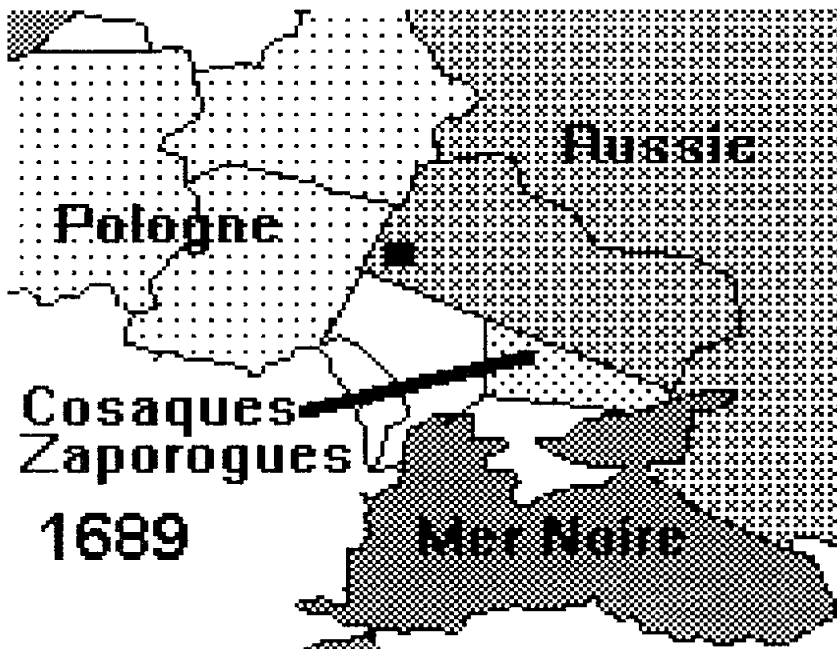
Les Russes s'affranchissent des Tatars en 1480 et commencent une lente mais constante progression vers le sud.

Les Turcs, actifs en Mer Noire, s'emparent de la Crimée en 1475 et s'assurent le contrôle de tout le littoral en 1526.

La Pologne et la Lituanie renforcent leurs liens en 1569 pour faire face aux menaces russes et turques. De cette année date la délimitation entre l'Ukraine et la Biélorussie.



4°) L'époque de l'Etat des Cosaques (1648-fin du XVIIIème siècle)

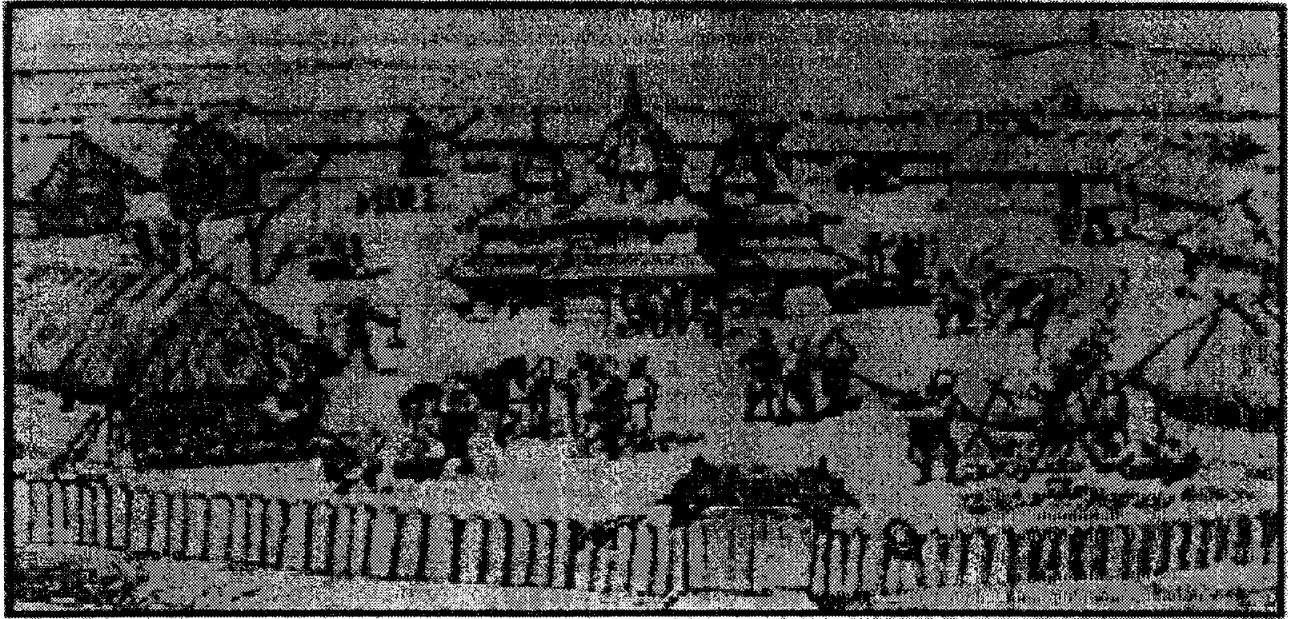


Les Cosaques, populations nomades ou semi-nomades slaves, sont apparus peu à peu dans les *no man's lands* entre la Russie et la Pologne d'un côté et le Khanat des Tatars de l'autre. Les plus occidentaux, dits **Zaporogues**, orthodoxes de langue ukrainienne, occupent la boucle du Dniepr et ses alentours.

Les Russes et les Polonais utilisent les Cosaques comme force militaire d'appoint. Le centre de leur domaine tend à devenir, au contraire, le point

de ralliement pour tous ceux qui fuient les dominations russes ou polonaises.

Partagés entre la tentation du mercenariat et celle de l'indépendance, les Zaporogues vivent dans une position fortifiée, une île du Dniepr la **Sietch** (aujourd'hui noyée dans le lac de barrage de la ville de Zaporogé). Leur chef, élu, porte le titre de **Hetman**.



La région se peuple peu à peu de paysans ukrainiens venus de l'ouest ou qui fuient le servage russe. Soucieux de faire valoir leurs droits seigneuriaux sur leur territoire qui englobe théoriquement celui des Cosaques, les seigneurs polonais écrasent une révolte paysanne et cosaque au sud de Kiev en 1637.



cherche à s'émanciper est battu à Poltava en 1709.

5°) l'Ukraine des Tsars (fin du XVIIIème siècle-1917)

Sous le règne de Catherine II (1762-1796), la majeure partie de l'Ukraine actuelle passe dans l'Empire russe. A l'initiative des Turcs la guerre éclate en 1768 mais les armées russes conquièrent la Crimée et pénètrent en Moldavie et en Bulgarie.

Les Autrichiens, inquiets de cette percée russe, obtiennent en compensation un premier partage de la Pologne. L'Autriche acquiert ainsi la Galicie orientale (région de Lvov).

Bo dan Khmelnitski est élu Hetman des Cosaques en 1646. Il lance une expédition contre les polonais et met le siège devant Lvov. Après quelques temps la Pologne réagit et les Cosaques sont battus. Khmelnitski cherche alors une alliance avec la Russie contre la Pologne.

Le Tsar Alexis premier s'engage à respecter les institutions et la liberté du peuple Cosaque. Mais les russes visent à reconstituer le domaine qui fut celui de l'Etat kiévien et ils prennent rapidement en main l'administration des populations non-cosaques et envoient leurs troupes dans la région.

Entre autres conséquences, les paysans perdent leur liberté car le servage ne sera aboli qu'à la fin du XIXème siècle en Russie.

Le pouvoir des Hetmans s'amenuise très rapidement.

Mazeppa, le dernier Hetman cosaque qui



Les "libertés" des Cosaques ne résistent pas à l'expansion russe. Le dernier Hetman doit renoncer à sa charge en 1764 et la **Sietch** est détruite onze ans plus tard par les troupes russes.

La Russie annexe tous les territoires des Tatars en 1783 et, lors des deuxième et troisième partages de la Pologne (1793 et 1795), elle incorpore les régions ukrainiennes de Volinie et de Podolie. L'Ukraine actuelle est alors entièrement annexée par l'Empire Russe, sauf pour la part que l'Empire d'Autriche a réussi à s'approprier.

Pour les russes, l'Ukraine n'est plus une "Terre des confins" (éthymologie du mot Ukraine) mais une "nouvelle Russie". Il s'agit en effet de vastes territoires à coloniser, composés de terres fertiles qui vont rapidement devenir le "grenier à blé" de l'empire, et d'une nouvelle façade

Après 1870, le développement du chemin de fer, les immenses ressources houillères de la région du Donets et le minerai de fer de Krivoi-Rog permettent l'essor d'une industrie lourde.

maritime animée par le grand port de commerce d'Odessa et protégée par la base navale

Alors que l'Ukraine orientale connaît un développement "à l'américaine", l'ouest évolue plus lentement. Cette coupure est renforcée par l'influence religieuse Uniate (catholique) à l'ouest et par le pouvoir de l'Eglise orthodoxe à l'est.

de Sébastopol.

6°) Les années 1917 à 1920

A la faveur des grands bouleversements qui secouent les empires russes et austro-hongrois, le 15 mars 1917 se constitue à Kiev une **Rada** (conseil) qui bénéficie immédiatement d'un large soutien populaire. En novembre 1917, la Rada proclame une république démocratique d'Ukraine. Les bolcheviks fondent une république rivale à Kharkov. En janvier ils attaquent Kiev, la Rada se replie à Jitomir et proclame le 28 janvier l'indépendance de l'Ukraine.

La Rada signe le 9 février 1918 un traité avec les puissances centrales qui reconnaissent l'indépendance de l'Ukraine. Cependant elles occupent tout le pays à partir de mars et installent leur homme lige Skoropadski qui prend le titre de Hetman le 28 avril. Le lendemain la Rada est dissoute.

En novembre 1918 le repli des armées austro-Hongroises et allemandes déclenche en Ukraine une stupéfiante mêlée générale.

-**Les Ruthènes**, en Galicie orientale (Lvov), demandent leur rattachement à une Ukraine indépendante mais les Polonais occupent Lvov dès le 22 novembre et l'ensemble de la Galicie en mai 1918.

-**Les rescapés de la Rada** s'emparent de Kiev le 14 décembre 1918 mais ils en sont chassés dès le 6 février 1919 par les bolcheviks.

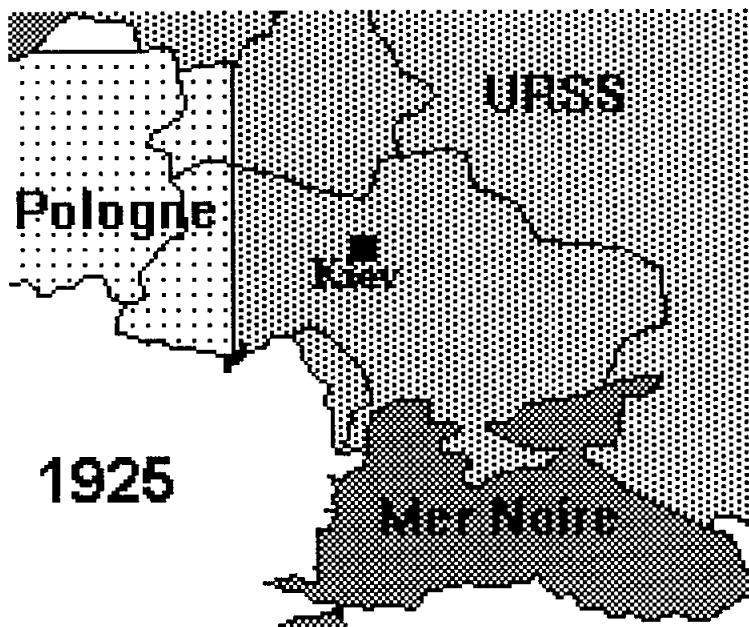
-Les **bolcheviks** constituent un gouvernement provisoire le 28 novembre 1918 et proclament une république soviétique d'Ukraine le 14 mars 1919.

-**Makhno**, jeune chef anarchiste, organise dès avril 1917 une "Union des paysans" dans la région de Marioupol. Au début de 1919 il contrôle de vastes territoires entre la mer d'Azov et Ekaterinoslav.

-**Des troupes alliées** débarquent en décembre 1918 mais cela se solde rapidement par des échecs. Les Grecs sont repoussés par le chef de bande Gregoriev, les Français se retirent d'Odessa faute d'autorités à soutenir. Seuls les Britanniques se maintiennent et tentent de s'assurer le contrôle du pétrole de Bakou.

-Les "**blancs**" contre les "**rouges**". Au cours de l'été 1919 Kiev, Odessa et la Crimée passent sous le contrôle des blancs. Mais avec le soutien de Makhno les rouges reprennent le contrôle de l'ensemble du pays à l'exception de la Crimée. En avril 1920 les Polonais attaquent et prennent Kiev le 6 mai. Les blancs repartent aussitôt à l'assaut de l'Ukraine mais l'armée rouge repousse les Polonais jusqu'à Lvov et entre en Crimée forçant les blancs à évacuer par mer. Il ne reste plus que Makhno qui est pourchassé par les bolcheviks et doit se réfugier en Roumanie.

7°) La période soviétique (1917-1991)



Le 30 décembre 1922 l'Ukraine devient l'une des républiques constitutive de l'URSS. La capitale fixée à Kharkov ne reviendra à Kiev qu'en 1934.

Les **années vingt** marquent l'ukrainisation de la république: la langue et la culture sont mises en valeur. L'ukrainien devient langue officielle. Cette époque, qui est aussi celle de la NEP (Nouvelle politique économique), marque la renaissance de la nation ukrainienne.

L'**ère stalinienne** qui lui fait suite est terrible. La collectivisation de l'agriculture tourne à la guerre civile (ouvriers-paysans). Le pays, vidé de ses ressources sur ordre de Staline, subit une famine effroyable (de 3 à 7 millions de morts selon les sources). Dans un même temps, l'élite intellectuelle est exterminée.

Dès l'invasion de la Pologne au début de la **seconde guerre mondiale**, l'URSS annexe à l'Ukraine la Volinie et la Galicie orientale et, après ultimatum à la Roumanie, la Bukovine du nord et la Bessarabie du sud. La conquête de l'Ukraine par les allemands s'achève en octobre 1941. Faute de grandes zones forestières pour se cacher, la résistance est moins active que dans d'autres républiques de l'URSS. Certains milieux nationalistes voient l'occasion de libérer l'Ukraine du joug communiste et combattent contre l'armée rouge au sein de la division SS Galicie. L'armée rouge reconquiert l'Ukraine d'août 1943 à juillet 1944.

En 1945, suite à de nouvelles annexions, pour la première fois tous les ukrainiens sont réunis en une seule république. L'Ukraine fait partie des membres fondateurs de l'ONU.

En 1946-47 le pays connaît de nouveau la famine et il faudra attendre la déstalinisation pour qu'un mouvement de renouveau national se dessine.

Khrouchtchev, lui même ukrainien, fait preuve d'un peu de tolérance. A l'occasion du tricentenaire de l'union de l'Ukraine à la Russie la Crimée est "offerte" à l'Ukraine.



Brejnev renoue avec la répression et les purges: le premier secrétaire Chelest, suspecté de nationalisme est remplacé par le très conservateur Chtcherbitski qui reste au pouvoir jusqu'en 1989.

La fin de l'Ukraine soviétique se profile avec la fondation de deux mouvements démocratiques et nationalistes:

-**Le Roukh** (Mouvement populaire ukrainien de restructuration), fondé en 1988 par des intellectuels, devient indépendantiste en 1989. Il est implanté principalement dans l'ouest du pays (région de Lvov). Dès janvier 1990 il est assez puissant pour organiser une chaîne humaine de 500 km en commémoration de la proclamation de l'indépendance par la Rada en 1921.

-**Le MSIMD** (Mouvement syndical indépendant des mineurs du Dombass), issu des grèves de juillet 1989, est implanté dans l'est de l'Ukraine. Il est farouchement hostile à l'appareil communiste.

Ces mouvements, plus qu'une force organisée au sens occidental du terme, représentent un indicateur des idées pouvant rassembler le peuple.

8°) L'indépendance

Le 16 juillet 1990 l'Ukraine proclame sa souveraineté nationale et le 24 août 1991 son indépendance.

Lors du référendum du 1er décembre 1991 elle se prononce à 90% pour l'indépendance. Même la Crimée, peuplée en majorité de russes et de russophones, vote à 80% pour. Léonid **Kravtchouk**, apparatchik communiste, est élu Président avec 62% des suffrages devant le candidat du Roukh Tchernovil (23%) et devant le dissident Loukianenko (4,5%) qui a effectué 20 ans de goulag.

Le 8 décembre 1991 l'Ukraine est membre fondateur de l'Union slave aux cotés de la Russie et de la Biélorussie. Elle rejoint la CEI le 21 décembre.

Dès ce moment l'Ukraine supporte mal le rôle de " Grand frère " joué par la Russie au sein de la CEI et se situe immédiatement en marge, menaçant souvent de la quitter.

Dès le 20 décembre 1991 l'Ukraine formule ses premières revendications: elle revendique une partie de l'ex-flotte soviétique de la mer Noire.

Dès le 20 décembre 1991 l'Ukraine formule ses premières revendications: elle revendique une partie de l'ex-flotte soviétique de la mer Noire.

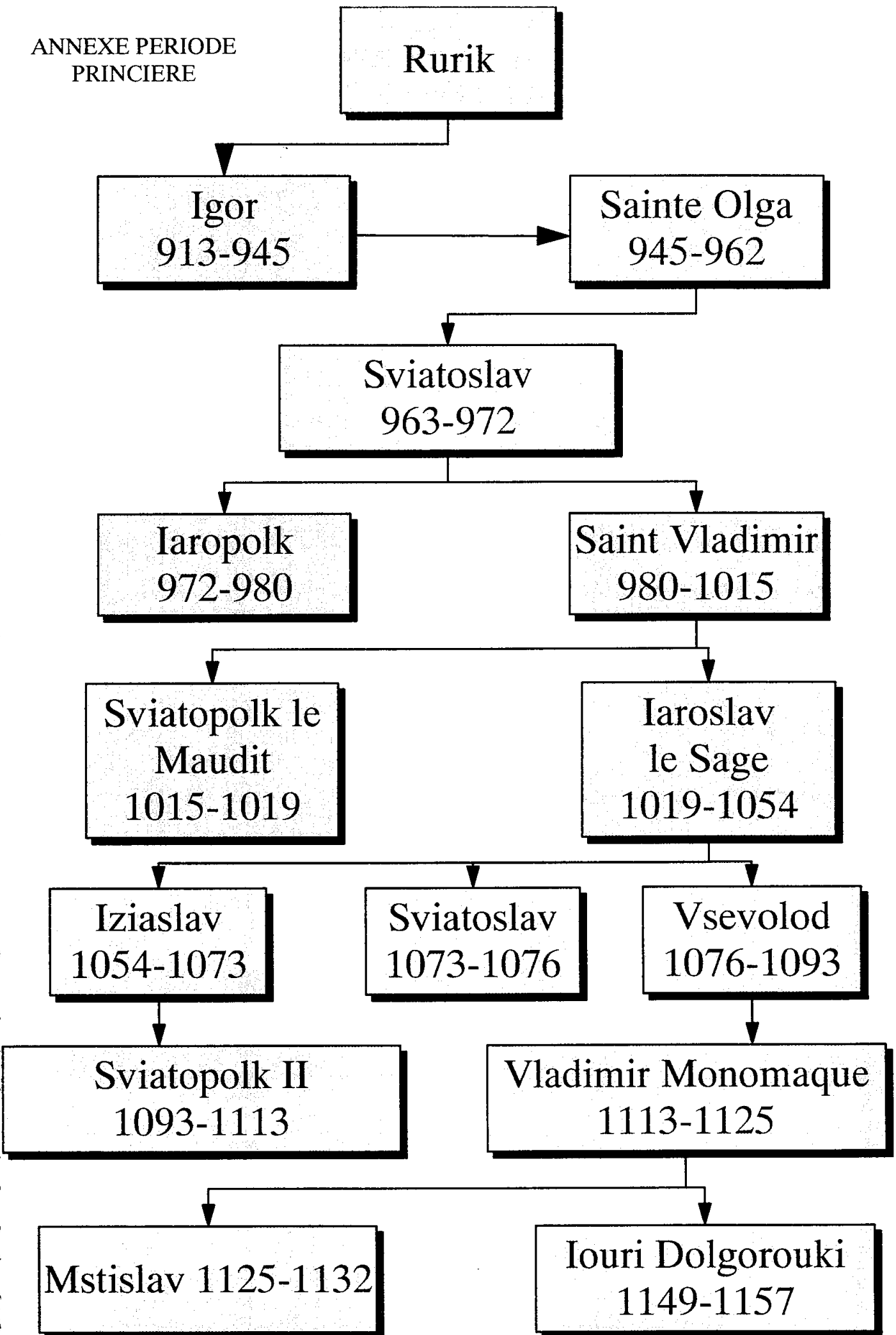
La jeune république est immédiatement confrontée à de nombreux problèmes:

- les armements nucléaires en territoire ukrainien
- la Crimée et le partage de la Flotte de la Mer Noire
- l'interdépendance des économies ukrainiennes et russes

Après trois années d'indépendance l'Ukraine est au bord de la faillite économique. La principale préoccupation du peuple est le retour à des conditions de vie normales le plus tôt possible. Les grandes idées telles la démocratie ou le nationalisme sont passées au second plan. Si l'indépendance n'est pas remise en cause par la majorité, la volonté de coopération économique aussi bien avec la Russie qu'avec les USA et l'Europe est forte.

Le nouveau gouvernement en place depuis l'été 1994, bien que plus proche de la Russie et des communistes que son prédécesseur, ne s'y est pas trompé et a lancé les premières réelles réformes devant mener à l'économie de marché. De cette capacité à être économiquement viable dépend la survie de l'Ukraine en tant qu'Etat indépendant.

ANNEXE PERIODE
PRINCIERE





ANNEXE ANNE DE KIEV

HENRI PREMIER (1008-1060)

Avec son règne commence le temps de la plus grande fragilité pour la couronne des capétiens. La féodalité a conquis une véritable autonomie, les princes de Bretagne, d'Aquitaine et de Bourgogne se tiennent pour indépendants alors que Blois et Normandie enserrant un domaine royal exigü autour de Paris et d'Orléans.

Le Capétien entretient cependant une politique extérieure qui témoigne d'un certain rayonnement. Il rencontre l'empereur germanique et entretient des relations avec le prince de Kiev.

ANNE DE KIEV (1024-1090)

Fille du prince de Kiev, Iaroslav, dont les deux autres filles régneront sur la Norvège et la Hongrie, elle épouse Henri Premier le 19 mai 1051 en la cathédrale de Reims.

Le Roi, en accueillant à Montreuil sur Mer la princesse blonde aux yeux verts qui avait descendu les fleuves russes puis traversé la Baltique et la mer du Nord sur une galère, est ravi. Mais il est au comble de la joie en découvrant la dot composée de pièces d'or frappées à Byzance.

Anne de Kiev jouissait d'une grande réputation chez les clercs, malgré l'épisode de son enlèvement, après la mort du Roi, par le Comte de Valois, qu'elle épouse en 1062. Après avoir participé au gouvernement au début de la minorité de Philippe Premier, elle finit ses jours au couvent.

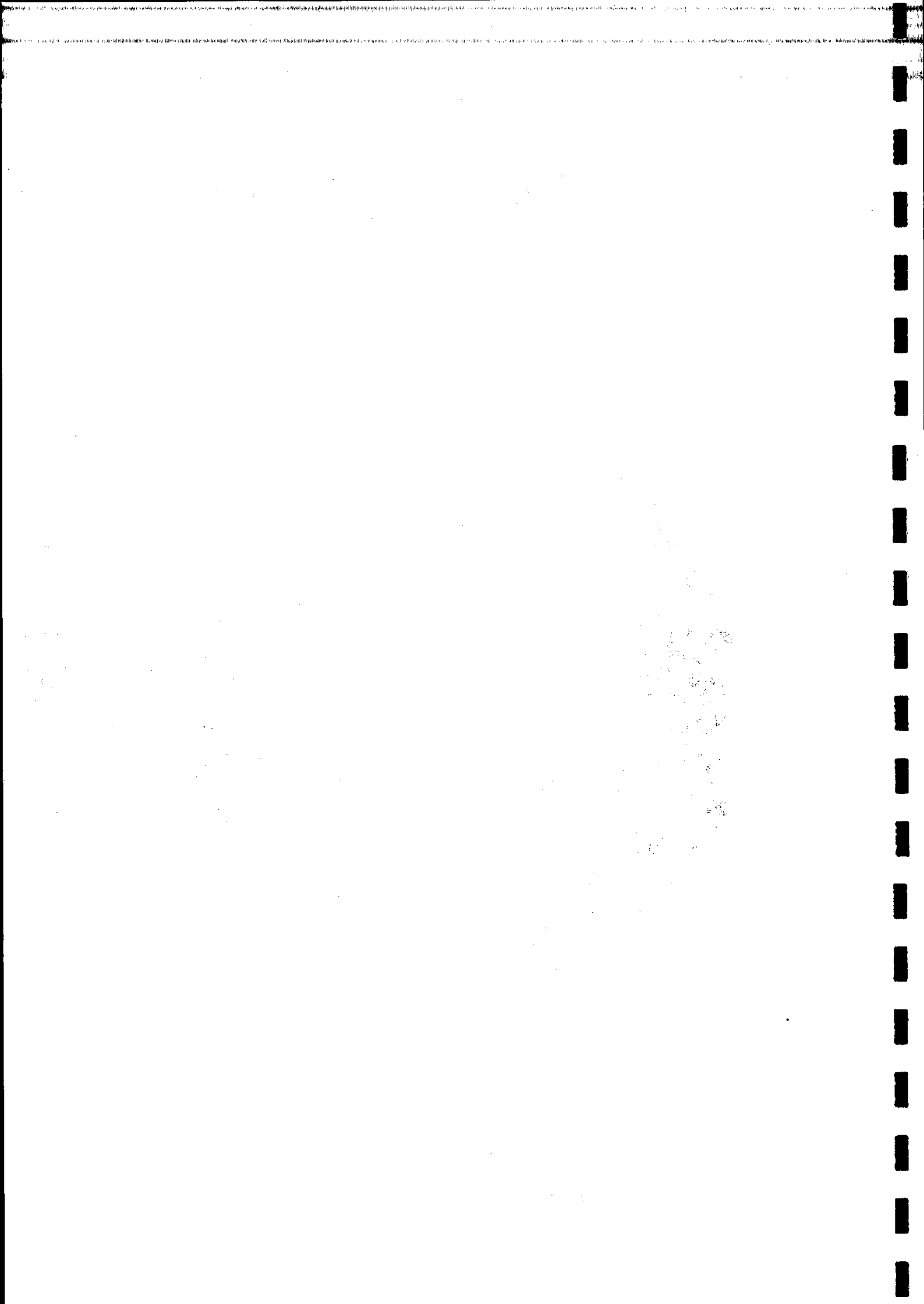
C'est à ce mariage que les Capétiens doivent le nom byzantin de Philippe.



UKRAINE



ECONOMIE



ECONOMIE DE L'UKRAINE

Données

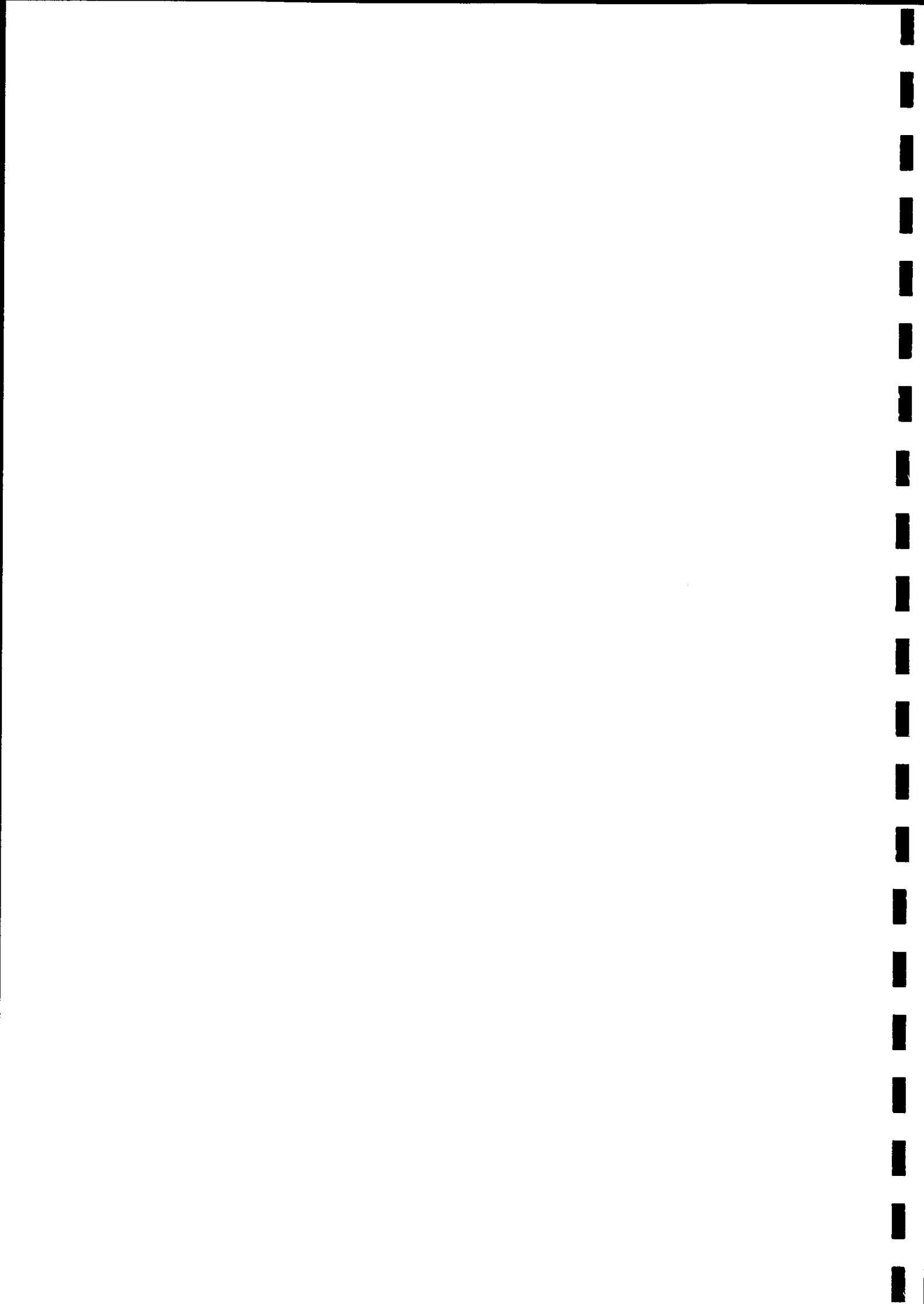
Comparaisons

Faits

Différents avec la Russie

Les réformes





ECONOMIE

Importante région agricole et industrielle, l'Ukraine occupe une place prépondérante dans l'économie de la CEI (2° après la Fédération de Russie). Elle dispose à cet égard d'un réseau ferroviaire très dense (plus de 22000 Km), d'une flotte maritime et fluviale très développée (notamment sur le Dniepr). La qualité de ce réseau laisse cependant à désirer.

La diversité des sols et des conditions climatiques favorise la variété de la production agricole (1/5° de la CEI). L'agriculture ukrainienne hautement mécanisée assure près des deux tiers de la récolte de betterave à sucre de la CEI, près de la moitié de celle de tournesol, le tiers des fruits, le quart des raisins et le cinquième des céréales (blé, maïs, orge). En outre, la culture des pommes de terre, du lin (à longue fibre), du chanvre, du tabac, et les cultures fourragères sont développées. L'élevage bovin, ovin, porcin et l'aviculture représentent le quart de la production de la viande, du lait et des oeufs de la CEI et alimentent vers les différentes branches de l'agriculture une puissante industrie de transformation (sucreries, distilleries, conserveries, combinats de viande, etc...).

L'Ukraine dispose d'abondantes ressources énergétiques et se distingue par le développement d'une puissante industrie lourde. L'extraction houillère est concentrée dans le bassin du Donbass (près de 200 000 t par an, soit près du tiers de la production de la CEI) et dans le bassin du Dniepr (lignite); elle est associée à l'exploitation du minerai de fer de Krivoï-Rog (environ 50 000 000 t par an, soit plus du tiers de la production de la CEI) et de Kertch, du manganèse à Nikopol, du mercure à Nikotovka (au centre du Donbass) qui ont entraîné l'implantation d'une puissante industrie sidérurgique, métallurgique (industrie de transformation, industrie mécanique) et chimique (dérivés du charbon, sel de Slaviansk). L'aménagement hydroélectrique du Dniepr, conjugué à la production de nombreuses centrales thermiques du Donbass, alimente une importante industrie électrochimique et électrométallurgique. Enfin, avec la récente prospection du pétrole et du gaz naturel au pied des Carpates, (Dachava, Ivano-Frankovsk, au sud de Lvov) et au sud de Kharkov (Chebelinka), de nouveaux centres pétroliers ont été créés à Kremenchoug, Lvov, Odessa, Kherson. Simultanément, se sont développées les industries légères (textiles, fourrures, cuirs) et les industries de matériaux de construction (notamment du ciment).

1) QUELQUES DONNEES.

Population active en 1991 de 24,45 millions d'habitants, soit un taux d'activité de 47%.

Produit national brut (aux prix courants du marché 1992):

86 817 000 000 \$ US. (1670 \$ US / hab).

La monnaie: Karbovaniets 0,0003 3 225,8 (son cours est en chute permanente et n'a pas de réelle signification)

11) Le budget de l'Etat (1993).

Recettes: 8 121 300 000 000 karbovaniets (recettes fiscales 87,6%; recettes non fiscales 12,4%)

Dépenses: 9 094 600 000 000 karbovaniets (dépenses courantes 92,4%, dépenses en capital 7,6%).

12) La production.

Agriculture, sylviculture, pêche (1992).

Betteraves à sucre	28 600 000 t
Pommes de terre	20 400 000t
Blé	19 500 000t
Maïs	2 800 000t
Graines de tournesol	2 100 000t
Raisins	655 000t

Cheptel (sur pied).

Bovins	7 900 000t
Porcs	2 700 000t
Moutons et chèvres	2 300 000t
Bois	8 900 000 m3
Pêche	1 300 000 t

L'Ukraine est l'un des pays qui a le plus souffert de la désintégration de l'URSS. Depuis 1991 sa production industrielle a chuté de moitié.

Industries extractives (1992).

Fer	75 700 000t
Manganèse	5 800 000t

Industries manufacturières (1991):

Fibres synthétiques	191 400 000t
Acier brut	45 000 000t
Fonte	36 600 000t
Ciment	21 700 000t
Sucre	3 500 000t
Calculatrices	1 746 300 000 SUR (1990)
Machines agricoles	946 200 000 SUR (1990)
Équipement houiller	847 000 000 SUR (1990)

Bâtiment (1991).

Résidentiel	1 14 454 000 m2.
-------------	------------------

Energie (production / consommation)

Electricité (1992)	252 600 000 000 kWh/nd.
Houille (1992)	133 600 000 t/nd
Pétrole brut (1991)	35 900 000 barils/nd
Gaz naturel (1992)	20 900 000 000m3/nd

Population active (1991)

Taux d'activité	47,0%
-----------------	-------

Utilisation du sol (1991):

Forêt	15,9%
Prairies et pâturages	10,7%
Terres cultivées et plantations	53,9%
Autres	19,5%

13) Echanges extérieurs.

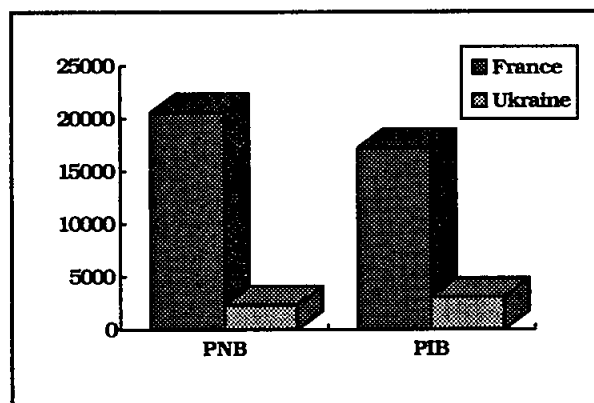
<u>Importations (1992):</u>	<u>2 255 000 000 000 SUR (1990)</u>
Machines	34,8%
Textiles	18,0%
Produits chimiques	10,6%
Produits alimentaires	7,4%
Pétrole et gaz	7,3%
Métaux ferreux	5,0%
Principales sources des importations:	
Pays occidentaux	69%
dont Espagne	12,3%
GB	10,9%
Allemagne	10,6%
Italie	4,1%
Ex URSS	31%

<u>Exportations (1992):</u>	<u>2 067 000 000 000 SUR (1990)</u>
Machines	39,2%
Métaux ferreux	16,6%
Produits alimentaires	14,7%
Produits chimiques	8,5%
Textiles	5%
Principales destinations des exportations:	
Pays occidentaux	51%
Ex URSS	49%

2) QUELQUES COMPARAISONS .

PNB et PIB par habitant (\$)

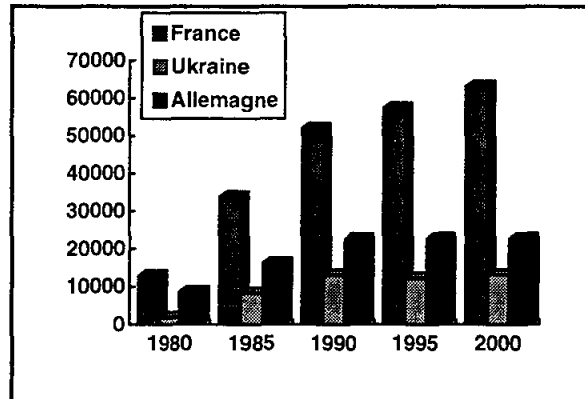
Croissance annuelle du PNB de 1,4% pour l'Ukraine, de 1,7% pour la France.



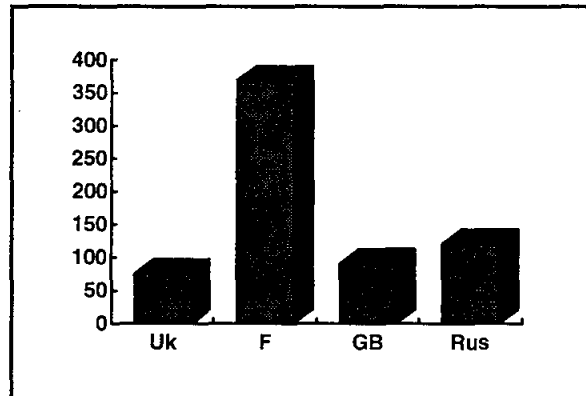
Le nucléaire tient une place importante par le nombre de centrales existant, mais relativement limitée quant au pourcentage de la production électrique qu'elle fournit.(33% contre près de 80% par exemple pour la France). Ces centrales ont été construites sous le régime communiste essentiellement à des fins militaires.

A ce propos, soulignons que la production électrique de l'Ukraine est 5 fois supérieure à celle de la France. Car les infrastructures existantes sont vétustes et conduisent à un gaspillage inévitable. La notion de rentabilité était totalement absente de l'économie socialiste encore très marquée aujourd'hui. Sous le régime communiste une grande part de l'électricité venait d'autres Républiques. Aujourd'hui, elle doit produire seule et moderniser ses installations.

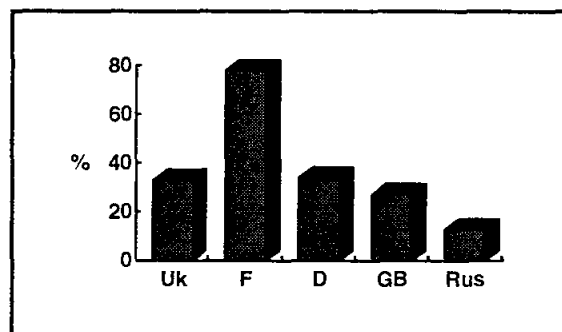
**Evolution des puissances électronucléaires en service industriel
(MWe nets)**



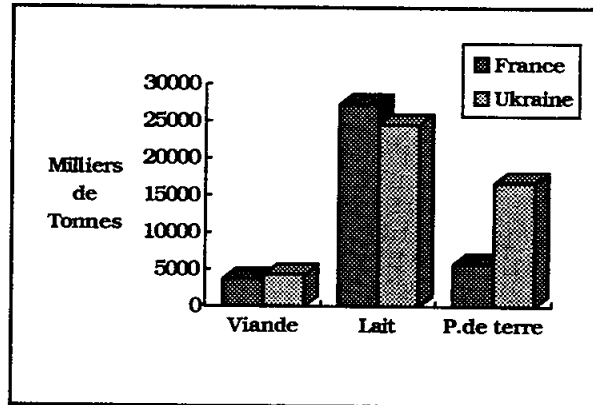
Production d'électricité (KWh 1993)



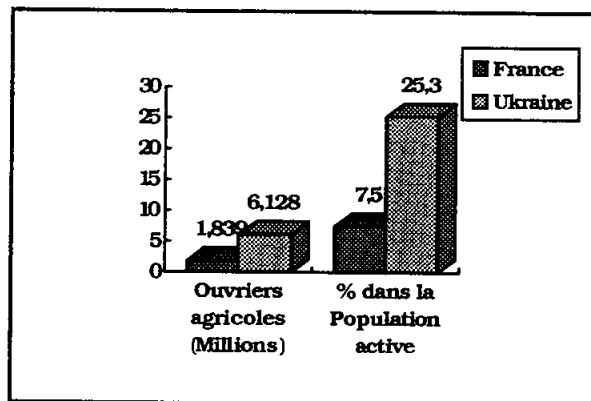
Part du nucléaire dans la production d'électricité



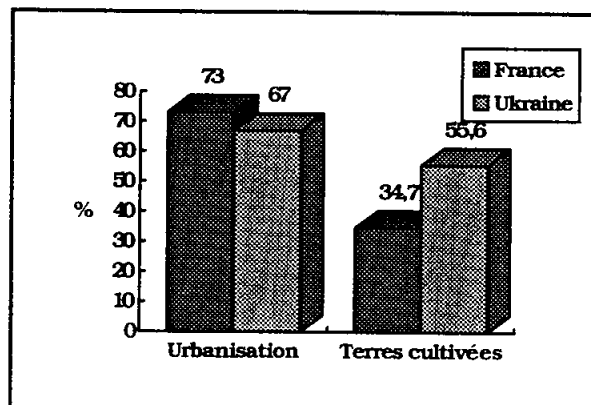
Productions agricoles



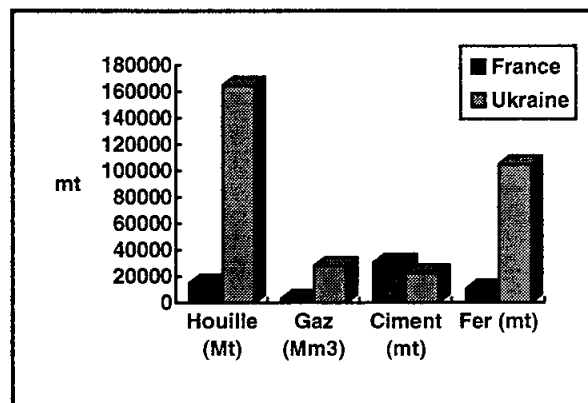
Part de l'agriculture dans la population active



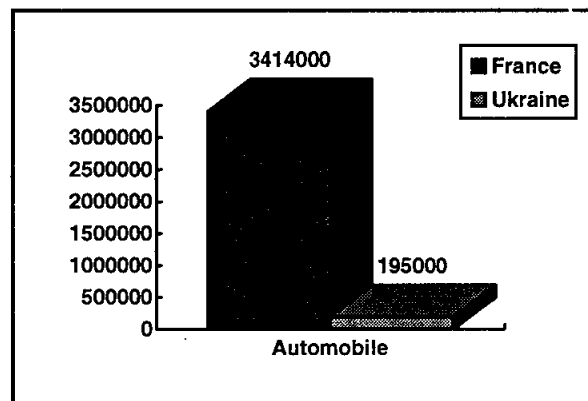
Urbanisation



Productions industrielles



Production automobile



3) QUELQUES FAITS.

21,7% de la population en Ukraine est retraité. Sa pension est en général 3 à 3,5 fois inférieure au salaire moyen.

Beaucoup de mineurs du Donbass et de salariés des grandes entreprises de Kharkov traversent tous les jours la frontière pour travailler en Russie, allant jusqu'à accepter des salaires inférieurs à ceux versés aux nationaux.

Faisons un bref bilan de Tchernobyl:

162000 habitants déplacés; 700000 attendent encore leur évacuation.

150000 personnes dont 60000 enfants ont été touchées par des radiations et sont astreintes à un contrôle médical régulier.

40000 Km² soit 8% du territoire national sont inhabitables.

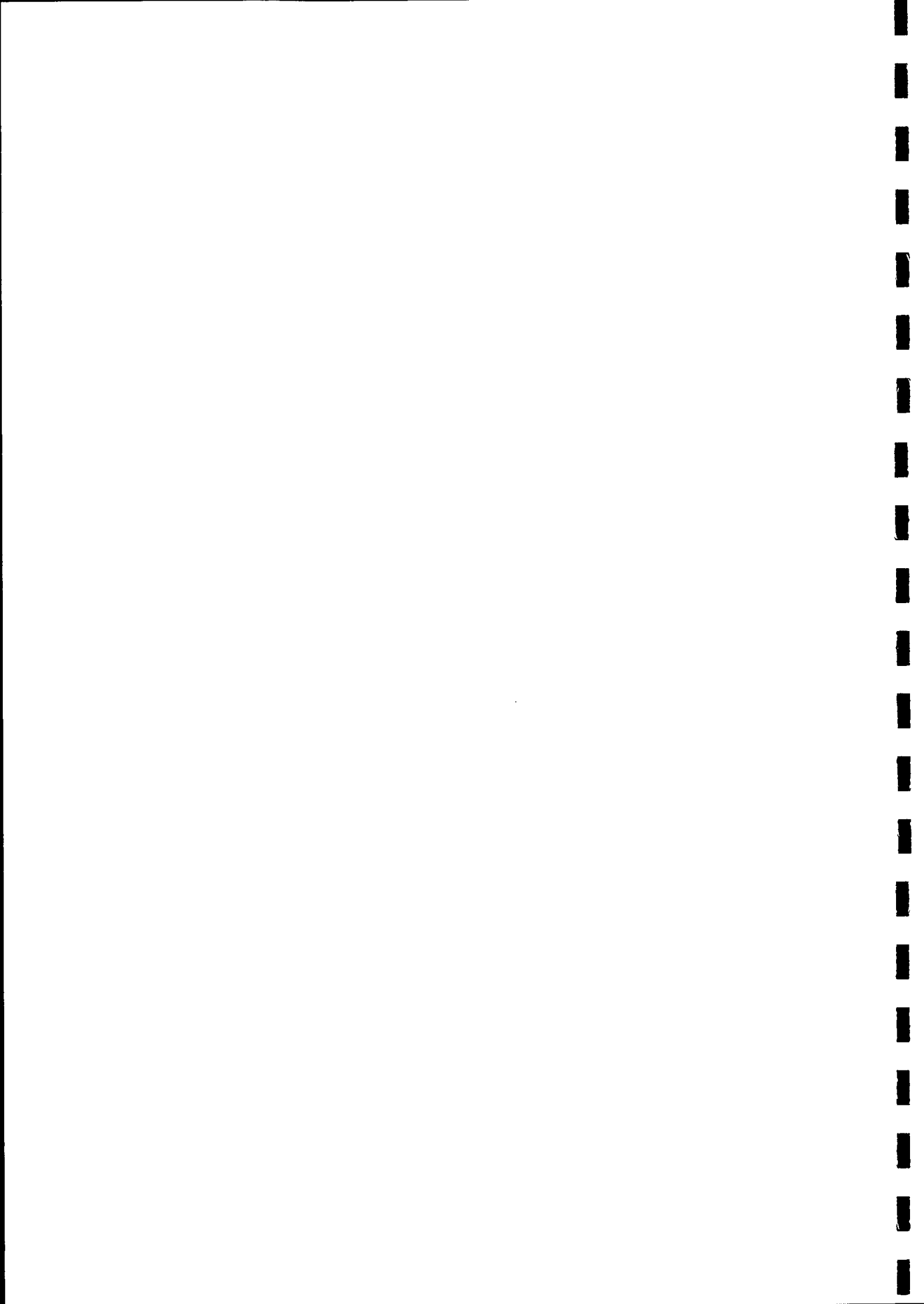
Les problèmes sont liés à l'héritage communiste. Chaque République ne vivait que pour l'URSS. Devenues indépendantes ces mêmes républiques se retrouvent avec une organisation structurelle vétuste et inadaptée aux nouveaux besoins de leur autonomie.

4) QUELQUES DIFFERENTS AVEC LA RUSSIE.

L'Ukraine accepte de payer sa part de la dette extérieure de la Russie (16,7% du total soit 13 milliards de dollars) et de recevoir en contrepartie sa part des actifs de l'ex-URSS à l'étranger. La Russie estime qu' héritière de l'URSS, elle doit contrôler tous ces biens et assumer seule la décharge de la dette extérieure. En mars 1994, la Russie réduit des 3/4 ses livraisons de gaz pour obliger l'Ukraine à régler sa dette de 900 millions de dollars.

5) LES REFORMES.

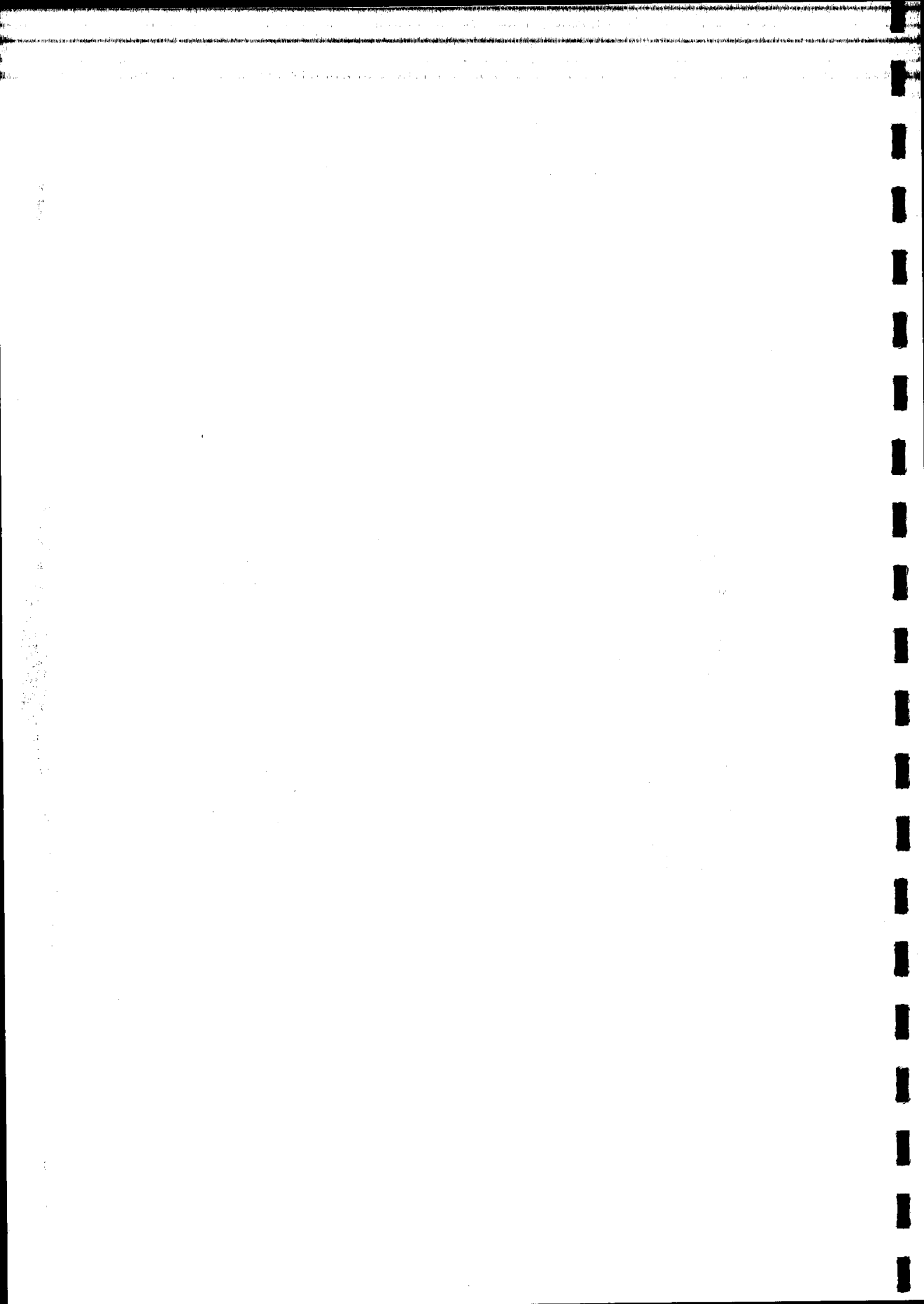
Dès la fin de l'été 1994, un programme de réformes a été mis au point avec l'assistance du FMI. Ont déjà été appliquées la réduction de 25% des subventions aux prix des biens et services de première nécessité, la libération de la majeure partie des exportations, la suppression du taux de change officiel du Karbovaniets, deux à trois fois inférieur à celui du marché. Cette politique s'accompagnera cette année du lancement des privatisations, de la réforme agraire (93% des terres appartiennent toujours à l'Etat) et de l'introduction d'une vraie monnaie, la grivna, avec un fond de stabilisation de 1,5 milliard de dollars.



UKRAINE



SOCIETE



SOCIETE

Religion

Démographie

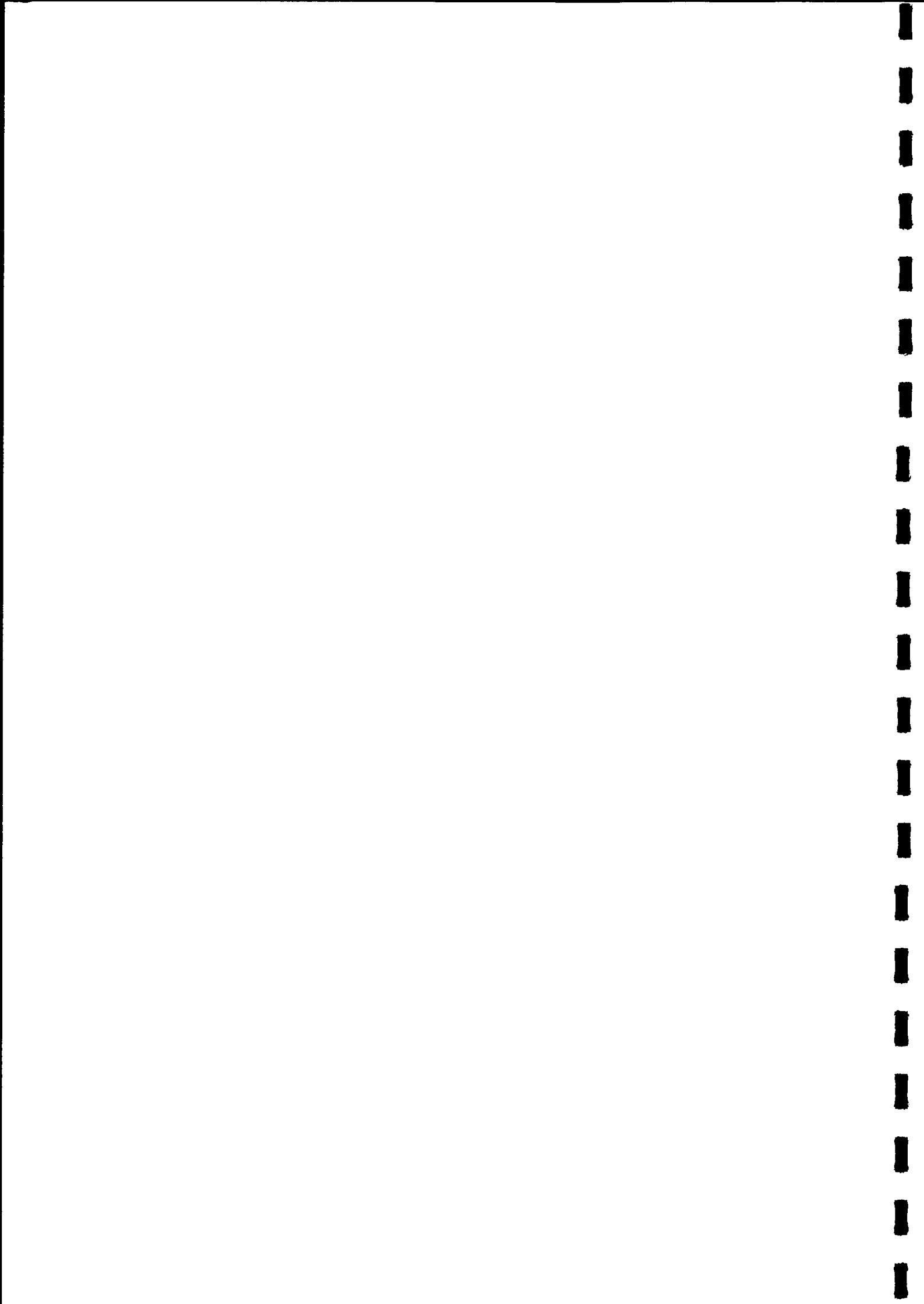
Education

Santé

Communication

Délinquance et déviance sociale





SOCIETE

La société ukrainienne est en pleine mutation depuis l'indépendance. Coexistent actuellement l'ancienne société soviétique et les prémices d'une future société ukrainienne. Cette mutation est lente, anarchique, peu ou pas organisée et le peu que l'on peut en voir ne permet pas de définir une réelle tendance. Le dénominateur commun est la volonté de mieux vivre rapidement dans un état indépendant de toutes les grandes puissances.

Religion

La libéralisation religieuse et la renaissance de l'Ukraine se sont accompagnées d'une volonté d'autonomie des orthodoxes ukrainiens (majoritaires).

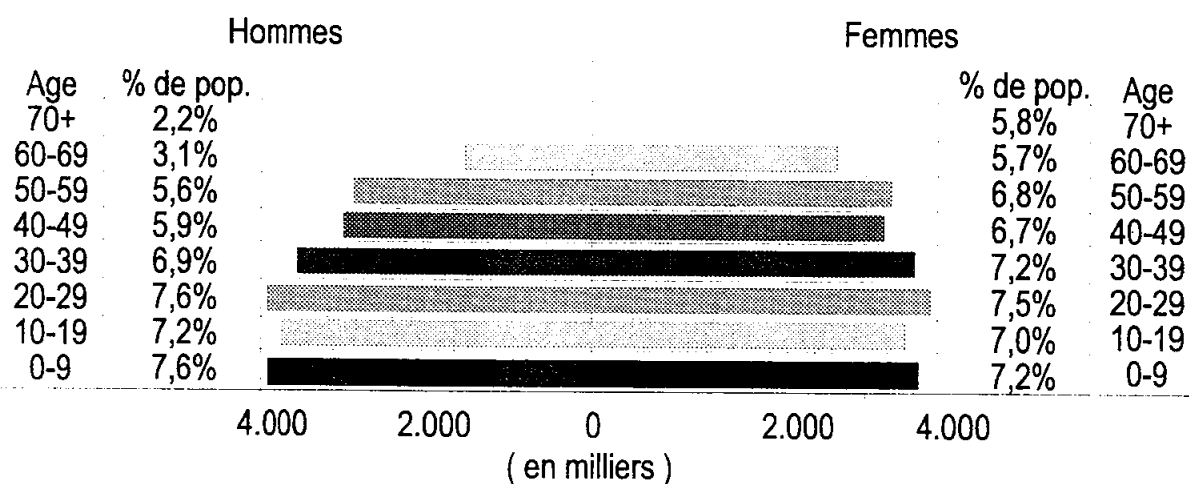
En 1990 s'est constituée une **Eglise orthodoxe autonome ukrainienne** en union canonique avec le patriarche de Moscou.

Une partie des orthodoxes ukrainiens a été plus loin et a recréé l'**Eglise autocéphale ukrainienne**, fondée en 1921, mais qui avait été dissoute par Staline en 1930.

L'**Eglise catholique ukrainienne (Uniates)**, interdite en 1946 et rattachée de force au Patriarcat de Moscou, est sortie de la clandestinité en 1989. Très active dans l'ouest du pays, elle bénéficie du soutien de l'Eglise polonaise qui, outre des fonds, envoie de nombreux prêtres missionnaires. 900 églises attribuées par Staline aux orthodoxes ont été restituées de gré ou de force aux uniates.

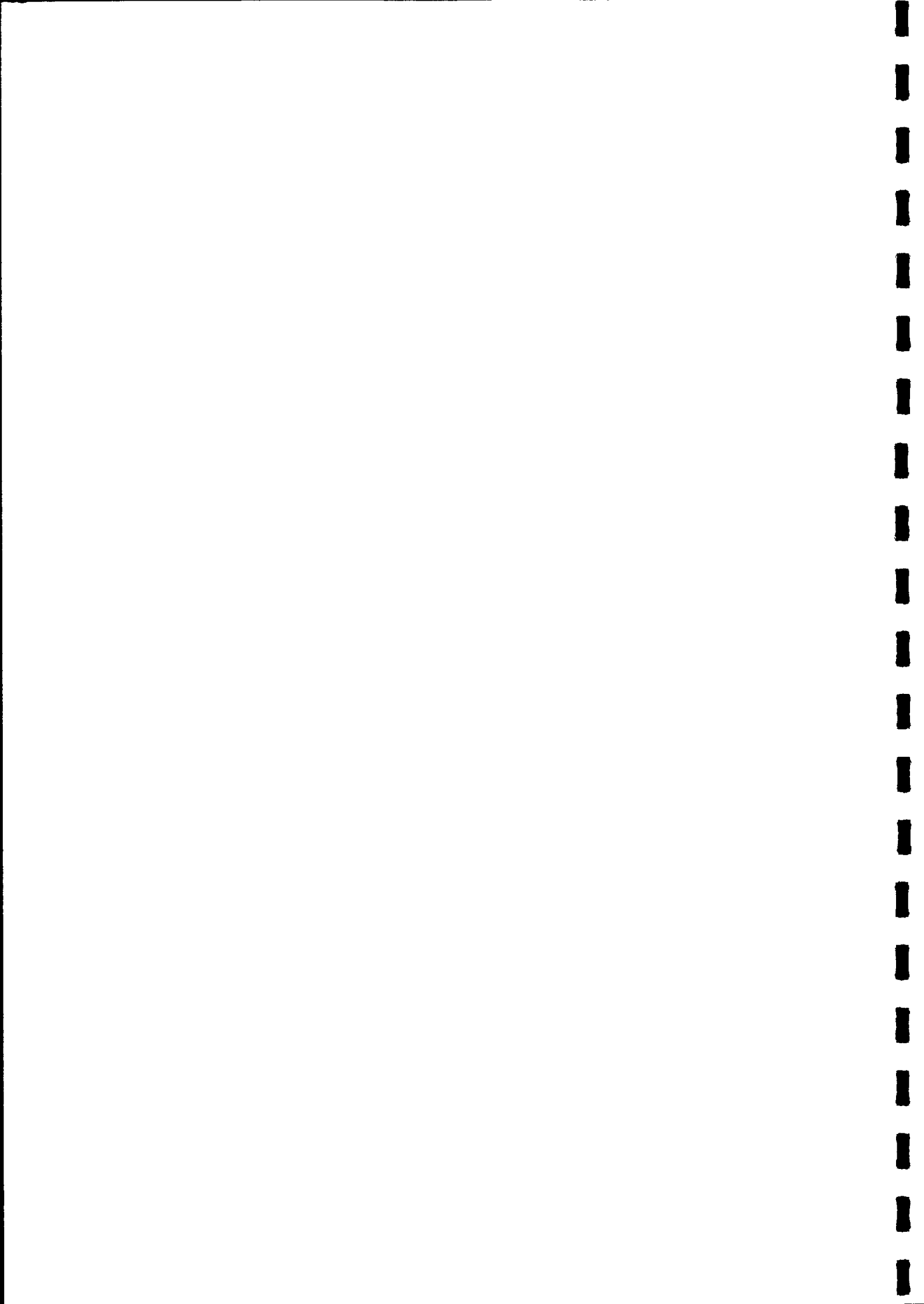
Démographie

DEMOGRAPHIE



- * Population totale: 51.704.000
- * Pop. masculine totale: 23.836.000
- * Pop. féminine totale: 27.868.000

- * Espérance de vie (homme): 65 années
- * Espérance de vie (femme): 74 années



Education

L'école étant obligatoire de 7 à 16 ans, le taux d'alphabétisation est de 98%. Bien qu'il soit difficile de comparer deux systèmes d'éducation, on peut dégager les grands traits suivants:

Enseignement primaire

A coté de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture l'accent est mis sur l'histoire et l'instruction civique. Avant l'indépendance de l'Ukraine cela permettait d'inculquer les principes communistes et depuis peu cela permet de donner une âme ukrainienne à la nouvelle génération. L'apprentissage de la langue ukrainienne est obligatoire mais il est évident que l'application du nouveau programme est plus appliqué dans l'ouest que dans l'est du pays.

Enseignement secondaire

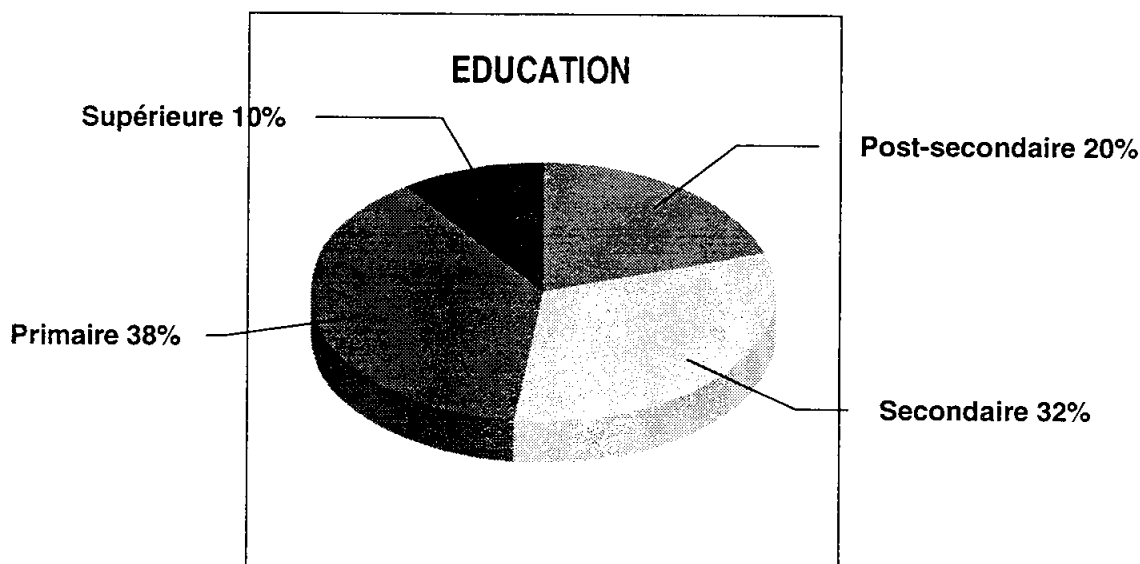
Actuellement en pleine refonte il poursuit le même objectif d'ukrainisation. Il introduit et développe l'apprentissage des langues européennes avec prédominance de l'anglais devant l'allemand et le français. Une importance toute particulière est accordée à la pratique du sport et à l'apprentissage de la musique.

Enseignement postsecondaire

techniciens supérieurs, il tente actuellement de se reconvertir de l'industrie lourde vers l'industrie légère de consommation et vers l'apprentissage de l'économie de marché.

Enseignement supérieur

Destiné à former les élites futures de la jeune république indépendante il se restructure pour répondre au plus vite aux besoins énormes du pays. Ce qui correspond à nos grandes écoles a tendance à se privatiser. Les grands pays occidentaux contribuent à ce processus en créant des fondations, en formant des professeurs et en organisant des stages.



Problèmes

Anciens: le système d'éducation à deux vitesses hérité de l'URSS (écoles du parti et les autres) a tendance à subsister. Les nouvelles élites sont les anciennes reconverties et les écoles du parti ont été réorganisées en écoles à "accès réservé". Le manque de locaux n'est toujours pas résolu et même dans la capitale la journée scolaire est partagée en deux, les enfants n'ayant cours qu'une demi-journée.

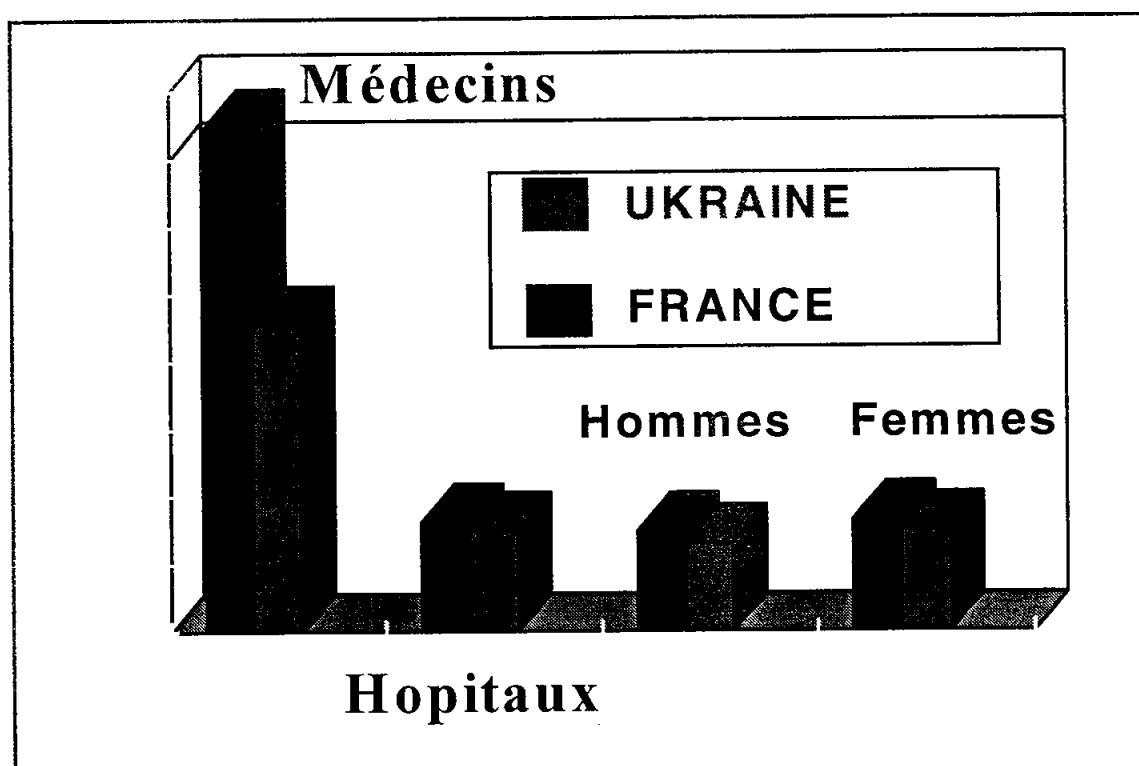
Nouveaux: l'application des nouveaux programmes est freinée par le manque de nouveaux ouvrages scolaires et le manque de formation des enseignants.

Les perspectives de profit immédiats dans le petit commerce et dans les structures d'économie de marché sont telles que l'on assiste à une fuite des professeurs vers les sociétés privées. Le taux de fréquentation des universités est en chute libre tant les perspectives de profits immédiats sont fortes. Même les nouvelles grandes écoles perdent leurs étudiants en cours de formation.

Santé

Le système de santé hérité de l'URSS avait pour avantage la gratuité des soins. Par contre la qualité des médecins et du personnel infirmier était d'un niveau inférieur à celui que nous connaissons. L'industrie pharmaceutique n'a jamais été capable de subvenir aux besoins tant en qualité qu'en quantité. Depuis l'indépendance, le système n'a fait que se dégrader et actuellement la pénurie de médicaments qui frappe les hôpitaux est telle que l'espérance de vie a chuté de plusieurs années. Bien que l'on dispose de peu de données, la situation est aggravée par les conditions d'hygiène qui se dégradent, le déséquilibre alimentaire qui croît et les conséquences de l'accident de Tchernobyl. La consommation d'alcool n'a jamais été aussi forte et le prix de la vodka ne cesse de diminuer...

Si l'Ukraine dispose de plus de médecins par habitants (1 pour 228) et de plus de lits d'hôpital (1 pour 75) que la France (1 pour 374 et 1 pour 81) l'espérance de vie pour les hommes n'est que de 65 ans (74 ans en France) pour les femmes que de 74 ans (82 ans en France) et la mortalité infantile est de 14 pour mille (6,5 pour mille en France).





Communication

Depuis l'indépendance la liberté d'expression existe et l'on peut trouver des courants d'idées différents dans les divers médias. Par contre l'information est souvent réduite aux problèmes locaux et quotidiens. Les débats d'idées sont rares et l'attitude générale est la défensive vis à vis des nouvelles venant de l'étranger. Curieusement le ton général de la presse a très peu évolué depuis l'indépendance.

La quasi obligation d'utiliser la langue ukrainienne limite actuellement la diffusion dans les milieux intellectuels qui la maîtrisent peu ou pas du tout.

Journaux quotidiens

La presse écrite souffre du manque de journalistes professionnels et est encore en majorité le reflet de l'ancienne presse soviétique. Le fait de disposer de ses propres journaux semble déjà une victoire importante en soi. L'absence de partis politiques représentatifs n'encourage pas la naissance d'une réelle presse d'opinion.

La parution de nombreux titres est épisodique en raison des difficultés d'approvisionnement en papier. La gestion du papier sert parfois de moyen de censure...

Radio et télévision

Le manque de professionnels, de programmes et de finances font que les deux chaînes d'état n'ont pratiquement pas d'audience. Par contre les deux chaînes de télévision russes que l'on peut capter sur tout le territoire et qui diffusent des programmes européenisés rivalisent avec les trois chaînes privées qui diffusent de la musique (programmes de MTV), des films occidentaux très récents et des informations occidentales (CNN, BBC...). On trouve un poste de télévision pour 3 habitants (en France un pour deux).

Délinquance et déviance sociale

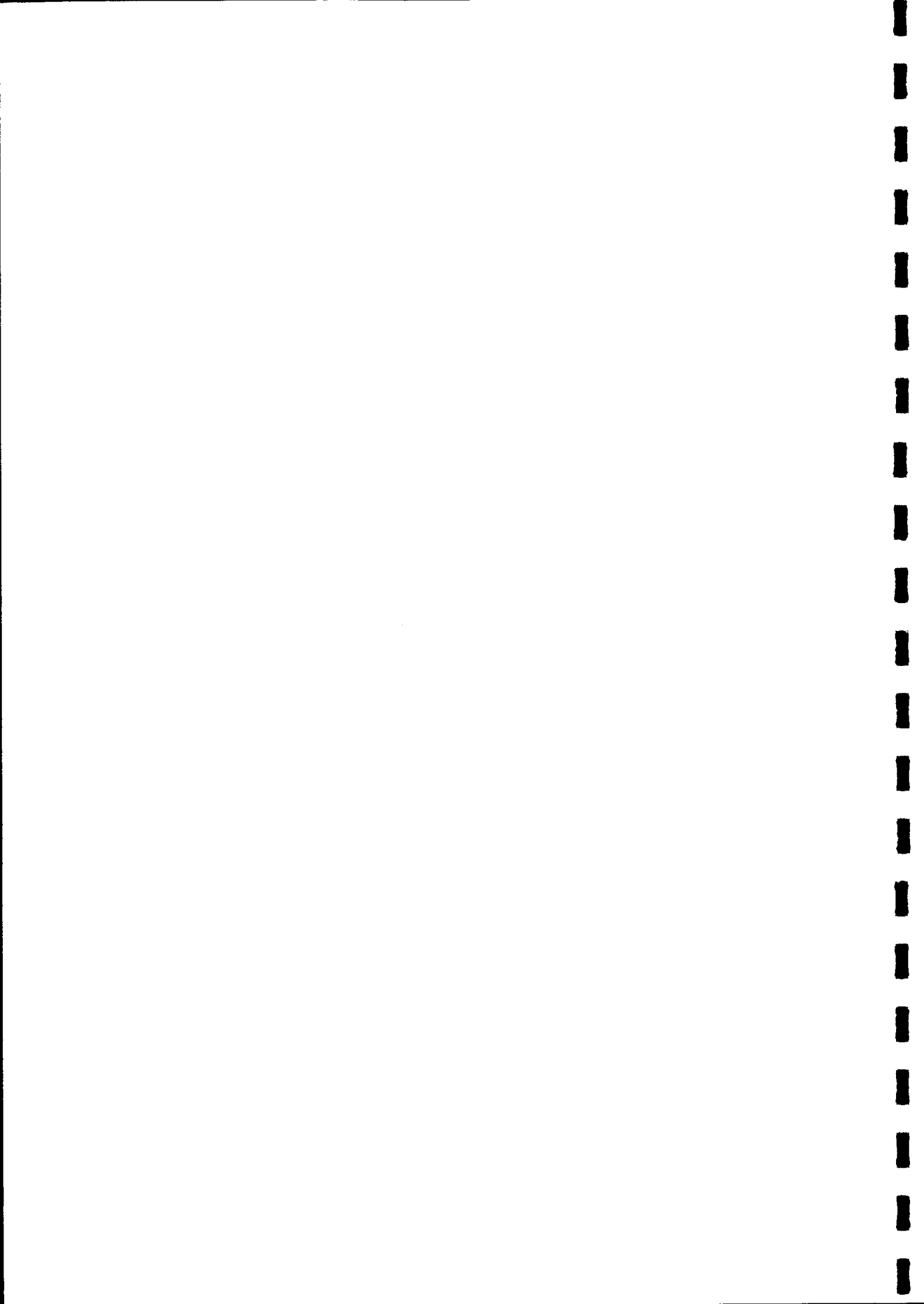
La transition d'un régime totalitaire vers un régime démocratique et le chaos économique qui accompagne le passage d'une économie socialiste à une économie de marché ont bien sûr été des facteurs multiplicateurs de criminalité. Ne possédant pas encore de chiffres fiables on ne peut que procéder par comparaison. Si, dans ce domaine, le processus ukrainien s'apparente au processus russe il n'en revêt pourtant pas l'ampleur. Parmi les nombreuses raisons on peut citer:

- le caractère plus pacifique des ukrainiens
- le décalage de deux à trois ans dans l'évolution sociale et économique des deux pays depuis l'indépendance
- la position " provinciale" de Kiev par rapport à Moscou

On peut attribuer la majorité des crimes et délits à la nouvelle Mafia. Il en résulte que l'ukrainien moyen n'est pas ou peu touché par l'augmentation de la criminalité. Les étrangers sont principalement victimes de cambriolages et de vols de voitures.

A la différence de nombre de capitales européennes il est encore possible de se promener le soir tard dans les rues sans craindre de se faire agresser par de " petits délinquants ".

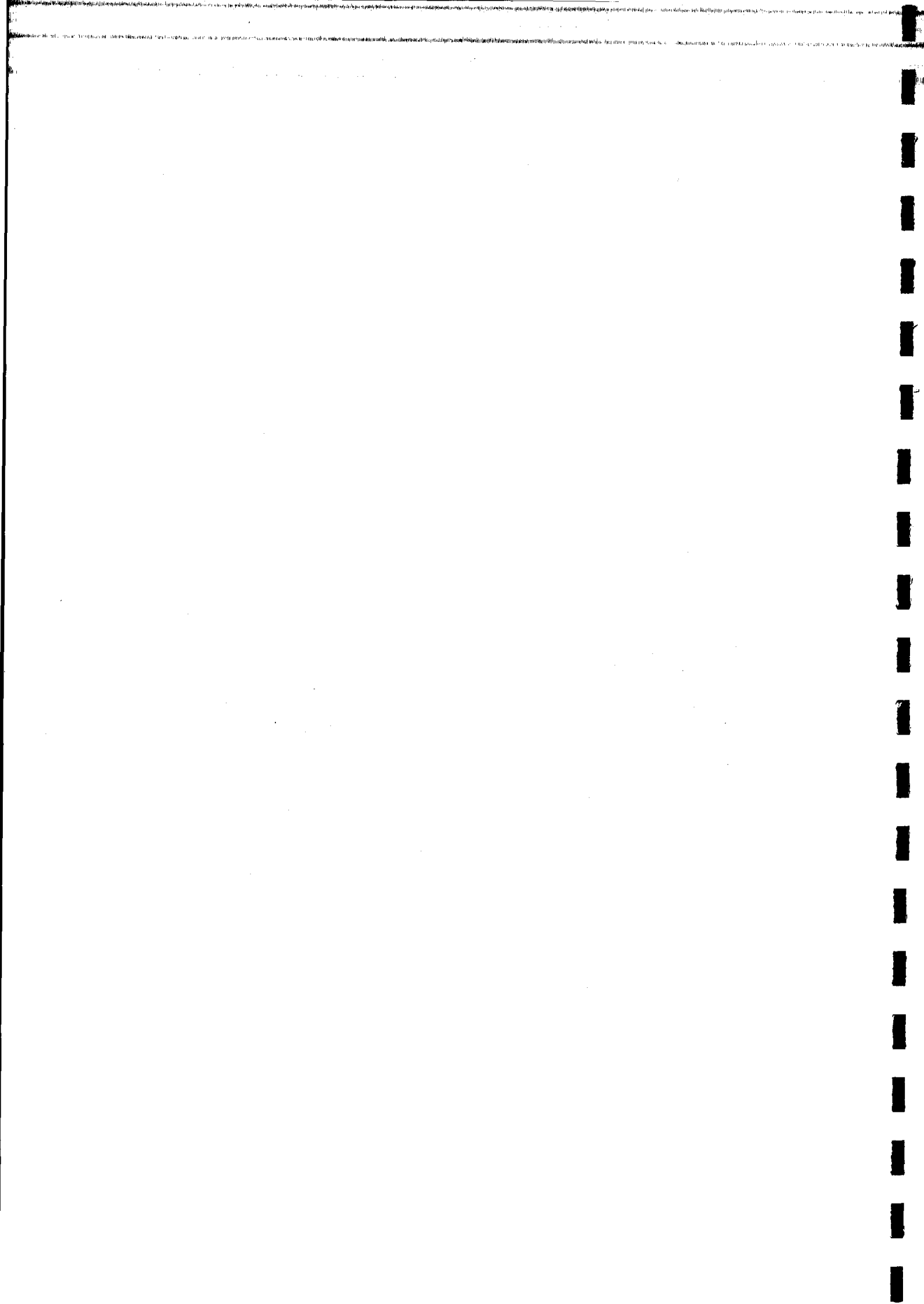
Il convient toutefois d'être vigilant car l'évolution de la situation est très rapide dans ce domaine. De plus ce relatif " déficit criminel " attire de nombreux ressortissants des autres ex-républiques soviétiques.



UKRAINE



CULTURE



CULTURE

Danse

Peinture

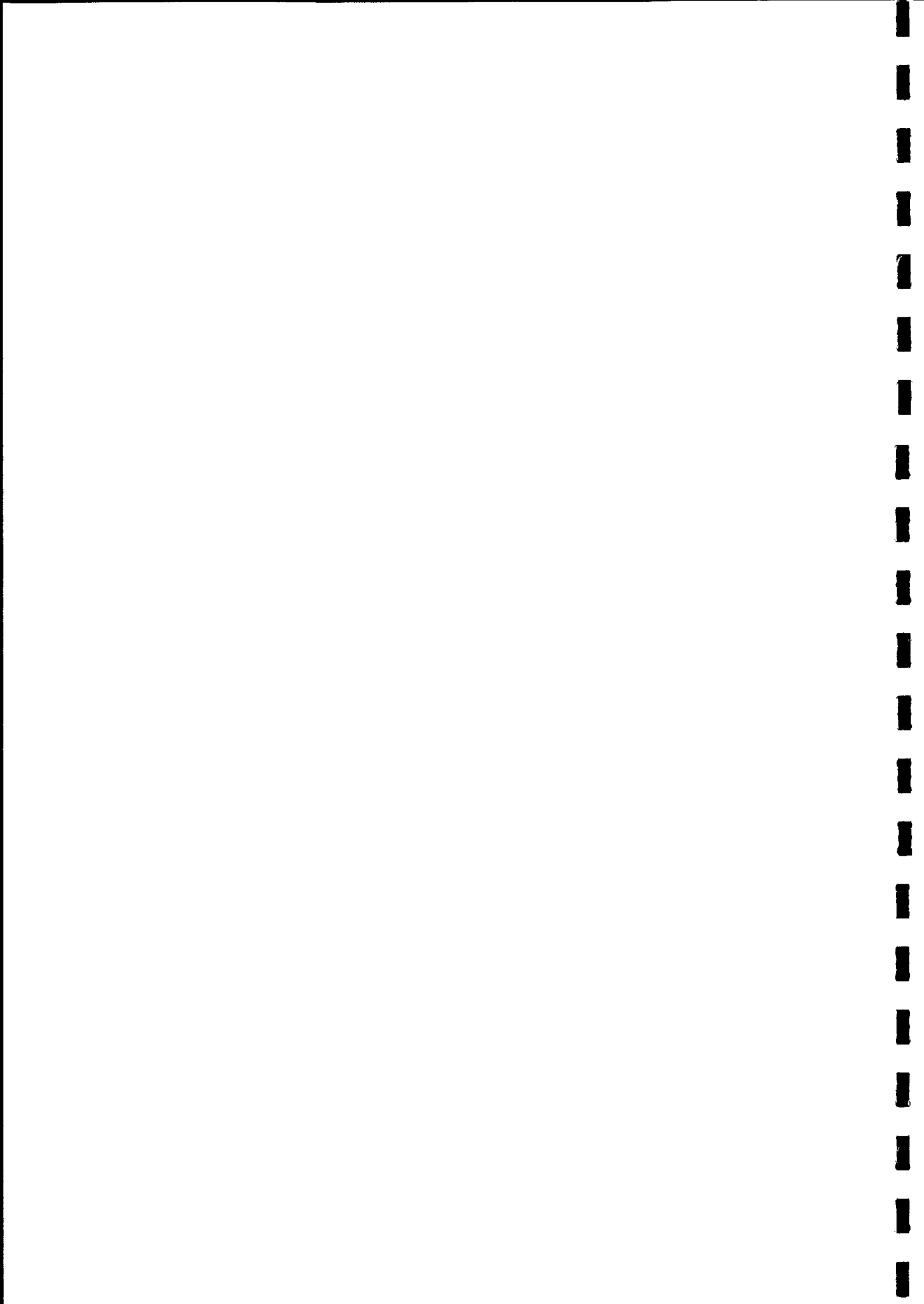
Musique

Littérature

Architecture

Annexes





CULTURE UKRAINIENNE

La culture ukrainienne en tant que telle est très difficile à définir. L'Ukraine, n'ayant pratiquement jamais existé en tant qu'Etat, a été empêchée de se forger une réelle culture se différenciant de celle des Etats dans lesquels elle était incluse.

Dans chaque domaine ont été recensés les personnes qui ont contribué à exprimer l'âme ukrainienne. Cette approche, peut-être contestable, est la seule qui permette actuellement d'écrire sur ce sujet.

Danse

Serge Lifar (1905-1986) Danseur et chorégraphe français d'origine ukrainienne (né à Kiev). Engagé par S de Diaghilev dans les " Ballets russes " en 1923.

Peinture

La peinture s'est très longtemps confondue avec l'art religieux et les icônes. Les occupants successifs ont veillé à ne pas développer de possibilités de s'exprimer dans ce domaine. La seule forme qui ait vu le jour et survécu est l'art populaire.

M L Khimotchka (tableau en annexe)

M K Tymtchenko (tableau en annexe)

Tarass Chevchenko (1814- 1861)

Musique

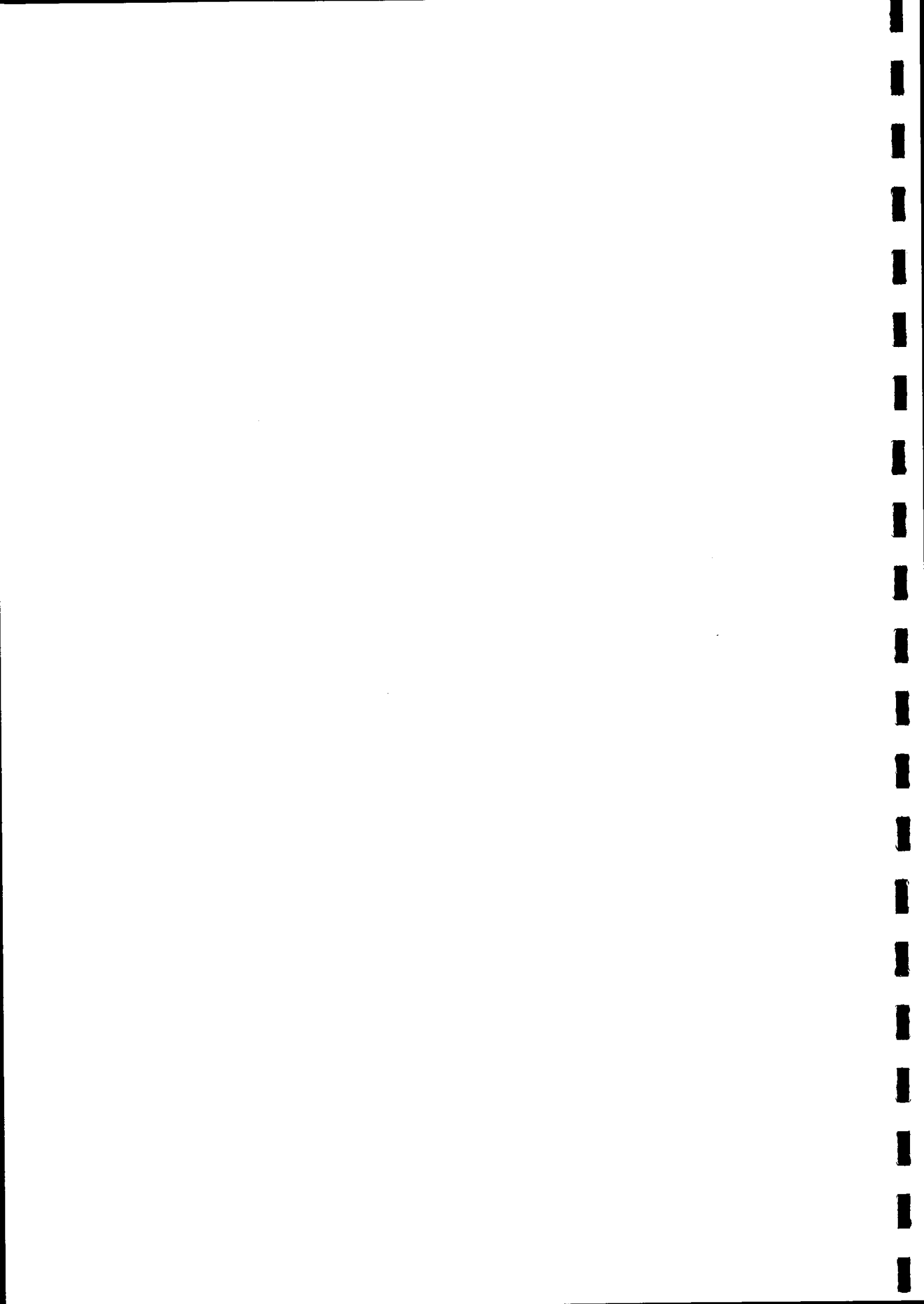
De nombreux musiciens sont nés en Ukraine mais ils ont pratiquement tous émigré soit vers la Russie comme Prokofiev ou vers les Etat Unis comme Vladimir Horowitz, comme Isaac Stern ou comme Sviatoslav Richter.

Seul **Nikolaï Lissenko** (1842-1912) auteur de l'opéra " Tarass Boulba ", en permanence à l'affiche de l'**Opéra de Kiev** (construit en 1867 et disposant de 1600 places) a vécu en Ukraine.

Littérature

On ne peut parler de littérature ukrainienne sans parler de la langue ukrainienne. La langue ukrainienne porte les traces des divers envahisseurs qui ont jalonné son histoire. La langue ukrainienne a beaucoup moins fait d'emprunts au vieux slavon (vieux slave d' Eglise) que la langue russe. L'ukrainien n'a jamais hésité pour combler les lacunes de son vocabulaire à emprunter, presque uniquement, au vocabulaire abstrait polonais ce qui lui était nécessaire. La langue et la civilisation ukrainiennes ont été persécutées sous le tsarisme depuis Pierre Premier puis sous le régime communiste. Les débuts de l'ukrainien en tant que langue littéraire remontent au début du XIX siècle.

Le propos se limitera délibérément aux trois écrivains les plus célèbres qui ont acquis une valeur de symbole dans l'Ukraine indépendante. Chaque ville d'Ukraine possède plusieurs rues, monuments ou institutions qui leurs sont dédiés. Pour mémoire, il existe à Paris (6^{ème} arrondissement) un square Tarass Chevchenko.



Tarass Chevchenko (1814- 1861)

Peintre, poète, patriote, démocrate, ennemi du tsarisme et du servage, porte-parole de son peuple opprimé, il est le Héros national de l'Ukraine indépendante.

Né serf, il fut mis dès onze ans en apprentissage à Saint-Pétersbourg. Jeune artiste de l'académie des beaux arts, plusieurs peintres célèbres de ses amis se cotisent pour obtenir qu'il soit affranchi. Dans le domaine littéraire il devient célèbre en 1840 avec la publication du *Kobzar*, recueil de huit poésies qui marquent la langue et la littérature ukrainiennes. En 1846 il rejoint "la Confrérie", association d'intellectuels qui publie des ouvrages sur l'Ukraine. Nicolas Premier lui reproche des vers "subversifs" et le fait incorporer comme simple soldat "sous surveillance très étroite" avec interdiction d'écrire et de dessiner. Libéré en 1857 il ne sera pas autorisé à retourner en Ukraine et mourra à Saint-Pétersbourg.

Nombre de ses écrits ne seront publiés qu'après la révolution russe de 1905. Certains manuscrits seront retrouvés dans les archives de la Sûreté générale...



Principales oeuvres: **Le Kobzar**
Le rêve
L'hérétique
Le testament

Leissa Ukraiïнка (1871-1913)

De son vrai nom Larissa Kosach, elle est née dans une famille de nobles appauvris. Atteinte de tuberculose dès vingt ans, elle vécut alors en Crimée, Egypte et Géorgie où elle devait mourir.

Principales oeuvres: **Printemps en Egypte**
Inscription dans les ruines
Dans les catacombes

Ivan Franko (1856-1916)

Né en Galicie, fils d'un forgeron, il étudie à Lvov (Lemberg à l'époque) mais doit abandonner ses études. Il les reprendra à Vienne en 1893 mais ses opinions politiques l'empêcheront de soutenir sa thèse de doctorat. Savant, écrivain, romancier, poète, dramaturge et homme politique, il étonne par sa prodigieuse activité.

Principales oeuvres: **Hauteurs et bas fonds**
La mort de Caïn
Mon émeraude



Au XX siècle, les Etats-Unis et surtout le Canada (où vit une importante communauté ukrainienne) ont joué un rôle important de sanctuaire: de nombreuses oeuvres interdites en URSS y ont été éditées.

Il convient quand même de mentionner:

Nicolas Gogol (1809-1852) qui, bien que noble d'origine ukrainienne, a vécu en Russie et n'a écrit qu'en langue russe. bercé par les histoires et légendes ukrainiennes racontées par sa mère il a toutefois écrit sur l'Ukraine. Dans ce domaine son oeuvre la plus célèbre est son roman "**Tarass Boulba**".

Mikhaïl Boulgakov (1891-1940) né à Kiev il a écrit en russe un roman "**La Garde blanche**" dont l'action se déroule à Kiev pendant la révolution d'Octobre et qui met en scène une famille d'officiers servant dans les troupes blanches.

La maison qui fut celle de Boulgakov et qui sert de cadre à son roman est aujourd'hui transformée en musée. Elle est située dans une des rues les plus typiques du vieux Kiev: Andreiski Pousk.

Architecture

Religieuse

Malgré les nombreuses destructions liées aux guerres et au régime communiste, il reste de nombreuses églises pour attester de la grandeur et de l'originalité de la "Russie kiévienne". Kiev à elle seule rassemble de nombreux et prestigieux ensembles religieux:

La Laure de Petchersk (voir annexe)

Ensemble architectural religieux qui regroupe dans une vaste enceinte plusieurs églises, monastères et musées.

La cathédrale Sainte Sophie

Plus ancienne cathédrale d'Ukraine, elle a été longtemps la résidence du Métropolitain.

Soviétique

Pratiquement tous les bâtiments officiels sont des "monuments à la gloire du socialisme". Les colonnades, les faucilles et marteaux et la démesure sont leurs principaux traits marquants.

(voir annexe)



ANNEXE



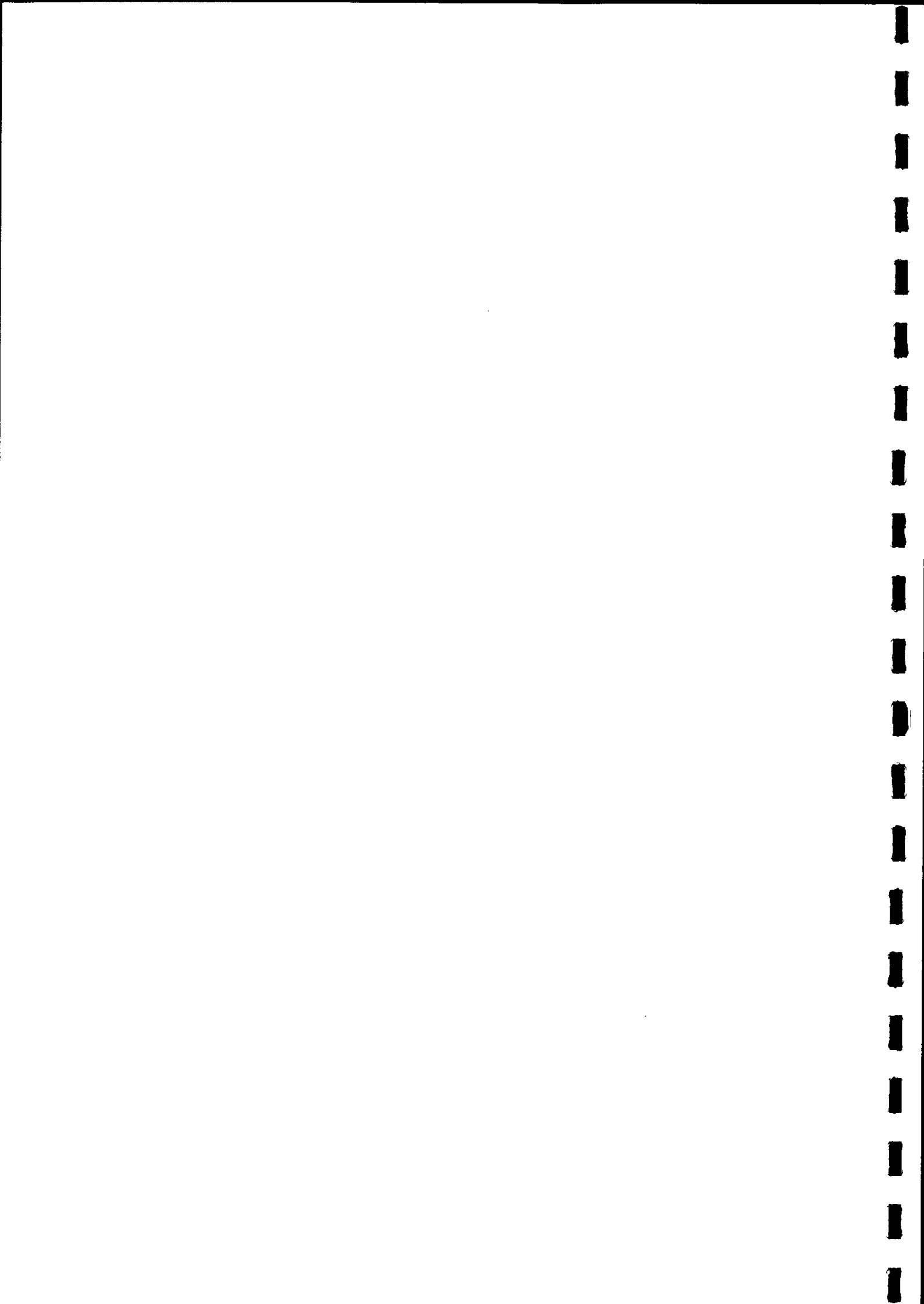
« Fillettes assises sur la palissade » M L Khimotchka



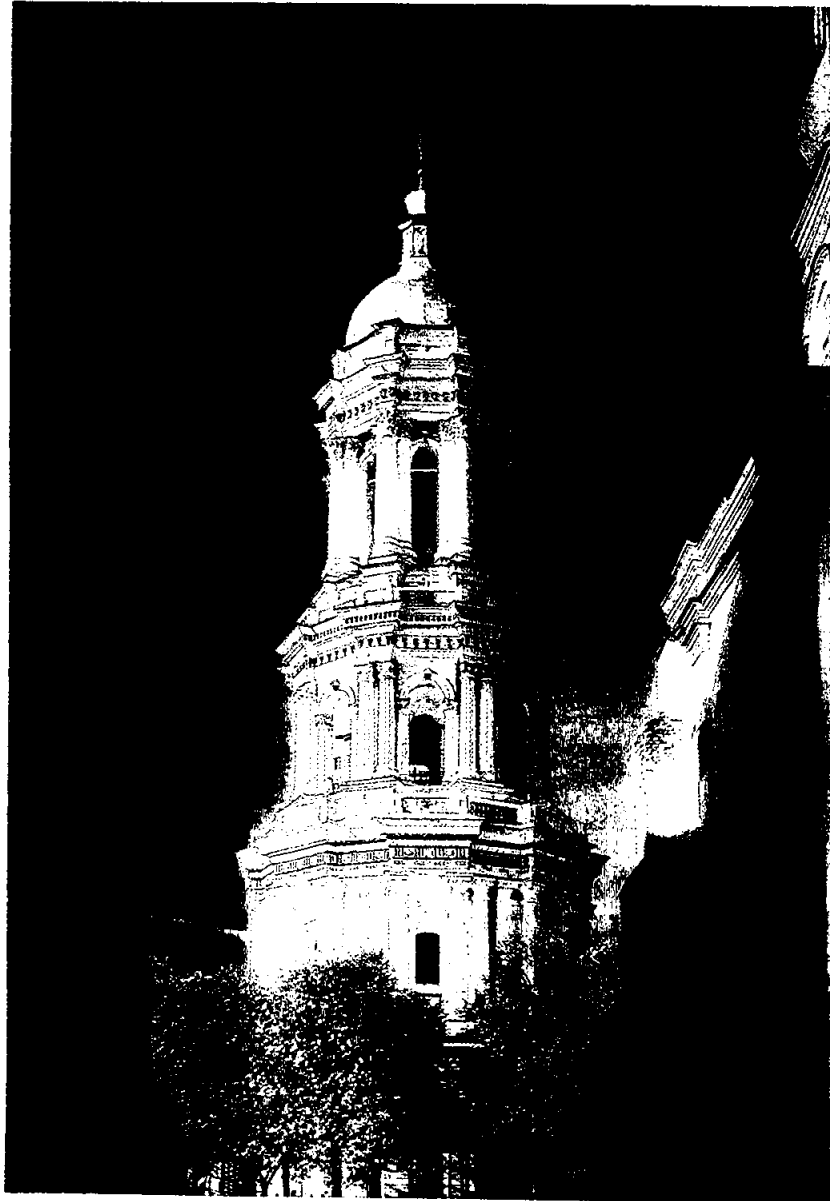
« Katerina » Tarass Chevchenko



« Coqs dans les fleurs » M K Tymtchenko

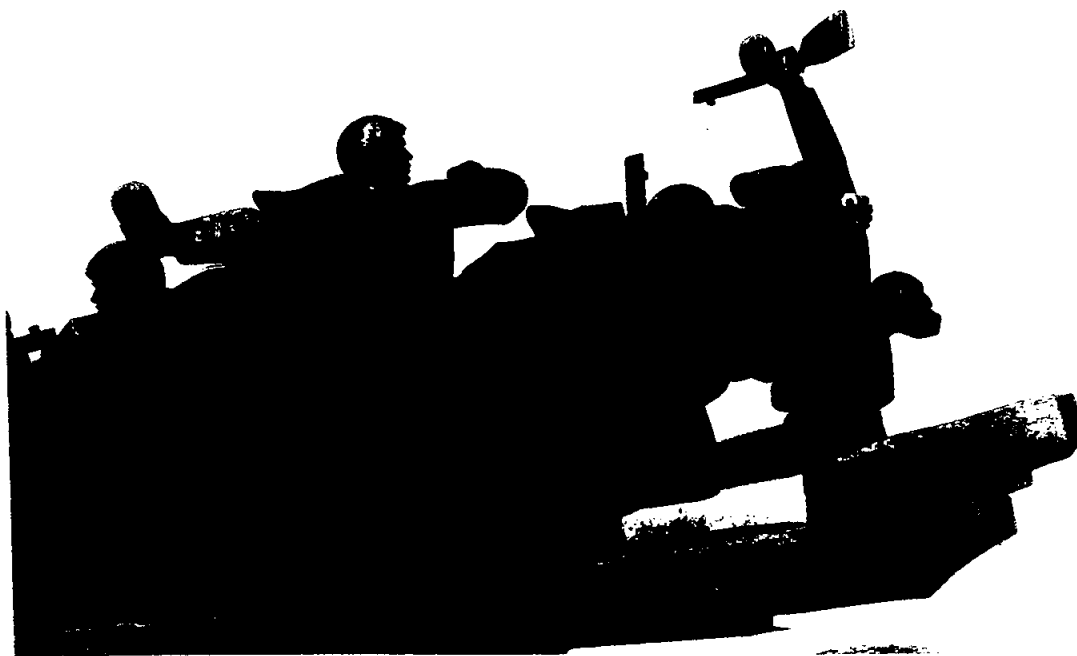


ANNEXE



Laure de Petchersk

ANNEXE



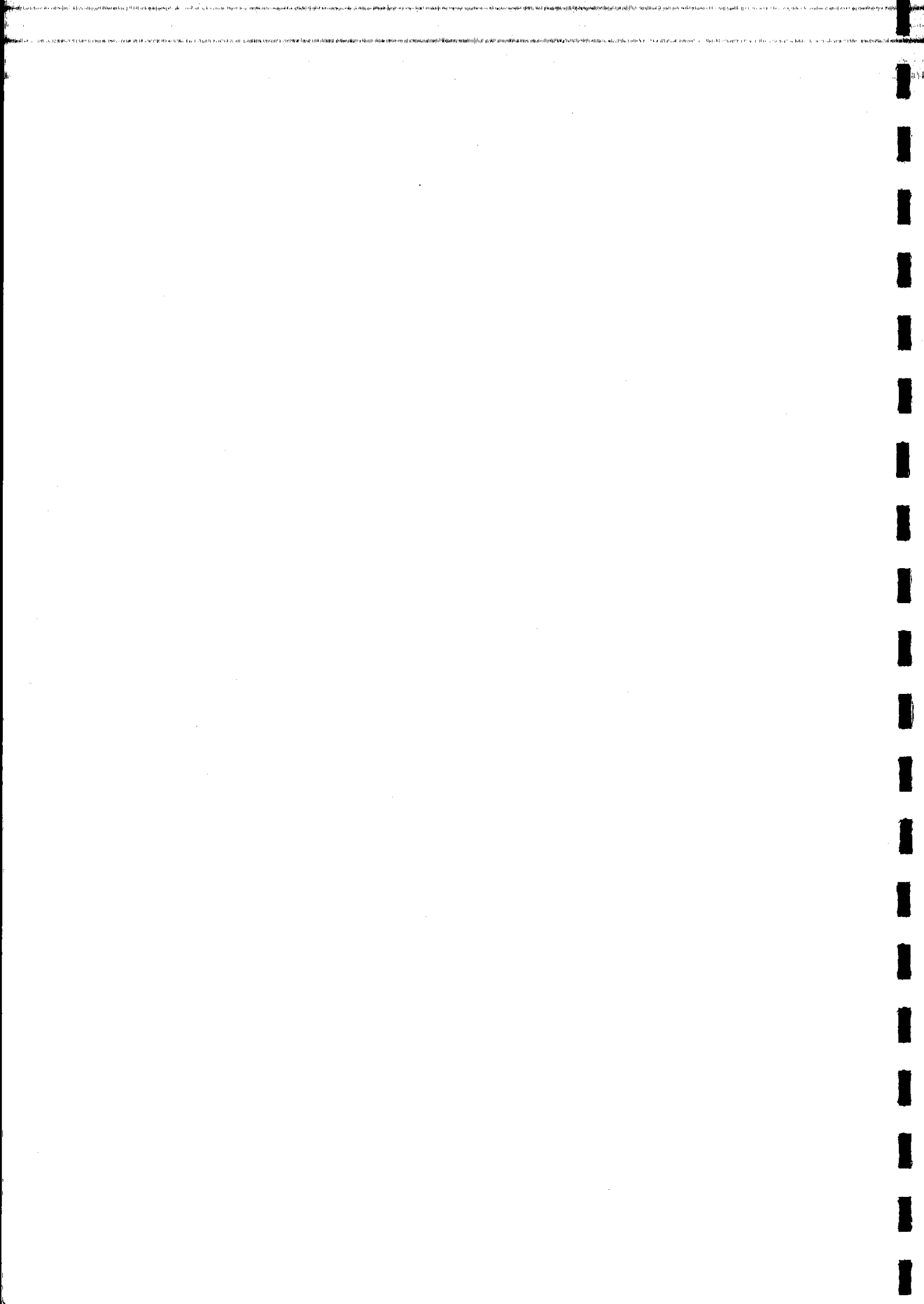
Musée de la Mère Patrie



UKRAINE



POLITIQUE



Politique de l'Ukraine

1°) POLITIQUE INTERIEURE

- 1.1°) La présidence Kravtchouk
- 1.2°) La présidence Koutchma

2°) POLITIQUE EXTERIEURE

- 2.1°) Relations avec la CEI
- 2.2°) Relations avec la Russie
- 2.3°) Relations avec les USA
- 2.4°) Relations avec la Pologne

- Annexe 1 Forces nucléaires stratégiques
- Annexe 2 Crimée



Politique de l'Ukraine

1°) Politique intérieure

Trois ans et demi après son accession à l'indépendance, l'Ukraine présente le visage d'une démocratie parlementaire. Pourtant, au-delà des apparences, l'Ukraine fonctionne encore largement dans le cadre des structures et institutions héritées du système soviétique. A part la création de la fonction présidentielle, l'Ukraine n'a pas adopté de nouvelle constitution. La séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le parlementaire n'est pas clairement fixée alors que l'on se trouve dans un système s'apparentant à une cohabitation. La majorité parlementaire reste de tendance communiste et les gouvernements successifs n'ont été que des coalitions de circonstance entre des réformateurs et d'anciens "apparatchiks".

1.1°) La présidence Kravtchouk

Directeur du département idéologique du Parti communiste de 1980 à 1989 il mène les campagnes contre la dissidence et le nationalisme. Le futur président de l'Ukraine indépendante est élu président du Soviet suprême le 23 juillet 1990 pour défendre les intérêts du Parti communiste d'Ukraine dont il est alors le second secrétaire. Il faudra attendre le putsch raté de Moscou en août 1991 pour qu'il quitte le parti et se déclare indépendantiste. Habille manoeuvrier, il sait convaincre une majorité d'ukrainiens de la sincérité de sa "conversion".

Il concentre ses efforts sur l'affirmation de l'indépendance du pays au détriment des nécessaires réformes économiques. Fin septembre 1992 il remplace M **Vitold Fokine**, Premier ministre, par M **Leonid Koutchma** pour mettre en place des réformes allant dans le sens d'une économie de marché. M Koutchma ne saura pas résister à ceux qui prennent ombrage de sa popularité croissante et démissionne au bout de six mois sans avoir eu le temps de convaincre de la justesse de ses vues. L'immobilisme politique prévaut et la situation politique continue de se dégrader. Les premières élections parlementaires démocratiques du printemps 1994 accentuent la domination des communistes qui apparaît comme un obstacle aux réformes. La bipolarisation nationalistes-communistes au Parlement reflète la division du pays entre l'Ouest imprégné de culture centre-européenne et l'Est industriel et russifié.

1.2°) La présidence Koutchma

Lors des élections présidentielles de juillet 1994 l'Est vote massivement pour M L.Koutchma alors que l'Ouest a massivement voté pour M L.Kravtchouk. M L.Koutchma a affirmé son intention d'engager des réformes mais son action risque de se heurter à l'inertie et au blocage des institutions.

Le chef du gouvernement, Vitali Massol, ancien communiste conservateur nommé avant l'élection présidentielle de cet été, a surpris les députés en leur demandant, en novembre 1994, de soutenir les réformes lancées par le président Koutchma. Cela peut pousser les députés à renoncer à leur propre politique d'obstruction.

La ratification du traité de non-prolifération nucléaire a débloqué les aides occidentales. La dette de 2,5 milliards de dollars due à la Russie a été rééchelonnée.

En mars 1995, admiré pour ses réformes économiques, qui ont permis au pays de ralentir la hausse des prix, de libéraliser les prix et le commerce, et d'amorcer la privatisation de l'industrie, L Koutchma semble avoir au moins réussi à débloquer la situation politique et économique du pays.

2°) Politique extérieure

2.1°) Relations avec la CEI

L'Ukraine a toujours voulu voir en priorité dans la CEI une structure de concertation économique et a toujours refusé une structure supranationale dirigée par Moscou. Elle n'a pas ratifié la Charte de la CEI et n'a pas adhéré à l'accord de sécurité collective. Ses divergences sur la nature et les objectifs de la CEI a, depuis sa création, entravé l'évolution de la Communauté.

Depuis janvier 1994 on assiste à une amélioration des relations et, par exemple, le ministre de la Défense ukrainien siège comme observateur au Conseil des ministres de la défense de la CEI.

2.2°) Relations avec la Russie

Après une période initiale d'opposition qui se sont focalisés sur les grands problèmes:

- Transfert des armes nucléaires stratégiques (voir annexe 1)
- Partage de la flotte de la mer Noire
- Crimée (voir annexe 2)

le président L.Kravtchouk a dû abandonner son discours nationaliste (chantage énergétique) pour amorcer une coopération plus étroite et se maintenir au pouvoir.

M.Koutchma privilégie le réalisme politique et économique et voit en la Russie un partenaire incontournable mais s'oppose à la constitution d'un bloc économique dirigé par elle.

2.3°) Relations avec les USA

Les USA qui souhaitent conserver un seul interlocuteur dans les négociations sur le désarmement considèrent que le démembrement de l'URSS, en renforçant le camp des nostalgiques de l'Empire, a été un risque pour les partisans de la démocratisation alors qu'il fallait déjà digérer la perte de l'Europe centrale et la présence d'une Allemagne réunifiée au sein de l'OTAN.

Par la suite, l'attitude occidentale lors des querelles Russo-ukrainiennes a été de soutenir l'indépendance de Kiev tout en ménageant Moscou, rassurant l'Ukraine et la poussant sur la voie du désarmement nucléaire. Après la ratification du traité de non-prolifération nucléaire en novembre 1994 les relations ont franchi un nouveau stade et peuvent être qualifiées de bonnes.

2.4°) Relations avec la Pologne

Après une période initiale de méfiance due à l'histoire des deux pays, les rapports se sont grandement améliorés. Un traité d'amitié et de coopération signé dès 1992 comprend un volet militaire limité. En 1993 un accord de lutte contre le terrorisme, la criminalité internationale et le trafic des stupéfiants est signé.

Les deux pays voient dans leur indépendance respective un frein à la reconstitution d'un " Empire russe ".

Annexe 1

Forces nucléaires stratégiques

A la suite de l'éclatement de l'URSS, l'Ukraine a hérité d'un arsenal nucléaire considérable. Si dès 1992 toutes les armes tactiques sont rendues à la Russie, il n'en va pas de même pour les armes stratégiques. Les armes restant sur le territoire ukrainien se décomposent en:

- 176 missiles balistiques (130 SS-19 & 46 SS-24) soit 1240 têtes
- 37 bombardiers stratégiques (21 Tu-95 & 16 Tu-160) soit 528 têtes

L'accord de Minsk du 30 décembre 1991 reconnaît à l'Ukraine un droit de veto sur l'emploi des armes stationnées sur son territoire.

Si l'Ukraine a déclaré dès son indépendance sa volonté d'être un état non nucléaire il ne faut pas négliger, au delà du problème du droit de propriété des armes nucléaires, les besoins de garanties de sécurité et les compensations liées à la valeur marchande de ces armes.

Les dirigeants ukrainiens, en préalable à la ratification des différents accords (START-1, Lisbonne, TNP) revendiquent les garanties suivantes:

- une clause de non-agression militaire de la part de chacune des puissances nucléaires
- la reconnaissance inconditionnelle de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières actuelles de l'Ukraine
- l'assurance de la non-utilisation de pressions économiques.

Les hésitations des ukrainiens à ratifier ces traités, outre l'attitude de la Russie, s'expliquent aussi par le sentiment d'être abandonnés par les occidentaux.

Le 23 mai 1992 l'Ukraine signe le protocole additionnel de Lisbonne et adhère au traité START 1. Cependant, de nombreux passages importants de l'accord de Lisbonne ont été intentionnellement formulés de façon très vague. Cela n'a donc pas permis de résoudre les problèmes du contrôle et de la propriété des armes nucléaires et n'a pas défini de lien direct et explicite entre la ratification de START et l'adhésion au TNP.

Le 14 janvier 1994, Leonid Kravtchouk signe un accord de dénucléarisation avec Boris Eltsine et Bill Clinton mais il est obligé d'en diminuer la portée pour essayer de le faire accepter par son parlement. Le 3 février le parlement refuse de ratifier ce traité mais accepte le principe de la dénucléarisation complète en conservant quelques cartes pour de futurs marchandages. En effet dès le 9 février un accord est signé avec Moscou sur les compensations pour le démantèlement de la totalité des armes nucléaires. Le 4 mars, à l'issue d'une visite officielle de Leonid Kravtchouk aux USA, Bill Clinton a annoncé qu'il allait doubler son aide économique et financière à l'Ukraine.

Le 16 novembre 1994 le Parlement accepte finalement de ratifier le TNP en échange de garanties internationales sur la sécurité du pays. Le 5 décembre l'Ukraine adhère, en tant qu'Etat non-nucléaire, au TNP.

Annexe 2

CRIMEE

La Crimée est la principale pomme de discorde entre la Russie et l'Ukraine. Moscou n'a jamais vraiment admis que l'Ukraine devienne indépendante (" si L'URSS perd l'Ukraine, elle perd la tête " V.I.Lénine) et encore moins qu'elle emporte l'un des joyaux de l'Empire russe, la péninsule de Crimée, sa flotte de la mer Noire, son port de Sébastopol.

La légitimité juridique des Ukrainiens se heurte à celle démographique des Russes tandis que la légitimité historique est, elle, revendiquée par les Tatars qui peuplaient la Crimée avant d'être déportés par Staline et, qui, peu à peu y reviennent.

Pour les nationalistes russes elle est le symbole de la puissance russe humiliée. Les députés de Moscou voteront même en 1993 le rattachement de Sébastopol à la Russie au grand embarras du Kremlin. Pour lui, dans le jeu des pressions exercées sur l'Ukraine, la Crimée est un élément important certes, mais qui ne doit pas conduire à la rupture.

Iouri Metchkov, ex-champion de tir du KGB, est élu président de la république autonome de Crimée en janvier 1994 et promet de rattacher la Crimée à la Russie. Mais en Juillet 1994, le russophile L.Koutchma est élu président en promettant de coopérer avec Moscou et le Russe I.Metchkov déclare en ukrainien " La Crimée fait partie de l'Ukraine. Nous ne voulons pas changer les frontières "...

En fait on assiste sur place à une bataille pour les richesses de la région et certains élus locaux avouent vouloir en faire le " Hongkong de la mer Noire ".

Pour se maintenir en place chacun joue selon les circonstances la carte de Moscou ou de Kiev. Les deux capitales avancent lentement leurs pions, cherchant à acquérir ou consolider des avantages sans faire de concessions apparentes risquant de leur faire perdre la face.

UKRAINE



DEFENSE



Les forces armées ukrainiennes

1°) LE POIDS DU PASSE

- 1.1°) Le processus d'Ukrainisation de l'Armée soviétique.
- 1.2°) Les forces armées à l'indépendance.

2°) LA POLITIQUE DE DEFENSE

- 2.1°) Evaluation de la menace.
- 2.2°) La Politique de Défense.
- 2.3°) Le Budget de la Défense.
- 2.4°) Organisation politique de la Défense.
- 2.5°) L'Ukraine dans la CEI.

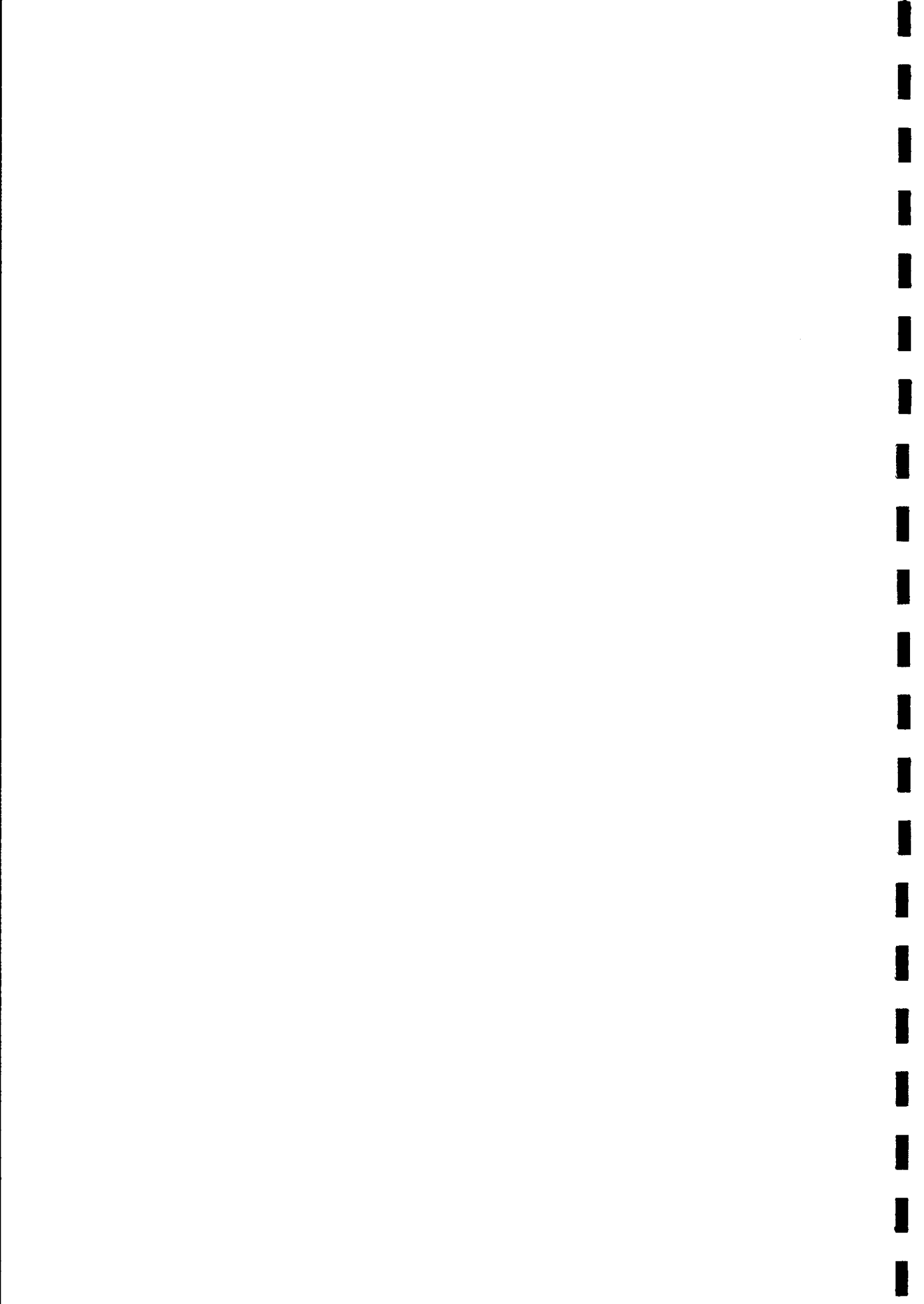
3°) ORGANISATION GENERALE.

- 3.1°) Les Forces terrestres.
- 3.2°) La Défense territoriale.
- 3.3°) L'Armée de l'Air.
- 3.4°) La Marine.

4°) LES PERSONNELS

- 4.1°) Les cadres.
- 4.2°) Les militaires du rang.

5°) LA FLOTTE DE LA MER NOIRE



LES FORCES ARMEES UKRAINIENNES

1°) LE POIDS DU PASSE

1.1°) Le processus d'Ukrainisation de l'Armée soviétique.

A son indépendance, l'Ukraine, deuxième nation d'Europe, possédait la plus forte armée à l'ouest de l'Oural. Kiev fit preuve de beaucoup d'empressement pour revendiquer les forces militaires soviétiques en garnison sur son territoire et y réussit. Cette nouvelle armée ukrainienne allait être le ciment de la construction du nouvel Etat.

Le processus d'Ukrainisation de l'Armée Rouge fut inauguré en douceur en 1990 et, on commença par l'Ukraine occidentale. L'Ukraine eut beaucoup de chance, car la politique de déploiement à l'ouest de l'Armée rouge signifiait que le gros des forces militaires basées sur son territoire se trouvait dans la partie la plus farouchement nationaliste du pays. Dans le système soviétique, les administrations des oblasts étaient responsables du recrutement. Les collectivités locales nationalistes de l'Ukraine occidentale, élues en 1989, mirent leur nouveau pouvoir à profit pour subvertir l'Armée soviétique. Contrairement aux gouvernements nationalistes baltes qui refusaient de fournir des conscrits aux "occupants étrangers", les Ukrainiens remplirent leurs quotas de conscription, mais à condition que les recrues ukrainiennes servent seulement en territoire ukrainien. Cette stratégie réussit sur deux fronts. D'abord, elle contribua à gagner à la cause de l'indépendance l'ensemble des officiers, russes pour la plupart, servant dans l'ouest de l'Ukraine. Certes, l'idée d'indépendance répugnait à la plupart de ces hommes, mais la coopération avec le gouvernement local national présentait un avantage pratique: il fournissait à l'armée un flot régulier de recrues qui ne rechignaient pas au service, alors que leurs camarades officiers, en garnison dans d'autres régions d'Union soviétique devaient faire face à des désertions de plus en plus massives. Ensuite, la méthode fut appréciée des soldats et de leurs parents et leur apporta la preuve que l'indépendance avait des avantages pratiques. Les administrations de l'Ukraine occidentale offraient un refuge à toutes les recrues ukrainiennes qui avaient déserté, à condition qu'elles aient été en dehors du territoire national; mais à la grande joie des généraux soviétiques, au lieu de les libérer de leurs obligations, les administrateurs de Galicie les envoyaient terminer leur service dans des unités basées en Ukraine. L'initiative prise en Ukraine occidentale se révéla si populaire qu'elle finit par être adoptée à l'échelle nationale après que les oblasts du centre et de l'est l'eurent copiée. Dans l'ensemble, les idées nouvelles lancées dans l'ouest du pays furent reprises par les élites communistes de Kiev.

L'ukrainisation de l'armée soviétique prit de la vitesse pendant l'été 1991, après la tenue de la première réunion de l'union des officiers d'Ukraine qui scella publiquement l'alliance entre les militants nationalistes et les élites militaires soviétiques. Après l'échec du putsch d'août, l'ukrainisation de l'Armée rouge s'accéléra encore. La faction pro-soviétique du haut commandement subit une purge discrète et on la remplaça par des officiers pro-ukrainiens, en particulier le nouveau ministre de la Défense, le général Morozov. Russophone, d'origine du Donbass, Morozov était un représentant de ces officiers soviétiques pour lesquels servir en Ukraine était un choix moral et personnel, ne relevant d'aucun déterminisme ethnique. Il instaura un nouveau serment de fidélité et limogea tous les officiers et soldats qui ne voulaient pas professer publiquement cette nouvelle allégeance. Au moment de la dissolution officielle de l'URSS, l'armée soviétique en territoire ukrainien, à l'exception

des forces nucléaires stratégiques et de la flotte de la mer Noire, était prête à rompre tous les liens avec Moscou.

La réussite de l'Ukraine dans cette reprise de l'armée soviétique offre un bon exemple de la politique très élaborée de construction de la nation que poursuit le gouvernement, alors que le pays était encore une république soviétique. En effet, moins de 6 mois auparavant, G. Bush était convaincu qu'il était possible de persuader l'Ukraine de rester dans le giron soviétique. Les dirigeants avaient vu juste en pensant que l'ukrainisation de l'armée était la pierre angulaire de leur édifice; dans le même temps, ils prenaient des mesures pour affermir leur pouvoir sur les administrations régionales et sur les structures économiques. La décision politique prise par la majorité des élites soviétiques d'Ukraine signifiait que les présidents de kolkhoze, les directeurs d'usine, les premiers secrétaires et les administrateurs des oblasts commençaient tous à tourner leurs regards vers Kiev et non plus vers Moscou. Ce changement progressif dans les fidélités fût souligné par la création graduelle d'un cadre républicain légal, souvent en conflit avec la législation soviétique.

1.2°) Les forces armées à l'indépendance.

Les forces armées de l'URSS étaient réparties en cinq types de forces qui sont l'équivalent de nos armées:

- Les forces terrestres
- Les forces aériennes
- La défense aérienne
- Les forces navales
- Les troupes de fusées stratégiques.

A son indépendance, l'Ukraine comptait plus de 800.000 soldats, appartenant à ces forces et répartis en 20 divisions de manoeuvre plus une division de défense côtière basée à Sébastopol. L'aviation comptait 230 intercepteurs et 620 avions de chasse et d'appui tactique. La flotte de la mer Noire comptait 24 gros bâtiments de combat, 22 frégates, corvettes et destroyers, 24 sous-marins d'attaque classiques plus des chasseurs de mine et des unités de lutte anti-sous-marine, ainsi que 300 appareils de l'aéronautique navale.

Les croquis en annexe donnent un aperçu de cet état des forces.

2°) LA POLITIQUE DE DEFENSE

2.1°) Evaluation de la menace.

L'Ukraine considère comme adversaire potentiel tout Etat dont la politique déclarée peut représenter une menace de guerre à son égard, constituer une ingérence dans ses affaires intérieures et porter atteinte à son intégrité territoriale et à ses intérêts nationaux.

En fait, l'obsession de l'Ukraine est d'exister en tant qu'Etat indépendant par rapport à la Russie dont elle s'est politiquement détachée mais dont elle apparaît de plus en plus comme l'otage économique et dont elle craint la puissance militaire.

Se considérant comme non menacée par l'Occident dont elle recherche au contraire l'appui, l'Ukraine désigne implicitement son puissant voisin dans sa définition

d'un adversaire potentiel. Mais le déploiement omnidirectionnel de son appareil militaire est révélateur de l'ambiguïté de sa position, tiraillée entre le souci de s'affirmer face à la Russie en tant qu'Etat, et celui de désamorcer les tensions.

Pour échapper à l'emprise de Moscou et prendre sa place sur le continent européen, Kiev a cherché et obtenu des garanties de sécurité tant du côté des puissances occidentales, notamment des Etats-Unis, que du côté de la Russie. Pour cela, elle a largement utilisé comme monnaie d'échange les armes nucléaires déployées sur son sol.

Il n'en demeure pas moins qu'en deux ans la Russie a, grâce à des moyens de pression économique judicieusement utilisés, réussi à ramener l'Ukraine dans son espace économique et stratégique.

2.2°) La Politique de Défense.

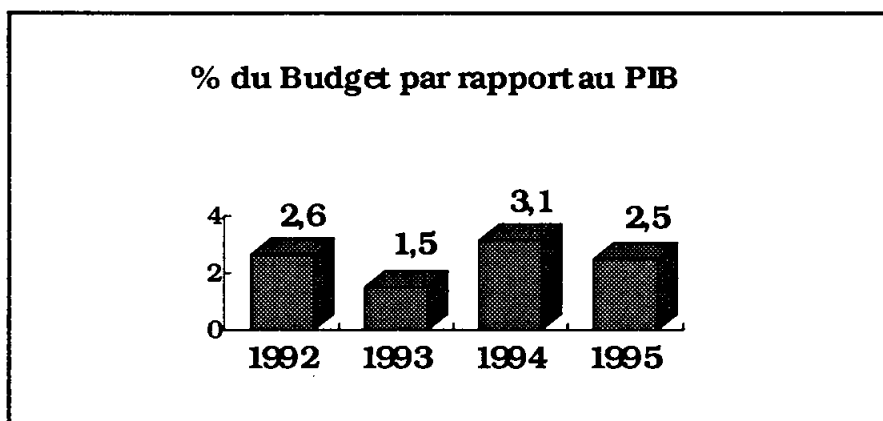
L'effort de défense de l'Ukraine est un concept global qui prévoit la mobilisation de toutes les forces économiques et institutionnelles de la nation pour les préparer à fonctionner en temps de guerre.

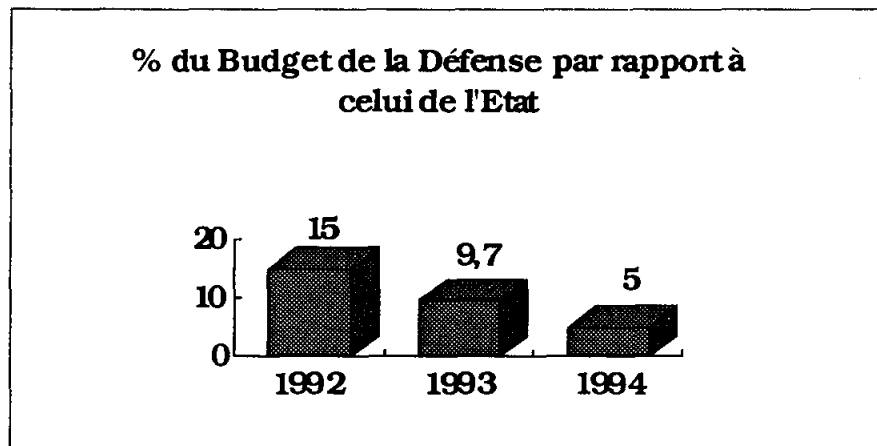
La doctrine militaire de l'Ukraine, votée le 19 octobre 1993, a pour base légale la constitution, la loi sur la défense, la loi sur les forces armées; elle se veut essentiellement défensive; elle rejette l'appartenance à tout bloc et affirme la volonté d'adopter, en échange de garanties de sécurité de la part de la communauté internationale, un statut d'Etat non nucléaire.

La défense de l'intérêt national est au centre de la politique de sécurité. Comme piliers de sa doctrine l'Ukraine a repris à son compte les grands principes du droit international énoncés dans la charte de l'ONU, dans l'acte final Helsinki et dans les documents de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

2.3°) Le Budget de la Défense.

L'édification des forces armées nationales s'effectue dans un environnement économique désastreux. Compte-tenu de la dévaluation continue de la monnaie nationale, le karbovanets, seule une évaluation en pourcentage est significative. Le budget de défense de l'Ukraine pour 1994 est estimé à environ 5% du budget de l'Etat et à environ 3% du PIB.





Le Ministre de la Défense a annoncé que cette politique de diminution budgétaire, destinée à sortir l'Ukraine de la crise tout en maintenant sa capacité de défense, serait poursuivie. En effet, le budget actuel des armées ne correspond pas aux capacités économiques du pays. Les crédits ne constitueront plus désormais des montants arbitraires, mais seront accordés à des programmes concrets comme la production et l'acquisition d'armements et de matériels modernes. Une part importante du budget sera allouée à des projets à caractère social, dont la construction de logements notamment.

2.4°) Organisation politique de la Défense.

L'organe suprême de mise en oeuvre de la politique de défense est le conseil de sécurité nationale créé par décret du 1^o juillet 1992. Sous l'autorité du Président de la République, chef des armées, il est chargé d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique de défense du pays.

Il existe également un organisme plus restreint, le Conseil de défense qui examine plus particulièrement les questions purement militaires.

Le ministre de la Défense exerce la direction permanente des forces armées. Il a à sa disposition l'Etat-major général.

2.5°) L'Ukraine dans la CEI.

La Russie est encore présente en Ukraine: elle a déclaré avoir sur le territoire de la Crimée, (déclaration FCE du 01/01/1994), une brigade d'infanterie navale et une division de défense côtière, soit un effectif de 3600 hommes sous double commandement russo-ukrainien. (hors FMN et forces nucléaires)

La question nucléaire est étudiée dans la partie "Politique de l'Ukraine".

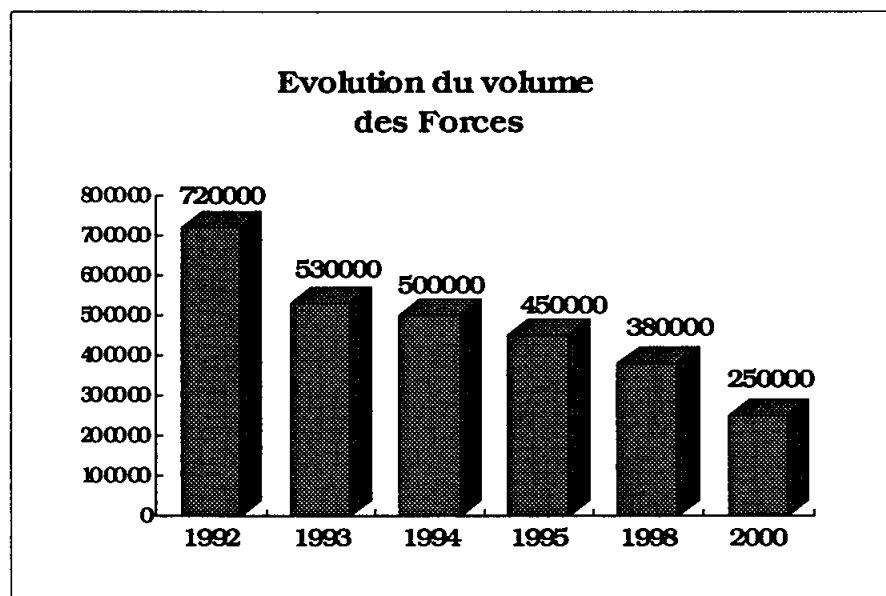
Le commandement des forces armées unifiées de la CEI a laissé la place à un état-major de coordination militaire des Etats de la CEI, dont un des objectifs principaux est la réorganisation de la défense aérienne et du réseau C³I de l'ancienne URSS. Grâce à des accords bilatéraux, la Russie bénéficie encore des informations de situation aérienne des pays

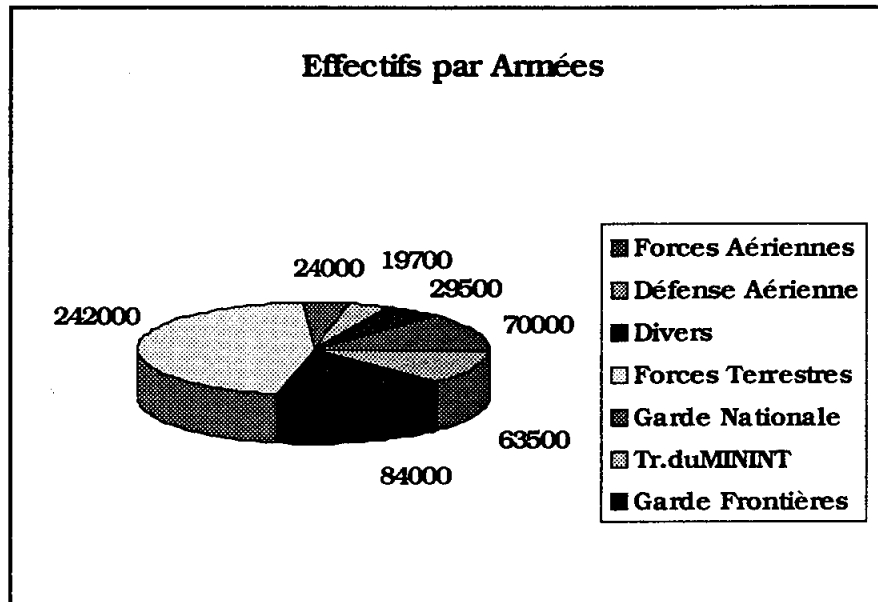
de l'ex-URSS, informations essentielles pour donner à la défense aérienne un préavis suffisant en cas d'attaque.

3)° ORGANISATION GENERALE.

L'Ukraine a dû assumer un héritage militaire surdimensionné, eu égard à ses besoins et à ses ressources. Les effectifs qui avoisinaient les 800.000 hommes en 1992 ont été officiellement ramenés à 530.000 hommes début 1994. Les forces armées comptent aujourd'hui quelques 450.000 hommes dont 200.000 (d'active) pour les forces terrestres. Ce plafond de 450.000 hommes a été fixé par le Parlement dans le cadre du traité sur les forces conventionnelles en Europe. L'ensemble des forces devrait être réduit à 220/250.000 hommes d'ici à l'an 2000, les forces terrestres devant à cette date comprendre un effectif proche de 120.000 hommes.

Initialement réparties en trois régions militaires léguées par l'organisation soviétique (régions de Kiev, des Carpates et d'Odessa), les forces armées ukrainiennes ont fait, en 1992 et 1993, l'objet d'une réorganisation en deux commandements opérationnels interarmées: l'un à Lvov (Commandement opérationnel Ouest), l'autre à Odessa (commandement opérationnel Sud). La majeure partie des grandes unités de l'ancienne région de Kiev a été intégrée au commandement opérationnel d'Odessa, les autres étant subordonnés, comme unités organiques, à l'Etat-major général des forces armées.





La Garde nationale, les troupes du ministère de l'intérieur et des gardes frontières ne relèvent du MINDEF qu'en temps de guerre. Elles lui sont alors subordonnées au plan opérationnel.

3.1°) Les Forces terrestres. (Voir déploiement sur carte en annexe)

Les forces terrestres comprennent actuellement six corps d'armée, soit, avec les unités organiques de l'EMG et des commandements opérationnels, une vingtaine de grandes unités (divisions, brigades) blindées mécanisées. Le commandement ukrainien a à sa disposition une division et deux brigades aéromobiles, noyau probable d'une future force d'intervention rapide.

A terme, chaque commandement opérationnel devrait comprendre trois corps d'armée articulés en trois ou quatre brigades mécanisées. L'effectif de chacun des commandements opérationnels serait de 90.000 hommes environ. Cette transformation est en cours mais s'effectue à un rythme lent, compte-tenu des difficultés budgétaires auxquelles le MINDEF doit faire face.

Au 1° janvier 1994, les forces terrestres représentent environ 200.000 combattants. D'ici à l'an 2000, cet effectif devrait être ramené à 120-150.000 hommes.

Leur répartition sur le terrain vous est présentée en annexe.

3.2°) La Défense territoriale.

Parallèlement aux forces armées a été créée une **Garde Nationale**, dont l'effectif en 1994, voisin de 24.000 hommes, pourrait atteindre 30.000 hommes ultérieurement. Institution armée gouvernementale, la garde a pour mission:

- la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Etat,
- la protection de la vie et de la dignité des citoyens, de leurs droits constitutionnels et de leurs libertés,
- la garde des ambassades,
- l'intervention en cas de catastrophe naturelle.

3.3°) L'Armée de l'Air.

Les forces de défense de l'espace aérien se divisent en deux composantes distinctes: les **forces aériennes** et les **forces de défense aérienne**. Un projet de commandement unifié qui avait connu un début de réalisation a finalement été reporté devant l'opposition des états-majors concernés.

Les forces aériennes. (Voir déploiement sur carte en annexe).

Les anciennes armées aériennes soviétiques basées en Ukraine ont été réorganisées en cinq groupes aériens:

- le groupe aérien sud (PC à Odessa): 300 appareils
- le groupe aérien ouest (PC à Lvov): 200 appareils
- le groupe aérien à long rayon d'action: 100 appareils
- le groupe aérien de transport militaire: 50 appareils
- le groupe aérien d'instruction.

La création des groupes aériens à long rayon d'action et de transport militaire révèle la volonté de l'Ukraine de conserver une capacité de projection extérieure.

La défense aérienne. (Voir déploiement sur carte en annexe).

La défense de l'espace aérien est divisé en trois zones:

- zone ouest (PC à Lvov)
- zone sud (PC à Odessa)
- zone centre (PC à Dniepropetrovsk).

Elle est constituée de 8 régiments de chasse (270 avions) et d'artillerie sol-air.

3.4°) La Marine.

Conformément au décret de création des forces armées de décembre 1991, l'Ukraine a décidé de créer sa propre force navale. Ce n'est cependant que depuis avril 1992 qu'un embryon de marine s'est constitué, avec des bâtiments qui étaient en achèvement dans les chantiers ukrainiens. La mission de la marine est de protéger le territoire national, et d'opérer prioritairement dans les zones de défense côtière de la Mer Noire.

La Marine comprend aujourd'hui:

- une frégate,
- deux corvettes,
- un bâtiment de débarquement,
- un bâtiment de commandement,
- un nombre important de patrouilleurs.

Par ailleurs, depuis octobre 1993, l'Ukraine s'est dotée d'une aéronautique navale constituée à partir des forces aéronavales de la flotte de la Mer Noire

basées sur son territoire. Son Etat-Major est basé à Saki; elle comprend 140 appareils répartis en quatre unités opérationnelles.

En outre, l'Ukraine avait déjà reçu en 1992 les bâtiments des gardes-frontières basés dans ses ports. Ces forces distinctes de la marine ukrainienne et de la flotte de la Mer Noire comprennent une quarantaine d'unités, principalement des patrouilleurs.

Les forces d'intervention terrestre de la Marine basées en Crimée comprennent une brigade d'infanterie navale.

La Marine ukrainienne affirmait en 1994 avoir conservé sous son commandement une brigade d'infanterie de marine et une division de défense côtière, ces deux unités étant également revendiquées par la Russie.

Les chiffres de 40.000 hommes et de 100 navires ont souvent été évoqués par les autorités ukrainiennes comme objectif à atteindre.

4°) LES PERSONNELS

4.1°) Les cadres.

Dans l'armée ukrainienne, comme dans l'ex-armée soviétique, la notion de cadres s'applique essentiellement aux officiers, les sous-officiers d'active n'existant pratiquement pas; il y a des "praporchiki" qui correspondraient plutôt à nos sous-officiers supérieurs qualifiés techniquement, mais ils sont très peu nombreux.

Le taux d'encadrement est correct (de l'ordre de 25%) mais mal réparti dans les catégories. Il manque des officiers subalternes et les officiers supérieurs sont trop nombreux.

Le recrutement en école d'officiers s'effectue généralement à partir du milieu civil, rarement à partir du milieu militaire. La durée de la scolarité varie de trois à cinq ans suivant les armes. La formation est, dès le départ très spécialisée, afin de former essentiellement des officiers exécutants. Une large part est faite au drill. L'enseignement militaire compte une trentaine d'organismes de formation.

Avant la disparition de l'URSS, on constatait déjà une dégradation progressive du statut social de l'officier: dévalorisation de la carrière militaire, graves problèmes de logement (en 1988, seulement 39% d'entre eux disposaient d'un appartement, les autres vivant avec leur famille, dans des conditions misérables dans des baraquements ou des appartements communautaires), salaires insuffisants. Aujourd'hui, la désaffection des jeunes pour une armée qui véhicule encore l'image de l'époque soviétique, la perte de prestige des militaires auprès de la population, l'absence de sens civique dans un climat économique de survie ne plaident pas pour un renouveau dans ce domaine.

4.2°) Les militaires du rang.

L'armée ukrainienne est une armée de conscription. Après avoir été ramenée à 18 mois en 1992, la durée du service militaire a finalement été rétablie à deux ans à cause d'un déficit important dans les effectifs. Le taux de couverture des besoins en appelés ne

dépasse pas les 70%. Les causes principales en sont l'insoumission, et un taux de réforme élevé dû à l'état de santé, globalement mauvais, des jeunes ukrainiens.

Les incorporations ont lieu deux fois par an (appel de printemps et appel d'automne).

Aujourd'hui, les armées ukrainiennes comptent moins de 1000 engagés détenant une spécialité technique. A l'avenir, le ministre souhaite mettre sur pied une armée à base de soldats professionnels, mais la situation économique actuelle ne le permet pas.

5°) LA FLOTTE DE LA MER NOIRE

En dépit de la fraternité slave, les relations bilatérales russo-ukrainiennes sont plus difficiles que celles entretenues par Moscou avec Minsk ou Almaty. La dévolution de la flotte de la mer Noire est un des grands sujets d'opposition.

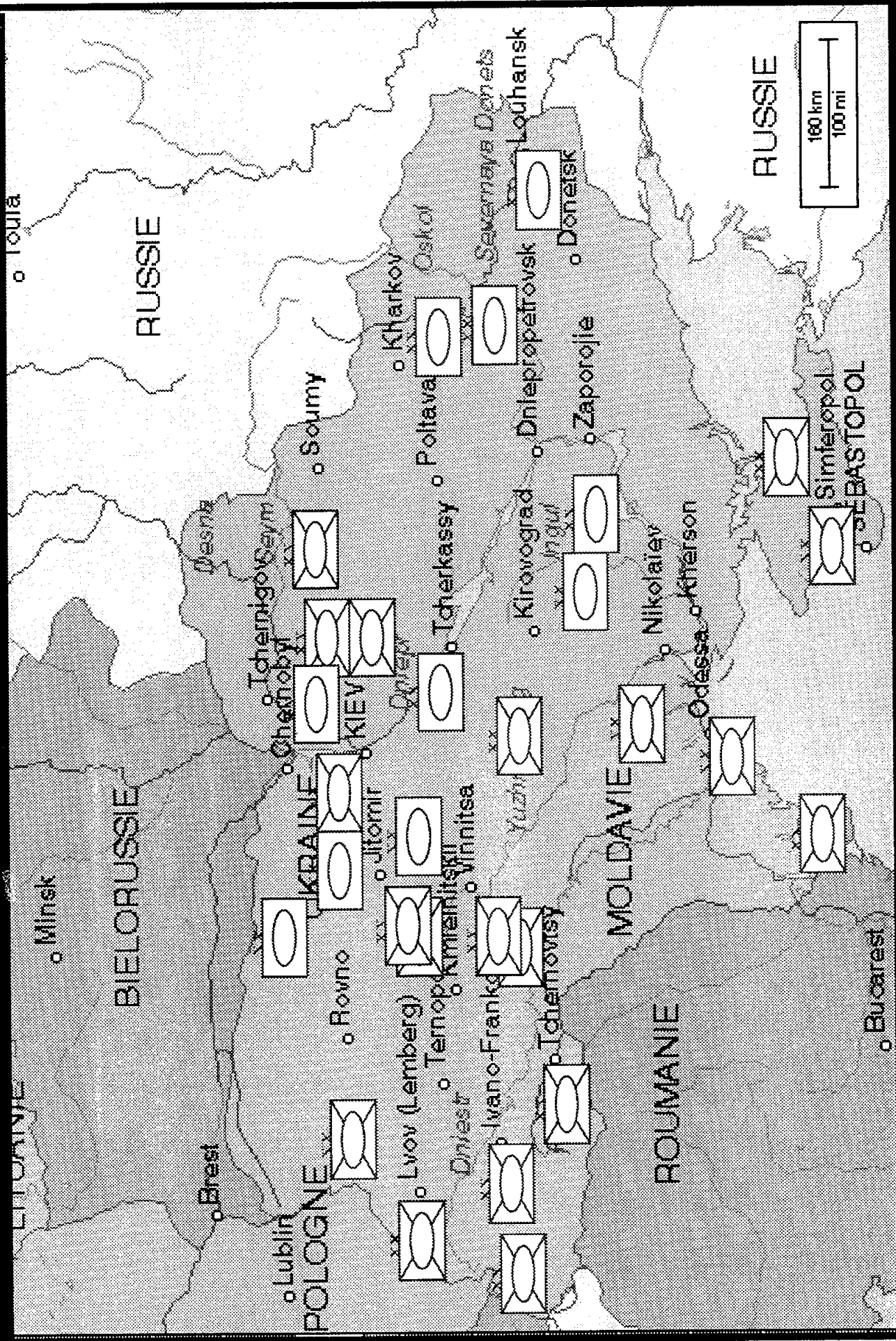
Dans sa volonté de se constituer une armée digne d'une grande puissance, le président Kravtchouk semble avoir voulu aller trop vite. Ni le président Eltsine, ni le maréchal Chapochnikov n'entendaient céder à l'Ukraine la totalité d'une flotte dont de nombreux navires appartenaient aux forces stratégiques (qui doivent selon les documents constitutifs de la CEI rester sous le commandement unifié). Par ailleurs, la Russie ne tenait pas à se laisser déposséder de sa seule flotte mouillée dans des eaux libres de glaces toute l'année. Anticipant la querelle, l'amirauté de la CEI avait décidé de transférer à Mourmansk, en Carélie, la principale unité de la flotte de la mer Noire: l'"Amiral Kouznetzov" le premier véritable porte-avions de la marine ex-soviétique. Mis en chantier sous le nom de "Léonid Brejnev", il était ensuite devenu le Tbilissi avant d'être à nouveau rebaptisé lorsque la Georgie dont la capitale est Tbilissi s'était engagée dans la voie de la sécession. Deux autres porte-avions sont en construction en Ukraine, aux chantiers de Nikolaïev: le Variag, et le premier bâtiment d'une nouvelle classe de porte-avions. Mais l'Ukraine ne peut pas financer leur construction qui a été arrêtée.

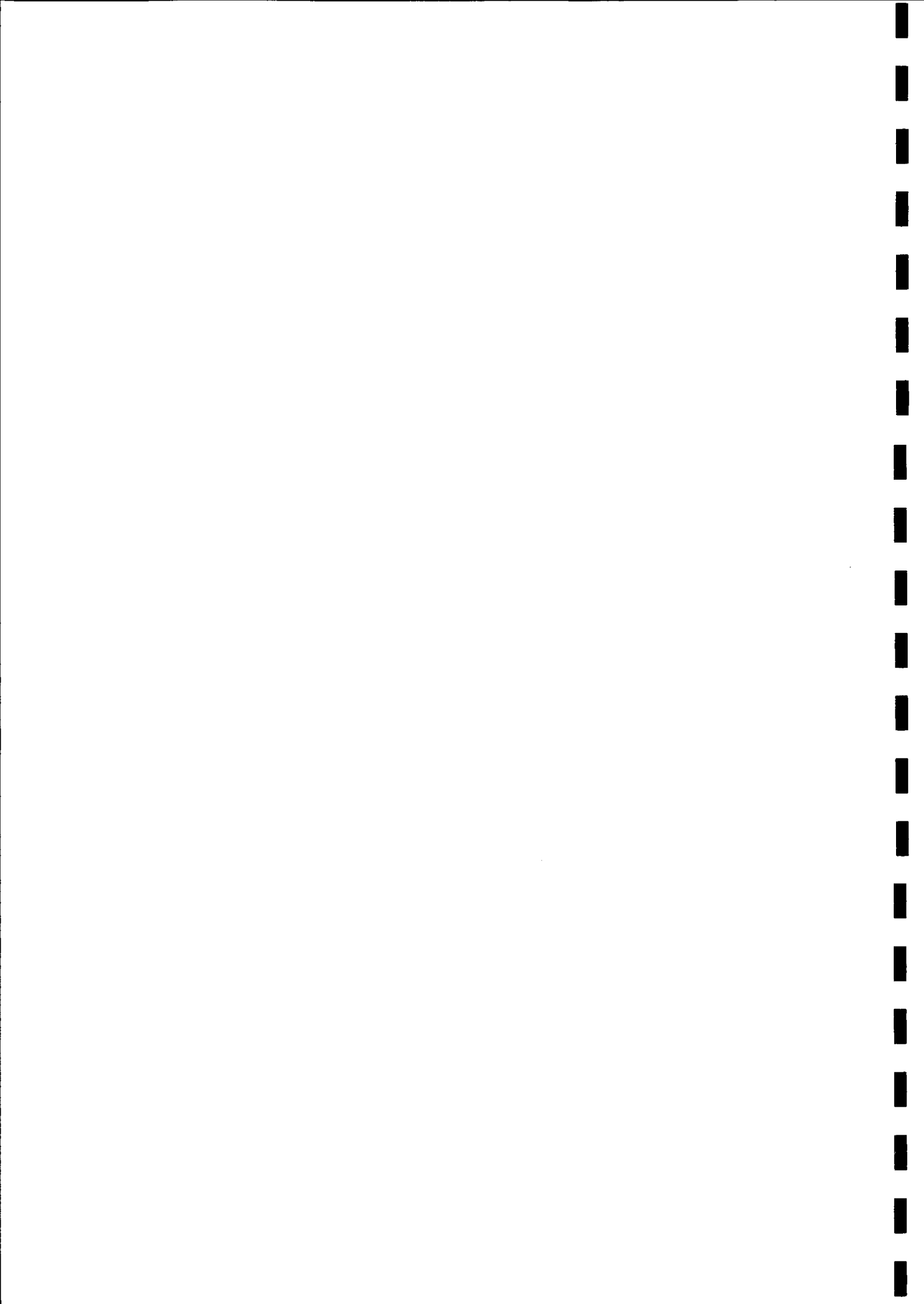
Concernant les négociations sur le partage de la Flotte, les accords de Massandra de septembre 1993 prévoyaient la cession à la Russie de la totalité de la flotte, en contrepartie de l'annulation de la dette énergétique de l'Ukraine à l'égard de la Russie.

L'Ukraine a par la suite repris ses réclamations antérieures sur le partage égal de la flotte, tel qu'il était défini par les accords de Yalta de 1992, tandis que la Russie continuait d'affirmer que la Flotte de la Mer Noire était indivisible. En mars 1994, l'amiral Gromov déclarait: "La Flotte de la Mer Noire s'estime russe et doit rester russe. Son sort doit être décidé conformément à l'accord auquel sont parvenus les présidents russe et ukrainien et selon lequel la flotte revient à la Russie".

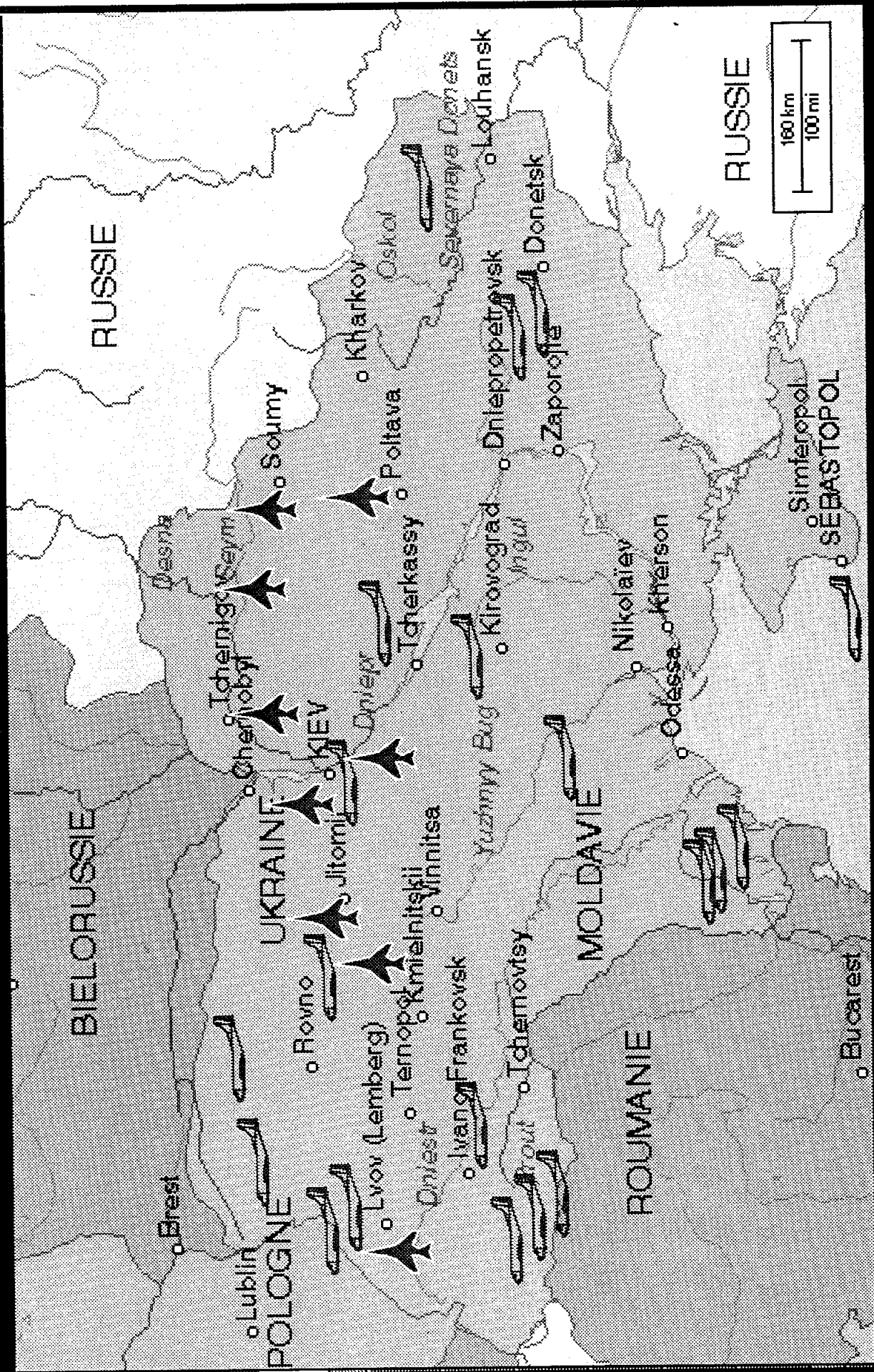
En avril 1994, l'accord signé à Moscou prévoit que l'Ukraine conservera 18% des bâtiments de la Flotte (soit 165 unités), et vendra le reste de sa part de 50% soit 32% à la Russie qui aura ainsi 670 unités au total. En outre, l'accord prévoit que les deux flottes ne seront pas basées au même endroit. Une déclaration annexe précise que "la base principale de la flotte de la mer Noire est située à Sébastopol". Les deux parties ne se sont en revanche toujours pas accordées sur le statut juridique de cette base, ni sur les conditions de sa cession à la Russie (éventuellement sous la forme d'une location) ni sur les questions financières. Selon la partie russe, ce texte apparaît comme la première étape d'un règlement qui après avoir admis le principe de l'installation à Sébastopol, traitera l'une après l'autre des questions chimiques. Moscou a obtenu également gain de cause à propos de l'utilisation des autres bases de Crimée, dont il faudra encore préciser le nombre. La déclaration prévoit également une coopération dans les deux flottes.

Forces Terrestres à l'Indépendance





Forces Aériennes à l'Indépendance





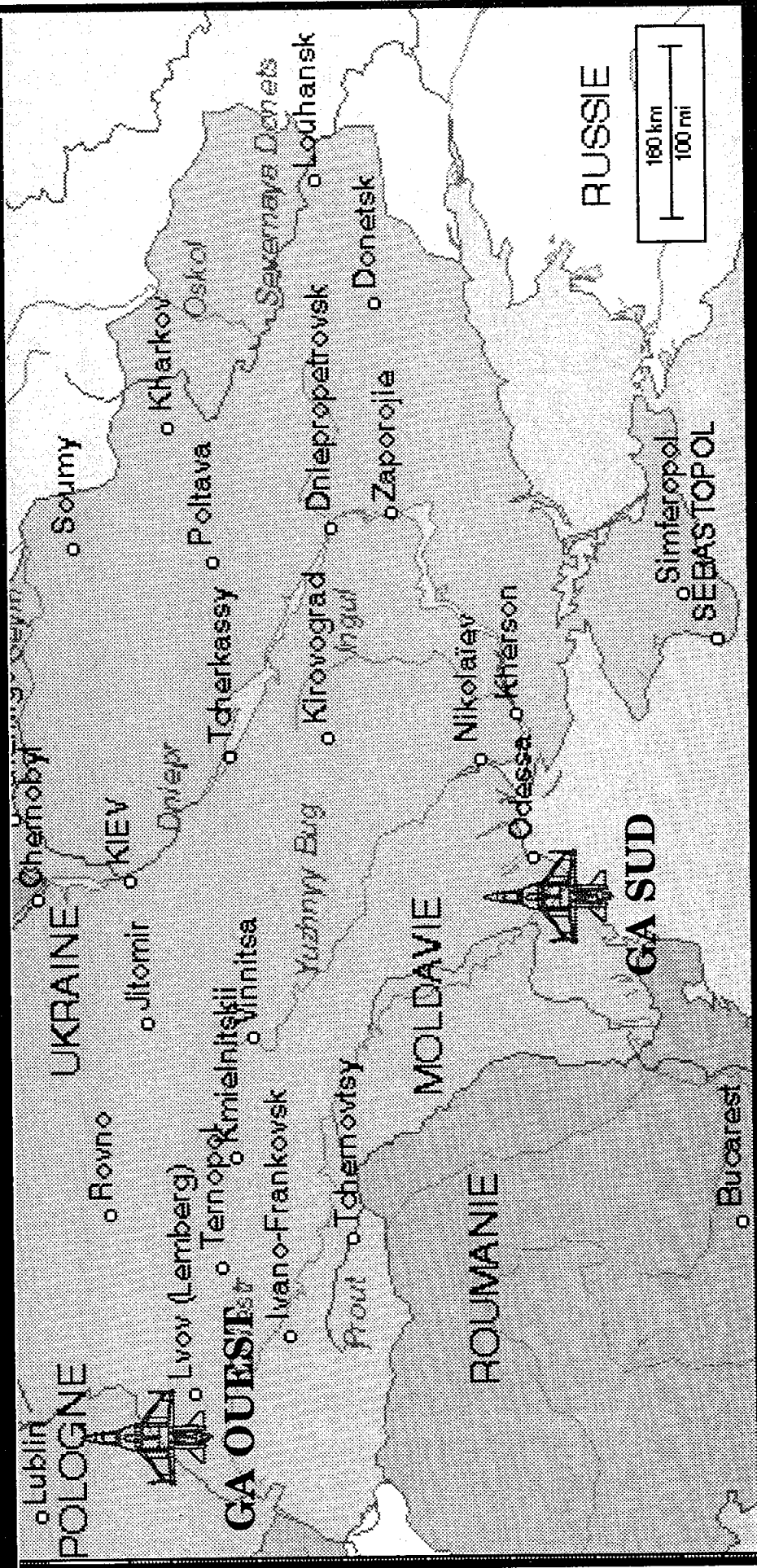


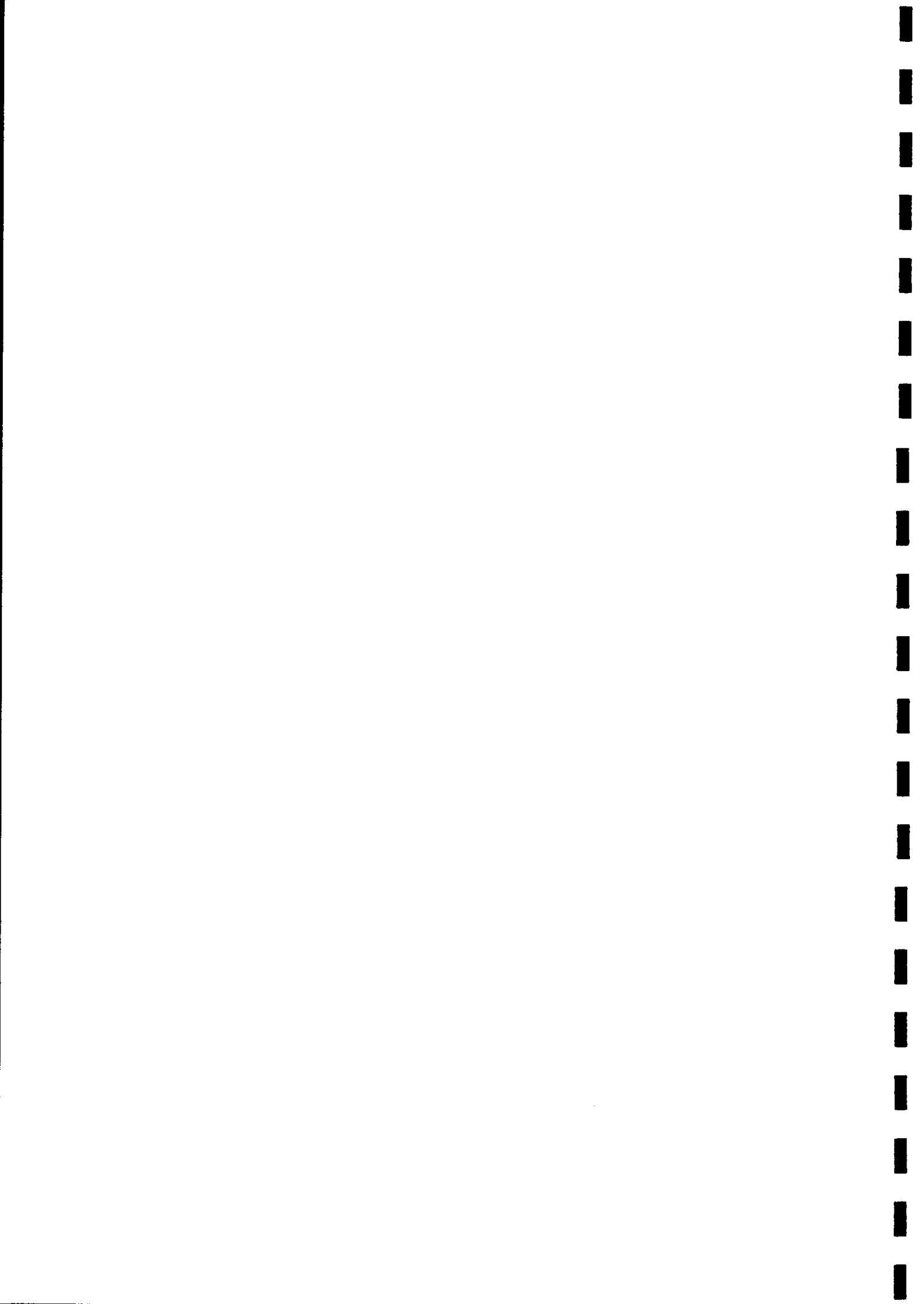
Forces Aériennes aujourd'hui

GA INSTRUCTION

GA Long Rayon d'Action

GA Transport Militaire





La Défense Aérienne

8 Rég. de chasse
270 AVIONS

